



# Réaliser notre stratégie

Rapport annuel 2017

## À propos du présent rapport

Notre Rapport annuel 2017 se présente sous forme de deux documents, également téléchargeables au format PDF :

### REVUE ANNUELLE 2017

Ce rapport fait le récit de l'année écoulée chez Umicore. Il explique qui nous sommes et ce que nous faisons, le contexte dans lequel nous évoluons et passe en revue les risques et opportunités. Il décrit notre stratégie et les progrès réalisés dans la concrétisation de nos objectifs.

### RAPPORT DE GOUVERNANCE ET D'ACTIVITÉ 2017

Ce rapport illustre l'approche d'Umicore en matière de gouvernance d'entreprise. Il comporte aussi les informations financières pour l'exercice ainsi que des données détaillées sur les performances environnementales et sociales du Groupe.

Le rapport fait l'objet d'une vérification externe et a été établi en conformité avec les normes GRI Standards : critères Essentiels. Retrouvez l'index GRI complet en pages 216 à 219.

### CONTENU SUR INTERNET

Pour accéder à la version web du rapport complet, aux études de cas et au glossaire veuillez visiter notre centre de reporting (en anglais) via le lien ci-dessous.



VISIT [ANNUALREPORT.UMICORE.COM](http://ANNUALREPORT.UMICORE.COM)



Image de couverture: Employée travaillant dans notre usine Automotive Catalysts de Tokoname, Japon, 2017

Troisième de couverture : Publicité de recrutement

## Revue annuelle 2017

Réaliser notre stratégie	1
Progrès Horizon 2020	2
Revue du CEO et du Président	4
Umicore en un coup d'œil	8
Tendances mondiales	11
Modèle d'entreprise	14
Performance	18
Gestion des risques et contrôle interne	37
Principaux risques et opportunités	39
Conseil d'administration	45
Comité de direction	49
Chiffres clés	51

En tant que group spécialisé dans la technologie des matériaux et le recyclage, nous développons des produits et des processus essentiels pour relever les grands défis sociétaux actuels, comme le besoin d'une mobilité plus propre et la raréfaction des matières premières. Nos efforts pour nous imposer en leader du développement durable ne se limitent pas à minimiser l'impact de nos activités industrielles. Notre volonté est d'influer positivement sur la société au sens large.

En 2017, nous avons avancé à pas de géant vers les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés dans le cadre de la stratégie Horizon 2020. Nous avons accéléré les investissements permettant notre croissance dans les matériaux pour batteries rechargeables, simplifié le portefeuille des activités et encore progressé en termes de performance environnementale et d'approvisionnement durable. Le tout accompagné de résultats record.

A l'avenir, Umicore renforcera ses investissements pour la croissance et ses efforts en matière de recherche et développement, afin de renforcer ses positions sur le marché et d'accroître les revenus et les bénéfices.



# Progrès Horizon 2020

L'ANNÉE PASSÉE NOUS AVONS LANCÉ UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR UN SUCCÈS DURABLE. CE TABLEAU DONNE UN APERÇU DES RAISONS DE SON IMPORTANCE ET DE NOS PROGRÈS AU COURS DE L'ANNÉE

## NOS OBJECTIFS



RENFORCER NOTRE LEADERSHIP



DOUBLER LES RÉSULTATS



RÉÉQUILIBRER LE PORTEFEUILLE



APPROVISIONNEMENT DURABLE



PRODUITS ET SERVICES DURABLES

## POURQUOI ILS SONT IMPORTANTS

Pour permettre à Umicore de prospérer face à l'accélération des grandes tendances mondiales impliquant le contrôle rigoureux des émissions, l'électrification des transports et la raréfaction des ressources.

Pour assurer le succès futur et le développement durable d'Umicore en investissant constamment dans la R&D afin de développer et de commercialiser des produits et services innovants, et pour accroître la capacité en vue de répondre à la demande croissante du marché de produits et services d'Umicore

Pour concentrer Umicore sur les initiatives ambitieuses de croissance dans le recyclage et les matériaux destinés à la mobilité propre.

Pour offrir des avantages en matière d'environnement et d'approvisionnement éthique en ce qui concerne les matières premières relativement rares afin de garantir un succès et une croissance durables

Pour développer des produits et services qui créent de la valeur durable pour nos clients et la société et qui augmentent la sécurité des ressources.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS

CROISSANCE ANNUELLE DES REVENUS DU GROUPE  
**+9%**

AUGMENTATION DU REBIT 2017  
**+24%** VS 2016  
**+56%** VS 2014

**38%** CATALYSIS  
**32%** ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES  
**30%** RECYCLING

UMICORE S'EST ALIGNÉE COMPLÈTEMENT SUR LE GUIDE OCDE SUR LE DEVOIR DE DILIGENCE POUR DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLES EN MINÉRAIS PROVENANT DE ZONES DE CONFLIT OU À HAUT RISQUE.

**64,6%** DES REVENUS TOTAUX LIÉS À LA MOBILITÉ PROPRE ET AU RECYCLAGE

## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE



PLUS SUR LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE EN PAGE 18

PLUS SUR LA CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ EN PAGE 26

## NOS OBJECTIFS

## ECO-EFFICACITÉ



DES ACTIVITÉS PERFORMANTES

## UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER



SANTÉ



SÉCURITÉ



ENGAGEMENT DE TOUS

## POURQUOI ILS SONT IMPORTANTS

Pour faire de la durabilité un avantage concurrentiel irréfutable pour Umicore

Pour offrir un espace de travail sécurisé et intégrer une culture de la sécurité au sein de nos effectifs.

Pour contrôler et gérer les risques d'exposition et protéger les travailleurs.

Pour assurer à Umicore un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où nous sommes actifs.  
Pour gérer les talents en les considérant comme un moteur de la croissance que nous souhaitons atteindre pour notre entreprise.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS

## CONSOMMATION D'ÉNERGIE

**-21%**

par rapport à la référence 2015, ajustée en termes d'intensité de production

NOMBRE D'ACCIDENTS  
**51**

## DÉPASSEMENTS\*

**2,7%**

\* basé sur les valeurs limites internes

## EFFECTIF TOTAL

**9.769**

## TAUX DE FIDÉLISATION

**94,97%**

## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE



PLUS SUR L'ECO-EFFICACITÉ  
EN PAGE 29

PLUS SUR UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT  
BON TRAVAILLER EN PAGE 32

## NOS PRINCIPAUX ENJEUX ET NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

La stratégie Horizon 2020 met l'accent sur les sujets ayant une importance significative pour Umicore dans les années à venir : Performance économique, Chaîne de valeur et société, Éco-efficacité et Une entreprise où il fait bon travailler. Umicore applique une approche locale à l'engagement envers les parties prenantes et gère les relations avec celles-ci conformément à notre approche décentralisée à la direction des business units.

PLUS SUR CE SUJET  
EN PAGES 54-60

# Revue du CEO et du Président

MARC GRYNBERG ET THOMAS LEYSEN REVIENNENT SUR L'ANNÉE 2017  
ET ÉVALUENT LES PERSPECTIVES D'UMICORE.

MARC GRYNBERG CEO  
& THOMAS LEYSEN PRÉSIDENT



Umicore a enregistré une **performance record en 2017**, conséquence de la forte croissance d'Energy & Surface Technologies. L'EBIT récurrent a en effet augmenté de 17% pour atteindre € 410 millions (soit une augmentation de 24% et un total de € 398 millions si l'on exclut les activités non-continues). Le rendement des capitaux engagés a augmenté lui aussi, de 14,6% en 2016 à 15,1% en 2017, atteignant ainsi le niveau de création de valeur que nous nous sommes fixé comme objectif à long terme.

Nous mesurons notre progrès par rapport au **plan stratégique Horizon 2020** que nous avons lancé en 2015 afin de faire d'Umicore un leader incontestable dans le recyclage et les matériaux destinés à la mobilité propre, tout en doublant les bénéfices de l'entreprise, et en assurant le rééquilibrage de la contribution des trois business groups pour transformer notre leadership en développement durable en un avantage concurrentiel plus important. Les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ont été tels que nous prévoyons de nous rapprocher dès 2018 de l'objectif 2020 consistant à doubler l'EBIT récurrent pour atteindre € 500 millions, après avoir établi en 2017 un juste équilibre de contribution entre Recycling, Catalysis et Energy & Surface Technologies.

Les **contributions par business group** au résultat global ont été bien équilibrées. Les revenus d'Energy

& Surface Technologies ont augmenté de 46%, grâce à d'une forte croissance des volumes et d'une montée en puissance de la nouvelle capacité de production de Rechargeable Battery Materials et, dans une moindre mesure, de la croissance des volumes de Cobalt & Specialty Materials. Concernant Catalysis, les revenus et l'EBIT récurrent ont augmenté respectivement de 8% et 9%, traduisant une hausse des ventes de catalyseurs diesel pour poids lourds, l'impact positif de la consolidation complète d'Ordeg et une hausse des volumes dans la business unit Precious Metal Chemistry. Les revenus et l'EBIT récurrent de Recycling ont quant à eux légèrement augmenté en glissement annuel, l'impact positif de l'augmentation des volumes traités et les prix plus favorables des métaux étant en partie neutralisés par des conditions commerciales moins avantageuses au deuxième semestre. La rentabilité de Recycling demeure très bonne et sera encore soutenue par le déploiement progressif de capacité supplémentaire à Hoboken.

Les **charges non récurrentes** ont eu un impact négatif de € 46 millions sur l'EBIT et sont principalement dues à la cession ou à la fermeture de sites et d'activités spécifiques.

Nous avons continué à **investir** fortement dans nos domaines de croissance stratégique, la dépense d'investissement de 2017 s'élevant à € 365 millions principalement en raison de l'expansion continue de

## INDICATEURS CLÉS FINANCIERS DU GROUPE

### REVENUS

€ 2.916mio

### EBIT RÉCURRENT

€ 410mio

### FRAIS DE R&D

6%  
des revenus

### INVESTISSEMENTS

€ 365mio

la capacité des usines de matériaux pour cathodes en Chine et en Corée. Ces investissements organiques ont été complétés par des acquisitions qui élargiront notre portefeuille de clients et de produits. Umicore a acquis les 50% de participation restants d'Ordeg en Corée, l'activité de catalyseurs de métathèse de Materia, Eurotungstène en France, ainsi que les activités de catalyseurs stationnaires et diesel pour poids lourds de Haldor Topsøe.

2017 a été une année décisive pour le **recentrage de notre portefeuille d'activités**. Nous avons conclu la vente de notre business unit Building Products à Fedrus International en septembre, tournant ainsi une page de la longue histoire d'Umicore. Nous avons également finalisé la vente de notre activité dans les revêtements de grande dimension (Large Area Coating) à First Rare Materials à la fin de l'année. Suite à cette cession, nous fermerons le site de production de Providence, dans l'État de Rhode Island, et intégrerons le reste des activités de l'ancienne business unit Thin Film Products à Electro-Optic Materials. Un accord a été conclu le 1er décembre pour vendre les activités européennes de Technical Materials à Saxonia Edelmetalle et la transaction a été conclue à la fin du mois de janvier 2018. En attendant l'examen d'autres options stratégiques concernant les activités nord-américaines de Technical Materials, nous avons intégré celles-ci, ainsi que leurs activités brésiliennes, à la business unit Jewellery & Industrial Metals, tandis que leurs activités chinoises ont été arrêtées au début de l'année 2017. Les nouveaux propriétaires des activités cédées amélioreront le positionnement de ces activités à l'avenir, alors que la simplification de notre organisation permettra à Umicore de se concentrer davantage sur des initiatives ambitieuses de croissance dans le recyclage et les

## REVUE DU CEO ET DU PRÉSIDENT

matériaux destinés à la mobilité propre. Ce processus de simplification interne a impliqué d'autres étapes, comme le transfert de la business line Battery Recycling vers Cobalt & Specialty Materials et l'intégration de Platinum Engineered Materials au sein de Jewellery & Industrial Metals. Grâce à ces changements, nous avons terminé le recentrage du portefeuille qui avait été annoncé début 2015 et qui a fait passer le nombre de business units de 15 à 9 et le nombre de sites de production de 64 à 51.

Nos **flux de trésorerie et la structure de notre capital** sont restés solides en 2017, bien que la sortie de fonds pour les acquisitions n'ait été que partiellement compensée par le produit des cessions. Le conseil d'administration proposera un dividende brut annuel de € 0,70 par action et le soumettra pour approbation aux actionnaires lors de l'Assemblée générale ordinaire en avril 2018.

Notre stratégie Horizon 2020 implique la poursuite continue des **objectifs de développement durable**, tels que l'objectif de zéro accident sur le lieu de travail et l'obtention de résultats avérés en approvisionnement durable, visant à faire du développement durable un argument concurrentiel irréfutable pour Umicore. Les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ont été contrastés en 2017.

Notre performance 2017 en matière de **sécurité** n'a pas montré d'améliorations suffisantes dans la poursuite de notre objectif de zéro accident sur le lieu de travail. Sans tenir compte de la business unit Building Products cédée en septembre, le nombre total d'accidents avec arrêt de travail est passé à 51 (contre 54 en 2016) avec un taux de fréquence de 3,01 (contre 3,37 en 2016) et un taux de gravité de

## INDICATEURS CLÉS NON FINANCIERS DU GROUPE

### ÉCO-EFFICACITÉ

Consommation d'énergie

# 21%

d'amélioration par rapport à l'année de référence 2015 ajustée en termes d'intensité de production

### SÉCURITÉ

# 51

accidents en 2017 contre 59 en 2016

### ENGAGEMENT DE TOUS

# 5,03%

de départs volontaires en 2017

0,09 (contre 0,58 en 2016). Nous poursuivrons nos efforts d'amélioration en 2018 avec de nouvelles campagnes de sensibilisation et des programmes spécifiques visant à changer les mentalités et à renforcer la culture de la sécurité. Les niveaux d'exposition professionnelle ont chuté, Rechargeable Battery Materials affichant les améliorations les plus significatives en 2017.

Nous mesurons notre **éco-efficacité** par rapport à notre objectif Horizon 2020 de réaliser une performance égale ou supérieure à celle de 2015, avec des valeurs ajustées pour les niveaux d'activité. Tous les principaux indicateurs montrent une amélioration importante en 2017. Les émissions de métaux dans l'eau étaient 69% plus basses par rapport aux valeurs de 2015, contre seulement 1% d'amélioration en 2016. Ce résultat s'explique par la mise en service définitive de la nouvelle station biologique d'épuration des eaux à Hoboken, équipée d'un système de gestion amélioré pour limiter le risque d'inondation. Les émissions de métaux dans l'air étaient 41% plus basses par rapport à 2015, contre 30% en 2016, principalement grâce à la poursuite des efforts à Hoboken pour réduire les émissions de poussières de plomb (voir page 29). En termes de performance énergétique, notre consommation d'énergie a chuté de 21% par rapport à 2015 (contre une amélioration de 7% en 2016).

En 2017, nos efforts pour faire d'Umicore **une entreprise où il fait bon travailler** ont englobé plusieurs initiatives en matière de diversité, dont le projet « Focus on Women » (voir page 32) et la nomination de non-Européens à des postes de direction et au conseil d'administration. Comme une grande partie de l'expansion d'Umicore concerne

## REVUE DU CEO ET DU PRÉSIDENT

l'Asie, où le marché de l'emploi est à la fois souple et compétitif, nous déployons de nouvelles initiatives de soutien au recrutement et à la fidélisation des talents, y compris le nouveau programme mondial Employer Branding, lancé en novembre 2017.

Les clients des secteurs de l'automobile et de l'électronique demandent de plus en plus que nous apportions des preuves d'**approvisionnement durable**. Nous nous sommes appuyés sur nos exigences de diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt et de l'or pour établir une pratique d'approvisionnement responsable des métaux du groupe platine et des matières premières utilisées dans les matériaux pour cathodes. Cette mesure est bien accueillie par les clients et, conjuguée à notre compétence unique de recycler en boucle fermée les produits en fin de vie, illustre la manière dont nous transformons le développement durable en avantage concurrentiel. Conformément à nos objectifs de développement durable Horizon 2020, nous avons également entrepris des analyses du cycle de vie de divers produits et services, y compris la fabrication des matériaux pour cathodes, le recyclage des batteries et les services de Precious Metals Refining.

Nous constatons clairement que les trois **grandes tendances** identifiées qui animent la croissance d'Umicore sont, à nouveau, plus marquées que jamais. L'évolution la plus remarquable a été l'adoption croissante des **véhicules électriques** qui, associée à la qualification de nos matériaux pour plusieurs de ces nouveaux modèles de véhicule, crée le besoin d'une augmentation accélérée de la capacité de production des matériaux pour cathodes. Dans ce contexte, Umicore a lancé un



“Umicore a enregistré une performance record en 2017, atteignant ainsi le niveau de création de valeur que nous nous sommes fixé comme objectif à long terme et assurant le rééquilibrage de notre portefeuille d’activités.”

nouveau programme d’investissement de € 660 millions début 2018, qui renforcera notre position à la pointe ce secteur de l’industrie. Le besoin de **mobilité plus propre** demeure une priorité et nous observons toujours une demande croissante en catalyseurs de réduction des émissions là où des solutions entièrement électriques ne sont pas encore une option, comme pour les petites voitures particulières à essence ou les applications diesel pour poids lourds. La croissance de la demande en catalyseurs de réduction des émissions est susceptible de s’amplifier par l’introduction prochaine de normes d’émissions plus strictes dans plusieurs régions du monde, y compris en Europe, en Chine et en Inde. La **raréfaction des ressources** continue elle aussi de susciter des inquiétudes, surtout concernant les métaux indispensables à la mobilité propre et aux technologies de communication. Là encore, Umicore reste à la pointe de la technologie dans un domaine qui génère notre plus haut rendement des capitaux engagés. Nous disposons

déjà d’une ligne pilote industrielle pour le recyclage des batteries de véhicules électriques et veillerons à ce que des usines de recyclage à plus grande échelle soient prêtes à être mises en service vers le milieu des années 2020, quand les véhicules électriques de la génération actuelle arriveront à la fin de leur vie. Entre temps, une grande partie du volume de recyclage des batteries dépendra des efforts à récupérer en quantités suffisantes les plus petites batteries issues des appareils électroménagers, dont les téléphones portables, pour que nous puissions en recueillir les contenus métalliques nécessaires aux développements futurs dans l’industrie des batteries.

Notre **environnement géopolitique** reste aussi volatil qu’il y a un an. Nous continuerons à œuvrer pour la cohérence dans un environnement imprévisible, en nous concentrant sur nos objectifs stratégiques et en faisant toujours preuve d’agilité dans l’adaptation de notre approche du marché et dans notre capacité à mettre en service les nouvelles activités de production avec rapidité et efficacité.

Le format en deux volumes de notre rapport annuel, introduit en 2016, constituait une nouvelle étape de notre stratégie de reporting, réaffirmant notre engagement envers un processus de reporting totalement intégré. Tout en gardant la même structure claire dans l’édition 2017, qui inclut une vue d’ensemble sur notre modèle d’entreprise, sur la façon dont nous créons la valeur et gérons nos impacts tout au long de la chaîne de valeur, nous avons apporté davantage de clarté sur les éléments de matérialité qui animent notre activité. Nous avons cherché à nous aligner sur la dernière Global Reporting Initiative et à faciliter l’accès aux textes par

## REVUE DU CEO ET DU PRÉSIDENT

l’ajout d’un index et d’iconographie. Nous espérons que vous trouverez ce rapport clair et instructif.

Pour conclure ce bilan, nous remercions chaleureusement toutes nos parties prenantes pour leur contribution à notre succès en 2017. Nous considérons l’offre d’actions réalisée avec succès au début de l’année 2018, grâce à laquelle nous avons levé près de € 900 millions, comme un vote de confiance clair de nos investisseurs en la stratégie et le positionnement d’Umicore. Nous nous réjouissons des nouveaux succès de 2018 et croyons fermement qu’Umicore est en mesure de garantir une réussite partagée par toutes nos parties prenantes, qu’il s’agisse de clients, de fournisseurs, d’employés, de partenaires commerciaux ou de nos actionnaires.

**MARC GRYNBERG** CEO  
& **THOMAS LEYSEN** PRÉSIDENT

# UMICORE EN UN COUP D'ŒIL

## Pour un monde plus durable

NOUS SOMMES UN GROUPE MONDIAL AXÉ SUR LA TECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX ET LE RECYCLAGE. NOUS AVONS POUR MISSION D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR, DE CONTRIBUER À L'ÉLECTRIFICATION DES VÉHICULES ET DE REMÉDIER À LA RARÉFACTION DES RESSOURCES

### REVENUS

€ 2.916mio

### FRAIS DE R&D

6%  
des revenus

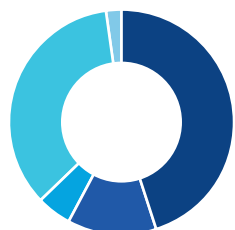
### EBIT RÉCURRENT

€ 410mio

### BÉNÉFICE RÉCURRENT

€ 1,22  
par action

### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES REVENUS

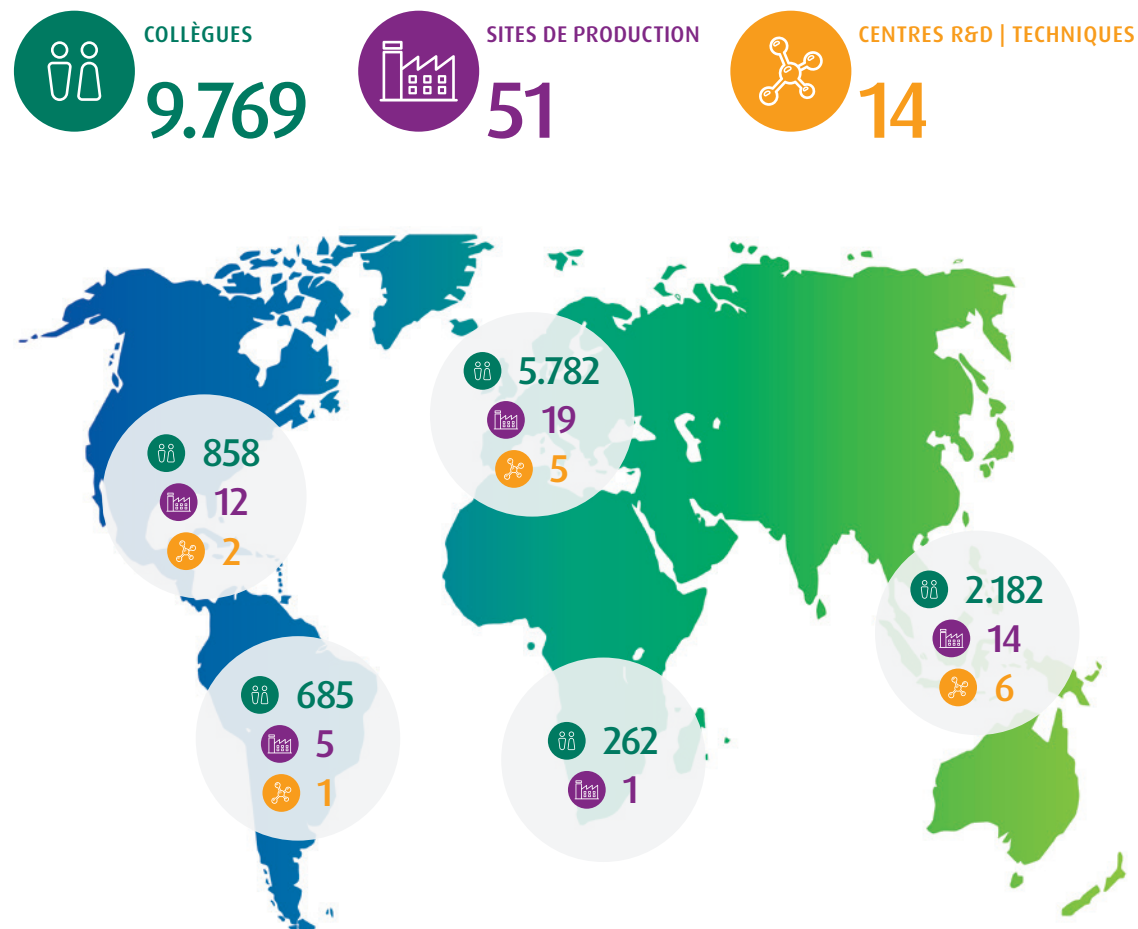


- 45% EUROPE
- 13% AMÉRIQUE DU NORD
- 5% AMÉRIQUE DU SUD
- 35% ASIE-PACIFIQUE
- 2% AFRIQUE

### EFFICACITÉ DES RESSOURCES






- 38% MATIÈRES PRIMAIRES
- 49% MATIÈRES SECONDAIRES
- 13% MATÉRIELS EN FIN DE VIE



# Trois business groups complémentaires

NOS TROIS BUSINESS GROUPS RÉPONDENT AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES CLIENTS.  
ENSEMBLE, ILS SE COMPLÈTENT, EN METTANT EN COMMUN LEURS CONNAISSANCES ET LEUR SAVOIR-FAIRE

BUSINESS GROUP	PRINCIPAUX SECTEURS DESSERVIS	PRINCIPALES APPLICATIONS	PRINCIPALES RÉALISATIONS	CHIFFRES CLÉS
 <p><b>CATALYSIS</b> Umicore fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine.</p>	Automobile, produits chimiques et pharmaceutiques, construction, marine, production d'électricité	Contrôle des émissions industrielles et des véhicules légers et lourds routiers et non-routiers, catalyseurs pour les sciences de la vie et l'industrie chimique, ingrédients pharmaceutiques pour le traitement du cancer, LED	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résultat en hausse de 9%</li> <li>- Acquisition de la totalité des parts d'Ordeg Co. Ltd (Corée du Sud)</li> <li>- Acquisition des activités de Haldor Topsoe dans le domaine des catalyseurs pour véhicules poids lourds diesel et des catalyseurs stationnaires</li> <li>- Accord portant sur l'acquisition des activités catalyseurs de métathèse de Materia</li> </ul>	<b>REVENUS</b> <b>€ 1.253mio</b> <b>EBIT RÉCURRENT</b> <b>€ 166mio</b> <b>COLLÈGUES</b> <b>2.952</b>
 <p><b>ENERGY &amp; SURFACE TECHNOLOGIES</b> Les produits d'Umicore sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes nos activités de ce business group proposent un service en boucle fermée à nos clients.</p>	Électronique, automobile, batteries rechargeables, aérospatiale	Electronique portable, véhicules électriques, photovoltaïque, semi-conducteurs, outils d'usinage et de forage, pneumatiques, fibres optiques, LED, écrans plats	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résultat en progression de 72%</li> <li>- Expansion de capacité supplémentaire avec un investissement de EUR 300 millions dans les matériaux pour cathodes en Chine et en Corée</li> <li>- Vente de l'activité dans les revêtements de grande dimension de Thin Film Products et intégration des activités optiques et électroniques dans Electro-Optic Materials</li> </ul>	<b>REVENUS</b> <b>€ 894mio</b> <b>EBIT RÉCURRENT</b> <b>€ 141mio</b> <b>COLLÈGUES</b> <b>2.716</b>
 <p><b>RECYCLING</b> Umicore traite des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Nous sommes capables de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.</p>	Industrie minière et raffinage des métaux non-ferreux, automobile, électronique, énergie, produits chimiques, optique et affichage, métaux précieux	Bijouterie, verre de haute qualité, lingots pour investisseurs, distribution d'énergie, installations de chauffage, de ventilation et de refroidissement, production d'acide nitrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ROCE de 26%</li> <li>- Mise en service de la capacité supplémentaire à Hoboken (Belgique)</li> <li>- Precious Metals Refining a enregistré une augmentation des volumes traités par rapport à 2016</li> <li>- Renouvellement de la certification de toutes les fonderies d'or d'Umicore attestant la non-utilisation de matériaux en lien avec des conflits</li> <li>- Cession en cours des activités de Technical Materials en Europe</li> </ul>	<b>REVENUS</b> <b>€ 650mio</b> <b>EBIT RÉCURRENT</b> <b>€ 128mio</b> <b>COLLÈGUES</b> <b>3.092</b>

## UMICORE EN UN COUP D'ŒIL

# Structure du groupe

UMICORE A RECENTRÉ SON PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS.  
NOS TROIS BUSINESS GROUPS SE COMPOSENT À PRÉSENT DE NEUF BUSINESS UNITS



### CATALYSIS

#### AUTOMOTIVE CATALYSTS

Leader mondial dans les catalyseurs de contrôle des émissions pour les véhicules légers et les poids lourds utilisant tout type de carburants. A présent également producteur de catalyseurs pour véhicules poids lourds au diesel non routiers et de catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions des activités industrielles.

#### PRECIOUS METALS CHEMISTRY

Développeur et producteur de catalyseurs métalliques utilisés dans la chimie, les sciences de la vie et les applications pharmaceutiques.



### ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

#### COBALT & SPECIALTY MATERIALS

Producteur de produits chimiques spéciaux à base de cobalt et de nickel pour une large gamme d'applications parmi lesquels les pneus, les pigments, les catalyseurs et le traitement de surface. Egalement responsable de la technologie exclusive de recyclage des batteries rechargeables Li-ion.

#### RECHARGEABLE BATTERY MATERIALS

Un producteur leader de matériaux pour cathode destinés aux batteries rechargeables lithium-ion utilisées dans l'électronique portable et les véhicules électriques.

#### ELECTROPLATING

Fournisseur d'électrolytes métalliques et de procédés destinés aux applications techniques, fonctionnelles et décoratives.

#### ELECTRO-OPTIC MATERIALS

Fournisseur de produits destinés à l'imagerie thermique ainsi que de substrats pour les cellules solaires spatiales et pour les LEDs à haute luminosité et de produits chimiques pour la fibre optique. A présent également producteur de matériaux d'évaporation et de cibles de pulvérisation pour l'industrie de l'optique et de la microélectronique.



### RECYCLING

#### PRECIOUS METALS REFINING

Opérateur de l'installation de recyclage de métaux précieux la plus sophistiquée du monde, permettant de récupérer 17 métaux précieux et autres métaux valorisables à partir de flux de déchets complexes.

#### PRECIOUS METALS MANAGEMENT

Services de couverture, leasing, achat et vente de métaux précieux aux clients internes et externes.

#### JEWELRY & INDUSTRIAL METALS

Fournisseur de produits à base de métaux précieux pour la bijouterie et le secteur industriel et spécialiste dans la fabrication de composés à base de platinoïdes pour les industries chimiques et verrière, offrant également des solutions de recyclage.

# Relever les défis importants

NOTRE MODÈLE D'ENTREPRISE ET NOTRE STRATÉGIE HORIZON 2020 VISENT  
À AVOIR UN IMPACT SUR LES ENJEUX LES PLUS IMPORTANTS DU MONDE ACTUEL



## QUALITÉ DE L'AIR

Alors que la réglementation s'est progressivement traduite par une réduction de la pollution atmosphérique au cours des 30 dernières années, il reste de nombreuses occasions pour réduire davantage les émissions vu l'enjeu majeur pour la santé humaine lié à la qualité de l'air.

### QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POTENTIELLES ?

Les moteurs à combustion produisent des émissions nocives telles que les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), les hydrocarbures et les particules fines. Le transport routier est dès lors une source importante de pollution atmosphérique. Selon un rapport de 2016 publié par la Banque mondiale, la pollution atmosphérique est le quatrième facteur de décès prématuré dans le monde, déclenchant la mort d'une personne sur dix. Toujours en 2016, une étude de l'UNICEF a révélé que près de 300 millions d'enfants vivent dans des régions où l'air est toxique, avec une pollution au moins six fois supérieure aux limites internationales.

### QUELLE EST LA CONTRIBUTION D'UMICORE ?

Nous sommes l'un des principaux fabricants mondiaux de catalyseurs et de filtres catalytiques utilisés dans les systèmes de réduction des émissions de véhicules légers et de poids lourds, sur et hors route. Nos catalyseurs et filtres à particules transforment en gaz inoffensifs les émissions polluantes des carburants fossiles et en piègent les particules, ce qui permet à nos clients de respecter les normes environnementales actuelles et futures. Nos produits

ont permis d'éviter l'émission de centaines de millions de tonnes de polluants dans l'air.

En 2017, nous avons ouvert un nouveau site de production de catalyseurs de réduction des émissions à Rayong, en Thaïlande, au service de la plaque tournante de l'industrie automobile en Asie du Sud-Est. Afin de mieux répondre aux besoins globaux de nos clients coréens sur le marché des catalyseurs automobiles, nous avons acquis la totalité des parts de la coentreprise de catalyseurs automobiles coréenne Ordeg Co. Ltd. Nous avons également élargi notre gamme de solutions catalytiques pour les poids lourds diesel routiers et non-routiers en intégrant la technologie DeNO<sub>x</sub> de Haldor Topsoe.

### QU'A APPORTÉ 2017 ?

La tendance au durcissement de la législation et des objectifs en termes d'émissions automobiles s'est poursuivie à travers le monde. En Europe, les villes mènent ainsi des actions pour améliorer la qualité de l'air en s'appuyant sur la norme Euro 6 de 2015, qui limite le niveau autorisé de NO<sub>x</sub> pour les voitures diesel.

L'automatisation et l'électrification du transport ont monopolisé le débat public sur la réduction des émissions globales, tandis que les nouvelles mesures concernant les émissions en conditions de conduite réelles encouragent le secteur à innover dans la conception des systèmes de réduction des émissions, y compris les catalyseurs et les filtres catalytiques.

### OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU (odd)



Umicore met tout en œuvre pour répondre à la demande croissante de mobilité propre et de qualité de l'air et s'efforce de garantir l'utilisation rationnelle, la résilience et la durabilité des ressources dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie.

# Relever les défis importants



## ÉLECTRIFICATION DES VÉHICULES

Le secteur des transports est responsable de plus de 14% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine anthropique. La mobilité électrifiée jouera un rôle clé dans la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et de NO<sub>x</sub>, dans l'amélioration de la qualité de l'air et dans la réduction de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

### QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POTENTIELLES ?

Le secteur des transports est la source des gaz à effet de serre qui croît le plus rapidement et la majorité de ces émissions proviennent du transport routier. Le transport électrique est essentiel pour atteindre les objectifs globaux de réduction des émissions et d'amélioration de la qualité de l'air. En réunissant des systèmes peu énergivores et des sources d'énergie renouvelable, il offre des transports propres, silencieux et performants.

### QUELLE EST LA CONTRIBUTION D'UMICORE ?

Umicore est l'un des principaux producteurs mondiaux de matériaux pour cathode pour batteries lithium-ion. Les matériaux pour cathode déterminent la puissance et la densité énergétique des batteries rechargeables et, par conséquent, l'autonomie maximale des véhicules électriques. Nos matériaux pour cathode NMC (nickel-manganèse-cobalt) sont sans pareil dans ce secteur de l'industrie. Pour répondre à la demande croissante du marché, nous avons annoncé un programme d'investissement de € 300 millions entre 2017 et 2019, afin d'augmenter encore notre capacité de production de matériaux destinés aux cathodes NMC pour batteries rechargeables au lithium-ion. Ce programme comprend

de futurs investissements à Cheonan (Corée) et Jiangmen (Chine). Associé l'investissement de € 160 millions annoncé en 2016, cela permettra d'ici 2020 de multiplier par plus de six (par rapport à 2015) la capacité totale.

### QU'A APPORTÉ 2017 ?

En 2017, le nombre de véhicules électriques (VE) a continué d'augmenter, atteignant à présent plus de deux millions d'unités en circulation. Leur nombre est appelé à croître de manière exponentielle dans les années à venir. Plusieurs pays et régions se sont fixés des objectifs ambitieux de réduction des émissions automobiles. En Europe, la législation communautaire impose ainsi de limiter la moyenne des émissions de CO<sub>2</sub> de tous les véhicules neufs à 95 grammes au kilomètre d'ici 2021. Dans le cadre de la stratégie européenne de 2016 pour une mobilité à faible taux d'émissions, la Commission européenne a publié au quatrième trimestre de 2017 un deuxième ensemble de mesures « Mobilité propre », qui inclut une proposition législative fixant de nouveaux objectifs en matière d'émissions moyennes de CO<sub>2</sub> pour l'ensemble de la flotte européenne des voitures particulières et des véhicules commerciaux légers neufs de 2025 à 2030. Cet ensemble de mesures

comprend également une initiative pour soutenir le développement et l'innovation des batteries en Europe.

Des mesures avantageant l'achat de véhicules électriques fleurissent à travers le monde. En 2017, la Chine, leader mondial dans la vente de voitures et de bus électriques, a d'ailleurs annoncé un arrêt de la production de voitures à carburant fossile. Cette décision se traduit, pour commencer, par une production minimale de 10% de « véhicules à énergies nouvelles » en 2019 et par un renforcement de ces objectifs au cours des années suivantes.

### OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU



Umicore travaille pour optimiser l'utilisation des ressources et pour réduire la pollution, et fournir des solutions pour un avenir plus propre et durable.

# Relever les défis importants



## RARÉFACTION DES RESSOURCES

Des tendances telles que la croissance démographique continue, l'urbanisation et l'accroissement du pouvoir d'achat pèsent sur les ressources. Une question se pose : comment faire face à la demande à l'avenir ?

### QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POTENTIELLES ?

La réduction des impacts environnementaux de la société, par le développement de technologies telles que les batteries rechargeables, va également doper la demande pour les métaux précieux et spéciaux. D'une part, l'extraction de métaux à partir de sources primaires a un coût environnemental important, dont une empreinte carbone élevée par tonne de métal extrait. Les gisements miniers faciles à exploiter se raréfient et la richesse des minerais est toujours moindre. D'autre part, de nombreux métaux spéciaux indispensables aux nouvelles technologies et respectueuses de l'environnement ne peuvent être produits qu'en tant que sous-produits d'autres métaux.

### QUELLE EST LA CONTRIBUTION D'UMICORE ?

Notre usine de Hoboken est l'installation de recyclage des métaux précieux la plus grande et la plus complexe au monde. Elle traite plus de 200 types de matières premières et récupère 20 métaux différents. Ces matières premières vont des résidus miniers aux résidus industriels, en passant par les matériaux « en fin de vie » tels que les

déchets électroniques et les batteries rechargeables usagées. Le traitement de matériaux complexes à partir de ces dernières « mines urbaines » prend de l'ampleur. Umicore augmente sa capacité pour répondre à la demande croissante. Dans le cadre de notre modèle en boucle fermée, la plupart de nos business units recyclent également les résidus industriels de leurs clients. Le recyclage d'Umicore offre non seulement des avantages en matière d'environnement et d'approvisionnement éthique, mais aussi une sécurité accrue des ressources.

### QU'A APPORTÉ 2017 ?

L'éco-innovation et l'économie circulaire étaient les principales préoccupations de 2017, alors que les ODD de l'ONU sont devenus l'étalon de référence pour les stratégies politiques et industrielles. En plus de fournir un cadre de suivi de l'économie circulaire et des options d'amélioration de l'interface entre les législations relatives aux substances chimiques, produits et déchets, la Commission européenne a mobilisé les parties prenantes de l'économie circulaire. En outre, le G7 s'est engagé dans une alliance sur l'utilisation efficace des ressources et la

mission du B20, soutenant la communauté des affaires du G20, a été lancée en considérant l'efficacité des ressources comme une action prioritaire concrète.

### OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU



Umicore est décidé à encourager la croissance durable et à soutenir son modèle d'entreprise circulaire.

# MODÈLE D'ENTREPRISE

## Créer un avantage concurrentiel

**NOUS SOMMES PERSUADÉS QUE LA CONSOMMATION CIRCULAIRE DES RESSOURCES EST ESSENTIELLE À UNE CROISSANCE DURABLE.**  
**NOTRE MODÈLE D'ENTREPRISE REPOSE SUR L'ABANDON DE L'ÉCONOMIE LINÉAIRE DU « EXTRAIRE, FABRIQUER, JETER »**

### NOS BESOINS

Afin de gérer nos activités de manière performante et durable, nous avons besoin de :

- Matières premières métallifères
- Énergies et matières auxiliaires
- Compétences et savoir-faire
- Investissements et financements

### NOS ACTIVITÉS ET NOS MODES OPÉRATOIRES

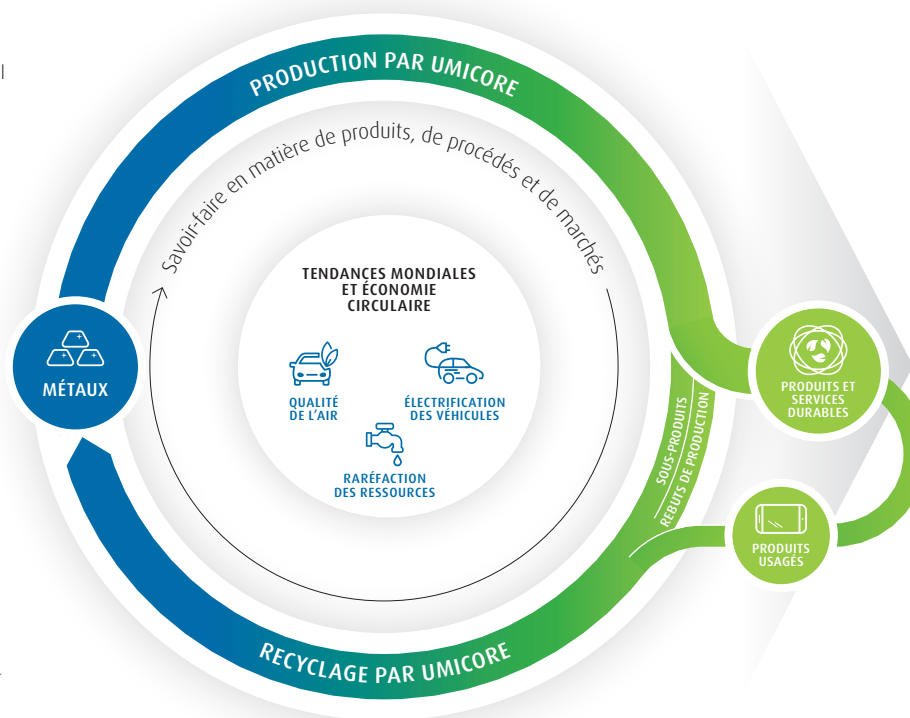
Nous produisons et recyclons des matériaux à base de métaux.

Forts de notre modèle opérationnel en boucle fermée, nous sommes en mesure d'extraire les métaux à partir de résidus industriels et de matériaux en fin de vie afin de les valoriser à nouveau.

Nous conjugons nos compétences en métallurgie, chimie et sciences des matériaux avec une connaissance approfondie des besoins de nos clients.

Le Umicore Way décrit nos valeurs, notre engagement envers les principes du développement durable et la manière dont nous souhaitons concrétiser nos objectifs opérationnels.

Nous visons un haut degré de précision et cherchons à simplifier nos modes opératoires. Cette approche nous aide à réaliser nos ambitions.



### NOTRE CONTRIBUTION

Notre approche intégrée traduit notre volonté de générer une valeur ajoutée pour toutes les parties prenantes moyennant :

- L'amélioration de la qualité de vie par nos produits
- Des emplois de qualité
- Une plus-value pour les actionnaires
- Une contribution au progrès de la société

PLUS SUR LES RESSOURCES ET LES RELATIONS EN PAGE 15

PLUS SUR NOS PRODUITS ET NOS SERVICES EN PAGE 16

PLUS SUR NOTRE VALEUR AJOUTÉE EN PAGE 17



# Gérer les ressources et les relations

PLUSIEURS PARAMÈTRES, DEPUIS L'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES JUSQU'À LA RÉTENTION DES TALENTS, PEUVENT AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS. NOUS GÉRONS CES RESSOURCES ET CES RELATIONS DE MANIÈRE ÉTHIQUE ET RESPONSABLE



## MATIÈRES PREMIÈRES MÉTALLIFÈRES

Nos activités sont axées sur les produits et services à base de métaux précieux et spéciaux. **Notre modèle d'entreprise en boucle fermée nous permet de combler une grande partie de nos besoins en métaux par le recyclage** – des résidus de production de nos clients et d'autres secteurs, ainsi que des matériaux en fin de vie.

Les métaux ont une caractéristique unique, ils peuvent être recyclés à l'infini sans perdre leurs propriétés chimiques ou physiques. Cela en fait un ingrédient de choix pour la production de matériaux durables et est une des bases de notre modèle d'entreprise.

Dans l'ensemble, nous pouvons récupérer 28 métaux de ces activités en boucle fermée, dont 20 dans le business group Recycling à lui seul. Le reste de notre approvisionnement en métaux est issu de sources primaires pour lesquelles Umicore a conclu des conventions d'approvisionnement à long ou plus court terme.

**Nous achetons des matériaux provenant de sources durables et éthiques conformément à notre Charte d'approvisionnement durable** et/ou, si nécessaire, d'autres cadres d'approvisionnement spécifiques à certains métaux.

## ÉNERGIES ET MATIÈRES AUXILIAIRES

Les autres matières premières tels que des carburants et des substances chimiques sont essentiels pour nos opérations et sont achetés conformément à notre Charte d'approvisionnement durable. Dans la plupart des pays où nous sommes présents et vu la nature de nos activités, nous avons peu de marge de manœuvre dans le choix des sources d'énergie. C'est pour cela que notre priorité est de maximiser l'efficacité énergétique de nos opérations et le rendement des matériaux auxiliaires.

## COMPÉTENCES ET SAVOIR-FAIRE

Umicore dispose de 51 sites de production et de différents sièges et centres de recherche dans 30 pays. Pour engranger les succès, nous nous devons d'attirer les talents dans diverses fonctions : opérateurs et ingénieurs de production, chercheurs, fonctions administratives et commerciales, etc. Nos collaborateurs contribuent à la réussite d'Umicore grâce à leur savoir-faire et leur engagement. **Les compétences en métallurgie, chimie, ingénierie et science des matériaux sont essentielles à nos pôles stratégiques de croissance : le recyclage et les matériaux destinés à la mobilité propre.** Nous prévoyons qu'une grande partie de notre croissance se déroulera en Asie et cela se traduira par un grand effort d'attirer les talents dans cette région.

## INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS

Investir au sein d'Umicore nous permet d'accomplir notre mission de produire des matériaux pour une vie meilleure et ainsi d'étayer notre stratégie. **Umicore a un long palmarès dans le financement de nos initiatives de croissance stratégiques par l'allocation de flux de trésorerie d'exploitation.** Nous maintenons notre dette à un faible niveau visant à conserver une cote de crédit de première qualité.

“Notre priorité est de maximiser l'efficacité énergétique de nos opérations et le rendement des matériaux auxiliaires”

# Proposer des solutions industrielles de pointe

**NOUS TIRONS PARTI DE NOS CONNAISSANCES EN MÉTALLURGIE, EN CHIMIE ET EN SCIENCE DES MATÉRIAUX POUR FOURNIR DES PRODUITS ET DES SERVICES QUI AMÉLIORENT LE QUOTIDIEN DE CHACUN**



## ACTIVITÉS D'UMICORE

Nos activités sont réparties sur 51 sites de production, allant des grandes usines de recyclage aux installations de production de matériaux et produits chimiques spécialisés.

Nous disposons actuellement de deux types d'activités de recyclage. Notre site de recyclage des métaux précieux à Hoboken (Belgique) est conçu pour recycler et de raffiner les matériaux les plus complexes et pour récupérer une grande variété de métaux. Nos autres activités de recyclage, menées en collaboration avec nos clients, visent à récupérer un ou deux métaux dans les résidus de production.

Les installations de production de matériaux spécialisés sont généralement situées à proximité de nos clients, nous permettant de travailler en étroite collaboration et de répondre à leurs cahiers de charges très spécifiques.

Umicore vise l'excellence environnementale et sociétale dans toutes ses activités. Par exemple, nous cherchons à minimiser l'impact des rejets de métaux et à optimiser l'efficacité énergétique et des matériaux. Nous nous efforçons aussi d'offrir un milieu de travail sûr et sain. L'excellence opérationnelle est importante à la fois pour maintenir nos permis d'exploitation et pour rendre Umicore plus compétitive.

## TECHNOLOGIES UMICORE

Les technologies sont essentielles à notre réussite. Que ce soit des technologies de production ou de processus, ou la connaissance approfondie en métallurgie ou en science des matériaux, nous développons une part importante de nos technologies à partir des résultats de nos programmes de recherche et de développement (R&D). Chaque année, nous investissons 6% de nos revenus en R&D. Umicore développe également des technologies en collaboration avec des partenaires industriels ou universitaires et, le cas échéant, nous protégeons notre propriété intellectuelle avec des brevets.

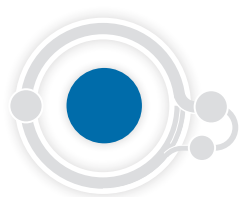
## PRODUITS ET SERVICES DURABLES

Nos matériaux sont intégrés aux produits de nos clients, généralement des entreprises industrielles qui fabriquent des produits destinés aux consommateurs ou à un usage industriel. **En collaborant avec nos clients, nous mettons au point des matériaux et procédés sur mesure qui tiennent compte de la santé et la sécurité, le recyclage, la rentabilité, la réduction des déchets et la performance énergétique à la fois dans nos usines et dans la chaîne de valeur.** Nous visons à anticiper les tendances (par exemple substitution des substances potentiellement dangereuses dans les produits) afin de générer de la valeur ajoutée pour nos clients.

“Umicore vise l'excellence environnementale et sociétale dans toutes ses activités.”

# Créer de la valeur partagée

GRÂCE À NOTRE MODÈLE D'ENTREPRISE EN BOUCLE FERMÉE, NOUS GÉNÉRONS DE LA VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES, SUR LES PLANS ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



## AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE GRÂCE À NOS PRODUITS ET SERVICES

**Notre ambition est de fournir des matériaux pour une vie meilleure** (« Materials for a better life »). Nous contribuons principalement aux domaines de recyclage et des matériaux destinés à la mobilité propre. Nos services de recyclage luttent contre la raréfaction croissante des ressources et réduisent les volumes de déchets et les émissions de CO<sub>2</sub>. Nos catalyseurs automobiles limitent la pollution atmosphérique des moteurs à combustion interne, tandis que nos matériaux pour batteries rechargeables continuent à traduire les transports électrifiés en réalité.

Les produits d'Umicore sont présents dans une foule d'applications qui apportent davantage de confort au quotidien et contribuent souvent à un environnement plus propre. Les matériaux d'Umicore se retrouvent par exemple dans les écrans de téléviseurs, les cartes mères d'ordinateurs, les interrupteurs d'éclairage domestique, les fibres optiques et les satellites grâce auxquels nous nous connectons.

## EMPLOIS DE QUALITÉ

Umicore offre un emploi de qualité à 9,769 collaborateurs dans 30 pays : chercheurs, ingénieurs de production, experts en logistique, fonctions administratives, etc. Nous proposons une rémunération compétitive, des possibilités de formation et de développement, ainsi que des perspectives d'emploi à long terme. **Chacun de nos sites s'efforce d'être un employeur attrayant dans son contexte.** Umicore soutient le principe des conventions collectives. Le groupe a signé un accord cadre mondial sur le développement durable avec la fédération IndustriALL.

## PLUS-VALUE POUR LES ACTIONNAIRES

Umicore vise à réaliser une croissance et des rendements supérieurs pour ses actionnaires. Notre objectif, sur le cycle économique, est de générer un retour sur capital investi de plus de 15%. Dans le cadre d'Horizon 2020, notre but est de doubler les bénéfices du groupe, surtout grâce à la croissance du recyclage et des matériaux destinés à la mobilité propre. Bien que notre objectif principal soit une croissance organique, nous nous intéressons aussi aux acquisitions si celles-ci correspondent à notre stratégie et ont un potentiel de valeur ajoutée pour les actionnaires. Notre politique consiste également à verser un dividende stable ou en augmentation progressive. Nous avons déjà plusieurs fois rémunéré

nos actionnaires avec nos excédents de trésorerie sous forme de rachats d'actions.

## CONTRIBUTION SOCIÉTALE

**Nos activités, produits et services relèvent de nombreux défis sociétaux et environnementaux définis dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.** Nous contribuons à de nombreux objectifs, dont : Villes et communautés durables, Consommation et production responsables, Énergie propre et d'un coût abordable, Travail décent et croissance économique, Bonne santé et bien-être, et Égalité entre les sexes. Pour en savoir plus sur cette contribution primordiale, consultez les pages 11 à 13. Découvrez aussi en détail notre approche vis-à-vis des parties prenantes aux pages 54 à 60.

*materials for a better life*

# Performance économique



RENFORCER NOTRE  
LEADERSHIP



DOUBLER  
LES RÉSULTATS



RÉÉQUILIBRER LE  
PORTEFEUILLE

## PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- Contexte réglementaire et législatif
- Approvisionnement durable et éthique
- Technologie et substitution
- Marché
- Prix des métaux

## OBJECTIF 2020

- Confirmer notre position forte et notre spécificité dans le domaine du recyclage et des matériaux pour la mobilité propre
- Au moins doubler l'EBIT récurrent par rapport à 2014 et sans tenir compte des activités non-continuées
- Assurer une meilleure répartition du résultat entre les trois segments d'activité

## ODD



## EN PRATIQUE

# L'avenir des véhicules électriques dans le viseur

La technologie des batteries devra évoluer pour faire plus avec moins : une plus grande densité de puissance et plus d'autonomie avec moins de poids et de matériaux. Umicore étudie les améliorations continues à apporter à la technologie NMC et l'utilisation des anodes composites à haute densité.



VISIT [ANNUALREPORT.UMICORE.COM](http://ANNUALREPORT.UMICORE.COM)



Umicore Rapport annuel 2017

# Performance économique

**NOUS CHERCHONS À RENFORCER NOTRE LEADERSHIP DANS LES MATÉRIAUX DESTINÉS À LA MOBILITÉ PROPRE ET DANS LE RECYCLAGE. LES RÉSULTATS 2017 ONT FORTEMENT DÉPASSÉ NOS PRÉVISIONS RELATIVES À NOS OBJECTIFS HORIZON 2020**

## Revenus

**€ 2,9 milliards (+9%)** € 2,8 milliards (+16%)\*

## EBITDA récurrent

**€ 599 millions (+14%)** € 587 millions (+18%)\*

## EBIT récurrent

**€ 410 millions (+17%)** € 398 millions (+24%)\*

## ROCE

**15,1%** (contre 14,6% en 2016)

## Résultat net récurrent (part du Groupe)

**€ 267 millions (+15%)**

## Bénéfice par action récurrent

**€ 1,22** (+14%)

## Dettes nettes

**€ 840 millions** (dont € 690 millions de placement privé de dette à long terme)

## Dépenses d'investissement

**€ 365 millions**

\* hors activités non-continues

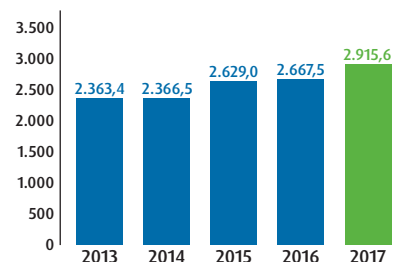
## REVUE

Umicore a enregistré une forte croissance en 2017 avec des revenus hors activités non-continues en hausse de 16% et une progression de l'EBIT récurrent de 24% par rapport à 2016. En tenant compte des activités non-continues, les revenus ont augmenté de 9% et l'EBIT récurrent de 17%. La croissance la plus importante est attribuable à Energy & Surface Technologies et à la mise en service progressive de

la nouvelle capacité de production de matériaux pour cathode. Les business groups Catalysis et Recycling ont également participé à la croissance globale des revenus et résultats. Le rendement des capitaux engagés (ROCE) est maintenant supérieur à notre objectif de 15%, ce qui confirme que la croissance ne se fait pas au détriment des marges.

## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



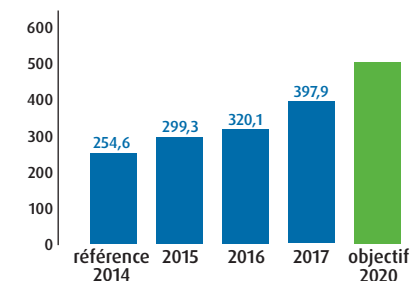
La rationalisation du portefeuille annoncée en 2015 est terminée. Umicore a vendu les activités de Building Products, l'activité dans les revêtements de grande dimension de Thin Film Products et plus récemment a cédé les activités européennes de Technical Materials. En parallèle, Umicore a réalisé des acquisitions sélectives pour renforcer notre position chez Catalysis et Energy & Surface Technologies grâce aux activités de Haldor Topsoe dans les catalyseurs diesel poids lourds et stationnaires, aux catalyseurs de métathèse

de Materia et à l'acquisition d'Eurotungstene et à la consolidation complète du producteur de catalyseurs automobiles coréen Ordeg. Ce réalignement de portefeuille a simplifié l'organisation et a renforcé la priorité donnée à la croissance dans les domaines stratégiques de la mobilité propre et du recyclage.

Grâce à notre présence mondiale et à nos compétences uniques, Umicore est bien positionnée pour tirer parti des grandes tendances mondiales : le contrôle plus strict des émissions, l'électrification des véhicules et la rareté des ressources.

## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



# Performance économique

## COMMENTAIRES PAR BUSINESS GROUP

### CATALYSIS

Les revenus et l'EBIT récurrent de Catalysis ont augmenté respectivement de 8% et 9%, traduisant une hausse des ventes de catalyseurs diesel poids lourds et l'impact positif de la consolidation complète d'Ordeg chez Automotive Catalysts, ainsi qu'une augmentation des volumes de Precious Metals Chemistry, business unit plus modeste.

Les revenus d'**Automotive Catalysts** ont augmenté par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique principalement par la consolidation complète d'Ordeg en Corée du Sud à partir du second semestre ainsi que par la forte demande pour nos catalyseurs diesel poids lourds en Europe et en Chine. L'acquisition des activités de Haldor Topsoe dans les catalyseurs de contrôle des émissions pour diesel poids lourds et applications stationnaires a été achevée en décembre 2017.

Les ventes mondiales de véhicules légers ont progressé de 2% en 2017, avec une baisse de la production automobile en Amérique du Nord compensée par une solide croissance en Europe et en Chine, et le redressement du marché automobile au Japon et en Amérique du Sud. Les volumes de vente d'Umicore ont été inférieurs à la croissance du marché, principalement à cause d'une demande plus faible des constructeurs automobiles coréens, qui ont

fait face à un repli des ventes automobiles en Chine et à un mix plates-formes et clients défavorable en Amérique du Nord.

En Europe, les revenus d'Umicore ont souffert d'un mix moteurs moins favorable, avec une part moindre de la production représentée par les véhicules diesel. La demande en catalyseurs Umicore pour motorisations essence est restée soutenue, en particulier pour les moteurs à injection directe plus performants, auxquels Umicore est bien exposée.

En Amérique du Nord, le repli des revenus d'Umicore a été un peu plus marqué que celui du marché. Cela s'explique par le report de lancement de plates-formes, conjugué à un mix clients moins favorable, Umicore étant relativement moins exposée à la croissance des marques automobiles asiatiques dans la région. Le marché sud-américain s'est fortement redressé et les revenus d'Umicore ont été en phase avec la croissance du marché.

En Chine, les revenus d'Umicore ont connu une croissance supérieure à celle du marché, en raison d'un solide positionnement avec à la fois des marques mondiales et nationales et malgré la chute de la demande en marques automobiles coréennes dans la région. Les revenus d'Umicore ont poursuivi leur croissance avec les constructeurs japonais au niveau mondial et local, soutenus par le solide redressement

du marché automobile japonais. En Corée du Sud, les revenus d'Umicore ont été faibles sur un marché globalement en stagnation, tandis qu'en Inde et en Thaïlande, les revenus ont connu une croissance supérieure à celle du marché.

La demande devrait augmenter significativement en Chine et en Inde suite à la croissance du marché et à l'introduction de systèmes catalytiques plus complexes en vue de répondre aux nouvelles normes d'émission China VI et Bharat Stage 6. Dans ce contexte, Umicore a décidé d'augmenter significativement sa capacité de production de catalyseurs en Chine et de la doubler en Inde. La mise en service devrait avoir lieu à la fin 2019.

Les revenus de **Precious Metals Chemistry** ont sensiblement augmenté par rapport à l'exercice précédent, suite à une augmentation des volumes, toutes catégories de produits confondues. Grâce à l'acquisition de la propriété intellectuelle et du portefeuille d'activités de Materia dans les catalyseurs de métathèse, achevée en janvier 2018, la business unit va pouvoir étoffer son offre de catalyseurs homogènes et étendre sa clientèle.

# Performance économique

## ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

Chez Energy & Surface Technologies, les revenus ont progressé de 46% et l'EBIT récurrent de 72%, en glissement annuel, grâce à une forte performance de toutes les activités. La croissance des volumes des matériaux pour cathode a été le principal moteur et la mise en service rapide de la nouvelle capacité de production a soutenu la croissance des volumes au second semestre, tout en permettant les premières économies d'échelle.

Les revenus et les volumes de **Rechargeable Battery Materials** ont été sensiblement plus élevés par rapport à l'année précédente, sous l'impulsion d'une forte demande pour les matériaux pour cathode d'Umicore utilisés dans les batteries Li-ion pour les principales applications (transports, applications portables et stockage d'énergie). La mise en service rapide de capacités additionnelles de production en Chine et en Corée a soutenu cette croissance rapide sur l'ensemble de l'année et a permis une accélération au second semestre.

Le principal moteur soutenant la forte demande pour les matériaux exclusifs d'Umicore NMC (nickel-manganèse-cobalt) commercialisés sous la marque Cellcore® était l'augmentation de la demande en voitures électriques, notamment la croissance de 65% des ventes de voitures tout électriques et de

voitures hybrides rechargeables pour atteindre environ 1,3 millions d'unités en 2017.

La demande globale pour les batteries Li-ion rechargeables utilisés dans les véhicules électriques poursuivra sa croissance rapide au fur et à mesure du déploiement des stratégies d'électrification des constructeurs automobiles. Le renforcement supplémentaire des normes futures en matière d'émissions, notamment en Chine et en Europe, conduit les constructeurs à lancer plus de modèles électriques avec des autonomies accrues. NMC est la solution chimique pour les batteries utilisées dans les voitures hybrides rechargeables et dans les voitures tout électriques et la demande pour cette solution chimique est en forte croissance. Umicore bénéficie de manière disproportionnée de cette tendance, grâce à son offre concurrentielle d'une large gamme de produits NMC de haute qualité, adaptés aux transports ; grâce à sa capacité unique d'accroître sa production ; et grâce à sa qualification précoce auprès d'un grand nombre de fabricants de batteries et de constructeurs automobiles.

Les revenus de **Cobalt & Specialty Materials** ont sensiblement augmenté en glissement annuel, dopés par la croissance des volumes et des conditions de marché favorables pour toutes les activités, en particulier pour les activités de raffinage, de recyclage et de distribution. La demande de produits chimiques

à base de nickel, de précurseurs pour batteries et de carboxylates métalliques, a aussi été soutenue. Les matériaux destinés aux outils ont également enregistré une hausse des revenus, traduisant en partie l'intégration réussie des activités récemment acquises en France.

Le chantier de modernisation et d'expansion de la raffinerie de cobalt et de nickel à Olen (Belgique) progresse dans de bonnes conditions. Les installations devaient entrer en service au second semestre 2018.

Les revenus d'**Electroplating** ont sensiblement progressé par rapport à l'exercice précédent, corollaire d'une augmentation des volumes dans toutes les activités. Les ventes d'électrolytes à base de métaux précieux et les composés platinés pour les applications électrocatalytiques ont profité de la forte demande des secteurs de l'électronique portable et de l'électrochimie.

Les revenus d'**Electro-Optics Materials** ont été stables par rapport à l'exercice précédent, la hausse des revenus des finitions optiques infrarouges et des substrats étant neutralisée par une contribution plus faible des activités de raffinage et de recyclage. Les revenus pour le tétrachlorure de germanium sont restés stables.

# Performance économique

Les revenus de **Thin Film Products** ont augmenté en glissement annuel, traduisant une demande accrue à la fois pour les revêtements de grande dimension et les activités optiques et électroniques. Le 20 octobre 2017, Umicore a annoncé la vente de son activité dans les revêtements de grande dimension à son partenaire de coentreprise First Rare Materials Co., Ltd., maison mère du groupe Vital. Depuis janvier 2018, les activités optiques et électroniques ont été intégrées à la business unit Electro-Optic Materials.

## RECYCLING

Chez Recycling, les revenus ont augmenté d'1% en glissement annuel et l'EBIT récurrent de 2%.

Les revenus de **Precious Metals Refining** sont restés stables en glissement annuel, la croissance des volumes et l'environnement tarifaire plus favorable pour les métaux étant neutralisés par des conditions commerciales moins avantageuses au second semestre.

La mise en service de la capacité supplémentaire à Hoboken au cours de l'année a permis d'augmenter le débit de production et les volumes traités par rapport à l'exercice précédent. L'arrêt programmé pour maintenance de la fonderie au dernier trimestre s'est bien déroulé et l'exploitation a ensuite repris normalement.

Alors que la disponibilité des sous-produits industriels et des matériaux en fin de vie a soutenu la mise en service de la capacité, la concurrence accrue dans certains segments a eu un impact sur les conditions commerciales.

Début 2017, Umicore a annoncé une série de projets visant à encore améliorer les performances environnementales du site d'Hoboken. À cet égard, la modernisation de la raffinerie de plomb se poursuit, en vue de réduire davantage le risque de rejets.

Les revenus de **Jewellery & Industrial Metals** ont subi l'impact de la faible demande dans les activités produits, en particulier pour les pièces d'argent destinées aux investisseurs. La production chez Schöne Edelmetaal, aux Pays-Bas, a été arrêtée en novembre 2017. Désormais, l'entreprise se concentrera exclusivement sur la vente et la distribution de métaux précieux.

Les revenus de **Platinum Engineered Materials** ont légèrement augmenté, conséquence d'une demande accrue en catalyseurs haute performance d'Umicore sur un marché stagnant. La construction de l'usine en Chine pour desservir la clientèle du marché des écrans est en cours et sa mise en service devrait avoir lieu au second semestre 2018. Conformément à l'impulsion d'Umicore vers une plus grande simplicité organisationnelle et compte tenu des synergies

opérationnelles et commerciales, la business unit a été intégrée à Jewellery & Industrial Metals depuis janvier 2018.

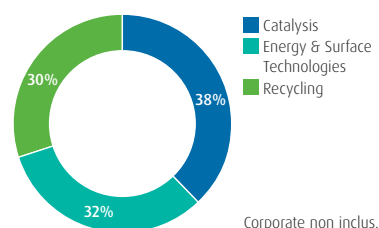
Les revenus de **Technical Materials** ont été conformes à ceux de l'exercice précédent, corollaire de revenus stables pour les matériaux de soudage, de contact et de technologie énergétique. Les marges ont progressé significativement grâce à l'impact des mesures de réduction des coûts et à un mix produits plus favorable. La vente des activités européennes de Technical Materials à Saxonia Edelmetalle GmbH a été finalisée le 31 janvier 2018. Umicore évalue actuellement les options stratégiques pour les activités de Technical Materials dans d'autres régions. Ces activités restantes ont également été intégrées à la business unit Jewellery & Industrial Metals depuis janvier 2018.

La contribution de l'activité de négoce chez **Precious Metals Management** a augmenté en glissement annuel, traduisant une amélioration des conditions de négoce pour les platinoïdes. L'évolution de la demande de livraison physique de métaux a été contrastée : la demande de lingots d'or destinés aux investisseurs a reculé, tandis que le carnet de commandes des métaux industriels a progressé.



# Performance économique

## EBIT RÉCURRENT PAR BUSINESS GROUP



## CORPORATE

L'augmentation des coûts du Corporate inclut des coûts ponctuels liés aux acquisitions et cessions.

Les revenus d'**Element Six Abrasives** ont progressé significativement par rapport à l'exercice précédent, traduisant principalement une amélioration des conditions de marché et des gains de parts de marché pour ses produits de forage pétrolier et gazier, ainsi que ses produits d'outillage de précision utilisés dans les applications automobiles et aérospatiales. Les mesures mises en place par le passé et visant à accroître l'efficacité et à réduire les coûts ont eu une incidence positive sur le résultat.

## ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES

Umicore a finalisé la vente de **Building Products** à Fedrus International le 29 septembre 2017. En 2017, les activités ont contribué pendant 9 mois.

## ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif de € 46 millions sur l'EBIT. Les coûts de restructuration se sont élevés à € 20 millions et concernent principalement la vente de l'activité dans les revêtements de grande dimension de Thin Film Products et la fermeture de son site de Providence ainsi que l'arrêt des activités de Schöne Edelmetaal de la business unit Jewelry & Industrial Metals. Les autres éléments correspondent à une diminution de capital de € 13 millions suite à la vente de Building Products (compte tenu qu'aucun amortissement sur les actifs n'a été comptabilisé pour les activités non-continuées à partir du second semestre 2015 conformément à la norme IFRS 5) et à une réduction de valeur de la participation d'Umicore au sein de Nyrstar de € 7 millions ainsi qu'à des provisions pour charges environnementales de € 7 millions. L'impact des charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était de € 42 millions.

## RÉSULTATS FINANCIERS ET FISCALITÉ

Les charges financières nettes récurrentes se sont élevées à € 42 millions, soit une hausse par rapport à l'an dernier. Une hausse de la dette financière nette, le prélèvement du placement privé de dette à long terme et un financement plus important en devises locales ont résulté en une hausse des coûts liés aux intérêts nets.

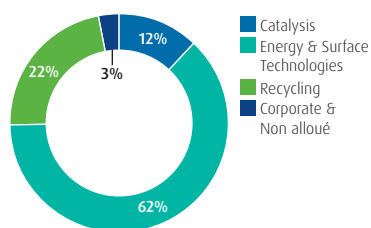
La charge fiscale récurrente sur la période s'est élevée à € 87 millions, soit un taux d'imposition récurrent réel de 25,7% (contre 25,0% en 2016).

## FLUX DE TRÉSORERIE

Le cash-flow d'exploitation a atteint € 218 millions, tenant compte d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 284 millions suite à l'expansion des activités en particulier au sein du business group Energy & Surface Technologies.

# Performance économique

## INVESTISSEMENTS PAR BUSINESS GROUP



Les dépenses d'investissement ont atteint € 365 millions. La grande majorité des investissements concerne des projets de croissance d'Umicore dans la mobilité propre et le recyclage. Les dépenses d'investissement chez Energy & Surface Technologies représentent plus de 60% de ce montant, correspondant aux programmes d'investissement en cours visant à augmenter la capacité de production des matériaux pour cathode. Les acquisitions ont représenté une sortie de liquidité de € 212 millions et incluent l'acquisition des 50% restants au sein d'Ordeg et des activités de Haldor Topsoe dans les catalyseurs de contrôle des émissions stationnaires et les catalyseurs diesel poids lourds par la business unit Automotive Catalyst ainsi que l'acquisition d'Eurotungstène par la business unit Cobalt & Specialty Materials. Cette sortie de liquidité

a été seulement partiellement compensée par les produits des cessions.

## DETTE FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2017, la dette financière nette d'Umicore s'élevait à € 840 millions, en hausse par rapport aux € 296 millions au début de l'année, fortement poussée par les investissements et les dépenses nettes en fonds de roulement ainsi que par les acquisitions chez Automotive Catalysts et Cobalt & Specialty Materials. Ce montant inclut € 690 millions de placements privés de dette à long terme en Europe et aux Etats-Unis. Le ratio dette nette sur EBITDA récurrent s'élevait à 93,8%.

Les capitaux propres s'élevaient à € 1.803 millions, ce qui résulte en un gearing (dette nette / (dette nette + capitaux propres)) de 31,1%.

## RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT & INNOVATION

**Umicore est engagée dans l'innovation afin de maintenir notre avance concurrentielle.**

Les dépenses de R&D des entreprises entièrement consolidées, comprenant les activités non-continues, se sont élevées à € 175 millions, soit une hausse par rapport aux € 156 millions en 2016. L'accroissement en glissement annuel traduit des dépenses plus importantes chez Catalysis et Energy & Surface Technologies. Les dépenses de R&D ont représenté 6,0% des revenus et les frais de développement capitalisés représentent € 15 millions du montant total.

En 2017, Umicore a déposé 48 nouvelles familles de brevets, contre 50 en 2016, dont la majorité concerne les catalyseurs automobiles et les matériaux pour batteries rechargeables.

Umicore a hiérarchisé ses programmes R&D pour soutenir ses ambitions Horizon 2020, accordant la priorité au développement de matériaux et de processus novateurs. 80% des investissements R&D concernent le domaine de la mobilité propre et du recyclage.

# Performance économique

## L'ACTION UMICORE

A la fin de l'année, le cours de l'action Umicore avait gagné 46% par rapport à fin 2016 (€ 39,46 contre € 27,08). Cette évolution est à rapprocher, d'une part à la progression de 11% de l'indice Euronext 100 regroupant les 100 plus grandes sociétés cotées sur les marchés Euronext, d'autre part à la hausse de 10% de l'indice national belge Bel20. Cette performance a permis à Umicore de remporter le prix de l'action ayant le mieux progressé au sein de l'indice Bel20. Nous avons conservé notre place dans l'indice FTSE4Good sustainability ainsi que dans plusieurs autres fonds durables.

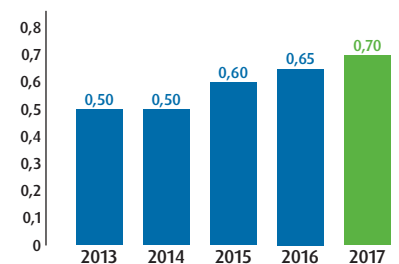
Fin 2017, quatre sociétés d'investissement ont déclaré détenir dans Umicore des participations supérieures au seuil de déclaration de 3%. Ces sociétés détenaient ensemble 25,88% de parts déclarées à la fin de l'exercice. En 2017, Umicore a racheté 828.730 actions propres. Pendant cette période, 1.597.551 actions ont été utilisées dans le contexte de l'exercice des options sur actions. Au 31 décembre 2017, Umicore détenait 4.505.567 actions propres, soit 2,01% du total des actions émises par le Groupe.

## DIVIDENDE

En tenant compte des bons résultats 2017 et des perspectives encourageantes, le conseil d'administration proposera un dividende brut annuel de € 0,70 par action, lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 avril 2018. Cela représente un ratio de distribution de 57% sur base du bénéfice par action récurrent de € 1,22 et d'un rendement de 2% sur base du prix moyen de l'action en 2017. En tenant compte de l'acompte sur dividende de € 0,325 par action versé le 29 août 2017 et sous réserve d'approbation par les actionnaires, un montant brut de € 0,375 sera payé le 3 mai 2018.

## DIVIDENDE BRUT

Euros



# Chaîne de valeur et société



APPROVISIONNEMENT  
DURABLE



PRODUITS ET SERVICES  
DURABLES

## PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- Contexte réglementaire et législatif
- Approvisionnement durable et éthique
- Technologie et substitution
- Marché

## OBJECTIF 2020

- Sécuriser nos approvisionnements et promouvoir notre offre en boucle fermée
- Mettre au point des produits qui génèrent une valeur durable pour nos clients ou la société

## ODD



## EN PRATIQUE

# Intégration harmonieuse de la technologie DeNOx d'Haldor Topsoe

Notre acquisition des activités de l'entreprise danoise Haldor Topsoe dans le domaine des catalyseurs pour véhicules poids lourds au diesel et des catalyseurs stationnaires a davantage renforcé le positionnement d'Umicore dans le secteur des produits destinés à la mobilité propre et à la qualité de l'air. Les processus d'acquisition et d'intégration ont démontré une bonne adéquation entre les entreprises, celles-ci étant toutes deux axées sur la technologie et mettant la durabilité et l'excellence opérationnelle au cœur de leurs priorités.



VISIT [ANNUALREPORT.UMICORE.COM](https://annualreport.umicore.com)



Umicore Rapport annuel 2017

# Chaîne de valeur et société

## NOUS AVONS À CŒUR DE TIRER PARTI DE NOTRE APPROCHE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA CHAÎNE DE VALEUR, TANT EN AMONT AVEC NOS FOURNISSEURS, QU'EN AVAL AVEC NOS CLIENTS

Les objectifs Horizon 2020 d'Umicore reflètent une vision proactive de notre rôle dans la chaîne de valeur globale. Ils ont trait à la présence d'Umicore et à son impact en amont, par exemple par son interaction avec les fournisseurs ou sur nos sites, ainsi qu'à l'impact en aval de nos produits et services.

En amont, **nous avons mis davantage l'accent sur la gestion des critères d'approvisionnement des matières premières clés**. Nous faisons aussi en sorte que les efforts d'Umicore en matière d'approvisionnement éthique génèrent un avantage concurrentiel pour l'entreprise. En aval, **nous disposons d'un solide portefeuille de produits et de services qui présentent des avantages spécifiques en termes de développement durable pour nos clients et la société dans son ensemble**.

### APPROVISIONNEMENT DURABLE

Les matières premières, le transport, l'énergie et d'autres biens et services sont indispensables à l'exercice de nos activités. En tout, nous faisons appel à plus de 10.000 fournisseurs à travers le monde, à qui nous avons versé en 2017 plus de € 10,32 milliards (y inclus la teneur en métaux des matières premières). Dans le monde entier, les équipes Achats et Transport d'Umicore gèrent les achats d'énergie et d'autres biens et services (achats indirects représentant 10% de nos dépenses). Les achats de matières premières métallifères sont quant à eux directement

effectués par les business units (achats directs, soit 90% de nos dépenses). Dans le cadre de l'objectif d'approvisionnement durable Horizon 2020, nous nous concentrons sur les matières premières, car elles représentent la plus grande part des dépenses et des risques.

La garantie d'un volume adéquat de matières premières est un facteur essentiel à nos activités et à notre offre de services, ainsi qu'à la réalisation de nos objectifs de croissance Horizon 2020. Comme les risques et les opportunités varient considérablement d'une business unit à l'autre, nous avons une approche décentralisée en cette matière. **Nous sommes résolus à assurer de manière éthique et durable un avantage concurrentiel dans notre approche des matières premières critiques**.

**Umicore continue de veiller à ce que ses activités soient certifiées comme n'utilisant pas de matériaux en lien avec un conflit**, au travers de plusieurs programmes de certification tels que l'initiative de « conflict-free smelter » de la London Bullion Market Association (LBMA) et le programme Chain of Custody du Responsible Jewellery Council (RJC).

L'approvisionnement durable constitue un moteur essentiel de l'aspiration d'Umicore à faire du développement durable un avantage

concurrentiel, comme spécifié dans Horizon 2020. Après la publication de sa Charte d'approvisionnement durable du cobalt en 2016, Umicore a optimisé davantage les pratiques de due diligence pour sa chaîne d'approvisionnement en cobalt en 2017, conformément aux recommandations d'amélioration formulées lors de l'audit de 2016. Umicore a réalisé une amélioration significative en s'alignant complètement sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. Le rapport annuel d'Umicore sur ses activités de due diligence s'avère non seulement propre à l'entreprise, mais reflète aussi un degré élevé de transparence proactive.

Au cours de l'année, Umicore a mené des activités de due diligence pour l'ensemble des matériaux à base de cobalt qu'elle a achetés et utilisés dans des batteries rechargeables, des outils, des catalyseurs et plusieurs autres applications. Les risques identifiés incluaient la corruption ainsi que des problèmes liés à la santé et à la sécurité, deux sujets hautement prioritaires pour Umicore. Lorsque cela s'imposait, des informations complémentaires ont été demandées aux fournisseurs. Si la plupart des dossiers ont été clôturés au cours de l'année, certains restent ouverts en vue d'une analyse plus détaillée.

# Chaîne de valeur et société

**Pour lutter contre certains des risques les plus graves, Umicore reconnaît la nécessité d'une collaboration tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ce qui inclut ses propres fournisseurs et ceux de ses clients. C'est pourquoi Umicore noue le dialogue avec ses homologues du secteur, ses fournisseurs et ses clients dans le cadre de plusieurs initiatives et projets, notamment son engagement à développer la Charte d'évaluation des risques dans le secteur du cobalt (Cobalt Industry Risk Assessment Framework) au sein du Cobalt Institute, ainsi que sa contribution au lancement de la Global Battery Alliance du Forum économique mondial.**

PwC Bedrijfsrevisoren bcvba/PwC Reviseurs d'Entreprises scrl a confirmé par son rapport d'assurance limitée indépendant que les activités d'Umicore en matière d'achat de cobalt en 2017 étaient conformes aux conditions définies dans la Charte d'approvisionnement durable du cobalt d'Umicore. Le rapport de conformité de l'exercice 2017 se trouve ici.

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le rapport d'activité à la page 204. La politique « Chaîne d'approvisionnement mondial responsable

de minéraux provenant de zones de conflits et à haut risque » d'Umicore peut être consultée ici.

En 2017, EcoVadis a poursuivi son analyse des achats indirects (fournisseurs d'énergie et d'autres biens et services) pour Umicore. L'équipe Achats et Transport a élaboré un outil d'analyse rapide basé sur des critères tels que la taille, la situation géographique et le type de produit ou service fourni et l'a systématiquement utilisé pour évaluer les nouveaux fournisseurs. Cet outil détermine la nécessité d'une analyse EcoVadis.

## PRODUITS ET SERVICES DURABLES

L'objectif Horizon 2020 d'Umicore est de générer plus d'avantages compétitifs par la mise au point de produits présentant des atouts particuliers en termes de développement durable. Cet engagement est étroitement lié à notre objectif économique : être un leader incontesté dans le domaine de la mobilité propre et du recyclage.

**En termes de produits et services durables, notre priorité va aux activités qui relèvent les défis importants posés par la mobilité propre et la raréfaction des ressources.** Nous avons élaboré un indicateur pour souligner notre volonté de nous concentrer sur la mobilité propre et le recyclage. En 2017, la part des revenus des activités générant des produits ou des services en lien direct avec

l'une de ces deux grandes tendances s'est établie à 64,6% des revenus du Groupe, contre 62% en 2016. Cette augmentation est le fruit d'un niveau d'activité supérieur tant au niveau du recyclage que de la mobilité propre. À l'heure où nous œuvrons à la réalisation de nos objectifs Horizon 2020 et où nous cibons davantage nos activités, nous nous attendons à ce que ce pourcentage continue d'augmenter. Notons que de nombreux matériaux et services représentant les 35,4% restants des revenus répondent à des besoins sociétaux spécifiques tels qu'une connectivité améliorée (matériaux destinés au verre de haute qualité, écrans) ou une réduction de la consommation d'énergie (matériaux utilisés pour l'éclairage à faible consommation d'énergie comme les LED).

Pour en savoir plus sur nos efforts dans ce domaine, y compris notre approche relative au respect des réglementations internationales (REACH), veuillez consulter les pages 202 à 208.

# Eco-efficacité



DES ACTIVITÉS  
PERFORMANTES

## PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- Contexte réglementaire et législatif
- Technologie et substitution

## OBJECTIF 2020

- Accroître la valeur grâce à une utilisation efficace des métaux, de l'énergie et d'autres substances

## ODD

3 BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE



9 INDUSTRIE,  
INNOVATION ET  
INFRASTRUCTURE



## EN PRATIQUE L'environnement, un catalyseur de l'amélioration

Nous analysons systématiquement les processus et le comportement des employés de Hoboken, mais nous avons été surpris par la hausse du taux de plomb dans le sang d'un petit nombre d'enfants lorsque nous avons rénové la toiture de notre raffinerie de plomb. Nous avons immédiatement mobilisé toute l'usine pour d'identifier les possibilités d'amélioration et la concentration moyenne de plomb dans les poussières fines (PM10) a finalement diminué à un niveau acceptable. Nous collaborons étroitement avec notre département de recherche et nos consultants externes pour apporter davantage d'améliorations dans ce domaine.



VISIT [ANNUALREPORT.UMICORE.COM](http://ANNUALREPORT.UMICORE.COM)



## PERFORMANCE Eco-efficacité

### NOUS SOUHAITONS OPTIMISER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE NOS OPÉRATIONS, EN METTANT L'ACCENT SUR LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Dans le cadre de nos objectifs Horizon 2020, nous continuons à mettre en œuvre des mesures sélectives d'éco-efficacité dans les business units et sur les sites où ces mesures peuvent générer une valeur ajoutée importante et un avantage concurrentiel, par exemple par la réduction des coûts ou une licence de fonctionnement renforcée.

#### PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

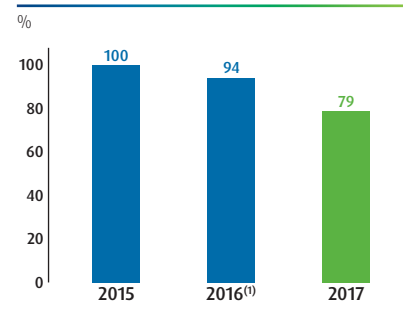
Nous jouons déjà un rôle clé dans la transition vers une société à faible bilan carbone, par exemple au travers de nos matériaux pour batteries rechargeables destinées au transport électrique. Sur nos sites, nous nous efforçons d'optimiser encore la performance énergétique.

Dans le cadre de la stratégie Horizon 2020, l'accent est davantage mis sur les sites qui pèsent le plus dans la consommation d'énergie totale d'Umicore. La consommation énergétique fait l'objet d'un suivi et d'un reporting sur tous les sites. Les plus gros consommateurs sont en outre invités à développer des projets en matière de performance énergétique et sont tenus d'en rendre compte.

En 2017, 23 sites étaient responsables de 95% de la consommation énergétique du Groupe. Sur ces sites, 38 projets de performance énergétique ont été mis en œuvre au cours de l'année. À la fin de l'année, Umicore avait réduit de 21% sa consommation

énergétique par rapport à l'année de référence 2015, en tenant compte d'un facteur de correction pour l'intensité de production. Cette baisse est le résultat de gains de productivité, conjugués à la mise en œuvre de projets de performance énergétique. Les émissions totales de CO<sub>2</sub>e en valeurs absolues ont baissé de 4% par rapport à 2016, en raison d'une hausse significative des niveaux d'activité sur certains sites conjuguée à la cession d'autres sites. Pour de plus amples informations, veuillez consulter les pages 182 à 187.

#### CONSOMMATION D'ÉNERGIE NORMALISÉE



(1) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 6.664 TJ, soit une réduction de 6% en 2016 comparativement à 2015.

Plusieurs sites d'Umicore ont mis en œuvre la norme ISO 50001 relative aux systèmes de management de l'énergie et les deux plus grands sites belges font partie de la Convention de référencement énergétique passée avec le Gouvernement flamand depuis 2004.

#### REJETS DE MÉTAUX

Pendant de nombreuses années, dans le cadre de notre approche de gestion environnementale, nous avons assuré un suivi des émissions et pris des mesures pour réduire l'incidence des rejets de métaux dans l'air et l'eau. Chaque métal que nous rejetons présente un profil de toxicité potentielle très différent pour l'environnement et la santé humaine. Dès lors, nous nous concentrons sur la réduction de l'impact de nos rejets.

Une méthodologie spécifique est mise en œuvre pour déterminer l'impact environnemental des métaux dans l'air et l'eau. Pour les rejets dans l'air, nous nous sommes inspirés des valeurs maximales de concentration en milieu professionnel fixées par l'American Conference of Government and Industry Hygienists (ACGIH). Cette référence nous a permis de calculer les facteurs d'incidence sur la santé humaine. Pour les rejets dans l'eau, les facteurs d'incidence se basent sur la concentration prévisible sans effet pour les organismes vivants (PNEC), une



## PERFORMANCE

# Eco-efficacité

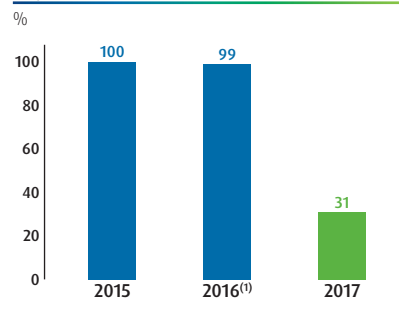
mesure de l'écotoxicité utilisée notamment par la réglementation REACH de l'UE.

L'objectif pour 2020 est de réduire l'impact des rejets de métaux, tout en tenant compte de la croissance des volumes de production. Le reporting se concentre sur les sites à l'origine de 95% des rejets exprimés en impact, compte tenu de leur niveau d'activité. La surveillance se poursuit sur l'ensemble des sites. Plus de 95% de l'impact des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air résultent d'activités de production sur moins de 10 sites. Ceci démontre clairement que la plupart de nos sites n'ont pas d'impact significatif en termes de rejets de métaux.

### REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU

Par rapport à 2015, après correction des niveaux d'activité, l'impact des rejets dans l'eau a chuté de 69%, principalement grâce à une augmentation de l'efficacité de la station d'épuration des eaux usées sur notre site de Hoboken.

### PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU

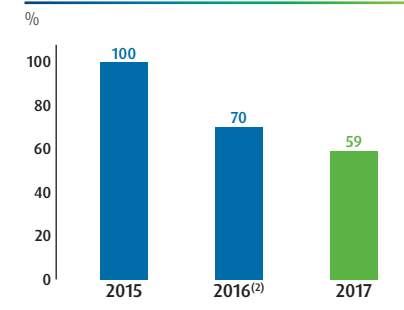


(1) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 343.649, soit une réduction de 1% en 2016 comparativement à 2015.

### REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR

En 2017, compte tenu des niveaux d'activité, nous avons réalisé une réduction d'impact des rejets de métaux dans l'air de 41% par rapport à 2015, malgré une montée en charge. Cette réduction est imputable avant tout à l'amélioration de l'efficacité des filtres et des processus, et ce plus particulièrement pour les métaux ayant un impact élevé.

### PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR



(2) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 123.831, soit une réduction de 30% en 2016 comparativement à 2015.

# Une entreprise où il fait bon travailler



SÉCURITÉ



SANTÉ

ENGAGEMENT  
DE TOUS

## PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

– Attirer les talents et les fidéliser

## OBJECTIF 2020

- Objectif zéro accident
- Réduire l'exposition des employés à certains métaux
- Réaliser des progrès dans l'engagement de tous en ciblant la gestion des talents, la diversité et l'employabilité

## ODD



## EN PRATIQUE

# Améliorer la diversité des genres dans les postes de direction

L'initiative ascendante « Focus on Women » a été lancée par six femmes managers. Associée à nos Coaching Circles (accompagnement, formation, mentorat et réseautage pour encourager le leadership féminin), cette initiative vise à mieux faire connaître l'immense réserve de compétences féminines et à inspirer nos collègues. La diversité des genres est une formule avantageuse pour Umicore.



VISIT [ANNUALREPORT.UMICORE.COM](http://ANNUALREPORT.UMICORE.COM)



# Une entreprise où il fait bon travailler

**SUR LE LONG TERME, NOTRE SUCCÈS DÉPEND DE NOTRE CAPACITÉ  
À ASSURER UN LIEU DE TRAVAIL SAIN ET AGRÉABLE, EN TOUTE SÉCURITÉ**

## ZÉRO ACCIDENT

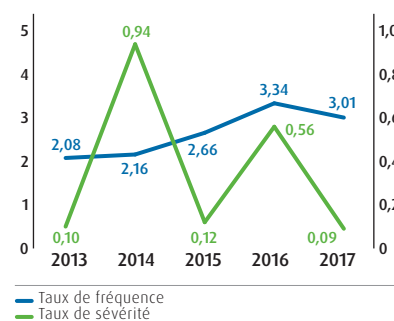
Dans le cadre de ses objectifs sociaux et environnementaux Horizon 2020, **Umicore vise à être une entreprise où il fait bon travailler**, objectif pour lequel une contribution de toutes les business units est attendue. Notre priorité est toujours d'atteindre l'objectif de zéro accident sur le lieu de travail et de zéro dépassement pour les valeurs limites d'exposition professionnelle aux métaux.

Concernant les performances en matière de sécurité d'une année à l'autre, nous avons enregistré un total de 51 accidents avec arrêt de travail en 2017, contre 59 en 2016. Le taux de fréquence est donc de 3,01, contre 3,34 en 2016, et le taux de gravité de 0,09, contre 0,56 en 2016 et 0,12 en 2015. Si ces résultats sont loin d'être satisfaisants, le pourcentage de sites sans accident avec arrêt de travail est resté élevé à 84%, comme en 2016. Malgré la légère baisse du nombre d'accidents, Umicore ne voit pas d'amélioration notable de ses performances en matière de sécurité. Pour y remédier, d'importantes modifications ont été apportées, comme par exemple l'importation des meilleures pratiques des sites présentant d'excellents résultats et la création d'un poste d'agent de changement pour améliorer la culture de la sécurité à Hoboken, en Belgique.

2017 a vu la finalisation du projet de sécurité des procédés à l'échelle du Groupe. La sécurité des

procédés fait maintenant part entière de la gestion structurelle des activités EHS à l'échelle du Groupe. Les nouvelles initiatives allant dans ce sens sont l'intégration complète de la sécurité des procédés dans le programme d'audit de conformité d'EHS et le développement d'une formation de spécialiste HAZOP de 3 jours, les premières séances ayant déjà eu lieu au Brésil et en Belgique. En outre, nous avons défini des indicateurs avancés et retardés en matière de sécurité des procédés pour l'ensemble du Groupe afin de les inclure, dans le futur, dans le reporting.

## ACCIDENTS AVEC ARRÊT DE TRAVAIL



## EXPOSITION PROFESSIONNELLE

Umicore ne ménage pas ses efforts en vue d'éradiquer les maladies professionnelles et de promouvoir le bien-être au travail. Les principaux risques en matière de santé au travail sont liés, d'une

part, à l'exposition à des substances dangereuses et, d'autre part, à des risques physiques (en particulier les nuisances sonores).

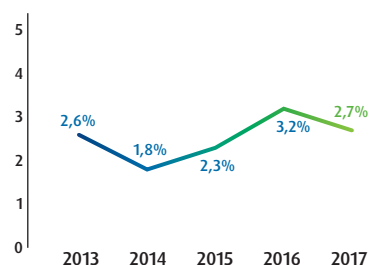
**Umicore se positionne en leader dans l'industrie en se fixant, sur une base volontaire et scientifique, des limites d'exposition potentiellement dangereuse plus strictes que celles imposées par les prescriptions légales, lorsque celles-ci existent.** Tous les travailleurs présentant un risque d'exposition professionnelle à l'un des métaux ciblés (arsenic, cadmium, cobalt, indium, nickel, plomb et sels de platine) ou à d'autres métaux font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail. L'objectif Horizon 2020 en matière d'exposition professionnelle est de réduire à zéro le nombre de relevés individuels indiquant une exposition supérieure aux niveaux définis en interne. S'ils ne sont pas nécessairement révélateurs d'un risque pour la personne impliquée, ces dépassements sont des indications importantes de l'exposition, récente ou à long terme, et servent à apporter de nouvelles améliorations sur les sites concernés.

En 2017, un total de 5.389 échantillons biologiques ont été prélevés chez des travailleurs exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 145 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur limite interne, ce qui

# Une entreprise où il fait bon travailler

réduit le taux de dépassement total à 2,7% en 2017, contre 3,2% en 2016. Tous les travailleurs exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail.

## TAUX D'EXPOSITION 'TOUS BIOMARQUEURS AGRÉGÉS'



## ENGAGEMENT DE TOUS

Horizon 2020 est conçu pour tenir compte de l'évolution d'Umicore, du marché de l'emploi et des attentes de la société. Nos objectifs se concentrent sur la gestion des talents, la diversité et l'employabilité, trois aspects qui influenceront le plus sur la réalisation des objectifs Horizon 2020.

## GESTION DES TALENTS

La gestion des talents consiste à trouver les bons éléments et à les fidéliser, à tous les échelons de l'entreprise et dans une large variété de fonctions.

Celles-ci vont des opérateurs d'équipement aux laborantins en passant par les employés de bureau ou les ingénieurs de production. Pour Umicore, les principaux moteurs sont liés aux ambitions de croissance Horizon 2020 dans les secteurs et les zones géographiques où nous sommes présents.

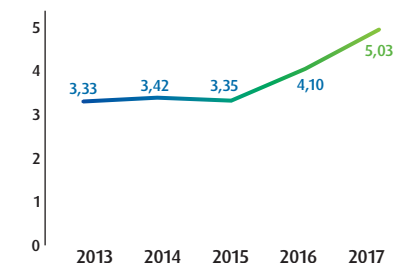
Attirer et fidéliser les talents est un défi en Asie, une région où Umicore devrait générer une part importante de sa croissance dans les prochaines années. Le marché de l'emploi asiatique a tendance à être beaucoup plus fluide et compétitif avec un taux de rotation du personnel plus élevé.

Au cours de 2017, Umicore a recruté environ 10% de son effectif total. Nous estimons qu'un peu moins de la moitié de ces recrutements sont liés à la croissance et qu'un peu plus de la moitié visent à remplacer les travailleurs atteignant l'âge de la retraite et les départs volontaires.

Comme les années précédentes, des différences régionales significatives sont observables, la zone Asie-Pacifique affichant le taux de rotation le plus élevé, à 10,94%. Ce résultat n'est pas unique à Umicore et est dû à la grande compétitivité et souplesse du marché de l'emploi dans la région. Ces deux dernières années, le pourcentage des départs volontaires a augmenté et est un peu plus marqué sur nos sites récents, preuve qu'il est difficile

d'attirer les bons éléments et de les conserver dans ces domaines de croissance. Il est intéressant de noter que la durée moyenne de service chez Umicore est de 13 ans.

## TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES



Il est essentiel qu'Umicore soit capable d'attirer, de développer et de fidéliser des leaders compétents en offrant des postes de dirigeant attrayants et stimulants, soutenus par des possibilités de développement adéquates.

Umicore effectue une évaluation « Talent Review » de ses managers tous les 2 ans. En 2017, plus de 1.700 travailleurs ont été soumis à des évaluations de performance et de croissance potentielle. Un feedback a été remis à chaque manager afin d'établir un dialogue sur le développement des talents en termes d'accès aux différentes missions et de possibilités

# Une entreprise où il fait bon travailler

de mobilité. Les résultats de ce Talent Review sont utilisés pour alimenter les programmes de leadership et de développement qui, en temps voulu, peuvent servir de réserve interne de candidats pour les postes de senior management.

Le **Junior Management Programme** (JUMP) est destiné à un groupe de jeunes managers sélectionnés. Il se présente sous un format de « twin-coaching », en rassemblant deux participants issus de régions et business units différentes mais appartenant à la même famille de fonctions, afin de développer la pensée internationale, d'observer les meilleures pratiques et de fournir une exposition à d'autres business units.

**Leading for Excellence** (L4E) est proposé à un groupe choisi de managers en Asie-Pacifique pour stimuler la performance dans la région en favorisant la collaboration et l'engagement à travers l'ensemble des sites et en perfectionnant les compétences en leadership.

**Entrepreneurs for Tomorrow** (E4T) s'adresse à un groupe sélectionné de managers occupant des postes intermédiaires à supérieurs. Son objectif est de développer une culture d'entreprise avec des managers très compétents et de promouvoir une intégration interfonctionnelle au sein d'Umicore.

Le **Strategic Leadership Programme** est offert à un groupe de senior managers sélectionnés et est organisé en collaboration avec l'INSEAD. Les sujets abordés par les participants vont de l'exploration du « macro-environnement » économique aux défis de la création d'une stratégie agile et d'une organisation alignée et au développement de leur propre style de leadership, en passant par la pratique des affaires en Asie.

En outre, Umicore procure aux managers un programme de formation commun à l'ensemble des régions. Les autres initiatives pour promouvoir le développement de carrière au sein d'Umicore comprennent :

- Le programme de formation **Coaching Circles**, destiné aux femmes managers de Belgique, allie du mentorat, du coaching, de la formation et du réseautage. Ce programme a été élaboré par la plateforme Focus on Women pour soutenir la politique de diversité et d'inclusion d'Umicore. Son objectif est de conscientiser davantage les femmes sur leurs capacités et de les encourager à prendre activement leur carrière en main. En 2017, 20 managers ont participé à ce programme. Il sera organisé à nouveau en 2018 et étendu à l'Allemagne.
- Un outil en ligne interne rendant tous les postes vacants accessibles aux travailleurs actuels et

favorisant ainsi les possibilités de mobilité interne. En 2017, première année complète d'utilisation, plus de la moitié de l'ensemble des postes vacants ont été pourvus grâce à notre outil de recrutement global.

Les programmes de formation d'Umicore englobent des modules de cours classiques, ainsi que l'apprentissage en ligne et la formation sur le terrain. En 2017, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 45,33. Cela représente une augmentation par rapport à 2016 et un retour vers la moyenne des années précédentes. Cette hausse s'explique en partie par une intensification des efforts de formation pour les sites qui sont en expansion et qui doivent fournir un effort particulier pour l'intégration des nouveaux travailleurs.

Les données indiquent que les heures de formation des managers (38,54 heures) sont inférieures à celles des autres catégories de personnel (46,44 heures). Cela reflète les gros efforts déployés pour la formation sur le terrain des nouveaux opérateurs.

## DIVERSITÉ

Umicore cherche à tirer le meilleur parti de la diversité, notamment en matière de genre, de culture et d'origine ethnique. **Umicore est persuadée qu'une plus grande diversité au sein de ses**

# Une entreprise où il fait bon travailler

## Équipes de direction améliore la qualité des processus décisionnels.

Umicore a développé une politique de groupe sur la diversité au cours de 2017. Son objectif est de soutenir une culture de travail inclusive qui offre l'égalité des chances, favorisant ainsi un haut niveau de motivation pour tous les employés, quelles que soient leurs origines. La diversité s'entend en termes de sexe, religion, race, nationalité ou origine ethnique, contexte culturel, appartenance sociale, handicap, orientation sexuelle, situation de famille, âge ou opinions politiques.

Umicore prône surtout une plus grande représentation culturelle au sein de ses équipes de direction. À l'heure actuelle, 18,05% des 130 postes de direction d'Umicore sont occupés par des citoyens non européens. Sachant que 51% de nos revenus sont générés hors Europe, chiffre qui devrait s'accroître dans les années à venir, nous avons décidé d'agir pour que les non-Européens soient mieux représentés aux postes de senior management. Grâce à une meilleure répartition dans ce domaine, nous pourrions prendre des décisions commerciales plus en phase avec les marchés que nous desservons. Nous avons choisi de ne pas définir d'objectif précis, mais nous rendons compte chaque année de l'évolution de ce critère.

Les femmes sont sous-représentées aux postes de direction chez Umicore. Si cette situation s'explique en partie par le fait que les entreprises de la chimie attirent moins le public féminin (seulement 21,92% de notre effectif total est féminin), il est évident qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer les perspectives de carrière des femmes talentueuses au sein d'Umicore. Un indice montre que nous sommes sur la bonne voie. Le pourcentage de femmes managers connaît en effet une augmentation constante depuis 2010, en passant de 18,65% à 22,37% en 2017. Le pourcentage de femmes dans des fonctions opérationnelles est également à la hausse, à 15,55% en 2017 pour 14,27% en 2016. Or, la plupart des candidats aux postes de dirigeant sont généralement issus de ces fonctions. En 2017, les femmes représentaient 6,77% du senior management. Nous nous sommes fixé un objectif de 15% de femmes aux fonctions de senior management d'ici à 2020.

## EMPLOYABILITÉ

Nous cherchons à offrir à nos travailleurs des possibilités d'apprentissage et de développement tout au long de leur carrière et à promouvoir le transfert des compétences et du savoir à travers l'ensemble d'Umicore.

Un axe essentiel du thème de l'employabilité est d'aborder la tendance sociale du report de l'âge de la retraite, en particulier en Europe. Umicore veut offrir

aux personnes qui poursuivent leur carrière après 60 ans un travail adéquat, motivant et enrichissant et leur permettre de transmettre leurs compétences et leurs connaissances à la jeune génération. Nous assurons leur formation, nous stimulons leur agilité mentale en leur confiant de nouvelles tâches, nous leur offrons la possibilité de concilier vie privée et vie professionnelle et nous les aidons à négocier la transition du statut de travailleur à celui de retraité.

## AUTRES ÉVOLUTIONS PERTINENTES

En 2017, Umicore a remporté le prix Top Employer pour ses sites en Belgique et à Pforzheim, en Allemagne, et a maintenu sa certification « Beruf und Familie » à Hanau et Rheinfelden, Allemagne.

Umicore a également effectué des visites de site dans le contexte de l'Accord-cadre international sur le développement durable conclu avec IndustriALL Global Union. Cet accord couvre les domaines des droits de l'Homme, des conditions de travail et de l'environnement.



## GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE

# Une gestion efficace des risques

**NOUS ADOPTONS UNE APPROCHE RAISONNÉE POUR GÉRER LES RISQUES ET SAISIR LES OPPORTUNITÉS.  
NOUS NOUS DOTONS AINSI DES MEILLEURS MOYENS POUR RÉALISER NOS OBJECTIFS STRATÉGIQUES**

Notre système de gestion des risques permet à l'entreprise d'identifier les risques de manière à la fois proactive et dynamique et de gérer ou d'atténuer les risques vers un niveau acceptable, partout où cela est possible.



### BUSINESS UNITS

Réaliser une analyse en vue d'identifier tous les risques significatifs (financiers et non financiers)

Décrire de façon détaillée chaque risque sur une « feuille d'incertitude » mentionnant l'impact potentiel, la probabilité, l'état d'avancement des mesures de gestion ou d'atténuation et les responsabilités

Rendre compte de manière ascendante au membre du comité de direction responsable de la business unit



### MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION

Identifier, évaluer et atténuer les risques



### COMITÉ DE DIRECTION

Exploiter efficacement les opportunités commerciales

Evaluer l'impact de la conjoncture, du positionnement des concurrents, des évolutions technologiques ou des changements dans la réglementation sur la réalisation de la stratégie commerciale

Gérer les risques commerciaux et de les atténuer



### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Evaluer le profil de risque de l'entreprise dans le cadre de la stratégie de l'entreprise et de facteurs externes

S'assurer qu'une gestion adéquate des risques et que des procédures de contrôle interne sont en place

### COMITÉ D'AUDIT (AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION)

Superviser et évaluer le système de contrôle interne et de gestion des risques, en examinant certains aspects de manière continue

### AUDIT EXTERNE

Vérification indépendante

# Une gestion efficace des risques

Chaque business unit évolue dans un environnement présentant des perspectives de croissance spécifiques et différents degrés d'incertitudes économiques et technologiques susceptibles d'influencer nos objectifs stratégiques. Dès lors, **le premier niveau d'identification des risques et opportunités est du ressort des business units.**

Chaque business unit est également responsable de l'atténuation de ses propres risques. Les mesures d'atténuation font systématiquement l'objet d'un rapport en fonction des objectifs stratégiques respectifs et des risques identifiés. Certains départements du Groupe sont également chargés de gérer et d'atténuer certains risques sous les auspices du comité de direction. Ces risques, concernant des aspects relatifs à l'ensemble du Groupe et qui sortent du cadre des business units, comprennent les risques environnementaux et financiers ainsi que d'autres risques.

## NOTRE SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Umicore s'est également dotée de mécanismes de contrôle interne afin d'offrir au management une confiance raisonnable en ce qui concerne notre capacité d'atteindre nos objectifs. Ils concernent les aspects suivants :

- Efficacité et efficacité des activités
- Fiabilité des processus financiers et des rapports
- Respect des lois et règlements
- Atténuation des erreurs et des risques de fraude

Umicore a adopté le référentiel COSO pour sa gestion des risques et en a adapté les divers éléments de contrôle à sa structure organisationnelle et ses processus. Le « Umicore Way » et le « Code de conduite » sont les pierres angulaires du contrôle interne. Avec le concept de gestion par objectifs et la mise en place de rôles et responsabilités clairement définis, ils constituent le cadre opérationnel de l'entreprise.

Les mécanismes spécifiques de contrôle interne ont été élaborés par les business units, au niveau de leurs activités, tandis que les **fonctions opérationnelles communes et les services corporate donnent des orientations et établissent des contrôles pour les activités transversales de l'entreprise.** Ils ont abouti à des politiques, des procédures et des chartes spécifiques dans des domaines comme la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les ressources humaines, les systèmes d'information, la santé et la sécurité au travail, le droit, la sécurité interne, ainsi que la recherche et le développement.

Umicore dispose d'un système de Conditions minimales de contrôle interne (MICR) visant à réduire les risques financiers et à améliorer la fiabilité des rapports financiers. Dans le cadre des MICR d'Umicore, toutes les entités du Groupe doivent se conformer à un ensemble commun de contrôles internes couvrant 12 processus. Dans le cadre des contrôles internes, une attention particulière est accordée à la séparation des tâches et à une définition claire des rôles et responsabilités. La conformité aux MICR est surveillée au moyen d'auto-évaluations validées par le senior management. Les résultats sont communiqués au comité de direction ainsi qu'au comité d'audit.

Sur un total de 12 processus, trois (order to cash, treasury et fixed assets) ont été évalués en 2017, pour les 92 entités de contrôle actuellement couvertes. L'évaluation des risques et les mesures prises par le management local pour atténuer les faiblesses potentielles au niveau du contrôle interne identifiées lors d'évaluations antérieures sont surveillées en permanence. Le département d'audit interne vérifie les évaluations de conformité dans le cadre de ses missions.



# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

NOUS COMPRENONS QUE LES PRINCIPAUX RISQUES LIÉS À NOS ACTIVITÉS PEUVENT ÉGALEMENT NOUS OFFRIR DES OPPORTUNITÉS UNIQUES DE CROISSANCE ET DE CRÉATION DE VALEUR

## 1 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET LÉGISLATIF

### DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE  
ÉCONOMIQUE  
CHAÎNE DE VALEUR  
ET SOCIÉTÉ  
ÉCO-EFFICACITÉ

### CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUÉ



En hausse

### CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

### INFLUENCE POTENTIELLE

Umicore est exposée à l'évolution du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Les activités d'Umicore peuvent tirer parti de certaines tendances législatives, notamment celles relatives aux contrôles plus rigoureux des émissions des véhicules, à la mobilité propre et au recyclage obligatoire des produits en fin de vie.

Certaines législations, telles que les lois environnementales ou relatives aux produits, peuvent entraîner des défis opérationnels, une augmentation des coûts et un contexte concurrentiel potentiellement inégal.

La gestion active et l'élimination systématique des risques résultant des opérations historiques font partie intégrante des valeurs de Umicore.

La croissance dans les activités à haute technologie augmente encore l'importance de la propriété intellectuelle et de sa protection.

### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

Partout dans le monde, des changements apportés aux législations concernant les produits ainsi que l'introduction de nouvelles normes peut avoir un impact sur nos activités. Bien que la législation européenne REACH soit toujours la plus importante pour Umicore, l'équivalent coréen gagne en importance. Pour plus d'informations, voir page 207.

La tendance vers la législation et les objectifs plus stricts en matière d'émissions a continué. Par ailleurs, les nouvelles normes de contrôle des émissions des véhicules poussent l'industrie à innover dans la conception de systèmes antipollution, dont les catalyseurs et les filtres catalytiques.

Concernant les risques juridiques, veuillez-vous référer à la note F36 sur les passifs latents en page 167. Ceux-ci concernent principalement les actions en justice à l'encontre d'Umicore dans le domaine des matériaux pour cathodes de batteries rechargeables.

### MESURES PRISES PAR UMICORE

Umicore gère son impact environnemental historique, y assurant des provisions financières adéquates qui sont revues deux fois par an. Pour plus d'informations, voir page 154.

Pour assurer la conformité aux lois environnementales sur nos sites industriels, Umicore a un programme d'audit de conformité EHS et surveille en continu l'évolution des exigences légales là où nous exerçons nos activités. Pour plus d'informations, voir page 187.

Umicore a joué un rôle actif dans l'information des législateurs européens sur les technologies de contrôle des émissions pour les véhicules diesel ou essence afin de les aider à prendre des décisions avisées sur des futures normes d'émission et d'essai.

Umicore a pris des mesures afin d'être à même de répondre à la demande croissante de matériaux pour cathodes destinés aux batteries rechargeables employées dans le transport électrifié. Ceci implique la poursuite des investissements visant à augmenter la capacité de production de matériaux pour cathodes en Chine et en Corée.

En 2017, dans le cadre du suivi régulier, 14 dossiers REACH ont été actualisés pour différentes raisons, comprenant la fourchette de tonnage, des réponses aux demandes de L'ECHA ainsi que la fourniture de nouvelles informations sur la composition, les usages ou sur les rapports sur la sécurité chimique (Chemical Safety Reports). Dans le cadre de la troisième phase de la réglementation européenne REACH, 115 nouveaux dossiers ont été déposés.

Le litige en matière de brevet introduit aux États-Unis par BASF et l'Argonne National Laboratory a été résolu à la satisfaction de toutes les parties.

# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

2

## APPROVISIONNEMENT DURABLE ET ÉTHIQUE

**DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE**  
**PERFORMANCE ÉCONOMIQUE**  
**CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**

**CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUÉ**



En hausse

**CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ**



En hausse

### INFLUENCE POTENTIELLE

Umicore a besoin de métaux ou de matières premières contenant des métaux pour fabriquer ses produits et pour alimenter ses activités de recyclage. Certaines de ces matières premières sont relativement rares et exigent des stratégies d'approvisionnement très spécifiques. Il est crucial de garantir un approvisionnement suffisant de ces matériaux pour garantir la continuité du succès et de la croissance de notre entreprise.

Certains métaux sont également présents dans des régions confrontées à des défis environnementaux et sociaux ou touchées par des conflits. Nous devons veiller à ce que ces achats de matériaux soient alignés avec les valeurs d'Umicore, tout en procurant un avantage à nos clients.

Compte tenu de la raréfaction des ressources, le traitement de matériaux complexes de sources non-minières, tels que les résidus industriels et les matériaux « en fin de vie », est de plus en plus important. L'activité de recyclage de métaux précieux à notre site de Hoboken est la plus importante et la plus complexe au monde, traitant plus de 200 types de matières premières et récupérant plus de 20 métaux différents.

### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

Adopté en 2017, le règlement de l'Union européenne concernant « les minerais des zones de conflit », entrera en vigueur le 1er janvier 2021. Cette loi vise à encourager l'approvisionnement responsable en étain, tantale, tungstène et en or, parfois extraits de zones de conflit ou exploités dans des conditions abusives, pour répondre aux normes internationales d'approvisionnement responsable telles que celles définies dans le « Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque ». Les conditions de la loi américaine Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Act de 2010, qui porte sur les mêmes quatre minéraux, seront également remplies par cette nouvelle loi.

### MESURES PRISES PAR UMICORE

Notre charte d'approvisionnement durable pour le cobalt a été adaptée en 2017 pour être pleinement alignée avec le « Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque ».

En plus des politiques et chartes existantes telles que le Umicore Code of Conduct, la Human Rights Policy et le Sustainable Procurement Charter, Umicore a également une politique spécifique pour une « chaîne d'approvisionnement responsable mondiale des minerais issus des zones à risque ».

Umicore augmente sa capacité à répondre à une demande croissante de recyclage. Le recyclage d'Umicore offre non seulement des avantages d'approvisionnement environnementaux et éthiques, mais aussi une plus grande sécurité des ressources.

De plus en plus, les clients d'Umicore demandent une garantie et la documentation nécessaire pour assurer le statut de nos produits comme non concernés par les zones de conflit. Le groupe de travail interne « Métaux et minéraux » d'Umicore, qui comprend des experts en approvisionnement et en matières premières, rationalise et optimise les efforts requis pour répondre à cette demande croissante des clients en partageant les meilleures pratiques.

# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

## 3 TECHNOLOGIE ET SUBSTITUTION

**DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE**  
**PERFORMANCE ÉCONOMIQUE**  
**CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**  
**ÉCO-EFFICACITÉ**

**CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE**



Stable

**CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ**



En hausse

### INFLUENCE POTENTIELLE

Umicore est un groupe de technologie des matériaux qui met l'accent sur le développement de matériaux et de procédés innovants. Le choix et le développement de ces technologies représentent à la fois la principale opportunité et le principal risque pour Umicore.

Obtenir le meilleur rapport coût / performance pour les matériaux est une priorité pour Umicore et ses clients. Il existe un risque permanent de voir les clients rechercher des matériaux de substitution pour leurs produits, au cas où Umicore n'offrirait plus cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux soumis à une volatilité historique des prix).

### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

Les tendances observées dans le domaine des matériaux pour batteries rechargeables dans les applications automobiles indiquent que les matériaux NMC présentant une teneur augmentée en nickel sont la technologie privilégiée par les clients sur les plateformes automobiles électrifiées actuelles et futures.

En ce qui concerne le contrôle des émissions des véhicules, les débats réglementaires rappellent la nécessité de disposer d'un large éventail de technologies, tant pour les applications essence que diesel.

### MESURES PRISES PAR UMICORE

Chaque année, le comité de direction sélectionne les projets d'innovation (« Top 10 ») qui sont essentiels à la réalisation des ambitions de croissance d'Horizon 2020 (et au-delà) et qui concernent le développement de produits et de procédés. Une sélection de ces projets est analysée en cours d'année, soit dans le cadre d'études technologiques dédiées, soit lors de revues stratégiques d'activités.

Les investissements réalisés au cours des dernières années dans la recherche et le développement (R&D) ont donné d'excellents résultats et ont créé l'espace nécessaire pour repositionner la R&D. Umicore a investi de manière sélective dans de nouveaux domaines pertinents pour ses activités principales en 2017. Les dépenses globales ont représenté 6% des revenus.

Umicore fait breveter des technologies de rupture. En 2017, elle a déposé 48 nouvelles familles de brevets.

Pour plus d'informations sur l'approche d'Umicore en matière de gestion de son portefeuille d'innovation et de technologie, rendez-vous en pages 66-67.

# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

## 4 MARCHÉ

**DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE**  
**PERFORMANCE ÉCONOMIQUE**  
**CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**

**CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE**



Changement du périmètre (cf. Évolutions du contexte)

**CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ**



En hausse

### INFLUENCE POTENTIELLE

Les principaux marchés desservis par Umicore sont le secteur automobile (produits pour la mobilité propre) ainsi que l'exploitation minière et le raffinage des non-ferreux (activités de recyclage). Umicore est tributaire de la forte croissance ou réduction des niveaux d'activité de ces secteurs au niveau mondial.

Les niveaux d'activité dans d'autres secteurs de l'économie, tels que l'électronique grand public, sont également pertinents pour Umicore, tout comme ceux de secteurs ou de clients spécifiques à qui Umicore fournit des services de recyclage en boucle fermée.

À long terme, des perturbations du marché, telles que de nouvelles habitudes de consommation, sont de nature à modifier de manière significative le contexte des marchés desservis par Umicore, ce qui présente à la fois des risques et de nouvelles opportunités.

### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

Globalement, les perspectives économiques mondiales sont restées stables en 2017. Les prévisions de marché continuent d'indiquer une économie favorable, estimant que la croissance mondiale sera portée par les marchés asiatiques, en particulier la Chine.

Le secteur automobile a affiché une belle performance, avec une progression de la demande dans plusieurs régions et une forte accélération de la demande de véhicules électrifiés.

Sur tous les marchés importants, une législation plus stricte sur les émissions des véhicules est entrée en vigueur ou a été annoncée pour les années à venir.

Le profil de risque d'Umicore reflète une exposition croissante au secteur automobile et, d'un point de vue géographique, à l'Asie, encouragée dans les deux cas par la forte croissance des ventes de matériaux pour cathodes destinés aux véhicules électrifiés. Suite à la cession de Building Products, Umicore n'est plus exposée de manière significative au secteur de la construction.

Notre positionnement précoce sur le marché des matériaux pour cathodes de batteries rechargeables et la certification de nos produits pour plusieurs plateformes automobiles devraient être profitables à Umicore en raison d'une accélération de la demande de véhicules électrifiés. Cette tendance pourrait s'amplifier avec la baisse des ventes de voitures particulières diesel.

### MESURES PRISES PAR UMICORE

Vu la présence accrue d'Umicore dans les segments de marché à forte croissance, alimentés par les grandes tendances mondiales, notre performance économique en 2017 a encore surpassé, et de loin, celle de l'économie en général et de la plupart de nos concurrents.

Le comité de direction a entrepris un examen des tendances potentiellement perturbatrices pour les marchés et les technologies dans le secteur automobile et a débattu de ses conclusions avec le conseil d'administration.

# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

## 5 PRIX DES MÉTAUX

**DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE**  
**PERFORMANCE ÉCONOMIQUE**

**CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE**



Stable

**CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ**



Stable

### INFLUENCE POTENTIELLE

Le résultat d'Umicore est exposé à des risques liés au prix des métaux que le Groupe traite ou recycle. Le risque structurel lié au prix des métaux est principalement imputable à l'influence de ces derniers sur les bonis de métaux issus de matériaux fournis à des fins de recyclage. Il s'agit du platine, du palladium, du rhodium, de l'or et de l'argent, ainsi que d'un grand éventail de métaux de base et de métaux spéciaux. Pour certains métaux cotés sur les marchés à terme, Umicore couvre une partie de son exposition future aux métaux afin de se prémunir en partie des risques de prix à l'avenir.

Pour plus d'informations sur le risque structurel, ainsi que sur le risque transactionnel et le risque lié aux stocks en relation avec le prix des métaux, veuillez-vous référer aux pages 112-114.

### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

Les prix des métaux précieux ont augmenté en 2017. Les prix de l'or, du palladium et du rhodium ont fortement augmenté, tandis que ceux de l'argent et du platine ont fait face à un environnement volatil où les gains ont souvent été neutralisés par les pertes consécutives, résultant en une faible hausse sur l'ensemble de l'année.

### MESURES PRISES PAR UMICORE

Courant 2017, Umicore a conclu des contrats à terme couvrant une partie de son exposition structurelle aux prix de certains métaux précieux et de base en 2018 et 2019 ce qui lui a procuré une meilleure prévisibilité de ses résultats.

# Identifier les principales incertitudes pour notre activité

## 6 ATTIRER LES TALENTS ET LES FIDÉLISER

### DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER

#### INFLUENCE POTENTIELLE

Notre capacité à attirer et à fidéliser des personnes compétentes est essentielle à la réalisation de nos ambitions stratégiques et au développement de notre expertise, de nos connaissances et de nos capacités. Une incapacité à ce faire compromettrait notre aptitude à atteindre nos objectifs.

Horizon 2020 table sur une croissance disproportionnée pour Umicore en Asie, une région caractérisée par des marchés de l'emploi très compétitifs et fluides. Pour Umicore, le défi consiste à attirer et garder les talents dans cette région à une échelle suffisante et à un rythme approprié.

#### ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE

L'accélération de notre expansion conjuguée à la compétitivité des marchés de l'emploi ont renforcé nos besoins de recrutement.

#### MESURES PRISES PAR UMICORE

Afin d'améliorer notre réserve de recrutement, nous avons créé une marque employeur global principalement axée sur les marchés difficiles de l'emploi en Europe et en Asie. Cette marque employeur soutient nos initiatives spécifiques de recrutement.

En 2017, Umicore a développé une politique de groupe sur la diversité afin de soutenir une culture de travail inclusive qui offre l'égalité des chances, favorisant ainsi un haut niveau d'engagement pour tous les employés, quelles que soient leurs origines.

#### CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



En hausse

#### CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

## CONSEIL D'ADMINISTRATION



Debout de gauche à droite : Eric Meurice, Marc Grynberg, Rudi Thomaes, Françoise Chombar et Colin Hall  
Assis de gauche à droite : Mark Garrett, Liat Ben-Zur, Thomas Leysen, Ines Kolmsee et Gérard Lamarche

### THOMAS LEYSEN

57 | Belge

- Président, Administrateur non exécutif
- Première nomination : 19 novembre 2008 (Administrateur depuis le 10 mai 2000) Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2018
- Président, Comité de nomination et rémunération (19 novembre 2008)

#### EXPÉRIENCE

Thomas Leysen est devenu Président d'Umicore en novembre 2008 après avoir été Chief Executive Officer d'Umicore depuis 2000. Depuis octobre 2011, il est Président du Conseil d'administration de KBC Group, un groupe de bancassurance.

#### AUTRES MANDATS

- Président, Conseil d'administration, KBC Group
- Président, Mediahuis, un groupe de médias belge
- Président, Conseil d'administration, Fondation Roi Baudouin, Belgique
- Président, Conseil d'administration, The Shift, principal réseau RSE en Belgique

## MARC GRYNBERG

52 | Belge

- Chief Executive Officer, Administrateur exécutif
- Première nomination : 19 novembre 2008
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2018
- Chief Executive Officer (le 19 novembre 2008)

### EXPÉRIENCE

Marc Grynberg a été nommé Chief Executive Officer d'Umicore en novembre 2008 après avoir été responsable de la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et CFO d'Umicore de 2000 à 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur du Groupe. Avant cela, Marc a travaillé pour DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay).

### AUTRES MANDATS

- Administrateur non-exécutif, Nexans SA, France

## INES KOLMSEE

47 | Allemande

- Administrateur non exécutif
- Première nomination : 26 avril 2011
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2017
- Présidente du Comité d'audit depuis le 28 avril 2015 (membre depuis le 26 avril 2011)

### EXPÉRIENCE

Ines Kolmsee est Chief Executive Officer Services & Solutions chez Aperam depuis octobre 2017. Elle fut précédemment CEO de SKW Stahl-Metallurgie Group, un spécialiste chimique déployant des activités dans le monde entier, COO et CTO d'EWE AG, une entreprise de services publics allemande, et CFO d'Arques Industries AG. Elle détient un diplôme d'ingénieur procédés énergie du Technische Universität Berlin et un d'ingénieur industriel de l'École des Mines de Saint-Etienne, ainsi qu'un MBA de l'INSEAD.

### AUTRES MANDATS

- Membre, Conseil d'administration, Suez Environnement SA, France

## RUDI THOMAES

65 | Belge

- Administrateur non exécutif indépendant
- Première nomination : 24 avril 2012
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2018
- Membre du Comité d'audit (30 avril 2013)
- Membre du Comité de nomination et rémunération (24 avril 2012)

### EXPÉRIENCE

Rudi Thomaes a été Chief Executive Officer de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO) et membre du Conseil de régence de la Banque nationale de Belgique de 2004 à 2012. Il a précédemment été Directeur général et Président du Comité de gestion d'Alcatel Bell NV. Il détient une licence et une maîtrise en Droit de l'Université d'Anvers.

### AUTRES MANDATS

- Président Honoraire, Chambre de Commerce Internationale belge (ICC Belgium)
- Président, Restore NV, Belgique
- Président, Armonea NV, Belgique

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

## ERIC MEURICE

60 | Français

- Administrateur non exécutif indépendant
- Première nomination : 28 avril 2015
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2018

### EXPÉRIENCE

Eric Meurice a été Président et Chief Executive Officer de la société hollandaise ASML Holding, un important fournisseur de des systèmes de technologie de pointe pour l'industrie du semi-conducteur. Avant cela, Eric était EVP de la division télévision de Thomson Multimédia. Il a occupé plusieurs postes de direction dans le secteur Technologies tels que chez Intel, ITT et Dell Computer. Il détient des maîtrises en économie de l'université Paris-Sorbonne et en génie mécanique de l'École Centrale de Paris, et un MBA du Graduate School of Business de Stanford University.

### AUTRES MANDATS

- Administrateur non exécutif de NXP Semiconductors, Pays-Bas
- Administrateur non exécutif de IPG Photonics, Etats-Unis



## MARC GARRETT

54 | Australien / Suisse

- Administrateur non exécutif indépendant
- Première nomination : 28 avril 2015
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2018
- Membre du Comité d'audit (28 avril 2015)
- Membre du Comité de nomination et rémunération (29 juillet 2017)

### EXPÉRIENCE

Mark Garrett est, depuis 2007, Chief Executive Officer et Président du Conseil Exécutif de Borealis AG, principal fournisseur de solutions novatrices dans le domaine des polyoléfines, produits chimiques de base et engrais, en Autriche. Avant cela, il a fait carrière dans l'industrie chimique, notamment chez Ciba-Geigy et DuPont. Mark est diplômé en Économie de l'Université de Melbourne et en Informatique appliquée du the Royal Melbourne Institute of Technology.

### AUTRES MANDATS

- CEO et Président, Conseil Exécutif, Borealis AG, Autriche
- Membre, Conseil d'administration, Abu Dhabi Polymers Company Ltd., Émirats Arabes Unis
- Membre, Conseil d'administration, NOVA Chemicals, Canada
- Membre, Conseil d'administration, Axalta Coating Systems, États-Unis

## FRANÇOISE CHOMBAR

55 | Belge

- Administrateur non exécutif indépendant
- Première nomination : 26 Avril 2016
- Expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire 2019

### EXPÉRIENCE

Françoise Chombar est co-fondatrice, Chief Executive Officer et Managing Director de Melexis, un fabricant de capteurs semi-conducteurs intégrés, de systèmes de commande et de circuits de communication pour automobiles. Avant cela, elle fut Planning Manager à Elmos GmbH, ainsi que Operations Manager et directrice de plusieurs sociétés du groupe Elex. Françoise a été mentor dans réseau pour femmes belges Sofia pendant 17 ans et prône l'égalité des sexes et les matières STEM. Elle est titulaire d'un master d'interprétariat en anglais, espagnol et néerlandais de l'Université de Gand, où elle a reçu un titre d'Ambassadrice honoraire d'Études de linguistique appliquée.

### AUTRES MANDATS

- CEO et Managing Director, Melexis, Belgique
- Présidente, plateforme flamande STEM, un comité consultatif pour le gouvernement flamand

## LIAT BEN-ZUR

41 | Américaine

- Administrateur non exécutif indépendant
- Première nomination : 25 avril 2017
- Expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire 2020

### EXPERIENCE

Liat Bent-Zur est Senior Vice President et Digital Technology Leader chez Royal Philips, où elle est responsable de la mise en place de la stratégie Connectivité et Numérique. Avant de rejoindre Philips en 2014, elle a occupé plusieurs postes de direction chez Qualcomm, l'entreprise de télécommunications américaine et a été co-fondatrice et présidente d'AllSeen Alliance, un consortium intersectoriel chargé de développer un langage commun pour « l'Internet des objets » à source ouverte. Liat Ben-Zur est titulaire d'un bachelier en électrotechnique de University of California Davis et d'un MBA de l'Anderson School of Management d'UCLA.

## COLIN HALL

47 | Américain

- Administrateur non exécutif
- Première nomination : 26 avril 2016
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2019
- Membre du Comité d'audit (29 juillet 2017)

### EXPÉRIENCE

Colin Hall est Directeur des Participations du Groupe Bruxelles Lambert (GBL) depuis 2016. Il a commencé sa carrière chez Morgan Stanley, puis chez Rhône Group, un fonds de placement privé, à New York et Londres. Il a également été co-fondateur d'un fonds d'investissement sponsorisé par Tiger Management. En 2012, il est devenu CEO de Sienna Capital, société filiale à 100% de GBL, qui gère des placements alternatifs (souscriptions privées, crédits et fonds thématiques spécifiques). Il est titulaire d'une licence d'Amherst College et d'un MBA du Graduate School of Business de Stanford University.

### AUTRES MANDATS

- Administrateur et membre, Comité d'audit, Imerys SA, France
- Président, Conseil de surveillance, Kartesia Management, Luxembourg
- Administrateur, Ergon Capital Partners, Belgique
- Administrateur, Parques Reunidos, Espagne

**CONSEIL D'ADMINISTRATION****GÉRARD LAMARCHE**

56 | Belge

- Administrateur non exécutif
- Première nomination : 25 avril 2017
- Expiration de mandat : Assemblée générale ordinaire 2020

**EXPÉRIENCE**

Gérard Lamarche est co-Chief Executive Officer du Groupe Bruxelles Lambert (GBL) depuis 2012, et a présidé à la transformation de la stratégie d'investissements et du portefeuille. Il a entamé sa carrière au sein de Deloitte Haskins & Sells en Belgique, et l'a poursuivie chez Société Générale de Belgique en qualité d'Investment Manager, contrôleur et conseiller auprès du département planning et opérations stratégiques, avant de rejoindre Suez en tant que secrétaire du Comité de Direction, puis SVP de Planning, Contrôle et de Comptabilité, puis CFO. Gérard est diplômé en sciences économiques de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique) et d'un MBA de l'INSEAD.

**CURRENT EXTERNAL APPOINTMENTS**

- Administrateur non exécutif de LafargeHolcim, France
- Administrateur non-exécutif de Total, France
- Administrateur non exécutif de SGS, France
- General Managing Director, NALCO, Etats-Unis

**KAREL VINCK**

Belge

- Président honoraire

## COMITÉ DE DIRECTION



De gauche à droite : Pascal Reymondet, Géraldine Nolens, Marc Grynberg, Marc Van Sande, Stephan Csoma, Filip Platteeuw et Denis Goffaux

## MARC GRYNBERG

52

### CHIEF EXECUTIVE OFFICER

Marc Grynberg a été nommé Chief Executive Officer d'Umicore en novembre 2008. Il était responsable de la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et a été le Chief Financial Officer (CFO) d'Umicore entre 2000 et 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Avant cela, il a travaillé pour DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève.

Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay).

Il est également responsable des départements Human Resources, Information Systems et Group Communications.

## FILIP PLATTEEUW

45

### CHIEF FINANCIAL OFFICER

Filip Platteeuw a été nommé en qualité de Chief Financial Officer (CFO) en novembre 2012 après avoir été Vice-President du département Corporate Development de 2010 à 2012. Il a rejoint Umicore en 2004 et a contribué à la scission de Cumerio en 2005. Il a ensuite dirigé l'équipe en charge de la création de Nyrstar et de son introduction réussie en bourse en 2007. Filip possède une

vaste expérience financière, dans la banque d'investissement, la banque d'entreprise et l'equity research acquise au sein de KBC Banque. Il est titulaire d'un master en Sciences Economiques de l'Université de Gand et d'un master en Financial Management de la Vlerick Management School.

Il est également responsable des départements Corporate Development et Procurement & Transportation.

## COMITÉ DE DIRECTION

**DENIS GOFFAUX**

50

**CHIEF TECHNOLOGY OFFICER**

Denis Goffaux nommé Chief Technology Officer en juillet 2010, après avoir été à la tête de la business line Rechargeable Battery Materials et a développé l'activité avec succès au point de devenir leader dans les matériaux pour cathodes de batteries rechargeables lithium ion. En tant que Country Manager Japan, il a jeté les bases afin qu'Umicore augmente sa présence industrielle et ses activités commerciales au Japon. Denis a rejoint Umicore Research en 1995 et a vécu et travaillé en Belgique, au Chili, en Chine et en Corée. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur des mines de l'Université de Liège.

Il est aussi responsable de l'activité Precious Metals Refining (business group Recycling) et du Japon.

**PASCAL REYMONDET**

58

**EXECUTIVE VICE-PRESIDENT CATALYSIS**

Pascal Reymondet est devenu Executive Vice-President Catalysis en après avoir été nommé à la tête du business group Performance Materials de 2010 à 2012 et Zinc Specialties entre 2007 et 2010. Il est entré au comité de direction d'Umicore en 2003 en tant que responsable de l'activité Precious Metals Products. Avant de rejoindre

Umicore, Pascal a occupé différents postes de direction au sein du groupe Degussa. Il est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris

Il est responsable du business group Catalysis mais aussi de l'Allemagne, de l'Amérique du Nord et de l'Inde.

**MARC VAN SANDE**

65

**EXECUTIVE VICE-PRESIDENT ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES**

Marc Van Sande pris la direction du business group Energy & Surface Technologies en juin 2010 après avoir occupé le poste de Chief Technology Officer entre 2005 et 2010 et d'Executive Vice-President Advanced Materials de 1999 à 2005. Marc a rejoint Umicore en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. Il est docteur en physique de l'Université d'Anvers et titulaire d'un MBA de Antwerp Management School.

Il est en charge du business group Energy & Surface Technologies et de la Chine.

**STEPHAN CSOMA**

53

**EXECUTIVE VICE-PRESIDENT RECYCLING**

Stephan Csoma a été nommé Executive Vice-President Recycling en 2015 après avoir été Executive Vice-President de l'ancien business group Performance Materials de 2012 à 2015, Senior Vice-President du département Government Affairs entre 2009 et 2012 et Senior Vice-President d'Umicore Amérique du Sud de 2005 à 2009. Stephan a rejoint Umicore en 1992 et a géré la mise en place des premiers sites industriels d'Umicore en Chine au milieu des années 1990. Il a ensuite dirigé la business unit Zinc Chemicals. Il est titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université catholique de Louvain UCL et d'une maîtrise en chinois (mandarin) de l'Université Fudan à Shanghai.

Il supervise le business group Recycling mais également Government Affairs, Umicore Marketing Services et l'Amérique du Sud.

**GÉRALDINE NOLENS**

46

**EXECUTIVE VICE-PRESIDENT**

Géraldine Nolens a rejoint Umicore en tant que Chief Counsel en 2009 et est entrée au comité de direction d'Umicore en 2015. Elle a entamé sa carrière au cabinet d'avocats international Cleary Gottlieb Steen & Hamilton, avant de rejoindre GDF Suez (désormais Engie) en 2001 où elle était Chief Legal Officer d'Electrabel pour l'Europe du Sud, la France et les nouveaux marchés européens. Au cours de sa carrière, Géraldine a vécu et travaillé aux États-Unis, en Allemagne, en Italie et en Belgique. Elle a suivi des études de droit en Belgique et en Allemagne avant d'obtenir son Master of Laws à l'Université de Chicago

Elle est Chief Counsel d'Umicore et est chargée des départements Environment Health & Safety, Corporate Security et Internal Audit.

# Chiffres clés

(en millions d'euros sauf mention contraire)	2013	2014	2015	2016	2017
<b>PERFORMANCE ÉCONOMIQUE</b>					
Chiffre d'affaires*	9.819,3	8.828,5	10.441,9	11.085,9	<b>12.277,2</b>
Revenus (hors métal)	2.363,4	2.366,5	2.629,0	2.667,5	<b>2.915,6</b>
EBIT récurrent	304,0	273,7	330,3	350,7	<b>410,3</b>
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	13,6	12,2	13,7	14,6	<b>15,1</b>
Frais de recherche & développement	140,6	143,3	144,5	155,9	<b>175,2</b>
Investissements	279,6	202,4	240,3	287,3	<b>365,3</b>
Bénéfice par action récurrent (en €)	0,98	0,89	1,13	1,07	<b>1,22</b>
Dividende brut (en €/action)	0,50	0,50	0,60	0,65	<b>0,70</b>
<b>PERFORMANCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</b>					
Revenus issus des activités liées à la mobilité propre et au recyclage (en %)	-	-	-	62	<b>65</b>
Total des dons (en milliers d'euros)	1.612,80	1.409,35	1.219,38	1.289,68	<b>1.299,34</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur le marché (en tonnes)	690.767	664.568	710.143	662.059	<b>633.704</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur la localisation (en tonnes)	-	-	-	735.065	<b>663.307</b>
Consommation d'énergie (en térajoules)	7.557	7.304	7.742	6.737	<b>6.532</b>
Effectif (entreprises consolidées)	10.190	10.368	10.429	9.921	<b>9.769</b>
Accidents avec arrêt de travail	35	37	47	59	<b>51</b>
Taux de fréquence	2,08	2,16	2,66	3,34	<b>3,01</b>
Taux de sévérité	0,10	0,94	0,12	0,56	<b>0,09</b>
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' (en %)	2,6	1,8	2,3	3,2	<b>2,7</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé	45,18	45,59	45,06	41,49	<b>45,33</b>
Taux de départs volontaires	3,33	3,42	3,35	4,10	<b>5,03</b>

\* y compris l'élimination des transactions entre activités continuées et non-continuées



SI NOTRE  
APPROCHE  
INNOVANTE  
PEUT FAIRE  
DE NOUS UN  
LEADER EN  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE



**IMAGINEZ  
VOTRE  
IMPACT**

Pour toute demande ou information complémentaire  
veuillez contacter

**Umicore**

Rue du Marais 31  
B-1000 Bruxelles  
Belgique

Téléphone : +32 2 227 71 11  
[www.umicore.com/en/contact](http://www.umicore.com/en/contact)

[umicore.com](http://umicore.com)

  
**umicore**  
*materials for a better life*

# Rapport de gouvernance et d'activité

**Rapport annuel 2017**



## RAPPORT DE GOUVERNANCE ET D'ACTIVITÉ

# Table des matières

## Rapport de gouvernance et d'activité

Engagement envers les parties prenantes	54
Matérialité	61
Approche managériale	65
Rapport sur la gouvernance d'entreprise	71
Rapport de rémunération	79
Rapport d'activité économique	89
États financiers	99
Rapport d'activité environnemental	177
Rapport d'activité social	188
Rapport d'activité sur la chaîne de valeur	202
Déclarations d'assurance	209
Index du contenu GRI	216
Références & liens clés	220
À propos du rapport	221

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

# Engagement envers les parties prenantes

Umicore est une société cotée en Bourse. À ce titre, nous avons des relations avec plusieurs parties prenantes s'intéressant à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que nous nourissons avec ces parties prenantes influence directement notre succès.

L'implication des parties prenantes se fait selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties prenantes et d'établir des initiatives de dialogue appropriées. Dans de nombreux cas, dont le dialogue avec les clients et les fournisseurs, les relations avec nos parties prenantes sont gérées par les business units, conformément à notre approche décentralisée en matière de gestion. Le comité de direction reçoit multiples retours d'informations de nos parties prenantes, dont les retours directs lors de visites de clients, de fournisseurs, d'employés ou d'investisseurs, et les informations fournies par les business units, départements ou délégués syndicaux lors de leurs réunions régulières avec la direction générale. Les résultats des enquêtes internes périodiques auprès du personnel sont aussi une source d'informations pour le comité de direction.

La stratégie Horizon 2020 met l'accent sur tout ce qui a une importance significative pour Umicore dans les années à venir. Le développement de la stratégie a inclus une approche spécifique vers les parties prenantes, décrite dans le processus d'évaluation de matérialité dans le chapitre suivant.

Umicore est un membre actif de plusieurs associations sectorielles par lesquelles nous dialoguons avec des décideurs politiques afin de les sensibiliser aux enjeux du secteur. Ces associations sont des plateformes essentielles qui nous permettent de mener une action plus élargie, à l'échelle du secteur, en faveur du développement durable. Par ailleurs, et de manière moins formelle, les membres de notre direction sont régulièrement sollicités, ou se portent volontaires, pour participer à des débats publics sur notre performance et notre approche en matière de développement durable. Ces occasions nous mettent en relation avec différents intervenants, dont des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile.

Les principales parties prenantes d'Umicore sont reprises ci-dessous et ont été regroupées de façon générale, sur base de catégories s'appliquant à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature des échanges et avons brièvement décrit le dialogue existant entre Umicore et ses parties prenantes.

## FOURNISSEURS



Umicore comprend trois Business Groups, actifs sur cinq continents. Ces derniers ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'un ensemble d'autres services. Umicore compte plus de 10.000 fournisseurs dans le monde. Ils tirent profit de notre présence parmi leurs clients : en 2017, Umicore a payé ces fournisseurs € 10,3 milliards (dont la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs pour définir les spécifications techniques et pour convenir des conditions contractuelles des partenariats, afin d'assurer des livraisons de matières premières, des prestations promptes et ininterrompues et des paiements ponctuels. Les business units sont responsables des achats de matières premières, tandis que le département Purchasing and Transportation s'occupe des besoins en matière de transport, d'énergie et d'autres provisions.

Notre approche est liée à notre Charte d'Approvisionnement Durable. Pour certaines matières premières critiques, cette charte est complétée par des approches ou des dispositifs spécifiques. Notre stratégie Horizon 2020 comprend un objectif en rapport avec l'approvisionnement durable fondé sur l'expérience acquise dans le cadre de notre objectif préalable dans ce domaine. Pour plus de détails sur le niveau de réalisation de l'objectif voir pages 27-28.

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

### CLIENTS



Notre ambition est de produire des matériaux pour une vie meilleure ("Materials for a better life"). Nos matériaux sont présents dans une large gamme d'applications apportant davantage de confort à la vie quotidienne tout en contribuant à un environnement plus propre.

Umicore a une clientèle internationale. En 2017, 51% des revenus furent générés en dehors de l'Europe.

Les business units ont la responsabilité d'aider leurs clients à mieux comprendre les dangers et les risques liés aux produits sur le marché ou en cours de développement. L'interaction avec les clients est continue et prise en charge par les business units qui ont un système de retour d'information leur permettant d'évaluer régulièrement le niveau de satisfaction des clients par rapport aux produits et services fournis. Dans les domaines d'activité impliquant les technologies les plus avancées, la relation avec le client est souvent fortement intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie demande en général des années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

### TRAVAILLEURS



Umicore emploie 9.769 personnes dans le monde. Nous investissons des ressources considérables pour nous assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où nous sommes présents. En 2017, Umicore a versé € 602 millions en salaires et autres prestations au personnel des sociétés consolidées par intégration globale. Les cotisations de sécurité sociale se sont chiffrées à € 99 millions.

Umicore s'engage à offrir non seulement un niveau de rémunération compétitif et des conditions de travail optimales à notre personnel, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans "The Umicore Way" et dans notre Code de conduite. Nous promovons un dialogue ouvert avec notre personnel, entre autres par un sondage trisannuel des employés.

Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ailleurs ces mécanismes de négociation collective ou la présence même de syndicats ne constituent pas toujours la norme ou font l'objet de restrictions juridiques. Umicore a un accord de développement durable avec le syndicat international IndustriALL portant sur la mise en œuvre des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de comportement éthique et de protection de l'environnement. Cet accord permet aux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ces objectifs. Un comité mixte de suivi veille au déploiement de cet accord.

D'autres canaux de communication sont également utilisés dont l'intranet et les bulletins publiés par les départements, sites, ou les business units. Umicore utilise une plateforme de gestion des formations pour l'ensemble du Groupe appelée "MyCampus". Cette plateforme comprend un outil social destiné à faciliter le partage des connaissances au sein du Groupe.

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

### ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS



Umicore s'efforce de proposer à ses différents actionnaires et investisseurs des informations ponctuelles et précises. Les tournées de présentation, les visites sur le terrain, la participation aux conférences et aux salons d'investissement, les webcasts ainsi que les téléconférences par la direction et l'équipe relations investisseurs font tous partie de nos efforts de communication.

Umicore bénéficie d'un large actionnariat, situé principalement en Europe et l'Amérique du Nord à la fin 2017. Pour obtenir les informations les plus récentes concernant l'actionnariat, consultez notre. En 2017, 22 analystes ont publié des rapports concernant l'action, reflétant l'intérêt croissant et mondial des investisseurs pour Umicore.

En 2017 Umicore a procédé à des placements privés de dette auprès des investisseurs en Europe et l'Amérique du Nord. En parallèle, Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques en Belgique et à l'étranger. Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du département Finance, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers.

### SOCIÉTÉ



Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de valeur ajoutée dans les zones où nous opérons. Bien que la création de valeur ajoutée constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt une grande importance. En fin de compte, Umicore ne peut poursuivre ses activités qu'avec l'autorisation de la société. Pour conserver cette autorisation, Umicore tente, dans la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des entreprises. Nous déterminons nos propres normes, souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où nous exerçons nos activités, applicables à l'ensemble du Groupe. Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui améliorent la qualité de vie et, plus particulièrement, de relever le défi face aux enjeux environnementaux et sociétaux.

Le contact avec les communautés où nous exerçons nos activités est la façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société. Un dialogue franc et transparent avec ces communautés fait partie intégrante de notre engagement envers nos parties prenantes. De même, certaines ONG déclarent périodiquement être partie prenante à nos activités et s'intéressent à la façon dont nous les gérons. Nous nous félicitons de cet intérêt et nous efforçons de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte.

Sur ses sites et à toute l'échelle du Groupe, Umicore fait des dons à plusieurs associations caritatives, conformes aux directives et politiques internes. Ces participations sont gérées par le « Group Donations Committee » qui a pour mission de nouer le dialogue avec les groupes issus de la société civile et de fixer la portée des partenariats à l'échelle du Groupe. Pour plus de détails sur ces initiatives voir pages 207-208.

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

### SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES



Umicore investit dans de nombreuses activités où elle ne gère pas un contrôle à 100%. Les sociétés associées sont celles où Umicore exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Sa participation y varie généralement de 20% à 50%, tandis que les co-entreprises impliquent généralement une répartition 50/50 de la participation et du contrôle. Ces partenariats permettent d'accélérer les avancées technologiques ou de nous positionner sur des marchés spécifiques. Umicore exerce un contrôle effectif sur la gestion de la moitié des quatre sociétés liées et co-entreprises dans lesquelles nous détenons une participation. Quand Umicore ne gère pas le contrôle, notre présence au conseil d'administration nous permet de guider la direction et de suivre l'évolution des activités. Bien que nous ne puissions imposer nos politiques et procédures aux sociétés associées (ou à toute co-entreprise où nous ne détenons pas la majorité des droits de vote), nous affirmons clairement notre volonté de voir les activités menées conformément aux principes de "The Umicore Way".

Umicore tient à préserver toute propriété intellectuelle que nous partageons avec nos partenaires, qu'il s'agisse de sociétés associées ou de co-entreprises. Pour la liste complète de ces sociétés voir aux pages 116-117.

### SECTEUR PUBLIC ET AUTORITÉS



En 2017, Umicore a versé un montant total de € 95 millions d'impôts dans le cadre de ses activités. Umicore et notre personnel se sont acquittés de € 99 millions de cotisations sociales. Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles que des universités, en vue d'approfondir certains projets de recherche. Occasionnellement, Umicore conclut également des partenariats avec des services publics. En 2017, € 5,6 millions en subventions nous en été attribués, principalement pour des projets de R&D programmés. Umicore a pour principe d'exclure tout don aux partis ou aux organisations politiques.

En 2017, nous avons poursuivi nos efforts en vue d'informer les politiques publiques et d'améliorer les contacts avec les pouvoirs publics à travers le monde. Ces efforts sont coordonnés par le département Government Affairs et se concentrent surtout sur l'Europe, l'Amérique du Nord et la Chine. Umicore vise à accroître la visibilité et la compréhension de nos technologies, et à participer au débat concernant les problématiques des matériaux. En Europe, cela concerne trois sujets principaux : l'efficacité des ressources et les politiques de gestion des déchets et des matières premières, ainsi que l'Économie Circulaire dans l'UE, les matériaux avancés parmi les technologies clés faibles en carbone et les technologies à base de matériaux destinés à la purification des gaz d'échappement des voitures et poids lourds munis de moteurs à combustion interne. Nos initiatives incluent aussi l'accès à un financement public et à des réseaux d'innovation aux niveaux européen et national, surtout dans le contexte de programmes favorisant le développement des avancées technologiques ayant des avantages environnementaux.

Les experts d'Umicore sont régulièrement invités à participer à des groupes de travail ou des séances de discussion sous l'égide des autorités européennes ou nationales. Nous faisons partie, entre autres, du Partenariat Européen pour l'Innovation (EIP) matières premières, du B20-G20, du Groupe d'experts de haut niveau sur les technologies clés génériques, du comité de direction de l'Initiative industrielle de recherche sur les ressources énergétiques (EMIRI) et du réseau ERA-MIN sur la gestion industrielle des matières premières pour l'industrie européenne, pour n'en citer que quelques-uns. De plus, Umicore fait partie de la communauté de connaissance et d'innovation (KIC) sur les matières premières, un consortium de plus de 100 partenaires au sein de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), visant à étudier l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation efficace des matières premières en Europe.

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

Lorsque qu'il s'agit de certains sujets d'intérêt commun, nous communiquons notre opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont nous sommes membre. Umicore est consciente de la sensibilité que peut revêtir une prise de position sur certaines questions d'intérêt public et a donc développé des directives pour gérer de telles situations de façon responsable. Umicore est actuellement affiliée (soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units) aux organisations suivantes :

### CORPORATE

- A3M (L'Alliance des Minerais, Minéraux et Métaux)
- Agoria (Belgian multi-sector federation for the technology industry)
- American European Community Association (AECA)
- Bebat
- Belgian Indian Chamber of Commerce and Industry (BICCC&I)
- Belgian industrial Research and Development (BiR&D)
- Belgium-Japan Association & Chamber of Commerce (BJA)
- Eurometaux (European Non-Ferrous Metals Association)
- European Industrial Research Management Association (EIRMA)
- European Round Table of Industrialists (ERT)
- ETION
- Federation of Belgian Industrial Energy Consumers (FEBELIEC)
- Flemish Aerospace Group (FLAG)
- Flemish Network of Enterprises (Voka)
- Flanders-China Chamber of Commerce
- Metalle pro Klima (a Wirtschaftsvereinigung Metalle initiative)
- TransAtlantic Business Council
- Vlamse Technische Kring (VTK)
- World Economic Forum

### CATALYSIS

- Associacao dos Fabricantes de Equipamentos para Controle de Emissoes Veiculares da América do Sul (AFEEVAS)
- Association for Emissions Control by Catalyst (AECC)
- Catalyst Manufacturers Association, Japan (CMAJ)
- Committee of Vehicle Emission Control in China (CVEC)
- Emission Controls Manufacturers Association, India (ECMA)
- European Precious Metals Association (EPMF)
- German Automotive Industry Association (VDA)
- German Chemical Federation (VCI)
- International Platinum Group Metals Association (IPA)
- Manufacturers of Emission Controls Association (MECA)
- Verband der Automobilindustrie (VDA)
- Verband der Chemischen Industrie e.V. (VCI)

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

### ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

- Cobalt Development Institute
- Cobalt REACH consortium
- Deutsche Gesellschaft für Galvano- und Oberflächentechnik (DGO)
- Energy Materials Industrial Research Initiative (EMIRI)
- European Association for Battery, Hybrid and Fuel Cell Electric Vehicles (AVERE)
- Nickel Institute
- Nickel REACH consortium

### RECYCLING

- European Battery Recycling Association (EBRA)
- European Electronics Recyclers Association (EERA)
- European Precious Metals Federation
- Fachvereinigung Edelmetalle (German Precious Metals Association)
- International Platinum Group Metals Association
- International Precious Metals Institute
- Minor Metals Trade Association
- Responsible Jewellery Council (RJC)
- The European Association of Advanced Rechargeable Batteries (RECHARGE)
- The International Platinum Group Metals Association (IPA)
- The London Bullion Market Association (LBMA)
- The London Platinum and Palladium Market (LPPM)
- Vereniging Nederlandse Metallurgische Industrie (VNMI)

## ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES

### RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La majeure partie du chiffre d'affaires total d'Umicore a été utilisée pour obtenir la partie métallique des matières premières (dont les coûts sont imputés aux clients). Après déduction des autres frais relatifs aux matières premières, les coûts relatifs à l'énergie et les amortissements, le bénéfice à répartir était de € 1.043 millions.

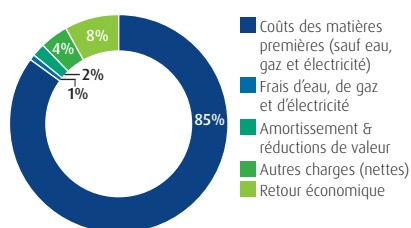
La majeure partie (€ 701 millions) a été distribuée aux travailleurs. La plupart des avantages sociaux ont été attribuée sous forme de salaires, le solde étant constitué de cotisations sociales et de retraite, ainsi que d'autres avantages.

Les intérêts nets payés aux créiteurs se sont élevés à € 20 millions, tandis que les impôts aux administrations et pouvoirs publics des lieux où nous exerçons nos activités ont atteint € 95 millions. Les bénéfices attribués aux actionnaires minoritaires se sont élevés à EUR € 14 millions.

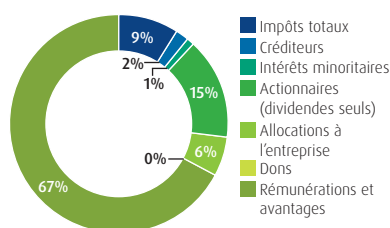
Sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale en avril 2018, un dividende brut de € 0,70 par action sera distribué pour l'année 2017, soit un versement provisionnel de € 154 millions (en tenant compte du nombre d'actions en circulation à la fin 2017). Une partie de ce montant a déjà été versée en août 2017 sous la forme d'un acompte sur dividende. Le solde sera payé en 2018. Ceci est conforme à la politique d'Umicore, qui consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive.

Umicore a versé € 1,2 millions en dons à des œuvres caritatives.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES (CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES INCLUSE)



#### RETOUR ÉCONOMIQUE





## MATÉRIALITÉ

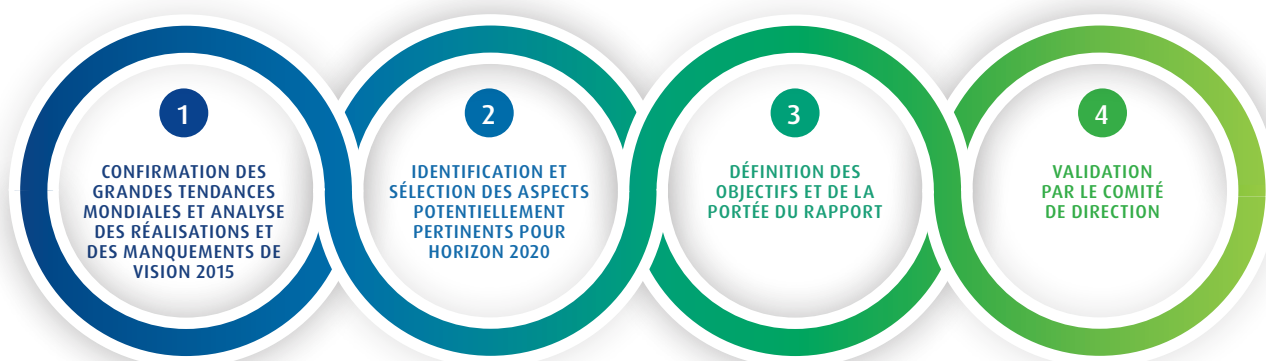
# Matérialité

Umicore s'attache à se préparer pour le meilleur avenir possible en maintenant une position saine et compétitive tenant compte des grandes tendances économiques, sociales et environnementales à l'échelon de la planète. Notre stratégie Vision 2015 se fonde sur nos compétences existantes, nos positions sur le marché et notre longue tradition d'expertise en métallurgie, science des matériaux, savoir-faire d'application et recyclage. Elle réunit tous ces éléments avec notre modèle d'entreprise en boucle fermée afin de générer un potentiel de croissance conséquent en qualité de l'air, énergie verte, électrification des véhicules et gestion de la raréfaction des ressources.

Notre Vision 2015 englobait les ambitions et objectifs de performances suivants :

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES	UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER	ÉCO-EFFICACITÉ	ENGAGEMENT ENVERS LES PARTIES PRENANTES
Croissance des revenus à deux chiffres	Zéro accident avec arrêt de travail Devenir un employeur de choix	Réduire nos émissions de CO <sub>2</sub> de 20% (par rapport au niveau d'activité industriel 2006)	Mettre en place notre nouvelle Charte d'approvisionnement durable
Rendement moyen des capitaux de 15-20% à long terme	Réduire les concentrations en métaux spécifiques (Cd, Pb, Co, Ni, As, Pt) auxquels nos travailleurs sont exposés	Réduire les rejets de métaux dans l'eau et dans l'air de 20% (par rapport au niveau d'activité industriel 2009)	Identifier les parties prenantes clés et nous engager auprès de la collectivité locale sur tous nos sites
	Évaluer et discuter annuellement du développement personnel des employés	Investir dans des outils pour comprendre et mesurer les cycles de vie et répercussions de nos produits	

Le plan Horizon 2020, lancé en 2015, incarne la continuité des orientations stratégiques adoptées par Umicore au cours des dix dernières années et expose de nouveaux défis économiques, environnementaux, de la chaîne de valeur et sociétaux. La définition des objectifs environnementaux, de la chaîne de valeur et sociétaux dans le cadre de la stratégie Horizon 2020 incluait une analyse de matérialité en vue d'identifier les pistes susceptibles de transformer le développement durable en un avantage compétitif accru, à savoir :



## 1. CONFIRMATION DES GRANDES TENDANCES MONDIALES ET ANALYSE DES RÉALISATIONS ET DES LACUNES AU SEIN DE VISION 2015

### A. CONFIRMATION DES GRANDES TENDANCES MONDIALES

En 2014-2015, le comité de direction a analysé en détail les quatre grandes tendances qui sous-tendent les ambitions de croissance d'Umicore. Les résultats de cette analyse ont clairement montré un renforcement de trois de ces quatre grandes tendances : la raréfaction des ressources, la qualité de l'air et l'électrification des véhicules (voir pages 11-13 pour de plus amples informations sur ces grandes tendances). Le contexte s'est complètement métamorphosé pour le photovoltaïque. Pour cette quatrième grande tendance, l'ensemble des orientations économiques et technologiques a rendu le marché moins favorable aux solutions haut de gamme d'Umicore. Sur base de ces résultats, le comité Exécutif a choisi d'axer les ambitions de croissance Horizon 2020 d'Umicore sur les activités liées à la qualité de l'air (catalyseurs automobiles), à l'électrification des véhicules (matériaux pour batteries rechargeables) et à l'utilisation efficace des ressources, en assurant le recyclage des métaux précieux et spéciaux grâce à notre modèle d'entreprise en boucle fermée. Ces activités s'inscrivent par conséquent au cœur de notre ambition, à savoir doubler les bénéfices d'Umicore d'ici 2020.

### B. ANALYSE DES RÉALISATIONS ET DES LACUNES DE VISION 2015

En matière de développement durable, Vision 2015 a donné de bons résultats. Sur le plan environnemental, nous avons enregistré une réduction significative des émissions de CO<sub>2</sub> et des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air. Dans les trois cas, nous avons même dépassé nos objectifs.

Nous avons également réalisé des progrès appréciables en matière de développement du personnel et d'engagement envers les parties prenantes. En 2015, la grande majorité des travailleurs d'Umicore avait bénéficié d'un plan d'évaluation et de développement annuel, tandis que nous avons également réduit davantage l'exposition de nos collaborateurs à divers métaux. Notre prochaine enquête auprès du personnel est programmée pour 2018.

En matière d'approvisionnement durable, nous avons continué à faire honneur à notre réputation de pionnier du secteur par le biais de la mise en œuvre de notre Charte d'approvisionnement durable et la recherche de certification 'sans conflit' de nos fonderies.

La sécurité est le seul domaine où les performances n'ont pas répondu aux attentes. Nous avons adopté pour objectif d'accéder au rang d'entreprise « zéro-accident » en 2015. Même si nos résultats en matière de sécurité se sont améliorés, nous n'avons pas réussi à atteindre cet objectif.

Le défi pour Horizon 2020 est de pérenniser les progrès réalisés, de continuer à nous focaliser sur des thèmes tels que la sécurité où nous n'avons pas atteint nos objectifs, et de fixer de nouveaux objectifs visant à améliorer la compétitivité d'Umicore, à savoir :

**PÉRENNISER NOS RÉALISATIONS** en matière d'émissions de carbone, d'émissions de métaux, d'employeur attrayant et d'engagement envers les parties prenantes. Alors que nous ne fixons pas d'autres objectifs pour ces thèmes, nous continuerons à mesurer et à rendre compte des répercussions et performances lorsque cela s'avère pertinent du point de vue de la matérialité.

**AMÉLIORER** la sécurité et réduire l'exposition professionnelle. Nous continuerons à viser les objectifs zéro accident et zéro dépassement.

**GARANTIR L'AVANTAGE COMPÉTITIF** par l'approvisionnement durable. Grâce à la mise en œuvre de la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore, nous nous sommes acquis une réputation en matière d'approvisionnement éthique. Cette approche s'inscrit dans le droit fil des valeurs et de l'éthique d'Umicore, mais implique un coût économique que les clients n'acceptent que progressivement. Horizon 2020 cherche à tirer parti de cette approche d'approvisionnement durable en vue de générer un avantage compétitif accru.

## 2. IDENTIFICATION ET SÉLECTION DES THÉMATIQUES DE MATÉRIALITÉ PERTINENTES POUR HORIZON 2020

### A. ANALYSE DES ENJEUX DE MATÉRIALITÉ

Après avoir adopté les activités liées à la qualité de l'air, l'électrification des véhicules et le recyclage comme principaux leviers de la croissance d'Umicore, nous avons circonscrit un ensemble d'autres enjeux de première importance pour nos business units et nos principales parties prenantes (pages 54-57).

Outre l'élaboration de la liste initiale des thématiques de matérialité pertinentes, sur la base des enseignements tirés de Vision 2015, d'autres enjeux potentiels ont été identifiés grâce au retour d'information direct des parties prenantes, y compris les conclusions de l'évaluation annuelle des risques internes, les résultats de l'enquête Personnel 2014 auprès de l'ensemble du personnel, les données collectées suite au déploiement de l'outil APS d'Umicore (Assessment of Product and services Sustainability) entre 2012 et 2015, ainsi que les questions directes soumises à Umicore ou à ses business units par les clients.

Au niveau du groupe, nous avons passé en revue les enjeux de matérialité identifiés par des pairs et des clients, ainsi que des thématiques potentiellement pertinentes pointées par des groupements industriels, des groupes de recherche et des media sur la scène internationale.

### B. CRÉATION DE LA MATRICE ET MISE À L'ESSAI

Toutes les thématiques identifiées au cours de la phase d'analyse des enjeux ont servi à générer une matrice de matérialité.

La pertinence de ces thématiques pour Umicore a été évaluée par une équipe de projet et discutée avec les équipes Corporate EHS et HR. La matrice de départ, riche de quelque 65 thématiques, a été soumise aux équipes de management des business units pour un affinage supplémentaire.

Suite au retour d'information reçu, une version révisée de la matrice de matérialité du Groupe Umicore a été compilée, qui regroupe les thématiques du quartile supérieur. Ces 25 thématiques ont servi de base à la mise à l'essai de la matérialité et, pour simplifier leur référencement, ont été regroupées en cinq catégories : Approvisionnement, Produits, Excellence opérationnelle, Ressources humaines, Santé et Sécurité.

La liste des thématiques a ensuite été testée dans le cadre d'un sondage en ligne adressé à 48 parties prenantes. Ces dernières, investisseurs, clients et travailleurs, ont contribué à établir un classement des thématiques.

### 3. DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DE LA PORTÉE DU RAPPORT

Sur base des résultats de ces deux premières phases, nous avons défini le périmètre des objectifs Horizon 2020, réunis autour de quatre thèmes principaux. Trois des thèmes de Vision 2015 ont été conservés (Performance économique, Éco-efficacité et Une entreprise où il fait bon travailler), mais « Engagement envers les parties prenantes » a été remplacé par « Chaîne de valeur et société » afin de souligner ainsi notre ambition d'adopter une vision plus globale de la présence d'Umicore dans la chaîne de valeur et l'impacte que l'entreprise lui porte dans son ensemble. Il s'agit de la grande priorité d'Umicore d'ici 2020.

Le processus de définition des objectifs environnementaux, de la chaîne de valeur et sociaux de Horizon 2020 a impliqué un dialogue structuré avec la direction de chaque business unit afin de déterminer les thématiques sociales et environnementales susceptibles de générer un meilleur avantage compétitif. Afin de rencontrer les attentes externes, nous avons aussi mené une enquête en ligne auprès des parties prenantes. Les objectifs ont été débattus et ratifiés par le comité exécutif en février 2016.

Nous avons également identifié une série d'enjeux considérés par Umicore et nos parties prenantes comme importants en matière de management et qui devraient rester partie intégrante du rapport, même s'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un objectif Horizon 2020 spécifique. Prenons l'exemple des émissions de CO<sub>2</sub> : au cours de notre analyse de Vision 2015, nous avons évalué que le niveau absolu de nos émissions de CO<sub>2</sub> dépendait entièrement du mix énergétique des pays où nous exerçons nos activités, ce qui fait obstacle à la réalisation d'un objectif spécifique de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Nous avons donc choisi de nous concentrer plutôt sur la performance énergétique et opérationnelle et sur l'efficacité matérielle. Nombre de parties prenantes attendent toutefois d'Umicore un compte-rendu des émissions de CO<sub>2</sub>. Ces données seront donc maintenues dans le périmètre du rapport.

Nos objectifs Horizon 2020 sont les suivants :



D'autres thématiques définies comme pertinentes par au moins une partie prenante au cours de l'évaluation de la matérialité mais qui ne constituent pas un objectif Horizon 2020 spécifique (p. ex. les émissions de CO<sub>2</sub> ou rejets de métaux) sont reprises dans le rapport d'activité.

#### 4. VALIDATION PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le comité exécutif a validé la matrice et sa transposition en objectifs environnementaux, de la chaîne de valeur et sociaux. spécifiques en février 2016. Les objectifs économiques et ambitions de croissance avaient déjà été validés en 2015. Par conséquent, nous estimons que nos objectifs Horizon 2020 et les informations reprises dans le présent document dressent un tableau équilibré des exigences externes et de nos besoins internes, et autorisent dès lors une évaluation pertinente de nos performances.

#### 5. MISES À JOUR 2017

Suite au rapport 2017, le conseil d'administration a confirmé que l'Excellence opérationnelle, l'Approvisionnement, les Produits, les Ressources humaines et la Santé et la Sécurité demeurent les thématiques de matérialité prioritaires d'Umicore. Le contenu et les déclarations du présent rapport s'articulent autour de nos objectifs Horizon 2020 et de la matérialité y afférente.

## APPROCHE MANAGÉRIALE

# Approche managériale

### APPROCHE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE MANAGEMENT

The Umicore Way est la pierre angulaire de toutes les activités d'Umicore. Nous croyons que les matériaux ont toujours été un élément clé dans les progrès de l'humanité, qu'ils sont au cœur de notre quotidien et qu'ils continueront à l'avenir de permettre la création de richesse. Nous sommes convaincus que les matériaux à base de métaux ont un rôle vital à jouer, car ils peuvent être recyclés de manière efficace et à l'infini, permettant leur utilisation en conception de produits et de services durables. Nous souhaitons qu'Umicore soit leader de la fourniture et de la création de solutions à base de matériaux afin de contribuer à améliorer fondamentalement la qualité de vie. Notre mission « Des matériaux pour une vie meilleure » (Materials for a better life) repose sur les principes généraux suivants :



### OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

The Umicore Way décrit nos valeurs, la manière dont nous souhaitons réaliser nos objectifs stratégiques et notre engagement global envers les principes du développement durable. Les ambitions de croissance économique de notre plan Horizon 2020 sont liées aux grandes tendances de raréfaction des ressources, de qualité de l'air et d'électrification des véhicules. Nos objectifs sociaux et environnementaux sont regroupés en trois thèmes : Une entreprise où il fait bon travailler, Éco-efficacité et Chaîne de valeur et société. Ces objectifs reflètent notre excellence opérationnelle et les aspects de nos produits et services que nous pouvons encore améliorer pour transformer le développement durable en avantage concurrentiel plus marqué.

Les éléments d'appui de notre stratégie Horizon 2020 (voir. Matérialité, page 64) décrits dans ce chapitre, y compris les politiques, les responsabilités et l'évaluation, sont garantes d'une surveillance étroite de nos performances économiques, environnementales et sociales.

### POLITIQUES

The Umicore Way est complété par des chartes d'entreprise détaillées, parmi lesquels figurent :

- Le Code de conduite, un cadre complet pour des pratiques commerciales éthiques ;
- La Charte de gouvernance d'entreprise, qui expose notre philosophie en matière de management et nos principes de gouvernance ;
- La Charte d'approvisionnement durable, qui décrit notre engagement d'aligner notre chaîne d'approvisionnement sur nos propres valeurs et pratiques ;
- Différentes politiques internes élaborées pour soutenir notre vision et nos valeurs, telles que la Sécurité, les Droits de l'Homme et les Conditions de travail, la Formation et le Développement, les Dons et le Mécénat.

## RESPONSABILITÉS

C'est au comité de direction qu'incombe la responsabilité ultime de tous les aspects des activités d'Umicore. Une équipe interdépartementale composée des représentants des départements Environment, Health and Safety (EHS), Human Resources (HR), Finance et Procurement & Transportation orchestre l'approche en matière de développement durable au sens large. Cette équipe est chargée de formuler les objectifs de développement durable et de les faire adopter. Elle épaulé aussi les business units dans la réalisation de ces objectifs. Au niveau des business groups, la performance économique, financière, environnementale et sociale relève de l'Executive Vice-President de l'entité en question. Au niveau des business units, ces aspects incombent à leur responsable. Au niveau des sites, chaque directeur est responsable de la performance économique, sociale et environnementale de son propre site.

## SUIVI, ÉVALUATION ET AMÉLIORATION CONTINUE

Les départements Corporate EHS et HR ont formulé des notes d'orientation technique détaillées pour faire en sorte que les business units et les sites aient une compréhension collective des concepts, des définitions, des rôles et des responsabilités. Des ateliers et des réunions régulières ont lieu chaque année à différents échelons de l'entreprise pour partager les meilleures pratiques.

L'état d'avancement de nos objectifs est comparé chaque année à un ensemble d'indicateurs de performance clés (KPI) à l'aide d'un système informatique de gestion des données du groupe. Les données sont collectées et communiquées au niveau de l'entité concernée : site, business unit ou business group. Les indicateurs de performance sociale et environnementale pertinents et significatifs pour les activités d'Umicore sont également mesurés et rapportés. Corporate EHS, Corporate HR et Corporate Finance consolident les performances des business units pour évaluer l'état d'avancement des objectifs Horizon 2020.

La vérification des données sur le terrain en ce qui concerne la performance sociale et environnementale et l'avancement par rapport aux objectifs est effectuée en interne. En outre, Umicore fait appel à un certificateur tiers pour contrôler ses données sociales et environnementales. Cette certification est assurée par PricewaterhouseCoopers (PwC) depuis 2011. PwC évalue l'exhaustivité et la fiabilité des données ainsi que la robustesse du système de gestion informatique utilisée. Le cas échéant, les indicateurs de performance et les processus d'établissement de rapports sont revus et actualisés après chaque cycle de certification, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

## APPROCHE MANAGÉRIALE EN MATIÈRE DE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

### OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

Sur base de l'analyse de la validité des grandes tendances pertinentes pour la stratégie Vision 2015 d'Umicore, nous avons identifié des domaines de croissance spécifiques dans lesquels Umicore peut contribuer à résoudre certains problèmes sociétaux et environnementaux. Ces domaines de croissance constituent la base de la stratégie Horizon 2020 et ont pour objectif de permettre à Umicore de doubler son EBIT récurrent entre 2014 et 2020.

### RENDEMENTS OPÉRATIONNELS

Umicore s'attelle à générer de la valeur économique par le biais de ses entités existantes et toutes les acquisitions ou initiatives de croissance interne que nous engageons en vertu de notre stratégie Horizon 2020. Cette démarche suppose de générer un rendement des capitaux engagés (résultat d'exploitation avant impôts / moyenne des capitaux engagés sur la période) supérieur au coût global de notre capital avant impôts. Ce coût du capital peut varier au fil du temps en fonction de notre profil de risque et de l'état de la dette mondiale et des marchés boursiers. Le rendement des capitaux engagés (ROCE) visé par notre stratégie Horizon 2020 est de plus de 15%.

Les investissements sont évalués au cas par cas : les acquisitions sont supposées doper le résultat net au début de leur intégration et améliorer la valorisation par la suite. Des critères similaires s'appliquent pour les investissements internes, même si la réalisation de projets de croissance à plus longue échéance exige systématiquement une prévision à plus long terme des rendements escomptés.

En termes de performance opérationnelle, l'accent est mis sur le ROCE. Puisque nous traitons des métaux précieux et d'autres métaux rares, nous disposons d'un fonds de roulement relativement élevé. La direction est donc invitée à optimiser la performance tant du point de vue du résultat que de la limitation au strict minimum des capitaux engagés.

### PLUS-VALUE POUR LES ACTIONNAIRES

Umicore entend créer de la valeur pour ses actionnaires. Cela implique le développement d'une stratégie convaincante et d'un palmarès démontrant que nous sommes capables d'atteindre un rendement solide par rapport aux objectifs stratégiques. Nous nous employons à développer nos activités existantes tout en maintenant ou renforçant notre position de leader compte tenu des technologies innovantes (voir page suivante). Les plus-values pour les actionnaires dépendent de l'évaluation des actions d'Umicore et

## APPROCHE MANAGÉRIALE

sont soutenues par le versement de dividendes. Umicore prône une politique de paiement d'un dividende stable ou en augmentation progressive (pour en savoir plus sur le versement des dividendes, cliquez ici). Nous pouvons également, de temps à autre, restituer du cash aux actionnaires par d'autres moyens, par exemple par des rachats ou des annulations d'actions.

### SANTÉ FINANCIÈRE

Umicore a pour but de protéger ses activités grâce à une gestion financière saine et au maintien d'un bilan solide. Si nous n'avons pas d'objectif défini concernant le niveau d'endettement, nous nous attelons en permanence à conserver une note de solvabilité de première qualité. Nous nous efforçons également de maintenir un équilibre sain entre les dettes à court et à long terme, ainsi qu'entre les dettes à taux d'intérêt fixe et celles à taux variable. Cette approche, associée à une forte génération de flux de trésorerie, nous permet de financer nous-mêmes la majorité de nos initiatives de croissance.

### RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Notre viabilité et notre réussite en tant qu'entreprise de technologie des matériaux dépendent de notre capacité à mettre au point et à commercialiser des produits et services innovants. Nous investissons donc constamment dans la recherche et le développement (R&D) et y consacrons chaque année entre 5 % et 7 % de nos revenus.

### PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ

Dans le cadre de sa stratégie Horizon 2020, Umicore s'emploie à maintenir ses positions de leader sur le marché du recyclage et des matériaux pour la mobilité propre. La nature de nos activités, qui misent sur des produits destinés à des applications très pointues, signifie que nous n'avons pas une présence dans un pays ou une région qui représente une part importante de l'économie de ce pays ou de cette région. Notre entreprise est par nature multinationale, avec 51 sites de production dans 22 pays.

### POLITIQUE DE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Notre approche de la gestion financière et économique découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels, décrits dans The Umicore Way. Nous avons formulé des politiques internes spéciales pour cadrer l'approche de l'entreprise sur certains aspects financiers et économiques, dont : Dividende, Financement, Tarification de transfert, Gestion de la solvabilité, Couverture, Dépenses d'investissement et Fusions et acquisitions.

### RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

La responsabilité de la performance économique et financière générale d'Umicore incombe à l'Administrateur délégué, tandis que chaque Executive Vice-President est responsable de la performance financière de son business group. Le Chief Technology Officer et ses collaborateurs supervisent le portefeuille technologique du groupe et l'ensemble des activités de recherche et de développement. Au niveau des business units, c'est le directeur qui assume la responsabilité de la performance opérationnelle et financière de sa propre business unit. Le Chief Financial Officer supervise l'ensemble de la performance financière et économique d'Umicore. Il / elle est épaulé(e) dans sa tâche par une équipe Corporate Finance composée de centres d'expertise spécifiques couvrant des aspects tels que la fiscalité, la trésorerie, la comptabilité et l'audit, ainsi que le contrôle interne. Au niveau des business units, les contrôleurs financiers sont responsables de la gestion des aspects liés aux finances et au reporting de la business unit.

## APPROCHE MANAGÉRIALE EN MATIÈRE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

### OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

Dans The Umicore Way, Umicore s'engage à améliorer en permanence sa performance environnementale. En tant qu'entreprise de technologie des matériaux, nous avons défini la performance énergétique et la réduction des rejets de métaux comme principaux objectifs environnementaux de notre stratégie Horizon 2020. Ces objectifs constituent selon nous l'aspect environnemental le plus pertinent de nos activités et ceux qui revêtent la plus grande importance aux yeux de nos diverses parties prenantes (voir Matérialité, page 64). L'analyse de la performance énergétique est présentée au chapitre Éco-efficacité en page 30.

Si les objectifs environnementaux d'Umicore pour 2020 se concentrent sur la performance énergétique et la réduction des rejets de métaux, nous estimons qu'il est tout aussi important de constamment surveiller, maîtriser et rendre compte des performances de notre entreprise sur d'autres aspects environnementaux. Pour ce faire, nous avons recours aux mêmes instruments de mesure que ceux énoncés dans notre Approche générale en matière de management. Ces indicateurs surveillent l'évolution en termes de performance environnementale en corrélation avec les réalisations de Vision 2015. Ces indicateurs de performance sous-jacents détaillés dans le Rapport d'activités environnemental comprennent :

- Les rejets dans l'air et dans l'eau, pages 179-181 ;
- Les gaz à effet de serre, pages 181-182 ;

- La consommation d'eau, page 185 ;
- Les volumes de déchets, pages 185-186 ;
- La maîtrise et l'assainissement de la pollution liée aux activités du passé, pages 186-187 ;
- Le respect de la réglementation et des systèmes de management, pages 187.

L'approche managériale spécifique suivante s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

#### **POLITIQUE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE**

Notre approche managériale en matière d'environnement s'appuie sur la vision, les valeurs et les principes organisationnels exposés dans The Umicore Way. Une note d'orientation interne EHS pour le Groupe détaille l'approche à adopter pour mesurer chaque indicateur environnemental pertinent et en rendre compte. Une politique interne spécifique en matière de performance énergétique a été mise en œuvre dans l'ensemble du groupe de 2011 à 2015 et s'est traduite par un niveau élevé de conscientisation et de volonté des sites et au sein des business units d'améliorer continuellement la performance énergétique. En outre, Umicore a encouragé toutes les initiatives des business units visant à renforcer le potentiel de recyclage. À l'échelle mondiale, le recyclage des métaux réduit l'empreinte écologique de l'acquisition et de la transformation des métaux en produits.

#### **RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE**

La responsabilité de la performance environnementale et de l'empreinte écologique d'Umicore incombe au comité de direction. Au sein du comité de direction, le Chief Counsel (directeur juridique) assume le rôle de l'Executive Vice-President for Environment, Health and Safety, Corporate Security and Internal Audit . Il / elle est chargé(e) de toutes les affaires environnementales et est épaulé(e) dans sa tâche par le Senior Vice-President Environment, Health & Safety. Les Executive Vice-Presidents sont responsables de la performance environnementale globale de leur propre business group. Au niveau des business units, chaque responsable assume la responsabilité de la performance environnementale globale de sa propre business unit. Le directeur général de chaque site a une responsabilité similaire au niveau du site.

#### **PORTÉE DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE**

La performance énergétique et les indicateurs de performance sous-jacents contribuent à réduire notre empreinte écologique, par exemple en allégeant notre empreinte carbone ou en limitant l'impact ou les rejets de métaux dans l'air et dans l'eau.

## **APPROCHE MANAGÉRIALE EN MATIÈRE DE PERFORMANCE SOCIALE**

### **OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020**

Comme énoncé dans The Umicore Way, nous nous efforçons d'être un employeur attrayant, pour nos employés tant actuels que potentiels, et d'agir conformément aux attentes de la société. Nous avons défini trois objectifs sociaux dans le cadre de notre stratégie Horizon 2020 : atteindre zéro accident avec arrêt de travail, limiter davantage l'exposition professionnelle à certains métaux et renforcer notre diversité, notre capacité à attirer et fidéliser les talents ainsi que notre employabilité. Nous avons également formulé des objectifs qui ont trait à notre impact social élargi. Ceux-ci sont exposés dans notre approche managériale de la Chaîne de valeur et société aux pages 69-70.

Ces objectifs ont été définis comme des thèmes pertinents dans l'analyse de matérialité, par les parties prenantes internes et externes. La gestion des talents est essentielle pour réaliser nos ambitions de croissance. La capacité à attirer, développer et conserver les talents sur des marchés de l'emploi compétitifs soutient les business units dans leurs plans de croissance. En outre, renforcer la diversité de notre main-d'œuvre ne répond pas seulement aux attentes de la société, mais augmente aussi nos chances de réussite. Compte tenu du vieillissement de la population et du recul de l'âge de la retraite, nous mettons également en place des programmes d'amélioration de l'employabilité de notre main-d'œuvre. L'analyse de la performance sur ces thématiques pertinentes, y compris l'objectif zéro accident et la réduction de l'exposition professionnelle, est présentée dans la section « Une entreprise où il fait bon travailler » aux pages 33-34.

Si les objectifs sociaux d'Umicore constituent une priorité à l'horizon 2020, nous estimons tout aussi important de continuellement surveiller, maîtriser et rendre compte de nos performances sociales dans d'autres domaines. Pour ce faire, nous avons recours aux mêmes instruments de mesure que ceux énoncés dans notre Approche générale en matière de management. Ces indicateurs de performance sous-jacents détaillés dans la section Rapport d'activités social comprennent :

- Le suivi de l'évolution démographique des effectifs, pages 190-193 ;



## APPROCHE MANAGÉRIALE

- La surveillance des droits de l'Homme, de la conformité et des risques, page 195 ;
- La surveillance de la santé des travailleurs (autre l'exposition aux métaux), pages 196-198 ;
- La surveillance de la sécurité des sous-traitants, pages 198-201.

L'approche managériale spécifique décrite ci-dessous s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

### POLITIQUE DE PERFORMANCE SOCIALE

Notre approche de la performance sociale découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels, exposés dans The Umicore Way. Un memorandum interne intitulé « Reporting social pour le Groupe » fournit des orientations détaillées sur les processus de mesure et d'établissement de rapports concernant la performance sociale. Des politiques internes spécifiques ont été élaborées pour cadrer certains éléments de notre approche en matière de management social, dont la Sécurité, les Droits de l'Homme, les Conditions de travail, ainsi que la Formation et le Développement. Parallèlement, Umicore a mis en place un Accord-cadre international sur le développement durable avec des syndicats internationaux.

### RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE SOCIALE

La responsabilité de la performance et de l'impact sociaux d'Umicore incombe au comité de direction. Au sein du comité de direction, l'Administrateur délégué supervise les questions liées aux ressources humaines d'Umicore et est épaulé(e) dans sa tâche par le Senior Vice President Human Resources. Les Executive Vice-Presidents sont responsables des aspects sociaux de leur propre business group. Au niveau des business units, chaque directeur assume la responsabilité de la performance sociale globale de sa propre business unit. Le directeur général de chaque site a une responsabilité similaire au niveau du site. Une structure Ressources humaines existe au niveau régional pour gérer les aspects sociaux à l'échelon régional et national et pour apporter un soutien structurel aux business units, dans tous les aspects de la gestion des ressources humaines.

### PORTÉE DE LA PERFORMANCE SOCIALE

La performance sociale et les indicateurs de performance sous-jacents ont des conséquences directes sur la main-d'œuvre d'Umicore (amélioration de la motivation et du bien-être à tous les niveaux de l'organisation et attraction et fidélisation des bonnes compétences).

## APPROCHE MANAGÉRIALE RELATIVE À LA CHAÎNE DE VALEUR ET À LA SOCIÉTÉ

### OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

La relation entre les clients et les fournisseurs est un élément essentiel de la création de valeur économique et financière. Elle joue également un rôle clé dans la promotion des pratiques d'excellence dans les domaines sociaux et environnementaux. The Umicore Way couvre aussi les relations avec nos parties prenantes.

Les objectifs relatifs à la chaîne de valeur et à la société ont trait à la présence et à l'impact d'Umicore, en amont avec les fournisseurs et en aval par la contribution de nos produits et services à une vie meilleure. L'analyse de la performance sur ces thématiques pertinentes est présentée à la section Chaîne de valeur et société aux pages 27-28.

Si les objectifs d'Umicore concernant la chaîne de valeur et la société constituent une priorité à l'horizon 2020, nous estimons qu'il est tout aussi important de continuellement surveiller, maîtriser et rendre compte de nos relations avec toutes les autres parties prenantes. De plus amples informations sur nos groupes de parties prenantes se trouvent dans la section Engagement envers les parties prenantes aux pages 54 à 57. Le Rapport d'activités sur la Chaîne de valeur rend également compte des sujets suivants :

- Le suivi de l'évaluation des fournisseurs pour les achats indirects, pages 205-206 ;
- La conformité des produits aux réglementations, page 207 ;
- Le suivi des dons, pages 207-208.

L'approche managériale spécifique décrite ci-dessous s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

**POLITIQUE DE PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**

Notre approche de l'engagement envers les parties prenantes découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels, exposés dans The Umicore Way. Des chartes / politiques particulières ont été élaborées pour cadrer des éléments spécifiques de notre approche en matière d'engagement envers les parties prenantes, notamment la Charte d'approvisionnement durable, la Politique en matière de chaîne de valeur responsable et minéraux issus des zones de conflit et à haut risque, la Politique en matière de droits de l'Homme et de conditions de travail et la Politique de communication externe.

**RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**

Notre présence et notre impact en amont et en aval reposent sur une approche métier spécifique dans laquelle toutes les business units sont tenues d'identifier leurs fournisseurs, clients et parties prenantes respectifs et d'engager le dialogue avec eux. En outre, une équipe regroupant des membres de divers départements, dont Corporate EHS, Corporate HR, Group Communications, Corporate Finance et Procurement & Transportation, se réunit régulièrement pour cerner les attentes générales des parties prenantes et organiser, si nécessaire, des sessions de discussion interne ou externe.

**PORTÉE DE LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ**

La thématique Chaîne de valeur et société se concentre sur les conséquences potentielles qu'entraînent nos activités, produits et services sur la société. Toutes les entités sont prises en compte pour le reporting. Alors que nous nous concentrons sur nos activités directement liées à la mobilité propre et au recyclage, d'autres initiatives ciblant les fournisseurs, les clients ou la société dans son ensemble sont suivies et rapportées de manière appropriée, soit par des communications telles que ce rapport annuel, soit au travers d'autres canaux de communication spécifiques.

## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

# Table des matières

### RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

G1	Contexte de gouvernance d'entreprise	72
G2	Structure organisationnelle	72
G3	Actionnaires	73
G4	Conseil d'administration	73
G5	Comité de direction	75
G6	Informations pertinentes en cas d'offre publique d'acquisition	76
G7	Conflits d'intérêts (articles 523-524ter du Code des sociétés)	77
G8	Commissaire	78
G9	Code de conduite	78
G10	Délit d'initié et manipulation boursière	78
G11	Mise en conformité avec le Code Belge de gouvernance d'entreprise 2009	78

### RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

G12	Rémunération du conseil d'administration	79
G13	Rémunération CEO et du comité de direction	82
G14	Transactions et détention d'actions et d'options sur actions en 2017	86
G15	Modification relative à la rémunération depuis la fin de l'année 2017	88

## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

# Rapport sur la gouvernance d'entreprise

### G1 CONTEXTE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Umicore a adopté le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009 comme code de référence.

Ce code est disponible en anglais, en français et en néerlandais sur le site Internet de la Commission Corporate Governance.

La Charte de gouvernance d'entreprise décrit de manière détaillée la structure de gouvernance de l'entreprise, ainsi que les politiques et les procédures du groupe Umicore. Cette Charte peut être consultée sur le site internet d'Umicore ou obtenue auprès de son département Group Communications.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et les fondements de sa philosophie organisationnelle dans un document intitulé "The Umicore Way". Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général. L'Umicore Way est étayé par des codes et polices d'entreprise détaillés, dont la plus importante est la Charte de Conduite (voir G9).

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le groupe et à adhérer aux stratégies, aux politiques, et aux normes de celui-ci, ainsi qu'à sa démarche en faveur du développement durable.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'une structure appropriée de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un équilibre optimal entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et des procédés efficaces de pilotage et de contrôle. La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du conseil d'administration, du CEO et du comité de direction ainsi que le rôle spécifique du comité d'audit et du comité de nomination et de rémunération. Le présent rapport fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel l'exercice 2017.

### G2 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel suprême d'Umicore, sauf pour les matières que le Code des sociétés ou les statuts d'Umicore réservent spécifiquement à l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil d'administration est assisté dans ses missions par un comité d'audit et un comité de nomination et de rémunération. La gestion journalière d'Umicore a été déléguée au CEO, qui est également président du comité de direction. Le comité de direction est chargé d'élaborer la stratégie globale pour la Société et de la soumettre à l'analyse et à l'aval du conseil d'administration. Il est également responsable de la mise en œuvre de la stratégie et doit assurer la supervision efficace des business units ainsi que des fonctions centralisées. Le comité de direction a ensuite la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques) et de faire en sorte que des systèmes soient mis en place afin de les gérer. Le comité de direction est collégialement responsable de la définition et de la mise en œuvre de l'approche d'Umicore en matière de développement durable.

Umicore est organisée en business groups, qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés d'utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines, orientées vers leur marché. Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du groupe, Umicore dispose de plates-formes de gestion régionale en Chine, en Amérique du Nord, au Japon et en Amérique du Sud. Le siège du groupe est établi en Belgique. Il remplit, pour l'ensemble du groupe, une série de fonctions de support, comme les finances, les ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité et les relations avec le public et les investisseurs.

## G3 ACTIONNAIRES

### 3.1 ACTIONS ÉMISES – STRUCTURE DU CAPITAL

Au 31 décembre 2017, 224.000.000 d'actions Umicore étaient en circulation, comparé à 112.000.000 au 31 décembre 2016. Cette augmentation s'explique par la division des actions approuvée par l'assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 7 septembre 2017, suite à laquelle chaque action existante a été divisée en deux actions nouvelles à dater du 16 octobre 2017. Les nombres d'actions mentionnés ci-dessous ont été calculés sur base de la situation après la division des actions.

L'identité des actionnaires ayant déclaré une participation égale ou supérieure à 3% au 31 décembre 2017 est consultable sous la rubrique "Comptes annuels abrégés de la société mère" (page 173).

Au 31 décembre 2017, Umicore détenait 4.505.567 actions propres, soit 2,01% de son capital. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires pour le rachat d'actions par Umicore et la situation actuelle des rachats sont respectivement consultables dans la Charte de gouvernance d'entreprise et sur le site internet d'Umicore.

Pendant l'exercice, 1.507.676 actions propres ont été affectées à l'exercice d'options sur actions du personnel et 71.912 ont servi à l'octroi d'actions, dont 10.312 aux membres du conseil d'administration, 54.800 aux membres du comité de direction et 6.800 dans le cadre de la conversion partielle en actions du bonus du CEO.

### 3.2 POLITIQUE ET PAIEMENT DES DIVIDENDES

Umicore s'efforce de payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire (ou annuelle) des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci est susceptible de nuire à la stabilité financière d'Umicore.

En 2017, Umicore a payé un dividende brut de € 1,30 (soit € 0,65 sur base de la situation après la division des actions) par action pour l'exercice 2016, soit une augmentation de € 0,10 (soit € 0,05 sur base de la situation après la division des actions) par rapport au dividende brut relatif à l'exercice 2015.

En juillet 2017, conformément à la politique d'Umicore en matière de dividende, le conseil d'administration a décidé de payer un acompte sur dividende correspondant à la moitié du dividende total versé l'année précédente. Par conséquent, un acompte sur dividende brut de € 0,65 (soit € 0,325 sur base de la situation après la division des actions) par action a été versé le 29 août 2017.

### 3.3 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES EN 2017

L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 25 avril 2017. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions classiques concernant les comptes annuels, l'affectation des résultats et la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats respectifs en 2016. A la même assemblée, Madame Liat Ben-Zur et Monsieur Gérard Lamarche ont été nommés respectivement administrateur indépendant et administrateur, chacun pour une durée de trois ans. Par ailleurs le mandat d'administrateur indépendant de Madame Ines Kolmsee a été renouvelé pour trois ans. L'assemblée générale annuelle des actionnaires a également approuvé la rémunération du conseil d'administration pour 2017. Les informations détaillées concernant la rémunération des administrateurs en 2017 peuvent être consultées dans le rapport de rémunération.

Egalement en date du 25 avril 2017 une assemblée générale extraordinaire des actionnaires a approuvé le renouvellement de l'autorisation conférée à la Société et ses filiales directes, en vue d'acquiescer sur un marché réglementé des actions de la société dans les limites de 10% du capital social, à un prix par action compris entre € 2,00 et € 37,50 (montants adaptés suite à la division des actions). Cette autorisation est valable jusqu'au 31 mai 2021 inclus.

Enfin, des assemblées générales spéciale et extraordinaire ont été tenues le 7 septembre 2017, lesquelles ont approuvé deux clauses de changement de contrôle, de même que la division de chaque action existante en deux nouvelles actions à dater du 16 octobre 2017, ainsi que la suppression d'une clause statutaire concernant les fractions d'actions et une modification de la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

## G4 CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 4.1 COMPOSITION

Le conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires à majorité simple, sans quorum de présence, doit être composé d'au moins six membres. Le mandat des administrateurs ne peut pas dépasser quatre ans. Dans la pratique, ils sont élus pour trois ans et sont rééligibles.

## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, décidant à la majorité simple. Aucun quorum de présence n'est requis pour la révocation d'administrateurs. Les statuts permettent au conseil d'administration de coopter des administrateurs en cas de poste vacant. L'assemblée générale suivante doit ensuite décider de la nomination définitive de l'administrateur en question. Ce dernier termine le mandat de son prédécesseur.

Au 31 décembre 2017, le conseil d'administration était composé de dix membres : neuf administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif.

À la même date, six administrateurs étaient indépendants, au sens de l'article 526ter du Code des sociétés et de la disposition 2.3 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Trois des dix membres du conseil d'administration en fonction au 31 décembre 2017 étaient des femmes. Umicore atteint dès lors le quota de représentativité d'un tiers imposé par le Code des sociétés, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2017.

Le conseil d'administration présente une grande diversité de compétences, de formations et d'expériences. Cette diversité est garante de l'efficacité de cet organe de gouvernance pour Umicore.

Le conseil d'administration compte trois femmes et six nationalités parmi ses dix membres. La diversité se marque aussi en termes de formations universitaires : ingénierat, droit, économie, finance, et langues appliquées. L'expérience sectorielle cumulée du conseil d'administration est large et couvre les secteurs de l'automobile, de l'électronique, de la chimie, des métaux, de l'énergie, de la finance et de la joaillerie. L'expérience dans les secteurs public et privé et dans les régions où Umicore est active est aussi bien représentée. Dans son ensemble le conseil d'administration possède une solide expérience dans le domaine de la gestion d'opérations industrielles et compte neuf CEO, dont cinq sont toujours en fonction. Le conseil d'administration dispose aussi d'une expérience collective dans des thématiques directement reliées aux objectifs non financiers d'Horizon 2020 telles que santé-sécurité, attraction et fidélisation des talents et approvisionnement durable.

En 2017, la composition du conseil d'administration a connu les modifications suivantes :

- Madame Liat Ben-Zur a été nommée administrateur indépendant pour un terme de trois ans à l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 25 avril 2017 ;
- Monsieur Gérard Lamarche a été nommé administrateur pour un terme de trois ans à la même assemblée générale annuelle ;
- Le mandat d'administrateur de Monsieur Jonathan Oppenheimer a pris fin le 25 avril 2017 ;
- Le mandat d'administrateur indépendant de Madame Barbara Kux a pris fin le 25 avril 2017 ;
- Monsieur Ian Gallienne a démissionné en sa qualité d'administrateur en date du 25 avril 2017.

### 4.2 RÉUNIONS ET THÈMES

Le conseil d'administration a tenu sept réunions ordinaires en 2017, dont deux par voie de conférence téléphonique. À une occasion, il a également pris des décisions par consentement unanime exprimé par écrit.

En 2017, le conseil d'administration a entre autres abordé les thèmes suivants :

- prestations financières du groupe Umicore ;
- approbation des états financiers annuels et semestriels ;
- arrêté des comptes annuels statutaires et consolidés, et approbation des rapports annuels statutaires et consolidés ;
- approbation de l'ordre du jour des assemblées générales ordinaire, spéciale et extraordinaire des actionnaires et convocation de celles-ci ;
- projets d'investissement et de désinvestissement ;
- évaluation en matière d'ESS, y compris concernant le développement durable ;
- rapports du comité d'audit ;
- opportunités stratégiques et défis opérationnels ;
- évolutions des affaires et mise à jour du marché ;

## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

- projets M&A ;
- évaluation annuelle des performances du CEO et des autres membres du comité de direction ;
- plan de relève du conseil d'administration et du comité de direction ;
- évaluation de litiges en cours ;
- distribution d'un acompte sur dividende.

Le conseil d'administration a également visité le site Automotive Catalysts d'Umicore à Onsan (Corée du Sud) et l'usine Rechargeable Battery Materials à Cheonan (Corée du Sud).

### 4.3 EVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

Le président organise régulièrement des évaluations de la performance du conseil d'administration et de ses comités.

La prochaine évaluation aura lieu dans le courant du premier semestre de 2018 par le biais d'un questionnaire et/ou de discussions/débats au niveau du conseil d'administration.

### 4.4 COMITÉ D'AUDIT

La composition du comité d'audit ainsi que les qualifications de ses membres sont totalement en accord avec les exigences de l'article 526bis du Code des sociétés et du Code de gouvernance d'entreprise 2009.

Le comité d'audit est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants. Madame Ines Kolmsee assume les fonctions de président de ce comité.

La composition du comité d'audit a été modifiée à une reprise en 2017 : Monsieur Garrett a été remplacé par Monsieur Colin Hall comme membre du comité à dater du 29 juillet 2017.

Tous les membres du comité d'audit ont une expérience significative en matière de comptabilité et d'audit comme le prouve leur curriculum vitae.

Le comité s'est réuni à quatre reprises en 2017. En marge de l'analyse des comptes 2016 et de ceux du premier semestre 2017, le comité a aussi abordé les thèmes suivants : la gestion des risques, les contrôles internes, la stratégie en matière d'IT et les services non-audit du commissaire de la Société. Le plan d'audit interne pour 2018 a été approuvé. Enfin, le comité d'audit a également traité le plan d'audit proposé pour 2017-2019 dans le contexte de la reconduction du mandat du commissaire.

### 4.5 COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de nomination et de rémunération est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants. Il est présidé par le président du conseil d'administration.

La composition du comité a subi une modification en 2017 : Madame Barbara Kux a été remplacée par Monsieur Mark Garrett comme membre du comité à dater du 25 avril 2017.

En 2017, le comité de nomination et rémunération s'est réuni à deux reprises. Durant la même période, le comité a examiné la politique de rémunération pour les membres du conseil d'administration, ceux des comités du conseil d'administration, et ceux du comité de direction. Il a également discuté du règlement des plans d'octroi d'actions et d'options sur actions proposés en 2017. Le comité a également discuté du plan de succession au niveau du conseil d'administration et du comité de direction.

## G5 COMITÉ DE DIRECTION

### 5.1 COMPOSITION

Le comité de direction est conforme à la notion définie par l'article 524bis du Code des sociétés.

Il est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par le CEO, qui est désigné par le conseil d'administration. Les membres du comité de direction sont nommés par le conseil d'administration, sur proposition du CEO et sur recommandation du comité de nomination et de rémunération.

La composition du comité d'audit est restée inchangée en 2017.

Au 31 décembre 2017, le comité de direction était constitué de sept membres, y compris le CEO.

## 5.2 EVALUATION

Une évaluation de la performance de chaque membre du comité de direction est menée annuellement par le CEO, puis discutée au niveau du comité de nomination et de rémunération. Les conclusions de ces évaluations sont soumises au conseil d'administration, qui en discute.

Chaque année, le conseil d'administration se réunit également en séance non exécutive (c'est à dire sans le CEO) en vue d'évoquer et d'évaluer la performance du CEO.

Ces évaluations ont eu lieu le 9 février 2017.

## G6 INFORMATIONS PERTINENTES EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION

### 6.1. RESTRICTIONS RELATIVES AUX TRANSFERTS DE TITRES

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction en ce qui concerne le transfert d'actions ou d'autres titres.

En outre, la Société n'a connaissance d'aucune restriction imposée par la loi, sauf dans le cadre de la législation en matière d'abus de marché et des obligations de lock-up imposées par le Code des sociétés en ce qui concerne certaines attributions d'actions.

Les options sur actions Umicore qui sont octroyées au CEO, aux membres du comité de direction et à certains employés d'Umicore en vertu de plans d'intéressement ne peuvent pas être transférées entre vifs.

### 6.2 DÉTENEURS DE TITRES CONFÉRANT DES DROITS DE CONTRÔLE SPÉCIAUX

Il n'y a pas de détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux.

### 6.3 RESTRICTIONS RELATIVES AU DROIT DE VOTE

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction concernant l'exercice des droits de vote par les actionnaires, pour autant que les actionnaires concernés soient admis à l'assemblée générale des actionnaires et qu'ils ne soient pas déchus de leurs droits. Les conditions d'admission aux assemblées générales sont mentionnées dans l'article 17 des statuts de la Société. Conformément à l'article 7 des statuts, si un titre fait l'objet de droits concurrents, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à la désignation d'une seule personne comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire du titre.

À la connaissance du conseil d'administration, aucun des droits de vote afférents aux actions émises par la Société n'était suspendu au 31 décembre 2017 en vertu de la loi, à l'exception des 4.505.567 actions détenues par la Société elle-même à cette date (article 622, §1 du Code des sociétés).

### 6.4 PLANS D'ACTIONNARIAT SALARIÉ OÙ LES DROITS DE CONTRÔLE NE SONT PAS EXERCÉS DIRECTEMENT PAR LES EMPLOYÉS

Umicore n'a pas lancé de tels plans d'actionnariat salarié.

### 6.5 CONVENTIONS ENTRE ACTIONNAIRES

À la connaissance du conseil d'administration, il n'existe pas de convention(s) entre actionnaires de nature à restreindre le transfert de titres et/ou l'exercice de droits de vote.

### 6.6 MODIFICATIONS DES STATUTS

Excepté pour les augmentations de capital décidées par le conseil d'administration dans les limites du capital autorisé, seule une assemblée générale extraordinaire des actionnaires est habilitée à modifier les statuts d'Umicore. Une assemblée générale des actionnaires peut seulement délibérer sur des modifications statutaires (y compris les augmentations ou réductions du capital, ainsi que les fusions, les scissions et une mise en liquidation) si au moins 50% du capital souscrit est représenté. Si ce quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire doit être convoquée. Celle-ci délibérera quelle que soit la part du capital souscrit représentée. En règle générale, les modifications des statuts de la Société ne sont adoptées que si elles recueillent 75% des votes. Le Code des sociétés impose une majorité supérieure dans des cas spécifiques, comme la modification de l'objet social ou de la forme juridique de la Société.

Les statuts d'Umicore ont été modifiés à une reprise en 2017, suite à l'assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 7 septembre 2017, laquelle a approuvé une division des actions, la suppression d'une disposition temporaire concernant les fractions d'actions ainsi qu'une modification de la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.



## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

### 6.7 CAPITAL AUTORISÉ – RACHAT D' ACTIONS

La Société peut procéder à une augmentation de capital sur décision du conseil d'administration dans les limites du capital autorisé. L'autorisation doit être accordée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Le montant et la durée de l'augmentation sont limités. Par ailleurs, l'augmentation est soumise à des restrictions spécifiques en termes de justification et de finalités. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 26 avril 2016 (résolutions publiées le 13 mai 2016) a renouvelé l'autorisation au Conseil d'administration d'augmenter le capital du groupe, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de € 50.000.000. Au 31 décembre 2017, cette autorisation n'avait pas encore été utilisée. Elle est valable jusqu'au 12 mai 2021 inclus.

En vertu d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 7 septembre 2017, la Société peut acquérir ses actions dans les limites de 10% du capital souscrit, à un prix par action compris entre € 2,00 et € 37,50 (montants adaptés suite à la division des actions approuvée le 7 septembre 2017). Cette autorisation est valable jusqu'au 31 mai 2021 inclus. La même autorisation a été accordée aux filiales directes de la Société. En 2017 la Société a racheté 828.730 actions propres en vertu de cette autorisation.

### 6.8 ACCORDS PASSÉS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU EMPLOYÉS, AYANT POUR BUT D'INDEMNISER CES DERNIERS EN CAS DE DÉMISSION OU DE LICENCIEMENT SANS RAISON VALABLE, OU S'ILS PERDENT LEUR EMPLOI À LA SUITE D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION

En cas de destitution dans les douze mois suivant une prise de contrôle de la Société, tous les vice-présidents du groupe Umicore ont droit à une indemnité équivalant à 36 mois de leur salaire de base. En ce qui concerne les membres du comité de direction, il est renvoyé au rapport de rémunération (pages 79-88).

## G7 CONFLITS D'INTÉRÊTS (ARTICLES 523-524TER DU CODE DES SOCIÉTÉS)

Le 9 février 2017, préalablement à toute délibération ou décision à ce sujet, Marc Grynberg a déclaré qu'il avait un conflit d'intérêts direct de nature patrimoniale dans la mise en œuvre des décisions prises par le conseil d'administration au sujet de l'évaluation de sa performance et de sa rémunération (y compris l'octroi d'actions et d'options). En vertu de l'article 523 du Code des sociétés, Marc Grynberg n'a pris part ni aux délibérations ni au vote du conseil d'administration concernant cette décision.

Ces décisions ont eu/auront les conséquences patrimoniales suivantes :

#### A) RÉMUNÉRATION EN ESPÈCES :

Le CEO a perçu une rémunération fixe de € 680.000 en 2017. Également en 2017 il a reçu une rémunération variable en espèces de € 210.000 (partie non-différée de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2016).

Par ailleurs il a perçu en 2017 un montant brut de € 90.450 à titre de première moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2015 basée sur (1) le critère de rentabilité retenu au niveau du groupe Umicore, c'est à dire la moyenne de deux ans du rendement des capitaux investis (ROCE) pour les années de référence 2015 et 2016 (soit 14,2 % donnant lieu à un paiement de 67%) et (2) la mesure dans laquelle les objectifs du plan de performance pour les mêmes années de référence 2015 et 2016, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ont été atteints (pas d'ajustement dans la mesure où les objectifs du plan de performance au niveau du groupe ont été atteints). Également en 2017 il a perçu un montant brut de € 81.000 à titre de deuxième moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2014 basée sur (1) la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2014, 2015 et 2016 (soit 13,5% donnant lieu à un paiement de 60%) et (2) la mesure dans laquelle les objectifs du plan de performance pour les mêmes années de référence 2014, 2015 et 2016, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ont été atteints (pas d'ajustement dans la mesure où les objectifs du plan de performance au niveau du groupe ont été atteints).

En 2018 il recevra la première moitié de sa rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2016 basée sur (1) la moyenne de deux ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2016 et 2017 et (2) la croissance moyenne de l'EBIT pour les mêmes années de référence 2016 et 2017. Également en 2018 il recevra la deuxième partie de sa rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2015, sur base (1) de la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2015, 2016 et 2017, et (2) de la croissance moyenne de l'EBIT pour les mêmes années de référence 2015, 2016 et 2017.

La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= paiement de 0%) et 17,5% au maximum (= paiement de 100% si tous les objectifs sont atteints). Si le ROCE se situe entre l'un des pourcentages susmentionnés, le montant à verser sera calculé au prorata. L'impact de la croissance moyenne de l'EBIT est calculé en multipliant par deux le pourcentage moyen de croissance de l'EBIT sur les années de référence.

## RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

### **B) OCTROI D' ACTIONS ET D' OPTIONS SUR ACTIONS :**

Les conséquences patrimoniales pour Umicore sont : 1) soit, aussi longtemps qu'Umicore décide de garder les actions qu'elle détient aujourd'hui : le coût de financement et la possibilité de maintenir ces titres dans son portefeuille jusqu'à la date de livraison des actions attribuées ou la date d'exercice des options; ou, 2) si, et dans la mesure où Umicore déciderait de vendre ces actions à une date ultérieure, la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur de marché des actions qu'Umicore devrait racheter à cette date.

En 2017, aucune transaction spécifique ou engagement contractuel n'a été établi entre, d'une part, un membre du conseil d'administration ou du comité de direction et, d'autre part, Umicore ou une de ses filiales.

### **G8 COMMISSAIRE**

L'assemblée générale annuelle du 25 avril 2017 a renouvelé le mandat de commissaire de PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren/ Réviseurs d'Entreprises BVCBA/SCCRL pour une durée de trois ans. Le commissaire est représenté pour l'exercice de son mandat par Monsieur Kurt Cappoen.

Suite à la nouvelle législation en matière de services d'audit, le mandat du commissaire actuel, dont la nomination initiale date de 1993, ne pourra être reconduit qu'une seule fois, c.à.d. en 2020 (cette dernière pour autant qu'elle intervienne avant le 17 juin 2020).

Les critères d'indépendance du commissaire peuvent être obtenus auprès d'Umicore.

### **G9 CODE DE CONDUITE**

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du conseil d'administration. Ce Code de conduite est indispensable si Umicore entend créer et maintenir une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les autorités et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour le compte d'Umicore exercent leurs activités dans le respect de la déontologie, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures. Le Code de conduite contient une section spécifique consacrée aux plaintes et aux inquiétudes des travailleurs et des dénonciateurs.

Le Code de conduite se trouve à l'Annexe 4 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

### **G10 DÉLIT D'INITIÉ ET MANIPULATION BOURSIÈRE**

La politique d'Umicore en matière d'abus de marché y compris de délit d'initié est décrite dans l'Umicore Dealing Code, qui peut être consulté dans l'Annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise.

### **G11 MISE EN CONFORMITÉ AVEC LE CODE BELGE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE 2009**

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise d'Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

## RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

# Rapport de rémunération

## G12 RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En principe, la rémunération des membres non exécutifs du conseil d'administration doit être suffisante pour attirer, retenir et motiver les personnes ayant le profil déterminé par ledit conseil. Le niveau de rémunération doit tenir compte des responsabilités et de l'engagement des membres du conseil ainsi que des conditions en vigueur sur le marché international. Le conseil d'administration adopte la politique de rémunération des administrateurs non exécutifs sur recommandation du comité de nomination et de rémunération quant à la forme et la structure de cette rémunération. Le comité de nomination et de rémunération établit ses propositions sur base d'un examen des conditions de marché en vigueur dans les entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude sont examinés en comité de nomination et de rémunération et le conseil détermine la rémunération à proposer pour les administrateurs non exécutifs et les membres des comités du conseil d'administration lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

### RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS NON EXÉCUTIFS

Afin de déterminer un niveau de rémunération adéquat pour les membres non exécutifs de son conseil d'administration, Umicore a réalisé fin 2016 une étude de marché en vue de comparer la rémunération de ses administrateurs non exécutifs par rapport à celle des entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire opérant dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude ont été examinés au sein du Comité de nomination et de rémunération du 20 janvier 2017.

Après examen de la rémunération globale des membres du conseil d'administration et de chaque composante de cette rémunération, le comité de nomination et de rémunération a conclu qu'il était nécessaire d'adapter le montant des émoluments fixes annuels, le Comité de nomination et de rémunération a proposé au conseil d'augmenter les émoluments fixes annuels des membres du conseil d'administration de 7.000 €, les émoluments fixes annuels du président du conseil restant inchangés.

Le conseil d'administration du 9 février 2017 a suivi cette recommandation et l'assemblée générale annuelle des actionnaires a approuvé la rémunération des membres non exécutifs en date du 25 avril 2017.

En 2017 la rémunération des membres non exécutifs du conseil d'administration était composée des éléments suivants :

- **Président** : émoluments fixes annuels : € 40.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion + 2.000 actions Umicore (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles actions en date du 16 octobre 2017).
- **Administrateur** : émoluments fixes annuels : € 27.000 + € 2.500 par présence à chaque réunion + € 1.000 par présence à chaque réunion pour les administrateurs résidant à l'étranger + 1.000 actions Umicore (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles en date du 16 octobre 2017).

La rémunération des membres des comités du conseil d'administration se présentait comme suit en 2017 :

#### COMITÉ D'AUDIT

- **Président** : émoluments fixes annuels : € 10.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre** : émoluments fixes annuels : € 5.000 + € 3.000 par présence à chaque réunion.

#### COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

- **Président** : € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre** : € 3.000 par présence à chaque réunion.

## RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

## RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2017

		(EN EUROS)	PARTICIPATION AUX RÉUNIONS
<b>Thomas Leysen (Président)</b> (Administrateur non exécutif)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	40.000	
	Jetons de présence	5.000	7/7
	Valeur des 2.000 actions octroyées	62.540	
	<b>Comité de nomination et de rémunération</b>		
	Jetons de présence	5.000	2/2
	<b>Rémunération totale</b>	<b>147.540</b>	
	Avantage en nature voiture de société	2.767	
<b>Marc Grynberg</b> (Administrateur exécutif)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Aucune rémunération en tant qu'administrateur (cf. ci-dessous rémunération du CEO en 2017)		7/7
<b>Liat Ben-Zur</b> (Administrateur non exécutif, indépendant) Nommée lors de l'AG annuelle du 25 avril 2017	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	18.567	
	Jetons de présence	3.500	4/4
	Valeur des 688 actions octroyées	21.514	
	<b>Rémunération totale</b>	<b>54.081</b>	
<b>Françoise Chombar</b> (Administrateur non exécutif, indépendant)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	2.500	7/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	31.270	
	<b>Rémunération totale</b>	<b>75.770</b>	
<b>Ian Gallienne</b> (Administrateur non exécutif) Fin du mandat: 25 avril 2017	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	8.433	
	Jetons de présence	2.500	2/3
	Valeur des 312 actions octroyées et rétrocédées à GBL	9.756	
	<b>Rémunération totale</b>	<b>23.189</b>	
<b>Mark Garrett</b> (Administrateur non exécutif, indépendant)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	3.500	6/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	31.270	
	<b>Comité d'audit</b>		
	Rémunération fixe annuelle	5.000	
	Jetons de présence	3.000	3/3
	<b>Comité de nomination et de rémunération</b>		
	Jetons de présence	3.000	1/1
	<b>Rémunération totale</b>	<b>96.270</b>	
<b>Colin Hall</b> (Administrateur non exécutif)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	3.500	7/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées et rétrocédées à GBL	31.270	
	<b>Comité d'audit</b>		
	Rémunération fixe annuelle	5.000	
	Jetons de présence	3.000	1/1
	<b>Rémunération totale</b>	<b>90.770</b>	

## RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

		(EN EUROS)	PARTICIPATION AUX RÉUNIONS
<b>Ines Kolmsee</b> (Administrateur non exécutif, indépendant)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	3.500	7/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	31.270	
	<b>Comité d'audit</b>		
	Rémunération fixe annuelle	10.000	
	Jetons de présence	5.000	4/4
	<b>Rémunération totale</b>	<b>112.770</b>	
<b>Barbara Kux</b> (Administrateur non exécutif, indépendant) Fin du mandat: 25 avril 2017	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	8.433	
	Jetons de présence	3.500	3/3
	Valeur des 312 actions octroyées	9.756	
	<b>Comité de nomination et de rémunération</b>		
	Jetons de présence	3.000	1/1
		<b>Rémunération totale</b>	<b>31.689</b>
<b>Gérard Lamarche</b> (Administrateur non exécutif)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	18.567	
	Jetons de présence	3.500	4/4
	Valeur des 688 actions octroyées et rétrocédées à GBL	21.514	
		<b>Rémunération totale</b>	<b>54.081</b>
<b>Eric Meurice</b> (Administrateur non exécutif, indépendant) Nommé lors de l'AG annuelle du 25 avril 2017	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	3.500	7/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	31.270	
		<b>Rémunération totale</b>	<b>82.770</b>
<b>Jonathan Oppenheimer</b> (Administrateur non exécutif) Fin du mandat: 25 avril 2017	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	8.433	
	Jetons de présence	3.500	1/3
	Valeur des 312 actions octroyées	9.756	
		<b>Rémunération totale</b>	<b>21.689</b>
<b>Rudi Thomaes</b> (Administrateur non exécutif, indépendant)	<b>Conseil d'administration</b>		
	Rémunération fixe annuelle	27.000	
	Jetons de présence	2.500	6/7
	Valeur des 1.000 actions octroyées	31.270	
	<b>Comité d'audit</b>		
	Rémunération fixe annuelle	5.000	
	Jetons de présence	3.000	4/4
	<b>Comité de nomination et de rémunération</b>		
	Jetons de présence	3.000	2/2
		<b>Rémunération totale</b>	<b>96.270</b>

## G13 RÉMUNÉRATION DU CEO ET DU COMITÉ DE DIRECTION

### POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION S'APPLIQUANT AU CEO ET AU COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de nomination et de rémunération définit les principes de la politique de rémunération du CEO et des membres du comité de direction, et les soumet à l'approbation du conseil d'administration. Il s'efforce d'avoir une rémunération fixe reflétant le degré de responsabilité et en ligne avec les pratiques du marché, ainsi qu'une rémunération variable attrayante qui récompense la performance de la Société en fonction de critères financiers et de durabilité.

L'enveloppe de rémunération et des avantages du CEO et des membres du comité de direction comprend les éléments suivants : rémunération fixe, rémunération variable, intéressements liés aux actions (octroi d'actions gratuites et plans d'options sur actions) soumis à une période de blocage de trois ans, plans de pension et autres avantages.

Le fait d'inclure des actions Umicore et des options sur actions dans l'enveloppe de rémunération du CEO et des membres du comité de direction reflète l'engagement de la Société de créer de la valeur pour ses actionnaires. Chaque année des actions sont octroyées au CEO et aux membres du comité de direction pour le compte de l'année précédente; ces actions sont soumises à une période de blocage de trois ans. Vu qu'en droit belge les options sur actions sont irrévocablement taxées à la date de l'octroi, elles sont acquises à la date de l'octroi et par conséquent ne sont pas liées à des critères de performance individuelle ou de la Société. Dès lors ces intéressements liés aux actions ne doivent pas être considérés comme de la rémunération variable au sens de la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise et sont acquis au moment de l'octroi.

La rémunération du CEO et des membres du comité de direction est revue une fois par an par le comité de nomination et de rémunération. Chaque année, une étude est réalisée pour évaluer la compétitivité des enveloppes de rémunération. Umicore compare l'ensemble des rémunérations du CEO et des membres du comité de direction par rapport aux sociétés cotées du BEL20 et à des entreprises européennes comparables.

En conformité avec la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise, le paiement de la moitié de la rémunération variable est différé et conditionné à des objectifs ou des critères établis sur plusieurs années.

### TABLEAU SYNTHÉTIQUE DE LA RÉMUNÉRATION DU CEO ET DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

#### DÉLAI DE CONVERSION EN CASH

Année en cours	Fixe	Révision annuelle sur base des pratiques de marché du BEL20 et d'entreprises européennes comparables
15 mois	Variable non différée 50%	Fixée de manière discrétionnaire sur base d'objectifs individuels
27 mois	Variable différée 25%	Sur base du ROCE du groupe et de la croissance EBIT récurrent du groupe sur une période de 2 ans (a, a-1)
39 mois	Variable différée 25%	Sur base du ROCE du groupe et de la croissance EBIT récurrent du groupe sur une période de 3 ans (a, a-1, a-2)
3 ans	Actions	Octroi en reconnaissance de services rendus pendant l'année de référence - non lié à des critères de performance individuelle ou au niveau du groupe - soumis à une période de blocage de 3 ans
3 à 7 ans	Options sur actions	Octroi immédiat pour l'année de référence - non lié à des critères de performance individuelle ou au niveau du groupe - soumis à une période de blocage de 3 ans

Les composantes de la rémunération reprises ci-dessus sont définies et évaluées par le comité de nomination et de rémunération sous réserve d'approbation par le conseil d'administration. Ce tableau est d'application jusqu'à l'année de référence 2016. Voir la section G15 - « Rémunération variable différée du CEO et des membres du comité de direction » pour les changements à partir de l'année de référence 2017.

### RÉMUNÉRATION DU CEO

#### RÉMUNÉRATION FIXE

La rémunération fixe du CEO est revue chaque année par le Comité de nomination et de rémunération.

#### SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION VARIABLE - RÉTRIBUTION EN ESPÈCES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

La rémunération annuelle variable potentielle du CEO, rétribuée en espèces, s'élève actuellement à € 540.000, dont la moitié fait l'objet d'un paiement non-différé basé sur la performance individuelle annuelle, ainsi que la performance financière globale annuelle du groupe, la réalisation des objectifs stratégiques ainsi que des objectifs de développement durable du groupe et le respect de ses valeurs. Les critères financiers incluent le ROCE, l'EBIT récurrent et l'EBITDA avec le budget et l'évolution d'année en année comme références. Les objectifs d'ordre stratégique et en matière de durabilité sont liés à l'Horizon 2020 couvrant la performance économique, la chaîne de valeur et société, l'éco-efficacité et entreprise où il fait bon travailler.

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration du 9 février 2017 a approuvé un nouveau concept de rémunération variable différée applicable à partir des paiements effectués en 2018. Le nouveau concept vise à récompenser en fonction de la qualité des résultats (critère du ROCE au niveau du groupe) et de stimuler la croissance (critère de la croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe).

Il a été convenu que le critère actuel du ROCE au niveau du groupe pour la rémunération variable différée sera maintenu et qu'un ajustement vers le haut ou une variable supplémentaire sera pris(e) en compte en fonction de la croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe.

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée sur le critère de rentabilité du groupe Umicore, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), publié dans le rapport annuel. Le paiement différé est effectué sur plusieurs années. La moitié est versée après deux ans sur base de la moyenne de deux ans du ROCE. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= versement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage de ROCE se situe entre le seuil minimum et l'objectif maximum, le montant à verser est calculé au prorata.

La variable supplémentaire, basée sur la rémunération variable cible, soit € 270.000 en ce qui concerne le CEO (variable cible d'€ 135.000 sur une période de deux ans et d'€ 135.000 sur une période de trois ans) sera déterminée en ajoutant à la variable cible un pourcentage égal à deux fois la moyenne du pourcentage de croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe sur respectivement sur les deux dernières années et les trois dernières années. Un seuil de 2% de moyenne de croissance de l'EBIT récurrent sera appliqué, ce qui veut dire qu'aucun ajustement n'aura lieu en cas de croissance de l'EBIT récurrent inférieure à 2%.

Dans l'hypothèse d'un changement structurel pertinent, le comité de nomination et de rémunération se réserve le droit de revoir et, au besoin, d'ajuster la rémunération variable.

Au début de chaque année de référence, les objectifs individuels du CEO sont examinés lors d'une séance du comité de nomination et de rémunération. Ils sont présentés par le président lors d'une réunion du conseil d'administration, puis discutés et adoptés par le conseil d'administration.

La performance annuelle du CEO est évaluée par le Comité de nomination et de rémunération. Les résultats de l'évaluation sont présentés par le président et discutés en séance du conseil d'administration, en l'absence du CEO.

La rémunération variable en espèces peut être convertie, en tout ou en partie, en actions Umicore, au libre choix du CEO. Aucune disposition quelconque n'autorise la Société à recouvrer quelque partie de la rémunération variable du CEO.

#### INTÉRÉSSEMENTS LIÉS AUX ACTIONS (OCTROI D'ACTIONS ET OPTIONS SUR ACTIONS)

Des actions Umicore sont octroyées au CEO sur décision discrétionnaire du conseil d'administration en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées au CEO pour l'année 2017 s'élève à 10.400 (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles actions en date du 16 octobre 2017). Les actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Des options sur actions sont octroyées au CEO dans le cadre de plans d'intéressement annuels approuvés par le conseil d'administration. Le nombre d'options sur actions octroyées au CEO en 2017 s'élève à 150.000 (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles actions en date du 16 octobre 2017). Il n'y a pas de période d'acquisition et les options sont soumises à une période de blocage de trois ans. Les options sur actions permettent à leur bénéficiaire d'acquérir un nombre donné d'actions Umicore à un prix déterminé (le prix d'exercice), dans un délai défini.

#### PENSION ET AUTRES AVANTAGES

Les plans de pension comprennent à la fois des plans à cotisations définies et à prestations définies (coût des services). Les autres avantages incluent les frais de représentation, les avantages en nature (voiture de société) et les avantages en matière d'assurances.

#### RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

##### RÉMUNÉRATION FIXE

La rémunération fixe des membres du comité de direction est revue chaque année par le comité de nomination et de rémunération. La rémunération fixe peut différer pour chaque membre du comité de direction, en fonction de critères comme l'expérience et les responsabilités.

#### SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION VARIABLE – RÉTRIBUTION EN ESPÈCES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

Umicore a adopté un régime de rémunération variable en espèces qui entend faire en sorte que tous les membres du comité de direction soient rétribués en fonction de leurs performances individuelles annuelles ainsi que des résultats globaux du groupe Umicore. Tous les membres du comité de direction ont droit au même potentiel de rémunération annuelle variable en espèces s'élevant actuellement à € 300.000, dont la moitié est octroyée sous la forme d'un paiement non différé basé sur la performance individuelle annuelle (en ce compris le respect des valeurs du groupe, la performance environnementale et sociale).

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration du 9 février 2017 a approuvé un nouveau concept de rémunération variable différée applicable à partir des paiements effectués en 2018. Le nouveau concept vise à récompenser en fonction de la qualité des résultats (critère du ROCE au niveau du groupe) et de stimuler la croissance (critère de la croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe).

Il a été convenu que le critère actuel du ROCE au niveau du groupe pour la rémunération variable différée sera maintenu et qu'un ajustement vers le haut ou une variable supplémentaire sera pris(e) en compte en fonction de la croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe. Le plan de rémunération variable différée incluant la variable supplémentaire sera mesuré collectivement pour les membres du comité de direction.

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée sur le critère de rentabilité du groupe, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), tel que publié dans le rapport annuel. Le paiement différé est effectué sur plusieurs années. La première moitié est payée après deux ans, sur base de la moyenne de deux ans du ROCE. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= versement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage du ROCE se situe entre le seuil minimum et l'objectif maximum, le montant à verser est calculé au prorata.

La variable supplémentaire, basée sur la rémunération variable cible, plus spécifiquement € 150.000 en ce qui concerne les membres du comité de direction (variable cible d'€ 75.000 sur une période de deux ans et d'€ 75.000 sur une période de trois ans) sera fixée en ajoutant à la variable cible un pourcentage égal à deux fois la moyenne du pourcentage de croissance de l'EBIT récurrent au niveau du groupe sur respectivement les deux dernières années et les trois dernières années. Un seuil de 2% de moyenne de croissance de l'EBIT récurrent sera appliqué, ce qui veut dire qu'aucun ajustement n'aura lieu en cas de croissance de l'EBIT récurrent inférieure à 2%.

Dans l'hypothèse d'un changement structurel pertinent, le comité de nomination et de rémunération se réserve le droit de revoir et, au besoin, d'ajuster la rémunération variable.

Au début de chaque année de référence, le CEO fixe les objectifs individuels annuels de chaque membre du comité de direction sur la base de ses domaines de responsabilité. Les objectifs individuels annuels sont spécifiques, mesurables, acceptés, réalistes, définis dans le temps et tiennent compte de la performance financière globale annuelle du groupe, de la réalisation des objectifs stratégiques ainsi que des objectifs de développement durable du groupe et du respect de ses valeurs. Les critères financiers incluent le ROCE, l'EBIT récurrent et l'EBITDA avec le budget et l'évolution d'année en année comme références. Les objectifs d'ordre stratégique et en matière de durabilité sont liés à l'Horizon 2020 couvrant la performance économique, la chaîne de valeur et société, l'éco-efficacité et entreprise où il fait bon travailler.

La performance annuelle de chaque membre du comité de direction est initialement évaluée par le CEO. Les résultats des évaluations et les propositions de rémunération variable en espèces sont présentés par le CEO au comité de nomination et de rémunération avant d'être approuvés par le conseil d'administration.

Aucune disposition quelconque n'autorise la Société à recouvrir quelque partie de la rémunération variable des membres du comité de direction.



## RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

### INTÉRESSEMENTS LIÉS AUX ACTIONS (OCTROI D' ACTIONS ET OPTIONS SUR ACTIONS)

Des actions Umicore sont octroyées aux membres du comité de direction sur décision discrétionnaire du conseil d'administration en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées à chaque membre du comité de direction pour l'année 2017 s'élève à 7.400 (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles actions en date du 16 octobre 2017). Ces actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Des options sur actions sont octroyées aux membres du comité de direction dans le cadre de plans d'intéressement annuels approuvés par le conseil d'administration. Le nombre d'options sur actions attribuées à chaque membre du comité de direction en 2017 s'élève à 35.000 (sur base de la division de chaque action existante en 2 nouvelles actions en date du 16 octobre 2017). Il n'y a pas de période d'acquisition et les options sont soumises à une période de blocage de trois ans. Les options sur actions permettent à leur bénéficiaire d'acquérir un nombre donné d'actions Umicore à un prix déterminé (le prix d'exercice), dans un délai défini.

### PENSION ET AUTRES AVANTAGES

Les plans de pension comprennent à la fois des plans à cotisations définies et à prestations définies (coût des services). Les autres avantages incluent les frais de représentation, les voitures de société et avantages en matière d'assurances.

### TOTAL DE LA RÉMUNÉRATION RÉMUNÉRATION DU CEO ET DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION POUR 2017

Le tableau ci-dessous détaille toutes les composantes de la rémunération perçue par le CEO et les membres du comité de direction pour l'exercice visé :

(EN €)		CEO	COMITÉ DE DIRECTION (GLOBALEMENT)
Statut		Indépendant	
<b>Délai de conversion en cash</b>			
Année en cours	Rémunération fixe	680.000	2.435.000
15 mois	Variable non différée 50% (année de référence 2017)	220.000	790.000
27 mois	Variable différée 25% (année de référence 2016)	130.950	436.500
39 mois	Variable différée 25% (année de référence 2015)	133.650	408.375
3 ans	Actions	425.360	1.815.960
3 à 7 ans	Options sur actions	583.500	816.900
Plans de pension	Plan à cotisations définies	47.600	139.919
	Plan à prestations définies (coût des services)	123.808	595.018
Autres avantages	Frais de représentation, avantage en nature voiture de société, avantages assurances	46.223	141.735
<b>Total</b>		<b>2.391.091</b>	<b>7.579.407</b>

## G14 TRANSACTIONS ET DÉTENTION D' ACTIONS ET D' OPTIONS SUR ACTIONS EN 2017

### TRANSACTIONS ET DÉTENTION D' OPTIONS SUR ACTIONS DU COMITÉ DE DIRECTION EN 2017\*

	OPTIONS DÉTENUES AU 31/12/2016	OPTIONS OCTROYÉES EN 2017	NOMBRE D'OPTIONS EXERCÉES EN 2017	PRIX MOYEN D'EXERCICE (EN EUROS)	ANNÉE D'OCTROI DES OPTIONS EXERCÉES	NOMBRE D'OPTION EXPIRÉES	OPTIONS DÉTENUES AU 31/12/2017**
Marc Grynberg	930.000	150.000	330.000	18,410	2011 / 2012	0	750.000
Stephan Csoma	105.000	35.000	0	-	-	0	140.000
Denis Goffaux	140.000	35.000	35.000	18,187	2013	0	140.000
Géraldine Nolens**	71.000	35.000	12.000	18,187	2013	0	94.000
Filip Platteeuw	105.000	35.000	12.000	16,143	2014	0	128.000
Pascal Reymondet	105.000	35.000	35.000	16,143	2014	0	105.000
Marc Van Sande	140.000	35.000	70.000	17,165	2013 / 2014	0	105.000

\* Le nombre d'options et le prix d'exercice tiennent compte de la division de l'action du 16 octobre 2017.

\*\* Ces options peuvent être exercées à des prix d'exercice situés entre € 19,035 et € 25,500 (valeur après la division de l'action du 16 octobre 2017)

Les détails des options exercées ou autres opérations sur actions du comité de direction ou des membres du conseil d'administration sont disponibles sur le site de la FSMA.

### DÉTENTION D' ACTIONS DU COMITÉ DE DIRECTION EN 2017

	ACTIONS DÉTENUES AU 31/12/2016	ACTIONS DÉTENUES AU 31/12/2017
Marc Grynberg	630.400	767.600
Stephan Csoma	21.800	29.200
Denis Goffaux	37.800	42.200
Géraldine Nolens	4.700	12.100
Filip Platteeuw	22.800	30.200
Pascal Reymondet	50.300	57.700
Marc Van Sande	38.800	46.200
<b>Total</b>	<b>806.600</b>	<b>985.200</b>

### DÉTENTION D' ACTIONS DU CONSEIL D' ADMINISTRATION EN 2017

	ACTIONS DÉTENUES AU 31/12/2016	ACTIONS DÉTENUES AU 31/12/2017
Thomas Leysen	909.840	883.960
Liat Ben-Zur	-	688
Françoise Chombar	6.684	1.684
Mark Garrett	1.666	2.666
Colin Hall	-	-
Ines Kolmsee	4.610	5.610
Gérard Lamarche	-	3.000
Eric Meurice	1.666	2.666
Rudi Thomaes	5.410	4.400
<b>Total</b>	<b>929.876</b>	<b>904.674</b>

## RELATIONS CONTRACTUELLES

### CONTRAT ENTRE UMICORE ET MARC GRYNBERG, CEO

Compte tenu de l'ancienneté de Marc Grynberg au sein du groupe Umicore, le conseil d'administration a pris les décisions suivantes en 2008 :

- En cas de résiliation du contrat par Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de son salaire annuel de base lui sera versée.
- Une indemnité totale équivalant à trois ans du salaire de base annuel sera versée au CEO en guise d'indemnité minimale s'il est mis un terme à son mandat dans un délai de 12 mois suivant une prise de contrôle à la suite d'une offre d'achat (non cumulable avec la disposition précédente).
- Le conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

### ENGAGEMENT ENTRE UMICORE ET LES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

En vertu d'une décision du conseil d'administration prise en 2007, s'il est mis un terme au mandat d'un membre du comité de direction dans un délai de douze mois suivant une prise de contrôle de la Société, le membre concerné peut prétendre à une indemnité totale équivalant à 36 mois du salaire de base annuel. Cette disposition s'applique uniquement pour Pascal Reymondet et Marc Van Sande qui étaient membres du comité de direction à la date de cette décision du conseil d'administration.

### DISPOSITIONS INDIVIDUELLES EN CAS DE RUPTURE DE CONTRAT PAR UMICORE

Denis Goffaux a été nommé membre du comité de direction le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Compte tenu de son ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de sa rémunération fixe annuelle lui sera versée en cas de résiliation de son contrat. Dans le cadre de la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise, le comité de nomination et rémunération a recommandé cette disposition, approuvée par le conseil d'administration le 1<sup>er</sup> juin 2010.

Stephan Csoma et Filip Platteeuw ont été nommés membres du comité de direction le 1<sup>er</sup> novembre 2012. Compte tenu de leur ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de leur rémunération fixe annuelle leur sera versée en cas de résiliation de leur contrat. Conformément à la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise, le comité de nomination et rémunération a approuvé cette disposition le 18 septembre 2012 sous réserve d'objections du conseil d'administration qui n'ont pas été formulées.

Géraldine Nolens a été nommée membre du comité de direction le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Compte tenu de son ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de sa rémunération fixe annuelle lui sera versée en cas de résiliation de son contrat. Conformément à la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise, le comité de nomination et rémunération a recommandé cette disposition, approuvée par le conseil d'administration le 28 avril 2015.

Le conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces de tous les membres précités du comité de direction est censée faire partie de l'indemnité finale.

Le contrat de Marc Van Sande a été signé avant l'entrée en vigueur de la loi belge du 6 avril 2010 relative à la gouvernance d'entreprise. En cas de résiliation de son contrat l'indemnité est calculée en fonction de l'âge, de l'ancienneté au sein du groupe Umicore et de l'ensemble des rémunérations et avantages.

Pascal Reymondet a un contrat de travail allemand signé le 1<sup>er</sup> mars 1989. Il n'existe aucune disposition contractuelle en cas de résiliation. Le droit allemand sera d'application.

## G15 MODIFICATION RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DEPUIS LA FIN DE L'ANNÉE 2017

### RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS NON EXÉCUTIFS

Après examen de la rémunération globale des membres du conseil d'administration et de chaque composante de la rémunération, le comité de nomination et de rémunération a conclu que la rémunération était appropriée, à l'exception des émoluments fixes du président du conseil d'administration, laquelle est largement en dessous du niveau des entreprises européennes comparables. Le comité de nomination et de rémunération a proposé au conseil d'augmenter les émoluments fixes annuels du président du conseil d'€ 20.000 pour les porter à € 60.000.

Le conseil d'administration du 8 février 2018 a suivi cette recommandation et a décidé de la soumettre à l'approbation des actionnaires.

### RÉMUNÉRATION DU CEO

Le comité de nomination et de rémunération du 7 février 2018 a revu la rémunération du CEO et des membres du comité de direction sur base d'une étude comparative avec des entreprises européennes de taille similaire et de l'indice BEL 20.

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration du 8 février 2018 a décidé d'augmenter la rémunération fixe annuelle du CEO de € 20.000 en la portant à € 700.000 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de nomination et de rémunération du 7 février 2018 a revu la rémunération des membres du comité de direction.

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration du 8 février 2018 a décidé d'augmenter la rémunération fixe annuelle des membres du comité de direction, de manière limitée en ce qui concerne quatre membres et de manière plus significative concernant deux membres, l'augmentation totale s'élevant à 5,5% de la rémunération globale.

### RÉMUNÉRATION VARIABLE DIFFÉRÉE DU CEO ET DES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de nomination et de rémunération a discuté des modalités de la rémunération variable différée du CEO et des membres du comité de direction. Sur proposition du comité de nomination et de rémunération le conseil d'administration du 8 février 2018 a décidé d'appliquer une période différée d'au moins trois ans, applicable à partir de l'année de référence 2017. Il y aura dès lors une variable différée sur trois ans, au lieu de la pratique antérieure consistant en un paiement de 50% après deux ans et de 50% après trois ans.

Le conseil d'administration a également décidé de maintenir la variable supplémentaire basée sur la moyenne de croissance de l'EBIT récurrent, mais d'appliquer à partir de l'année de référence 2017 un seuil minimum de 10% de moyenne de croissance de l'EBIT récurrent au lieu de 2%. Il n'y aura dès lors pas de variable différée supplémentaire en cas de moyenne de croissance de l'EBIT récurrent inférieure à 10% sur trois ans

# RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

## Rapport d'activité économique

### GROUPE

#### CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros sauf mention contraire)

	ANNEXE	2013	2014	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires*		9.819,3	8.828,5	10.441,9	11.085,9	12.277,2
Revenus (hors métal)		2.363,4	2.366,5	2.629,0	2.667,5	2.915,6
EBITDA récurrent	F9	462,6	442,2	504,7	526,8	599,3
EBIT récurrent	F9	304,0	273,7	330,3	350,7	410,3
dont sociétés associées	F9	11,8	28,3	14,3	18,3	29,6
EBIT non récurrent	F9	(43,4)	(21,6)	(74,9)	(110,2)	(46,2)
Effet IAS 39 sur l'EBIT	F9	(0,5)	(2,7)	(2,7)	(9,0)	(20,7)
EBIT total	F9	260,0	249,3	252,7	231,6	343,3
Marge opérationnelle récurrente (en %)		12,4	10,4	12,0	12,5	13,1
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	F31	13,6	12,2	13,7	14,6	15,1
Taux d'imposition récurrent (en %)	F13	21,3	21,8	21,4	25,1	25,7
Résultat net récurrent, part du Groupe	F9	218,0	193,1	246,0	232,9	266,8
Résultat des activités non continuées, part du Groupe		0,0	14,4	16,4	(50,3)	(2,9)
Résultat net, part du Groupe	F9	179,0	170,6	169,2	130,7	211,9
Frais de recherche & développement	F9	140,6	143,3	144,5	155,9	175,2
Investissements	F34	279,6	202,4	240,3	287,3	365,3
Cash-flow net avant financement	F34	185,9	139,9	119,0	141,9	(381,0)
Total des actifs des activités continuées, fin de période		3.512,3	3.851,4	4.030,1	4.145,7	5.115,7
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		1.677,1	1.704,6	1.731,6	1.789,6	1.803,0
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	F24	215,0	298,3	321,3	296,3	839,9
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (en %)	F24	11,1	14,6	15,3	13,8	31,1
Dettes nettes moyennes/EBITDA récurrent (en %)		44,2	51,9	61,8	57,6	93,8
Capitaux engagés, fin de période	F31	2.233,6	2.335,3	2.414,5	2.397,4	3.003,5
Capitaux engagés, moyenne	F31	2.241,3	2.240,1	2.402,2	2.398,7	2.710,0

\* y compris l'élimination des transactions entre activités continuées et non-continuées

#### DONNÉES PAR ACTION

(en euros/action)

	ANNEXE	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Bénéfice par action</b>						
Bénéfice par action récurrent	F39	0,98	0,89	1,13	1,07	1,22
Bénéfice par action, de base	F39	0,80	0,79	0,78	0,60	0,97
Bénéfice par action, dilué	F39	0,80	0,79	0,78	0,60	0,96
Dividende brut		0,50	0,50	0,60	0,65	0,70
Cash-flow net avant financement, de base	F34	0,84	0,65	0,55	0,65	(1,74)
Total des actifs des activités continuées, fin de période		16,00	17,82	18,65	18,96	23,31
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		7,64	7,89	8,01	8,18	8,21
<b>Cours de l'action</b>						
Plafond		21,06	19,11	22,78	29,36	39,88
Plancher		15,77	15,21	15,91	16,19	24,28
Moyen		17,86	17,16	19,56	23,89	31,45
Clôture		16,98	16,66	19,34	27,08	39,46

Tous les indicateurs clés du Groupe incluent les activités non-continuées, sauf mention contraire. En 2016, Zinc Chemicals a contribué pendant 6 mois et Building Products jusqu'à la fin septembre 2017 aux indicateurs clés des activités non-continuées, sauf mention contraire.

Le 16 octobre 2017, chaque action d'Umicore a été scindée en deux actions nouvelles. Par conséquent, à dater de ce jour, le capital d'Umicore sera représenté par 224.000.000 d'actions entièrement libérées, sans valeur nominale et représentant chacune 1/224.000.000 du capital. Les données ont été adaptées en conséquence.

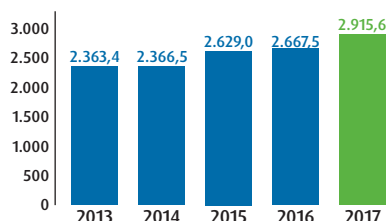
## RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

## NOMBRE D' ACTIONS

	ANNEXE	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Nombre total d'actions émises, fin de période</b>	F39	240.000.000	224.000.000	224.000.000	224.000.000	224.000.000
dont actions en circulation	F39	219.542.678	216.171.456	216.144.932	218.653.700	219.494.433
dont actions propres	F39	20.457.322	7.828.544	7.855.068	5.346.300	4.505.567
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, de base	F39	222.514.518	216.124.170	216.890.256	217.775.656	219.079.587
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, dilué	F39	223.466.330	216.903.694	217.854.490	219.370.320	221.148.890

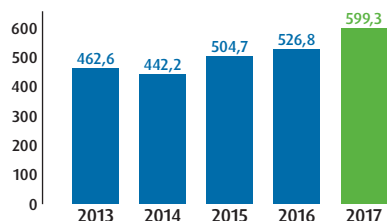
## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



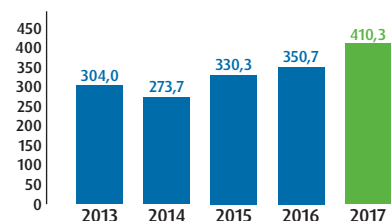
## EBITDA RÉCURRENT

Millions d'euros



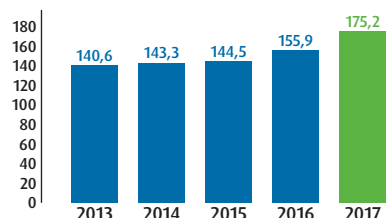
## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



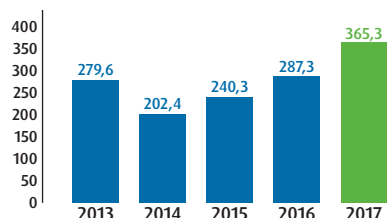
## FRAIS DE R&amp;D

Millions d'euros



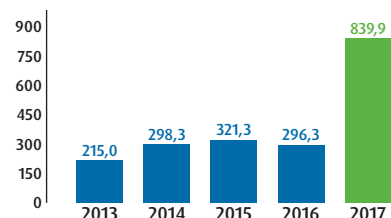
## INVESTISSEMENTS

Millions d'euros



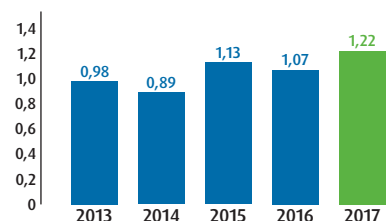
## DETTES FINANCIÈRES NETTES

Millions d'euros



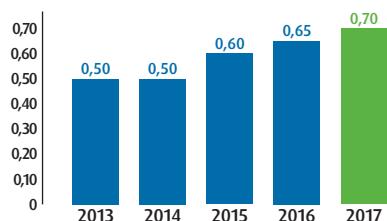
## BÉNÉFICE PAR ACTION RÉCURRENT

Euros



## DIVIDENDE BRUT

Euros



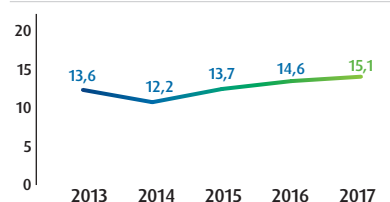
## COURS DE L'ACTION

Euros



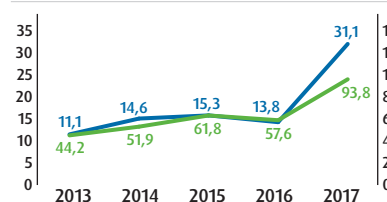
## RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



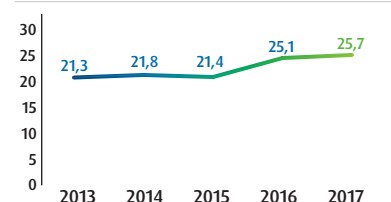
## RATIO D'ENDETTEMENT &amp; DETTE NETTE MOYENNE/EBITDA RÉCURRENT

%



## TAUX D'IMPOSITION RÉCURRENT

%



— Ratio d'endettement des activités continues, fin de période  
 — Dette nette moyenne / EBITDA récurrent

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

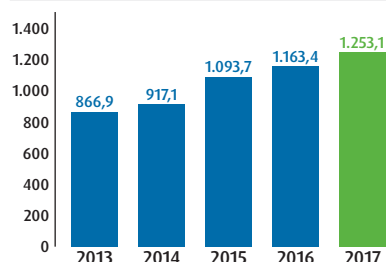
## CATALYSIS

(en millions d'euros sauf mention contraire)

	2013	2014	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires total	2.020,2	2.181,3	2.749,3	2.779,1	3.090,6
Revenus totaux (hors métal)	866,9	917,1	1.093,7	1.163,4	1.253,1
EBITDA récurrent	112,8	124,9	172,3	203,4	224,4
EBIT récurrent	73,3	82,6	124,2	152,5	165,5
dont sociétés associées	2,5	7,0	8,8	9,2	0,4
EBIT total	73,7	79,9	115,9	125,6	161,2
Marge opérationnelle récurrente (en %)	8,2	8,2	10,6	12,3	13,2
Frais de recherche & développement	82,0	83,2	91,1	102,0	119,8
Investissements	84,4	59,8	78,7	46,5	45,0
Capitaux engagés, fin de période	809,5	851,4	968,2	911,2	1.149,6
Capitaux engagés, moyenne	804,6	811,4	929,6	917,7	1.014,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	9,1	10,2	13,4	16,6	16,3
Effectifs, fin de période (entreprises globalement consolidées)	2.173	2.290	2.443	2.464	2.952
Effectifs, fin de période (entreprises associées)	167	167	168	177	-

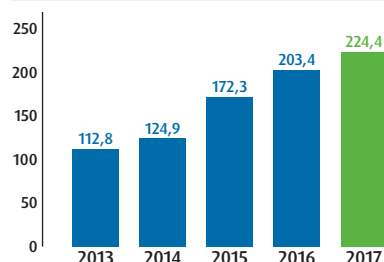
## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



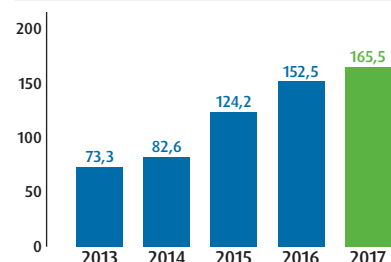
## EBITDA RÉCURRENT

Millions d'euros



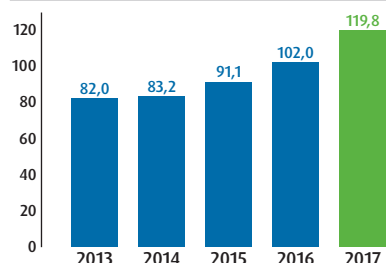
## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



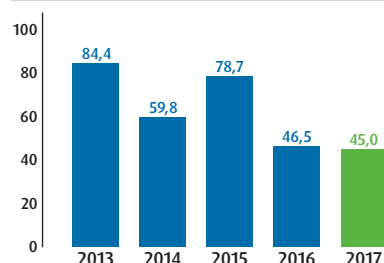
## FRAIS DE R&amp;D

Millions d'euros

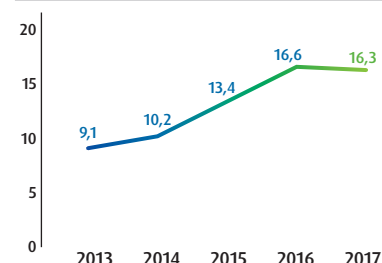


## INVESTISSEMENTS

Millions d'euros

RENDEMENT DES CAPITAUX  
ENGAGÉS (ROCE)

%



## RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

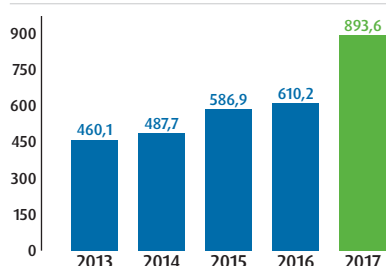
## ENERGY &amp; SURFACE TECHNOLOGIES

(en millions d'euros sauf mention contraire)

	2013	2014	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires total	1.132,3	1.191,6	1.475,1	1.469,0	2.392,4
Revenus totaux (hors métal)	460,1	487,7	586,9	610,2	893,6
EBITDA récurrent	72,1	90,4	112,6	131,6	197,7
EBIT récurrent	40,0	54,1	70,2	81,7	140,7
dont sociétés associées	2,7	4,7	(3,5)	1,0	10,5
EBIT total	36,6	53,4	37,3	74,2	109,7
Marge opérationnelle récurrente (en %)	8,1	10,1	12,6	13,2	14,6
Frais de recherche & développement	18,6	19,9	20,3	20,2	30,4
Investissements	65,6	46,6	42,5	144,3	225,5
Capitaux engagés, fin de période	502,8	618,6	633,4	752,0	1.205,8
Capitaux engagés, moyenne	512,5	535,8	640,0	695,3	977,9
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	7,8	10,1	11,0	11,7	14,4
Effectifs, fin de période (entreprises globalement consolidées)	2.061	2.181	2.258	2.357	2.716
Effectifs, fin de période (entreprises associées)	1.056	930	936	847	917

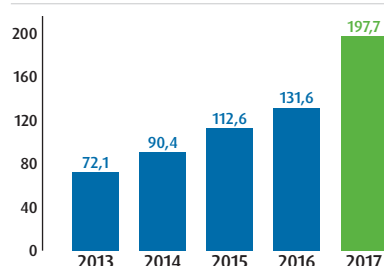
## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



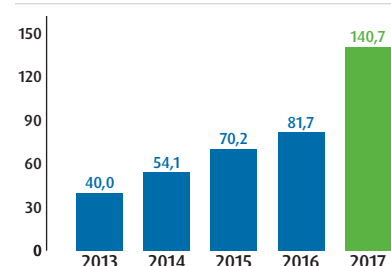
## EBITDA RÉCURRENT

Millions d'euros



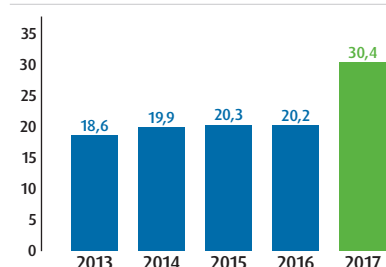
## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



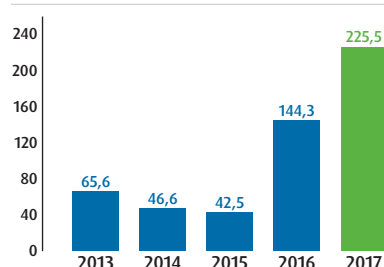
## FRAIS DE R&amp;D

Millions d'euros

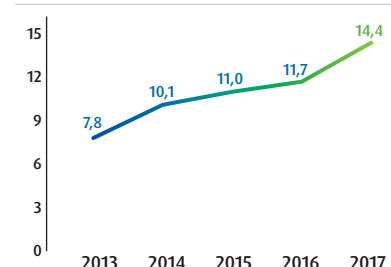


## INVESTISSEMENTS

Millions d'euros

RENDEMENT DES CAPITAUX  
ENGAGÉS (ROCE)

%





## RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

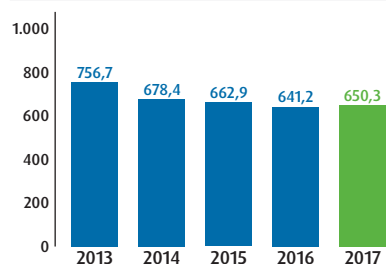
## RECYCLING

(en millions d'euros sauf mention contraire)

	2013	2014	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires total	6.603,4	5.326,2	6.252,1	6.886,4	7.326,7
Revenus totaux (hors métal)	756,7	678,4	662,9	641,2	650,3
EBITDA récurrent	278,3	208,7	204,3	187,2	188,9
EBIT récurrent	220,5	148,6	141,5	124,9	127,9
EBIT total	220,5	141,2	132,5	115,5	121,3
Marge opérationnelle récurrente (en %)	29,2	21,9	21,3	19,5	19,7
Frais de recherche & développement	23,7	24,3	21,2	23,0	18,6
Investissements	93,7	63,8	83,0	72,3	79,5
Capitaux engagés, fin de période	520,5	411,7	465,9	498,1	474,5
Capitaux engagés, moyenne	496,1	472,6	460,2	474,5	494,9
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	44,4	31,4	30,7	26,3	25,8
Effectifs, fin de période (entreprises globalement consolidées)	3.304	3.302	3.211	3.170	3.092

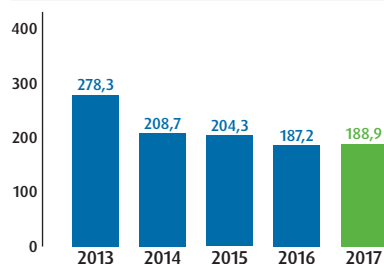
## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



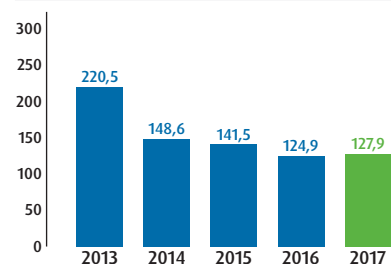
## EBITDA RÉCURRENT

Millions d'euros



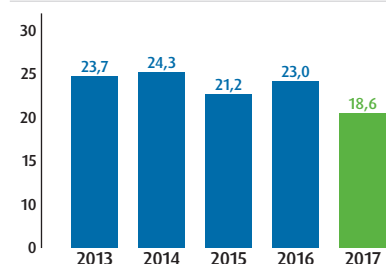
## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



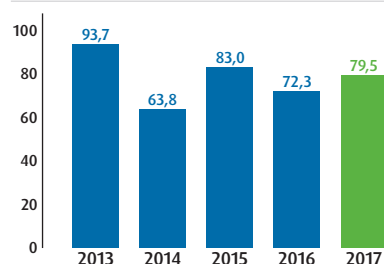
## FRAIS DE R&amp;D

Millions d'euros

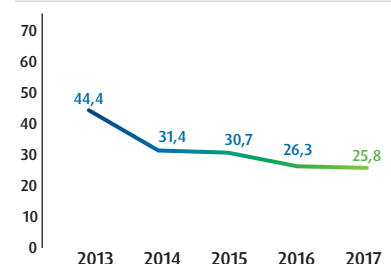


## INVESTISSEMENTS

Millions d'euros

RENDEMENT DES CAPITAUX  
ENGAGÉS (ROCE)

%



## RAPPORT D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

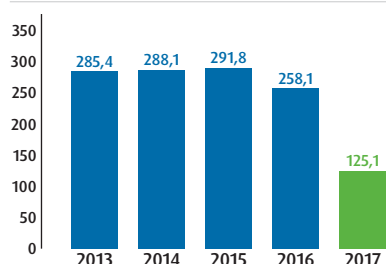
## ACTIVITÉS NON CONTINUÉES

(en millions d'euros sauf mention contraire)

	2013	2014	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires total	647,4	709,0	744,7	652,6	330,4
Revenus totaux (hors métal)	285,4	288,1	291,8	258,1	125,1
EBITDA récurrent	28,3	36,9	39,6	30,7	12,4
EBIT récurrent	9,8	19,1	31,0	30,6	12,4
dont sociétés associées	0,4	1,3	0,7	0,9	0,9
EBIT total	(6,8)	19,7	19,6	(34,2)	1,6
Marge opérationnelle récurrente (en %)	3,3	6,2	10,4	11,5	9,2
Frais de recherche & développement	3,0	3,4	3,0	3,1	1,6
Investissements	21,5	21,3	27,5	14,5	3,3
Capitaux engagés, fin de période	231,2	264,2	199,3	99,2	0,0
Capitaux engagés, moyenne	244,4	251,2	207,6	153,1	71,0
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	4,0	7,6	14,9	20,0	17,5
Effectifs, fin de période (entreprises globalement consolidées)	1.545	1.505	1.517	946	-
Effectifs, fin de période (entreprises associées)	502	501	508	420	-

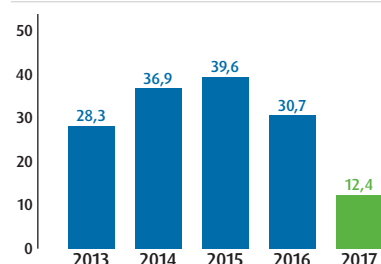
## REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



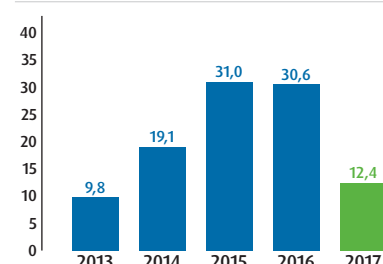
## EBITDA RÉCURRENT

Millions d'euros



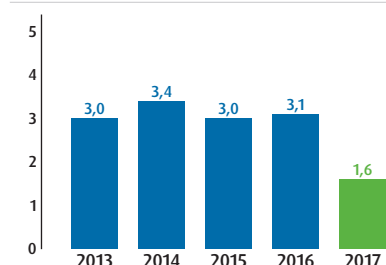
## EBIT RÉCURRENT

Millions d'euros



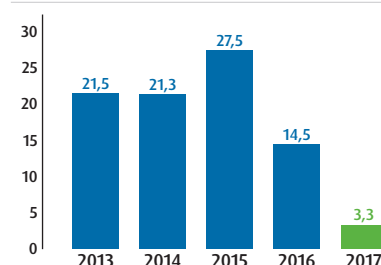
## FRAIS DE R&amp;D

Millions d'euros



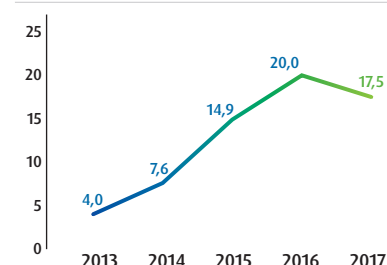
## INVESTISSEMENTS

Millions d'euros



## RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



## ÉTATS FINANCIERS

# Table des matières

### Comptes consolidés

Compte de résultats consolidé	96
État consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres	97
Bilan consolidé	98
État consolidé de l'évolution des capitaux propres	99
Tableau de financement consolidé	100

### Annexes aux comptes consolidés

F1 Base de la préparation	101
F2 Principes comptables	101
F3 Gestion des risques financiers	112
F4 Hypothèses clés et estimations comptables	114
F5 Entreprises du Groupe	116
F6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	118
F7 Information sectorielle	119
F8 Regroupements d'entreprises	124
F9 Résultat d'exploitation	125
F10 Rémunérations et avantages sociaux	127
F11 Coûts financiers nets	129
F12 Produits des investissements financiers	129
F13 Impôts sur le résultat	130
F14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill	131
F15 Goodwill	132
F16 Immobilisations corporelles	133
F17 Participations mises en équivalence	134
F18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	135
F19 Stocks	136
F20 Créances commerciales et autres créances	136
F21 Impôts différés	137
F22 Liquidités et quasi-liquidités	139
F23 Écarts de conversion et autres réserves	140
F24 Dettes financières	141
F25 Dettes commerciales et autres dettes	143
F26 Liquidité des dettes financières	144
F27 Provisions pour avantages sociaux	146
F28 Plans d'options sur actions accordés par la société	153
F29 Provisions environnementales	154
F30 Provisions pour autres risques et charges	155

F31 Capitaux engagés	156
F32 Instruments financiers par catégorie	157
F33 Juste valeur des instruments financiers	161
F34 Annexes au tableau de financement consolidé	164
F35 Droits et engagements	166
F36 Passifs latents	167
F37 Parties liées	167
F38 Événements importants survenus après la clôture	168
F39 Bénéfice par action	169
F40 Évolution des normes IFRS	169
F41 Rémunération du commissaire réviseur	170
F42 Activités non-continuées	170

### Comptes annuels abrégés de la société mère **173**

### Déclaration de responsabilité de la direction **176**

## ÉTATS FINANCIERS

# Comptes consolidés

### COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
Chiffre d'affaires	F9	10.443.541	11.947.264
Autres produits d'exploitation	F9	59.813	71.965
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>10.503.354</b>	<b>12.019.229</b>
Approvisionnements et matières premières	F9	(9.040.437)	(10.324.428)
Rémunérations et avantages sociaux	F10	(636.071)	(700.706)
Amortissements et réductions de valeur	F9	(192.278)	(203.703)
Autres charges d'exploitation	F9	(379.664)	(470.015)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(10.248.451)</b>	<b>(11.698.853)</b>
Produits / pertes des investissements financiers	F12	(5.937)	(8.286)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>248.966</b>	<b>312.090</b>
Produits financiers	F11	4.829	4.354
Charges financières	F11	(19.962)	(34.813)
Résultat de change	F11	(2.535)	(6.864)
Résultat des sociétés mises en équivalence	F17	16.786	29.555
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>248.084</b>	<b>304.322</b>
Impôts sur le résultat	F13	(56.420)	(75.178)
Résultat des activités continuées		191.663	229.143
Résultat des activités non-continuées(*)	F42	(50.303)	(2.893)
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>141.360</b>	<b>226.251</b>
dont part des minoritaires		10.636	14.308
dont part du Groupe		130.724	211.943
<b>Euros</b>			
Bénéfice par action, de base, pour activités continuées	F39	0,83	0,98
Bénéfice par action, de base, total	F39	0,60	0,97
Bénéfice par action, dilué, pour activités continuées	F39	0,83	0,97
Bénéfice par action, dilué, total	F39	0,60	0,96
Dividende par action		0,65	0,70

(\*) Attribuable aux actionnaires de ces sociétés.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
<b>Résultat des activités continuées</b>		<b>191.663</b>	<b>229.143</b>
<b>Autres éléments du résultat global non reclassifiables par le résultat</b>			
Mouvements des avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles		(27.638)	6.464
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		6.018	(4.167)
<b>Autres éléments du résultat global potentiellement reclassifiables par le résultat</b>			
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles		111	3.738
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		35.991	15.278
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		(10.483)	(2.286)
Mouvements des écarts de conversion		30.226	(83.661)
<b>Autres éléments du résultat global des activités continuées</b>	F23	<b>34.225</b>	<b>(64.635)</b>
Résultat global provenant d'activités non-continuées		(55.378)	(3.421)
<b>Résultat global de la période</b>		<b>170.510</b>	<b>161.087</b>
dont part du Groupe		158.249	148.903
dont part des minoritaires		12.261	12.184

Les impôts différés reconnus directement en capitaux propres sont dus aux réserves pour couvertures stratégiques pour € (2,3) millions et aux avantages postérieurs à l'emploi pour € (4,2) millions.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**BILAN CONSOLIDÉ**

Milliers d'euros	ANNEXES	31/12/2016	31/12/2017
<b>Actifs long terme</b>		<b>1.727.409</b>	<b>1.945.675</b>
Immobilisations incorporelles	F14, F15	305.340	328.808
Immobilisations corporelles	F16	1.070.403	1.301.411
Participations mises en équivalence	F17	195.332	153.008
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	26.414	22.331
Prêts octroyés	F18	1.201	11.285
Créances commerciales et autres créances	F20	11.114	14.146
Impôts différés actifs	F21	117.605	114.686
<b>Actifs court terme</b>		<b>2.164.857</b>	<b>3.169.985</b>
Prêts octroyés	F18	14.787	1.750
Stocks	F19	1.188.822	1.628.423
Créances commerciales et autres créances	F20	844.271	1.335.661
Impôts à récupérer		32.517	36.036
Liquidités et quasi-liquidités	F22	84.460	168.115
<b>Actifs des activités non-continuées</b>	F42	<b>253.484</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>4.145.751</b>	<b>5.115.661</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>1.848.045</b>	<b>1.862.637</b>
<b>Capitaux propres – Part du Groupe</b>		<b>1.829.014</b>	<b>1.803.034</b>
Capital et primes d'émission		502.862	502.862
Résultats reportés et réserves		1.559.969	1.584.442
Ecart de conversion et autres réserves	F23	(144.200)	(202.517)
Actions détenues en propre		(89.616)	(81.754)
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>58.446</b>	<b>59.603</b>
<b>Eléments de résultat global des activités non-continuées</b>		<b>(39.417)</b>	<b>-</b>
<b>Passifs long terme</b>		<b>491.290</b>	<b>1.168.752</b>
Provisions pour avantages sociaux	F27	337.907	342.813
Dettes financières	F24	24.394	694.104
Dettes commerciales et autres dettes	F25	41.656	40.442
Impôts différés passifs	F21	6.924	3.540
Provisions	F29, F30	80.409	87.853
<b>Passifs court terme</b>		<b>1.661.512</b>	<b>2.084.272</b>
Dettes financières	F24	400.786	313.868
Dettes commerciales et autres dettes	F25	1.161.371	1.639.817
Impôts à payer		57.666	62.830
Provisions	F29, F30	41.690	67.759
<b>Passifs des activités non-continuées</b>	F42	<b>144.908</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4.145.751</b>	<b>5.115.661</b>

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	CAPITAL & PRIMES D'ÉMISSION	RÉSULTATS REPORTÉS	ECARTS DE CONVERSION & AUTRES RÉSERVES	ACTION DÉTENUES EN PROPRE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	ELÉMENTS DE RÉSULTAT GLOBAL DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES	TOTAL DES FONDS PROPRES
<b>Solde à la fin de la période 2016</b>	<b>502.862</b>	<b>1.501.290</b>	<b>(175.518)</b>	<b>(129.913)</b>	<b>52.577</b>	<b>1.751.299</b>	<b>33.671</b>	<b>1.784.970</b>
Résultat de la période	-	181.203	-	-	10.460	191.663	(50.303)	141.360
Autres éléments du résultat global	-	-	32.513	-	1.712	34.225	(5.075)	29.150
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>181.203</b>	<b>32.513</b>	<b>-</b>	<b>12.172</b>	<b>225.888</b>	<b>(55.378)</b>	<b>170.510</b>
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	3.820	-	-	3.820	-	3.820
Dividendes	-	(141.769)	-	-	(4.747)	(146.515)	-	(146.515)
Transferts	-	6.839	(9.094)	2.255	-	-	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	38.041	-	38.041	-	38.041
Variation de périmètre	-	12.405	4.079	-	(1.557)	14.927	(17.708)	(2.781)
<b>Solde à la fin de la période 2016</b>	<b>502.862</b>	<b>1.559.971</b>	<b>(144.200)</b>	<b>(89.616)</b>	<b>58.446</b>	<b>1.887.463</b>	<b>(39.417)</b>	<b>1.848.047</b>
Résultat de la période	-	214.836	-	-	14.308	229.144	(2.893)	226.251
Autres éléments du résultat global	-	-	(62.511)	-	(2.124)	(64.635)	(528)	(65.163)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>214.836</b>	<b>(62.511)</b>	<b>-</b>	<b>12.184</b>	<b>164.509</b>	<b>(3.421)</b>	<b>161.088</b>
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	6.418	-	-	6.418	-	6.418
Dividendes	-	(147.796)	-	-	(5.640)	(153.436)	-	(153.436)
Transferts	-	4.512	(6.402)	1.890	-	-	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	5.972	-	5.972	-	5.972
Variation de périmètre	-	(47.079)	4.178	-	(5.386)	(48.287)	42.837	(5.450)
<b>Solde à la fin de la période 2017</b>	<b>502.862</b>	<b>1.584.442</b>	<b>(202.517)</b>	<b>(81.754)</b>	<b>59.603</b>	<b>1.862.637</b>	<b>-</b>	<b>1.862.637</b>

La réserve légale d'€ 50,0 millions, incluse dans les résultats reportés, n'est pas distribuable.

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Dès lors, le capital social du Groupe au 31 décembre 2017 était composé de 224.000.000 actions sans valeur nominale.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

Milliers d'euros		2016	2017
Résultat des activités continuées		191.664	229.144
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		(16.786)	(29.554)
Ajustement pour transactions non-cash	F34	188.912	190.714
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	F34	66.731	98.274
Variation du besoin en fonds de roulement	F34	13.253	(275.509)
<b>Cash-flow d'exploitation</b>		<b>443.778</b>	<b>213.070</b>
Dividendes reçus		8.517	15.333
Taxes payées durant la période		(65.301)	(74.449)
Subsides perçus		(2.270)	(642)
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION NETTE</b>	F34	<b>384.723</b>	<b>153.313</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	F16	(207.017)	(351.056)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	F14	(80.764)	(25.621)
Acquisition de participations consolidées, net des liquidités acquises	F8	-	(211.508)
Acquisition d'immobilisations financières	F18	(8.554)	(119)
Nouveaux prêts accordés	F18	(13.000)	(9.889)
<b>Sous-total des acquisitions</b>		<b>(309.336)</b>	<b>(598.194)</b>
Cession d'immobilisations corporelles		4.337	5.414
Cession d'immobilisations incorporelles		778	1.438
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		138.604	74.189
Cession d'immobilisations financières		5.491	443
Remboursement de prêts	F18	750	20.033
Transferts internes	F34	(49.261)	-
<b>Sous-total des cessions</b>		<b>100.698</b>	<b>101.516</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT</b>	F34	<b>(208.638)</b>	<b>(496.678)</b>
Changement de capital des minoritaires		-	416
Ventes (achats) d'actions détenues en propre		38.041	5.972
Intérêts reçus		3.258	4.027
Intérêts payés		(9.667)	(18.398)
Nouveaux emprunts et remboursements		6.490	562.072
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		(138.266)	(150.682)
Dividendes versés aux minoritaires		(4.747)	(5.640)
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT</b>	F34	<b>(104.891)</b>	<b>397.768</b>
Impact des variations de change		1.401	13.997
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>72.596</b>	<b>68.400</b>
<b>Situation nette de trésorerie à l'ouverture des activités continuées</b>	F22	<b>66.167</b>	<b>71.275</b>
<b>Impact du financement final pour les sociétés non continuées</b>		<b>(67.488)</b>	<b>16.223</b>
<b>Situation nette de trésorerie à la clôture des activités continuées</b>	F22	<b>71.275</b>	<b>155.898</b>
<b>Trésorerie transférée aux activités non-continuées</b>		<b>45.325</b>	<b>-</b>
dont liquidités et quasi-liquidités		129.785	168.115
dont découverts bancaires		(13.185)	(12.217)

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.



# Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1-51 et 89-176, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2017 a été autorisée par le conseil d'administration d'Umicore le 16 mars 2018. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

## F1 BASE DE LA PRÉPARATION

Le Groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

## F2 PRINCIPES COMPTABLES

### 2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

#### 2.1.1 FILIALES

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) pour lesquelles le groupe détient le contrôle. Le Groupe détient le contrôle lorsque celui-ci est exposé à, ou a droit à, des rendements variables en raison de son implication dans l'entité et a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements. Les filiales sont consolidées par intégration globale dès la date de transfert du contrôle au Groupe. Celles-ci sont déconsolidées dès que le contrôle cesse.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe F5.

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition lors de regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale est la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe. La contrepartie transférée inclut la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnel. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe reconnaît tout intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise au cas par cas, soit à la juste valeur soit à la part proportionnelle de la participation minoritaire des montants comptabilisés des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la valeur comptable à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue de l'acquéreur dans l'entreprise acquise est réévaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition ; les gains ou pertes résultant de cette réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Toute contrepartie éventuelle transférée par le Groupe est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui est un actif ou un passif sont comptabilisées en résultat.

Une contrepartie éventuelle qui est classée en fonds propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

IFRS 5 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités non-continues) ne spécifie pas le traitement relatif à l'élimination des transactions intra-groupe entre les opérations continues et non-continues. Umicore a adopté comme principe comptable de ne pas éliminer les transactions intra-groupe dans le compte de résultats entre les opérations continues et non-continues. En ce qui concerne le bilan cependant, IFRS 10 (Etats financiers consolidés) contourne IFRS 5 et requiert que toutes les transactions intra-groupe soient éliminées, y compris entre les activités continues et non-continues.

#### 2.1.2 MODIFICATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊTS DANS DES FILIALES SANS CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Les transactions avec des intérêts minoritaires qui ne résultent pas en perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions en fonds propres c'est-à-dire comme des transactions avec les propriétaires en leur qualité de propriétaires. La différence entre la juste valeur de la contrepartie payée et la part correspondante acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est enregistrée dans les capitaux propres. Les gains ou pertes sur cessions d'intérêts minoritaires sont également comptabilisés en capitaux propres.

### 2.1.3 CESSION DE FILIALES

Lorsque le Groupe cesse d'avoir le contrôle, toute participation résiduelle est réévaluée à sa juste valeur à la date de la perte du contrôle, avec le changement de la valeur comptable reconnu en résultats. La juste valeur est la valeur comptable initiale pour une comptabilisation future des intérêts résiduels comme société associée, coentreprise ou actif financier. En outre, les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à l'égard de cette entité sont comptabilisés comme si le Groupe avait directement vendu les actifs ou passifs correspondants. Cela pourrait signifier que des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global soient reclassés dans le compte de résultats.

### 2.1.4 ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées concernent toutes les entités sur lesquelles le Groupe a une influence notable mais pas le contrôle. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, l'investissement est initialement reconnu à son coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour reconnaître la part de l'investisseur dans le résultat net de l'entreprise associée après la date d'acquisition. L'investissement du Groupe dans une entreprise associée inclut le goodwill identifié lors de l'acquisition. Si le pourcentage d'intérêt dans une entreprise associée est réduit mais que l'influence notable est maintenue, seule une quote-part des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global est reclassée dans le compte de résultats si approprié. La part du Groupe dans les résultats après acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part des mouvements après acquisition dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'investissement. Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une société associée est égale ou supérieure à sa participation dans l'entreprise associée, y compris les autres créances non garanties, le Groupe ne reconnaît pas d'autres pertes, sauf s'il a contracté des obligations juridiques ou implicites ou effectué des paiements au nom de l'associé. Le groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe une preuve objective que l'investissement dans l'entreprise associée est réduit de valeur. Si c'est le cas, le groupe calcule le montant de la réduction de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable et reconnaît le montant dans la part du Groupe du résultat des sociétés associées dans le compte de résultats.

Les profits et pertes résultant des transactions upstream et downstream entre le Groupe et ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers du groupe que pour la partie des intérêts de l'investisseur indépendants des entreprises associées. Les pertes non réalisées sont éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des entreprises associées ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe. Les gains et pertes de dilution découlant des investissements dans des entreprises associées sont comptabilisés dans le compte de résultats.

### 2.1.5 PARTENARIATS

Le Groupe applique IFRS 11 pour tous ses partenariats. Selon IFRS 11, les partenariats sont classifiés soit en activités communes soit en coentreprises. Le Groupe a évalué la nature de ses partenariats et conclut que ceux-ci sont uniquement des coentreprises. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, les intérêts dans des coentreprises sont initialement comptabilisés au coût et ajustés par après pour reconnaître la part du Groupe dans le résultat après acquisition et les mouvements dans les autres éléments du résultat global.

Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une coentreprise est égale ou supérieure à ses intérêts dans les coentreprises (qui comprend les intérêts à long terme qui, en substance, font partie de l'investissement net du groupe dans les coentreprises), le Groupe ne reconnaît pas de nouvelles pertes, sauf si elle a contracté des obligations ou effectué des paiements au nom des coentreprises. Les gains non réalisés sur les transactions entre le Groupe et ses coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation du groupe dans les coentreprises. Les pertes latentes sont également éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des coentreprises ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe.

### 2.1.6 INFORMATION SECTORIELLE

L'annexe F7 présente l'information sectorielle conformément à IFRS 8. Umicore est organisé en business units.

Les secteurs d'activités sous IFRS 8 chez Umicore sont différenciés selon des facteurs de croissance dans les activités de Catalysis, Energy & Surface Technologies et Recycling.

Le secteur d'activités Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine. Le secteur d'activités Energy & Surface Technologies se focalise sur des produits qui sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce business group proposent un service en boucle fermée aux clients. Le secteur d'activités Recycling traite des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. Les parts minoritaires du Groupe dans Element Six Abrasives et Iqsa font aussi partie de Corporate.

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au conseil d'administration et au comité de direction.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur d'activités incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi que des éléments qui peuvent être raisonnablement alloués à celui-ci. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

## 2.2 COMPTABILITÉ D'INFLATION

Pour l'exercice en cours, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

## 2.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année ;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Écarts de conversion".

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

## 2.4 TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir point 2.21. Instruments de couverture).

## 2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur.

Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Conformément à l'IAS 23, les coûts d'emprunt directement associés à des investissements sont capitalisés avec l'actif concerné. Les coûts d'emprunt qui ne peuvent être liés directement à un investissement sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les installations d'Umicore étant des installations industrielles très complexes et très spécifiques, elles ne possèdent pas de valeur résiduelle de vente en tant qu'équipement isolé. Pour cette raison, les montants d'amortissement sont déterminés en se basant sur une valeur résiduelle en fin de vie nulle.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

Les droits d'usage de terrains sont inclus dans les immobilisations corporelles et amortis linéairement sur la durée du contrat.

	ANS
<b>Terrains</b>	Non amortissables
<b>Bâtiments</b>	
Bâtiments industriels	20
Améliorations aux Bâtiments	10
Autres Bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40
Maisons et immeubles d'habitation	40
<b>Installations, machines et outillage</b>	10
Fours	7
Petit outillage	5
<b>Mobilier et matériel roulant</b>	
Matériel roulant	5
Matériel de manutention mobile	7
Matériel informatique	3-5
Mobilier et Matériel de bureau	5-10

## 2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

### 2.6.1 COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

### 2.6.2 GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

### 2.6.3 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies:

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée, généralement 5 ans.

### 2.6.4 DROIT D'ÉMISSION DE CO<sub>2</sub>

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une troisième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2013-2020. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flamandais de certaines sociétés, dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Les mouvements sur ces droits d'émission sont enregistrés en immobilisations incorporelles suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belges. Les gains enregistrés lors de la reconnaissance de ces droits d'émission à leur juste valeur sont différés et maintenus au bilan jusqu'à ce que les certificats soient utilisés ou vendus. Si, à la date de clôture, la valeur de marché des droits est inférieure à la valeur nette comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. A chaque clôture, le groupe évalue l'utilisation réelle de droits et enregistre une provision en conséquence. Les charges relatives à ces réductions de valeurs et/ou provisions sont compensées par la reconnaissance en parallèle d'une partie du produit différé lors de l'enregistrement original des droits d'émission. Umicore dispose historiquement des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

### 2.6.5 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur :

- brevets et licences : amortis sur la période de protection légale avec un minimum de 5% (en général en 5 ans) ;
- portefeuille clients : généralement amortis en 5 ans;
- logiciels ERP : amortis en 10 ans;
- petits logiciels: amortis en 5 ans ;

Dans le cas d'un complément de prix variable (earn-out), une réévaluation est prévue, ajustant la valeur brute de l'actif et les amortissements.

Umicore n'a actuellement aucune immobilisation incorporelle avec une durée de vie infinie.

## 2.7 LEASING

### 2.7.1 LEASING FINANCIER

Le leasing, dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

### 2.7.2 LEASING OPÉRATIONNEL

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

Le groupe met et prend en leasing des métaux auprès de tiers pour des périodes spécifiques. Le groupe reçoit et paye des primes liées à ses transactions.

Les contrats de leasing de métaux sont conclus pour des périodes toujours inférieures à un an. Ces contrats sont repris dans les droits et engagements hors bilan.

## 2.8 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE, EMPRUNTS ET CRÉANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats. Les actifs financiers sont déreconnus lorsque les droits de recevoir des flux de liquidités des investissements ont expiré ou ont été transférés et que le Groupe a transféré tous les risques et rétributions liés à la propriété.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeur sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

## 2.9 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale entre autres les stocks permanents et les stocks de métaux disponibles à la vente. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks.

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

#### 2.10 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan. Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

#### 2.11 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

#### 2.12 RÉDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs à long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

#### 2.13 CAPITAL SOCIAL ET BÉNÉFICE REPORTÉ

##### A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique "actions détenues en propre". Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

### 2.14 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale et attribuables à un tiers, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

### 2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent:

#### 1. Provisions pour avantages sociaux (voir point 2.16 Avantages sociaux)

#### 2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

#### 3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations.

Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

### 2.16 AVANTAGES SOCIAUX

#### 2.16.1 AVANTAGES À COURT TERME

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction de la performance personnelle et d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

#### 2.16.2 AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À LA PENSION (PENSIONS, SOINS MÉDICAUX)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.



### 2.16.2.1 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût des prestations passées est directement enregistré dans le compte de résultats depuis IAS 19 révisée.

Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont enregistrées dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement en capitaux propres.

### 2.16.2.2 RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

### 2.16.3 AUTRES AVANTAGES À LONG TERME OCTROYÉS AU PERSONNEL (PRIMES D'ANCIENNETÉ)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

### 2.16.4 AVANTAGES EN CAS DE DÉPART (PLANS DE PRÉRETRAITE, AUTRES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE FIN DE CONTRAT)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

### 2.16.5 RÉMUNÉRATIONS EN ACTIONS OU LIÉES AUX ACTIONS (PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquies ou d'obtenir des parts de la société.

Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. Lorsque des options sont exercées, des actions détenues en propre sont délivrées au bénéficiaire. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions détenues en propre existantes. Dans les deux cas, les fonds propres sont augmentés à concurrence des montants reçus correspondant au prix d'exercice.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans "l'État de l'Évolution des Fonds Propres" sous la ligne "Réserve pour paiements en actions". La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

### 2.16.6 PRÉSENTATION

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

## 2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants reçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais

d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

### 2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

### 2.19 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les impôts à payer sont déterminés sur base des lois et règlements fiscaux en vigueur dans chaque juridiction dans laquelle le Groupe opère. Les positions fiscales prises sont considérées comme supportables par le Groupe et sont conçues pour résister aux défis des autorités fiscales. Toutefois, il est clair que certaines positions fiscales peuvent être incertaines et peuvent inclure des interprétations de lois fiscales complexes. De plus, certaines filiales du Groupe peuvent subir des contrôles fiscaux relatifs aux années précédentes et qui peuvent prendre un certain temps. Le Groupe évalue sa position fiscale individuellement et régulièrement et si les impôts à payer diffèrent des montants estimés initialement, la différence est corrigée l'année pendant laquelle elle est déterminée.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

### 2.20 PRODUITS

#### 2.20.1 MARCHANDISES VENDUES ET SERVICES RENDUS

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

#### 2.20.2 SUBSIDES

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférant. Les subsides sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

### 2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

#### 2.21.1 RISQUES TRANSACTIONNELS – COUVERTURE EN JUSTE VALEUR

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme "mark-to-market" (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS 39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS 39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37) (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquière du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

#### 2.21.2 RISQUES STRUCTURELS – COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme "cash flow hedges" dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Si l'occurrence de la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, l'instrument de couverture correspondant est immédiatement clôturé. Tous les profits et pertes y afférant, en ce compris ceux qui étaient jusque-là maintenus en capitaux propres, sont enregistrés immédiatement au compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

#### 2.21.3 DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les contrats exécutoires (le "contrat hôte") peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir pour conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

### 2.22 RÉSULTATS NON RÉCURRENTS ET EFFET IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS 39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS 39, aux:

- a) Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37).
- b) Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- c) Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

## F3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

### 3.1 RISQUES LIÉS AUX DEVICES

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

#### 3.1.1 RISQUE STRUCTUREL

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar américain et l'euro ou toute autre devise non liée au dollar américain a un impact sur les résultats de la société.

La majeure partie de cette exposition structurelle provient du fait que le prix des métaux, relatifs aux opérations de raffinage et de recyclage, est fixé en dollars américain .

Une autre partie de cette exposition provient de revenus non liés au prix des métaux fixés en dollar américain , tels que le raffinage et les primes produits.

A côté de la sensibilité du dollar américain par rapport à l'euro, il existe également une certaine sensibilité structurelle et grandissante pour d'autres couples de devises, notamment le dollar américain et l'euro par rapport au réal brésilien (BRL), au rand sud-africain (ZAR), au yuan chinois (CNY) et au won sud-coréen (KRW).

#### Couverture structurelle des devises

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euro sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

A fin décembre 2017, Umicore a certaines couvertures structurelles en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux pour notamment les paires de devises suivantes : EUR/USD, USD/KRW, EUR/ZAR, USD/ZAR, USD/CAD, EUR/CNY et USD/CNY.

#### 3.1.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

#### 3.1.3 RISQUE DE CONVERSION

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposée aux variations dans la valeur des devises locales contre l'euro, principalement le dollar américain, le réal brésilien (BRL), le won sud-coréen (KRW), le yuan chinois (CNY) et le rand sud-africain (ZAR). Bien qu'Umicore ne couvre pas systématiquement ces risques de conversion, il pourrait conclure des couvertures de façon ad hoc.

### 3.2 RISQUES LIÉS AUX PRIX DES MÉTAUX

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

#### 3.2.1 RISQUE STRUCTUREL

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou tout autre composant du revenu qui fluctue avec le prix des métaux. La politique d'Umicore permet de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Recycling recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une série d'autres métaux spéciaux et de base. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle.

Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Recycling. Umicore rencontre également une sensibilité au prix des métaux dans ses autres secteurs d'activités (Catalysis, Energy & Surface Technologies) liée principalement aux composants revenus liés au prix des métaux et dépendant des métaux utilisés dans ces segments. Aussi dans les cas où un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

### Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Umicore a couvert une partie de son exposition métal future. A fin 2017, Umicore avait toujours des couvertures afin de couvrir les risques de prix futurs. Les contrats en cours sont principalement liés à la couverture de métaux précieux (l'or, l'argent et le platine) et des métaux de base (nickel, cuivre et plomb).

#### 3.2.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est "priced in") et le moment où le produit est vendu (le métal est "priced out").

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

#### 3.2.3 RISQUE LIÉ AUX STOCKS MÉTAL

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

### 3.3 RISQUES LIÉS AUX TAUX D'INTÉRÊTS

L'exposition du Groupe aux changements de taux d'intérêt concerne sa dette financière. Fin décembre 2017, la dette financière brute du Groupe se chiffrait à € 1.008 millions, dont € 710 millions à taux fixe. Le contrat de swap d'intérêt sur 5 ans commencé en 2013 pour un montant de € 150 millions expire en janvier 2018.

### 3.4 RISQUE DE CRÉDIT

#### Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou d'opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retard de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Deux politiques de crédit ont été contractées avec deux assureurs différents. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les activités concernées contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture et prévoit une limite globale de décaissement établie par région ou par pays. Une seconde politique couvre un ensemble plus sélectif de créances commerciales et prévoit un déductible global annuel de € 5 millions et une indemnité maximum par année de € 70 millions.

Umicore a déterminé que, dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert, aucune couverture par assurance crédit ne devait être prévue. Pour les activités caractérisées par un niveau de concentration des clients significatif ou par une relation avec le client proche et particulière, certains contrats d'assurance pourraient être mis en place pour une période déterminée.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Recycling, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

### 3.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court terme, deux à moyen terme, deux placements privés à long terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum est d'€ 600 millions.

### 3.6 RISQUE LIÉ À LA FISCALITÉ

La charge fiscale figurant dans les comptes annuels (états financiers) est la meilleure estimation de la dette fiscale du Groupe. Il existe toutefois un degré d'incertitude relative à la charge fiscale définitive pour la période aussi longtemps que les autorités fiscales n'ont pas terminé leurs contrôles. La politique du Groupe est de déposer les déclarations fiscales dans les délais et de discuter ouvertement avec les autorités fiscales afin de s'assurer que les problèmes fiscaux sont traités d'une manière aussi sereine que possible et que toute différence dans l'interprétation de la législation et de la réglementation fiscales est résolue le plus vite possible. Tout comme pour d'autres groupes internationaux, la TVA, les sales tax et les prix de transfert intra-Groupe sont des risques fiscaux inhérents au caractère international du Groupe. Des changements de lois fiscales ou de leur interprétation en matière de prix de transfert, de TVA, de dividendes d'origine étrangère, de soutiens fiscaux à la Recherche et Développement et d'autres déductions fiscales, pourraient augmenter le taux effectif d'imposition du Groupe et avoir un impact négatif sur son résultat net. Sur base de ces risques fiscaux, le management a réalisé une évaluation détaillée des incertitudes relatives aux traitements fiscaux et des provisions ont été enregistrées pour faire face à ces incertitudes.

### 3.7 RISQUE LIÉ AU CAPITAL

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, leur restituer du capital, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement et du ratio de la dette financière nette sur l'EBITDA récurrent. Le ratio d'endettement est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités. Le détail chiffré pour les périodes concernées est présenté dans la note F24 relatif aux dettes financières.

Dans un environnement opérationnel normal, le Groupe vise à maintenir une structure du capital équivalente au statu de l'“Investment Grade”.

Le Groupe pourrait considérer de dépasser temporairement ce niveau de l'endettement équivalent si un évènement exceptionnel tel qu'une acquisition majeure survenait.

### 3.8 RISQUE STRATÉGIQUE ET TRANSACTIONNEL

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques et les risques de substitution de produits par les clients. Veuillez vous reporter à la section relative aux risques (pages 37-44) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

Umicore ne s'attend pas à un impact financier direct matériel suite au Brexit.

## F4 HYPOTHÈSES CLÉS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant ;
- comptabilisation de provisions pour pensions;
- comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations ;
- estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks ;
- évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs ;
- évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

### 4.1 RÉDUCTION DE VALEUR DU GOODWILL

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs, appelés "tests de réduction de valeur", nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. Les estimations des performances futures sont basées sur l'analyse de différents facteurs dont les projections de croissance des marchés, les estimations de parts de marché, le paysage concurrentiel et l'évolution des coûts et des prix. Cette analyse combine des estimations d'éléments internes et des données de sources externes. En date du 31 décembre 2017, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de € 142,7 millions (€ 132,6 millions en 2016).

### 4.2 PROVISIONS POUR RÉHABILITATION DE SITES

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses telles que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2017, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de € 66,1 millions (€ 58,9 millions en 2016).

### 4.3 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuariaire. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'annexe F27. En date du 31 décembre 2017, une provision pour avantages sociaux de € 342,8 millions a été reconnue (€ 337,9 millions en 2016).

### 4.4 RECONNAISSANCE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

## F5 ENTREPRISES DU GROUPE

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés:

		% INTÉRÊTS EN 2016	% INTÉRÊTS EN 2017
<b>Activités continuées</b>			
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00	100,00
Australie	Umicore Marketing Services Australia Pty Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Australia Ltd.	100,00	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	91,29	91,29
Belgique	Todini (BE 0834.075.185)	100,00	100,00
	Umicore Financial Services (BE 0428.179.081)	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium (BE 0402.964.625)	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00	100,00
Brésil	Umicore Long Term Finance (BE 0404.867.211)	100,00	100,00
	Coimpa Industrial Ltda	100,00	100,00
	Umicore Brasil Ltda	100,00	100,00
	Clarex	100,00	100,00
Canada	Umicore Shokubai Brasil Industrial Ltda	60,00	60,00
	Umicore Canada Inc.	100,00	100,00
Chine	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals Canada Inc.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Shanghai) Co., Ltd.	100,00	100,00
Chine	Umicore Marketing Services (Hong Kong) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Autocat (China) Co. Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials (Suzhou) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Jiangmen Umicore Changxin New Materials Co., Ltd.	70,00	70,00
	Umicore Jubo Thin Film Products (Beijing) Co., Ltd.	100,00	100,00
France	Umicore Shokubai (China) Co Ltd	60,00	60,00
	Umicore France S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore IR Glass S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Autocat France S.A.S.	100,00	100,00
Allemagne	Umicore Specialty Powders France	0,00	100,00
	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00	100,00
	Umicore Metalle & Oberflächen GmbH	100,00	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	91,21	91,21
	Umicore Galvanotechnik GmbH	91,21	91,21
	Umicore Technical Materials AG & Co. KG (*)	0,00	100,00
	Todini GmbH	100,00	100,00
Italie	Umicore Shokubai Germany GmbH	60,00	60,00
	Italbras S.p.A.	100,00	100,00
Inde	Todini and Co. S.P.A.	100,00	100,00
	Umicore Autocat India Pvt LTD	100,00	100,00
Japon	Umicore India Private Limited	100,00	100,00
	Umicore Japan KK	100,00	100,00
Corée du Sud	Umicore Shokubai Japan Co Ltd	60,00	60,00
	Umicore Korea Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Materials Korea Ltd	100,00	100,00
	Ordeg Co.,Ltd.	50,00	100,00



## ÉTATS FINANCIERS

		% INTÉRÊTS EN 2016	% INTÉRÊTS EN 2017
Liechtenstein	Umicore Thin Film Products AG	100,00	100,00
Luxembourg	Umicore International	100,00	100,00
	Umicore Autocat Luxembourg	100,00	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	91,21	91,21
Philippines	Umicore Specialty Chemicals Subic Inc.	78,20	78,20
Portugal	Umicore Marketing Services Lusitana Metais Lda	100,00	100,00
Afrique du Sud	Umicore Marketing Services Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Catalyst South Africa (Pty) Ltd.	65,00	65,00
Espagne	Todini Quimica Ibérica, S.L.	100,00	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00	100,00
Suisse	Allgemeine Suisse SA	91,21	91,21
Taiwan	Umicore Thin Film Products Taiwan Co Ltd	100,00	100,00
Thaïlande	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	91,21	91,21
	Umicore Autocat (Thailand) Co., Ltd.	100,00	100,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metal Chemistry USA LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Optical Materials USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Shokubai USA Inc	60,00	60,00
	Palm Commodities International	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials North America Inc.	100,00	100,00
	Umicore Thin Film Products USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Recycling, LLC.	100,00	100,00

(\*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG et d'Umicore Technical Materials AG & Co KG dans les comptes consolidés d'Umicore et de la publication des comptes annuels en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, ces sociétés sont exemptées de préparer, auditer et publier des états financiers consolidés et des rapports de gestion financière conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

## F6 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe rapportant en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		TAUX DE CLÔTURE		TAUX MOYENS	
		2016	2017	2016	2017
Dollar américain	USD	1,054	1,199	1,107	1,130
Livre sterling	GBP	0,856	0,887	0,819	0,877
Dollar canadien	CAD	1,419	1,504	1,466	1,465
Franc suisse	CHF	1,074	1,170	1,090	1,112
Yen japonais	JPY	123,400	135,010	120,197	126,711
Réal brésilien	BRL	3,435	3,967	3,863	3,606
Rand sud-africain	ZAR	14,457	14,805	16,264	15,049
Yuan chinois	CNY	7,320	7,804	7,352	7,629
Baht thaïlandais	THB	37,726	39,121	39,043	38,296
Won sud-coréen (100)	KRW	12,694	12,796	12,842	12,767

## F7 INFORMATION SECTORIELLE

## INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2016

Milliers d'euros		ANNEXE	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE & NON ALLOUÉ	ELIMINATIONS	TOTAL ACTIVITÉS CONTINUÉES	ACTIVITÉS NON- CONTINUÉES	TOTAL
<b>Chiffre d'affaires total</b>			<b>2.779.124</b>	<b>1.468.979</b>	<b>6.886.386</b>	<b>31.750</b>	<b>(722.698)</b>	<b>10.443.541</b>	<b>652.638</b>	<b>11.096.179</b>
Chiffre d'affaires externe			2.770.120	1.414.685	6.226.986	31.750	-	10.443.541	652.638	11.096.179
Chiffre d'affaires intersectoriel			9.004	54.294	659.400	-	(722.698)	-	-	-
<b>Revenus totaux (hors métal)</b>			<b>1.163.395</b>	<b>610.193</b>	<b>641.230</b>	<b>-</b>	<b>(5.450)</b>	<b>2.409.368</b>	<b>258.133</b>	<b>2.667.501</b>
Revenus externes			1.162.284	609.912	637.172	-	-	2.409.368	258.133	2.667.501
Revenus intersectoriels			1.111	281	4.058	-	(5.450)	-	-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>F9</b>		<b>116.453</b>	<b>73.238</b>	<b>115.482</b>	<b>(56.208)</b>	<b>-</b>	<b>248.965</b>	<b>(35.448)</b>	<b>213.517</b>
Résultat d'exploitation récurrent			143.321	80.692	124.888	(46.145)	-	302.757	29.675	332.432
Résultat d'exploitation non-récurrent			(26.665)	(914)	(10.458)	(9.989)	-	(48.025)	(61.400)	(109.425)
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation			(204)	(6.540)	1.051	(75)	-	(5.766)	(3.723)	(9.490)
<b>Entreprises mises en équivalence</b>	<b>F9</b>		<b>9.098</b>	<b>1.003</b>	<b>-</b>	<b>6.685</b>	<b>-</b>	<b>16.786</b>	<b>1.254</b>	<b>18.040</b>
Récurrent			9.153	1.003	-	7.230	-	17.386	929	18.315
Non-récurrent			664	-	-	(1.781)	-	(1.117)	325	(792)
Effet IAS 39			(718)	-	-	1.235	-	517	-	517
<b>EBIT</b>	<b>F9</b>		<b>125.551</b>	<b>74.241</b>	<b>115.482</b>	<b>(49.523)</b>	<b>-</b>	<b>265.751</b>	<b>(34.194)</b>	<b>231.557</b>
EBIT récurrent			152.474	81.695	124.888	(38.914)	-	320.143	30.604	350.747
EBIT non-récurrent			(26.001)	(914)	(10.458)	(11.769)	-	(49.142)	(61.075)	(110.217)
Effet IAS 39 sur l'EBIT			(922)	(6.540)	1.051	1.161	-	(5.249)	(3.723)	(8.973)
<b>Amortissements</b>	<b>F9</b>		<b>50.953</b>	<b>49.937</b>	<b>62.358</b>	<b>12.693</b>	<b>-</b>	<b>175.942</b>	<b>82</b>	<b>176.024</b>
Amortissement récurrent			50.953	49.937	62.358	12.693	-	175.942	82	176.024
<b>EBITDA</b>	<b>F9</b>		<b>176.504</b>	<b>124.178</b>	<b>177.840</b>	<b>(36.829)</b>	<b>-</b>	<b>441.693</b>	<b>(34.112)</b>	<b>407.581</b>
EBITDA récurrent			203.427	131.632	187.246	(26.221)	-	496.084	30.687	526.771
<b>Actif total consolidé</b>			<b>1.479.625</b>	<b>1.359.785</b>	<b>1.084.014</b>	<b>536.482</b>	<b>(567.640)</b>	<b>3.892.267</b>	<b>253.484</b>	<b>4.145.751</b>
Actif des secteurs			1.405.138	1.332.872	1.084.014	443.365	(567.640)	3.697.749	237.503	3.935.252
Participations dans les entreprises associées			74.487	26.913	-	93.117	-	194.518	15.981	210.499
<b>Passif total consolidé</b>			<b>568.805</b>	<b>579.162</b>	<b>592.253</b>	<b>980.225</b>	<b>(567.640)</b>	<b>2.152.805</b>	<b>144.908</b>	<b>2.297.711</b>
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31		968.200	633.382	465.879	147.715	-	2.215.176	199.325	2.414.501
Capitaux engagés au 30/06	F31		895.612	697.913	466.916	173.899	-	2.234.340	157.023	2.391.362
Capitaux engagés au 31/12	F31		911.191	752.037	498.139	136.968	-	2.298.336	99.074	2.397.409
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31		931.906	665.648	466.398	160.807	-	2.224.758	178.174	2.402.931
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31		903.401	724.975	482.527	155.434	-	2.266.338	128.048	2.394.386
<b>Capitaux engagés moyens de l'année</b>	<b>F31</b>		<b>917.653</b>	<b>695.311</b>	<b>474.463</b>	<b>158.120</b>	<b>-</b>	<b>2.245.548</b>	<b>153.111</b>	<b>2.398.659</b>
ROCE	F31		16,62%	11,75%	26,32%	(24,61)%	0,00%	14,26%	19,99%	14,62%
<b>Investissements</b>	<b>F34</b>		<b>46.528</b>	<b>144.319</b>	<b>72.271</b>	<b>9.714</b>	<b>-</b>	<b>272.833</b>	<b>14.505</b>	<b>287.338</b>
<b>Total dépenses R&amp;D</b>	<b>F9</b>		<b>101.958</b>	<b>20.183</b>	<b>23.023</b>	<b>7.626</b>	<b>-</b>	<b>152.790</b>	<b>3.070</b>	<b>155.859</b>
R&D reconnu dans les charges d'exploitation	F9		88.584	18.329	23.023	7.626	-	137.561	3.070	140.631
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34		13.374	1.854	-	-	-	15.228	-	15.228

## ÉTATS FINANCIERS

## INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2017

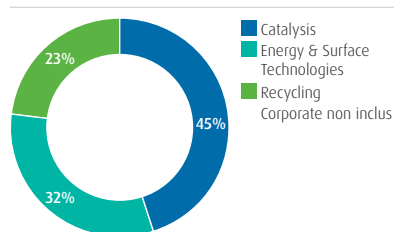
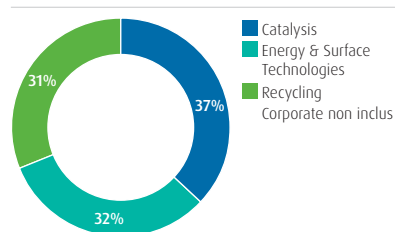
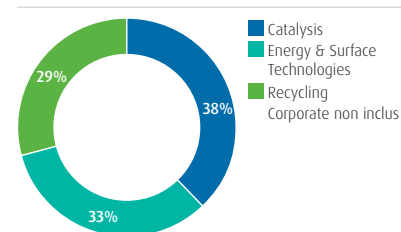
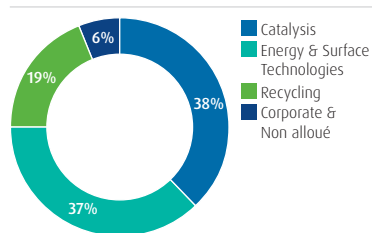
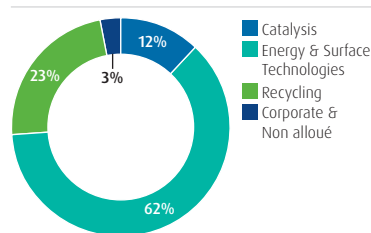
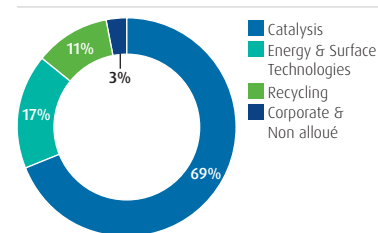
Milliers d'euros		ANNEXE	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE & NON ALLOUÉ	ELIMINATIONS	TOTAL ACTIVITÉS CONTINUÉES	ACTIVITÉS NON- CONTINUÉES	TOTAL
<b>Chiffre d'affaires total</b>			<b>3.090.560</b>	<b>2.392.360</b>	<b>7.326.724</b>	<b>43.910</b>	<b>(906.290)</b>	<b>11.947.264</b>	<b>330.356</b>	<b>12.277.620</b>
Chiffre d'affaires externe			3.068.320	2.333.680	6.501.354	43.910	-	11.947.264	330.356	12.277.620
Chiffre d'affaires intersectoriel			22.240	58.680	825.370	-	(906.290)	-	-	-
<b>Revenus totaux (hors métal)</b>			<b>1.253.100</b>	<b>893.603</b>	<b>650.300</b>	<b>-</b>	<b>(6.420)</b>	<b>2.790.583</b>	<b>125.100</b>	<b>2.915.683</b>
Revenus externes			1.251.820	893.250	645.510	-	-	2.790.580	125.100	2.915.680
Revenus intersectoriels			1.280	350	4.790	-	(6.420)	-	-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>F9</b>		<b>160.346</b>	<b>99.231</b>	<b>121.298</b>	<b>(68.784)</b>	<b>-</b>	<b>312.091</b>	<b>783</b>	<b>312.874</b>
Résultat d'exploitation récurrent			165.132	130.217	127.899	(54.151)	-	369.098	11.537	380.634
Résultat d'exploitation non-récurrent			10	(14.804)	(2.718)	(14.927)	-	(32.440)	(13.042)	(45.482)
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation			(4.796)	(16.182)	(3.883)	294	-	(24.567)	2.289	(22.278)
<b>Entreprises mises en équivalence</b>	<b>F9</b>		<b>893</b>	<b>10.481</b>	<b>-</b>	<b>18.181</b>	<b>-</b>	<b>29.555</b>	<b>859</b>	<b>30.413</b>
Récurrent			383	10.481	-	17.896	-	28.761	859	29.619
Non-récurrent			(376)	-	-	(392)	-	(768)	-	(768)
Effet IAS 39			885	-	-	676	-	1.562	-	1.562
<b>EBIT</b>	<b>F9</b>		<b>161.239</b>	<b>109.713</b>	<b>121.298</b>	<b>(50.604)</b>	<b>-</b>	<b>341.646</b>	<b>1.642</b>	<b>343.287</b>
EBIT récurrent			165.515	140.699	127.899	(36.255)	-	397.858	12.395	410.254
EBIT non-récurrent			(366)	(14.804)	(2.718)	(15.319)	-	(33.208)	(13.042)	(46.250)
Effet IAS 39 sur l'EBIT			(3.911)	(16.182)	(3.883)	970	-	(23.005)	2.289	(20.717)
<b>Amortissements</b>	<b>F9</b>		<b>58.884</b>	<b>57.617</b>	<b>61.835</b>	<b>12.157</b>	<b>-</b>	<b>190.494</b>	<b>31</b>	<b>190.524</b>
Amortissement récurrent			58.884	57.042	60.955	12.157	-	189.038	31	189.069
<b>EBITDA</b>	<b>F9</b>		<b>220.122</b>	<b>167.330</b>	<b>183.134</b>	<b>(38.447)</b>	<b>-</b>	<b>532.139</b>	<b>1.672</b>	<b>533.811</b>
EBITDA récurrent			224.399	197.741	188.855	(24.098)	-	586.897	12.426	599.323
<b>Actif total consolidé</b>			<b>1.878.919</b>	<b>2.661.962</b>	<b>1.074.621</b>	<b>603.519</b>	<b>(1.103.360)</b>	<b>5.115.661</b>	<b>-</b>	<b>5.115.661</b>
Actif des secteurs			1.878.919	2.626.474	1.074.621	485.999	(1.103.360)	4.962.653	-	4.962.653
Participations dans les entreprises associées			0	35.488	-	117.520	-	153.008	-	153.008
<b>Passif total consolidé</b>			<b>772.775</b>	<b>1.442.307</b>	<b>618.204</b>	<b>1.523.095</b>	<b>(1.103.360)</b>	<b>3.253.021</b>	<b>-</b>	<b>3.253.021</b>
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31		911.191	752.037	498.139	136.968	-	2.298.336	99.074	2.397.409
Capitaux engagés au 30/06	F31		998.299	976.951	503.565	148.061	-	2.626.877	92.497	2.719.374
Capitaux engagés au 31/12	F31		1.149.585	1.205.844	474.522	173.593	-	3.003.545	-	3.003.545
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31		954.745	864.494	500.852	142.515	-	2.462.606	95.786	2.558.392
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31		1.073.942	1.091.397	489.044	160.827	-	2.815.211	46.249	2.861.459
<b>Capitaux engagés moyens de l'année</b>	<b>F31</b>		<b>1.014.344</b>	<b>977.946</b>	<b>494.948</b>	<b>151.671</b>	<b>-</b>	<b>2.638.908</b>	<b>71.017</b>	<b>2.709.926</b>
ROCE	F31		16,32%	14,39%	25,84%	(23,90)%	0,00%	15,08%	17,45%	15,14%
<b>Investissements</b>	<b>F34</b>		<b>45.038</b>	<b>225.529</b>	<b>79.526</b>	<b>11.852</b>	<b>-</b>	<b>361.944</b>	<b>3.305</b>	<b>365.250</b>
<b>Total dépenses R&amp;D</b>	<b>F9</b>		<b>119.824</b>	<b>30.351</b>	<b>18.618</b>	<b>4.766</b>	<b>-</b>	<b>173.558</b>	<b>1.599</b>	<b>175.157</b>
R&D reconnu dans les charges d'exploitation	F9		107.764	27.485	18.618	4.766	-	158.632	1.599	160.232
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34		12.060	2.865	-	-	-	14.926	-	14.926

## INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2016

Milliers d'euros	ANNEXE	EUROPE	DONT BELGIQUE	ASIE-PACIFIQUE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	AFRIQUE	TOTAL
Chiffre d'affaires total		6.758.722	121.963	1.898.223	1.326.192	289.144	171.259	<b>10.443.541</b>
Actif long terme total		924.063	473.540	439.236	152.323	41.361	8.801	<b>1.581.765</b>
Investissements	F34	179.497	146.974	65.081	18.448	7.467	2.340	<b>272.834</b>

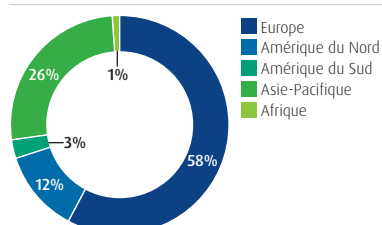
## INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2017

Milliers d'euros	ANNEXE	EUROPE	DONT BELGIQUE	ASIE-PACIFIQUE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	AFRIQUE	TOTAL
Chiffre d'affaires total		6.926.079	130.937	3.093.227	1.437.303	346.073	144.581	<b>11.947.264</b>
Actif long terme total		1.014.335	499.561	591.072	133.497	49.114	8.325	<b>1.796.344</b>
Investissements	F34	142.691	111.839	198.951	13.673	4.597	2.032	<b>361.944</b>

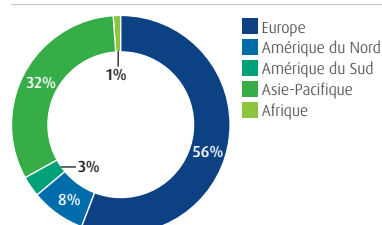
REVENUS (HORS MÉTAL)  
PAR BUSINESS GROUPEBITDA RÉCURRENT  
PAR BUSINESS GROUPEBIT RÉCURRENT  
PAR BUSINESS GROUPCAPITAUX ENGAGÉS, MOYENNE  
PAR BUSINESS GROUPINVESTISSEMENTS PAR  
BUSINESS GROUPFRAIS DE RECHERCHE &  
DÉVELOPPEMENT PAR  
BUSINESS GROUP

## ÉTATS FINANCIERS

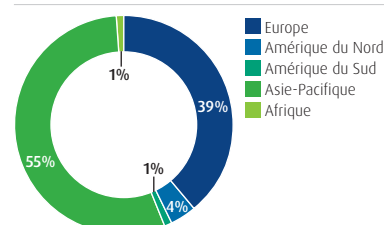
## CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION



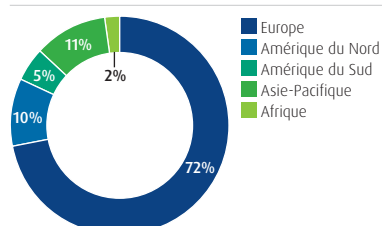
## ACTIF LONG TERME PAR RÉGION



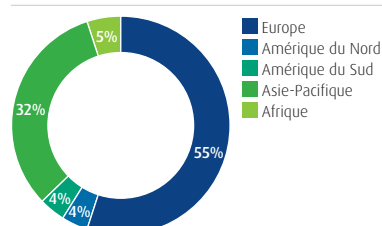
## INVESTISSEMENTS PAR RÉGION



## RÉMUNÉRATIONS &amp; AVANTAGES SOCIAUX PAR RÉGION



## IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT PAR RÉGION



Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type "business" comme définie ci-dessous.

Les résultats d'un segment ainsi que ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à celui-ci.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés. Le chiffre d'affaires et les revenus prennent en considération les opérations intra- groupe. Celles-ci sont principalement relatives aux activités de recyclage et aux ventes de métaux raffinés du secteur d'activités Recycling vers les autres secteurs d'activités et doivent être estimées afin de déterminer la performance du secteur d'activités concerné.

Vu que ces transactions ne peuvent pas être considérées comme externes, elles sont éliminées au niveau du Groupe afin de présenter une vue nette.

Les secteurs d'activités du Groupe n'ont pas de client unique externe qui représente 10 pourcent ou plus des revenus du Groupe.

## BUSINESS GROUPS

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

### CATALYSIS

Ce segment comprend les business units Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry. Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine.

### ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

Ce segment comprend les business units Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Electroplating, Rechargeable Battery Materials et Thin Film Products. Les produits d'Energy & Surface Technologies sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce segment proposent un service en boucle fermée aux clients. Ce segment inclut les sociétés mises en équivalence suivantes : Ganzhou Yi Hao Umicore Industries et Jiangmen Chancsun Umicore Industry.

### RECYCLING

Ce segment comprend les business units Precious Metals Refining, Jewellery & Industrial Metals, Precious Metals Management, Technical Materials et Platinum Engineered Materials. Les opérations Recycling traitent des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

### CORPORATE

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. La part minoritaire du Groupe dans Element Six Abrasives fait aussi partie de Corporate. La part d'Umicore dans leqsa, présentée jusqu'à juin 2017 sous les activités non-continué, a été transférée dans le segment Corporate à partir du 1er juillet.

Les secteurs d'activités Building Products et Zinc Chemicals font partie des activités non-continué jusqu'à leur vente effective. Les activités Zinc Chemicals ont été effectivement vendues à fin octobre 2016. Dès lors, les activités non-continué de 2016 incluent encore 10 mois de résultats de Zinc Chemicals ainsi que le gain réalisé sur la vente. Pour 2017, les activités non-continué incluent 9 mois de résultats de Building Products ainsi que la perte réalisée sur la vente.

Dans l'information selon la dimension géographique, les montants présentés sous la ligne "Actifs long terme" n'incluent pas les investissements long terme, les prêts octroyés à long terme, les créances long terme, les impôts différés actifs ainsi que les avantages sociaux comme stipulé par la norme IFRS 8. La performance des segments est revue par les décideurs opérationnels sur base de l'EBIT/ résultat d'exploitation récurrent. Comme illustré dans le tableau ci-dessus, la différence entre le résultat d'exploitation récurrent et le résultat d'exploitation tel que présenté dans le compte de résultat, consiste en le résultat d'exploitation non récurrent et l'impact IAS 39 dont les définitions se trouvent dans le glossaire.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

## F8 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Milliers d'euros	ANNEXES	JUSTE VALEUR 2017
Immobilisations incorporelles		35.907
Immobilisations corporelles		89.196
Autres immobilisations		11.736
<b>Actifs long terme</b>		<b>136.839</b>
Stocks		130.586
Créances commerciales et autres créances		114.292
Impôts à récupérer		1.437
Liquidités et quasi-liquidités		8.594
<b>Actifs court terme</b>		<b>254.909</b>
<b>Ecart de conversion</b>		<b>(9.022)</b>
Provisions pour avantages sociaux		2.460
Dettes commerciales et autres dettes long terme		1.341
Impôts différés passifs		(852)
Provisions pour environnement		2.471
Provisions pour autres risques et charges		13.468
<b>Passifs long terme</b>		<b>18.891</b>
Dettes financières		43.172
Impôts à payer		1.367
Dettes commerciales et autres dettes		54.589
Provisions pour environnement court terme		392
<b>Passifs court terme</b>		<b>99.519</b>
<b>Actifs nets acquis</b>		<b>282.360</b>
Goodwill	F15	14.535
Badwill		(10.900)
Moins-values sur la participation mise en équivalence		1.132
Valeur comptable de la participation mise en équivalence		(67.023)
<b>Part de groupe dans le prix d'acquisition</b>		<b>(220.103)</b>
<b>Liquidités et quasi-liquidités acquises</b>		<b>8.594</b>
<b>Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement</b>		<b>(211.509)</b>

En mars 2017, Umicore a annoncé qu'elle a acquis les 50% d'actions détenues conjointement par Samkwang Glass Ind. Co., Ltd. et OCI Company Ltd de la coentreprise de catalyseurs automobiles en Corée, Ordeg Co. Ltd. Umicore qui détenait 50% des fonds propres, possède maintenant la totalité d'Ordeg, ce qui devrait permettre à l'entreprise de mieux répondre aux besoins de ses clients coréens sur le marché des catalyseurs automobiles. Ordeg est consolidée globalement à partir du 1er avril 2017 et fait partie du segment Catalysis. La valeur des actifs nets dans le bilan d'ouverture était d'€ 137,6 millions, le prix d'acquisition pour les 50% supplémentaire d'€ 82,4 millions et la perte sur la juste valeur des 50% existants était de € 1,1 millions après considération d'une prime de contrôle. En prenant en considération ces éléments, un goodwill d'€ 10,7 millions a été reconnu. Depuis l'intégration à 100% dans les comptes consolidés du Groupe, le résultat net de la période de cette nouvelle acquisition était un gain d'€ 5,5 millions.

En mars 2017, Umicore a acquis 100% d'Eurotungstène, une entreprise du Groupe Eramet spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de poudres métalliques utilisées dans des applications d'outils diamantés et de métaux durs. L'acquisition d'Eurotungstène, qui est intégrée au secteur d'activité Cobalt & Specialty Materials, permet de combiner deux entreprises aux atouts complémentaires. Elle permettra à Umicore d'élargir son portefeuille de produits afin de mieux répondre aux besoins de ses clients. Eurotungstène est consolidée globalement depuis le 1er avril 2017 dans le segment Energy & Surface Technologies. La valeur des actifs nets d'Eurotungstène dans le bilan d'ouverture était de € 15,6 millions et le prix d'acquisition d'€ 4,7 millions. En considérant ces éléments, un badwill d'€ 10,9 millions a été reconnu en résultat opérationnel. Depuis leur intégration dans les comptes consolidés d'Umicore, le résultat net total de la période était un gain d'€ 10,7 millions, incluant le badwill.



En juin 2017, Umicore a annoncé la conclusion d'un accord visant à acquérir les activités d'Haldor Topsoe dans le domaine des catalyseurs pour véhicules poids lourds au diesel et des catalyseurs stationnaires. Haldor Topsoe est un important fabricant de catalyseurs haute-performance destinés à un large éventail de secteurs. Ses catalyseurs automobiles sont utilisés dans les systèmes de réduction d'émissions des moteurs diesel de poids lourds, tant pour les applications routières que non routières. Ces équipements garantissent le respect des normes d'émission les plus strictes, notamment Euro VI. Pour les applications stationnaires, l'entreprise propose des solutions catalytiques destinées au traitement des émissions de NOx d'origine industrielle, comme les centrales électriques au gaz ou les installations en mer. Les activités qui emploient actuellement environ 280 personnes, desservent sa clientèle depuis ses usines de production de Frederikssund (Danemark), Houston (Texas, USA), Tianjin (Chine) et Joinville (Brésil). Le site R&D est implanté à Lyngby (Danemark). L'opération a été conclue fin novembre 2017 et un bilan d'ouverture préliminaire a été préparé en date du 1er décembre mais est toujours sujet à ajustements sur un certain nombre de points dans les 11 mois qui suivent. Les entités Haldor Topsoe font partie du segment Catalysis et sont intégrées globalement depuis le 1er décembre. Le prix total d'acquisition était de € 133,0 millions et les actifs nets acquis d'€ 129,2 millions engendrant un goodwill d'€ 3,8 millions. Aucun résultat n'a été reconnu en décembre au vu de la matérialité étant donné que la clôture a été réalisée en fin d'année.

## F9 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Milliers d'euros	2016	2017
Ventes	10.340.446	11.822.362
Prestations de services	103.095	124.902
<b>Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup></b>	<b>10.443.541</b>	<b>11.947.264</b>
<b>Autres produits d'exploitation <sup>(2)</sup></b>	<b>59.813</b>	<b>71.965</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES</b>	<b>10.503.354</b>	<b>12.019.229</b>
<b>Approvisionnements et matières premières <sup>(3)</sup></b>	<b>(9.040.437)</b>	<b>(10.324.429)</b>
<b>Rémunérations et avantages sociaux</b>	<b>(636.071)</b>	<b>(700.706)</b>
Amortissements sur actifs immobilisés	(175.944)	(190.494)
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	(21.111)	(3.417)
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	4.777	(9.792)
<b>Amortissements et réductions de valeur <sup>(4)</sup></b>	<b>(192.278)</b>	<b>(203.703)</b>
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	(343.433)	(404.818)
Royalties, licences, consulting et commissions	(28.321)	(36.330)
Autres charges d'exploitation	2.421	(3.354)
Augmentation (diminution) des provisions	(38.914)	(41.544)
Utilisations de provisions	29.311	19.992
Moins-values sur cessions d'actifs	(728)	(3.961)
<b>Autres charges d'exploitation <sup>(5)</sup></b>	<b>(379.664)</b>	<b>(470.015)</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES</b>	<b>(10.248.450)</b>	<b>(11.698.854)</b>
Produits d'exploitation des activités non continuées	661.311	334.291
Charges d'exploitation des activités non continuées	(697.994)	(319.358)

(1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les autres produits d'exploitation des activités continuées comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour € 27,7 millions, un badwill relatif aux nouvelles acquisitions d'€ 10,9 millions, des subsides pour 8,5 millions, des royalties et licences pour € 9,7 millions, des montants relatifs aux droits d'émission de CO<sub>2</sub> pour € 2,1 millions et des récupérations des assurances pour € 1,6 millions.

(3) Les approvisionnements et matières premières contiennent de l'eau, du gaz et de l'électricité pour € 83,3 millions en 2017 (€ 84,3 millions en 2016) pour les activités continuées.

(4) Des réductions de valeurs sur des immobilisés ont été prises et transférées en résultat non-récurrent. Celles-ci sont relatives à des ajustements de production dans un certain nombre d'entités.

(5) Les impôts autres que les impôts sur le résultat s'élevaient à € 19,7 millions (€ 9,9 millions en 2016) pour activités continuées.

**DÉPENSES R&D**

Milliers d'euros	ANNEXE	2016	2017
R&D reconnues dans "autres charges d'exploitation"		137.561	158.632
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F14	15.228	14.926
<b>Dépenses totales R&amp;D des opérations continuées</b>		<b>152.790</b>	<b>173.558</b>
Dépenses totales R&D des opérations non continuées		3.070	1.599

Les dépenses totales en R&D des activités continuées sont d'€ 173,6 millions pour les sociétés consolidées globalement (€ 175,2 millions si les activités non-continuées sont incluses) desquelles € 158,6 millions sont reconnus dans les autres charges d'exploitation des activités continuées (€ 160,2 millions si les activités non-continuées sont incluses).

**ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS ET EFFETS IAS 39 INCLUS DANS LES RÉSULTATS, Y COMPRIS LES ACTIVITÉS NON CONTINUÉES**

Milliers d'euros	ANNEXE	2016				2017			
		TOTAL	RÉCURRENT	NON-RÉCURRENT	IMPACT IAS 39	TOTAL	RÉCURRENT	NON-RÉCURRENT	IMPACT IAS 39
Chiffre d'affaires		11.096.179	11.096.179	-	-	12.277.619	12.277.312	307	-
Autres produits d'exploitation		68.485	67.087	2.522	(1.124)	75.900	60.262	16.655	(1.017)
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>11.164.664</b>	<b>11.163.265</b>	<b>2.522</b>	<b>(1.124)</b>	<b>12.353.519</b>	<b>12.337.574</b>	<b>16.962</b>	<b>(1.017)</b>
Approvisionnements et matières premières		(9.492.911)	(9.475.883)	(108)	(16.920)	(10.550.782)	(10.543.983)	(8.735)	1.936
Rémunérations et avantages sociaux		(741.105)	(741.064)	(41)	-	(754.832)	(751.169)	(3.663)	-
Amortissements et réductions de valeur		(183.181)	(185.105)	(2.836)	4.759	(203.651)	(195.624)	(6.294)	(1.733)
dont amortissements		(176.024)	(176.024)	-	-	(190.524)	(189.069)	(1.455)	-
Autres charges d'exploitation		(529.247)	(428.849)	(104.197)	3.799	(508.946)	(467.419)	(20.063)	(21.464)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(10.946.445)</b>	<b>(10.830.901)</b>	<b>(107.182)</b>	<b>(8.362)</b>	<b>(12.018.211)</b>	<b>(11.958.195)</b>	<b>(38.755)</b>	<b>(21.261)</b>
Produits des investissements financiers		(4.698)	68	(4.766)	-	(22.435)	1.254	(23.689)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>213.521</b>	<b>332.433</b>	<b>(109.425)</b>	<b>(9.487)</b>	<b>312.873</b>	<b>380.634</b>	<b>(45.482)</b>	<b>(22.278)</b>
Contribution nette des entreprises mises en équivalence		18.040	18.315	(792)	517	30.413	29.619	(768)	1.562
<b>EBIT</b>		<b>231.557</b>	<b>350.747</b>	<b>(110.217)</b>	<b>(8.973)</b>	<b>343.287</b>	<b>410.254</b>	<b>(46.250)</b>	<b>(20.717)</b>
<b>EBITDA</b>		<b>407.581</b>	<b>526.771</b>	<b>(110.217)</b>	<b>(8.973)</b>	<b>533.811</b>	<b>599.323</b>	<b>(44.795)</b>	<b>(20.717)</b>
Coûts financiers	F11	(20.700)	(31.868)	-	11.169	(38.344)	(41.865)	-	3.519
Impôts sur le résultat	F13	(69.501)	(75.279)	5.654	123	(78.690)	(87.185)	4.525	3.971
<b>Résultat net</b>		<b>141.360</b>	<b>243.601</b>	<b>(104.563)</b>	<b>2.323</b>	<b>226.253</b>	<b>281.202</b>	<b>(41.725)</b>	<b>(13.227)</b>
dont part des minoritaires		10.636	10.746	(155)	46	14.308	14.431	119	(243)
dont part du Groupe		130.724	232.855	(104.408)	2.277	211.943	266.771	(41.844)	(12.984)

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif d'€ 46,3 millions sur l'EBIT. Les coûts de restructuration se sont élevés à € 20 millions et concernent principalement la vente de l'activité dans les revêtements de grande dimension de Thin Film Products et la fermeture de son site de Providence ainsi que l'arrêt des activités de Schöne Edelmetaal du secteur d'activités Jewellery & Industrial Metals. Les autres éléments correspondent à une diminution de capital de € 13 millions suite à la vente de Building Products (compte tenu qu'aucun amortissement sur les actifs n'a été comptabilisé pour les activités non-continuées à partir du second semestre 2015 conformément à la norme IFRS 5) et à une réduction de valeur de la participation d'Umicore au sein de Nyrstar de € 7 millions ainsi qu'à des provisions environnementales de € 7 millions. L'impact des charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était d'€ 41,7 millions.

Les règles comptables IAS 39 ont exercé un effet négatif d'€ 20,7 millions sur l'EBIT et un impact positif d'€ 13,2 millions sur le résultat net (part du Groupe). Tous les impacts de l'IAS 39 dans le compte de résultats sont hors trésorerie.

## F10 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX

Milliers d'euros	2016	2017
Salaires et avantages sociaux directs	(476.813)	(515.680)
Autres charges de personnel	(25.727)	(30.801)
Personnel temporaire	(10.059)	(13.132)
Paieement en actions	(3.548)	(6.129)
<b>Rémunérations</b>	<b>(516.147)</b>	<b>(565.742)</b>
<b>Contributions de l'employeur à la sécurité sociale</b>	<b>(95.338)</b>	<b>(99.131)</b>
Contributions à des avantages déterminés	(11.204)	(12.042)
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée	(15.307)	(18.699)
Contributions volontaires de l'employeur - autres	(3.194)	(2.553)
Pensions versées directement aux bénéficiaires	(3.503)	(4.342)
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises )	8.622	1.803
<b>Pensions et autres avantages sociaux</b>	<b>(24.586)</b>	<b>(35.833)</b>
<b>RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX DES ACTIVITÉS CONTINUÉES</b>	<b>(636.071)</b>	<b>(700.706)</b>
Rémunérations et avantages sociaux des activités non continuées	(105.034)	(54.126)

## EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

	2016	2017
Cadres	1.899	1.819
Non-cadres	8.276	8.026
<b>Total</b>	<b>10.175</b>	<b>9.845</b>
dont activités non continuées	901	-
<b>Total des activités continuées</b>	<b>9.274</b>	<b>9.845</b>

**PAIEMENT EN ACTIONS**

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
Nombre d'options octroyées	F28	1.217.750	1.170.000
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		25,00	25,00
Taux sans risque (% pa)		(0,002)	(0,004)
Augmentation monétaire du dividende (% pa)		0,10	0,10
Probabilité de départ avant le droit d'exercer (% pa)		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exercer (% pa)		10,00	10,00
Seuil minimum de gain (% pa)		30,00	30,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		100,00	100,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (€)		2,34	3,87
<b>Juste valeur totale d'options octroyées</b>		<b>2.843</b>	<b>4.529</b>
47.400 actions octroyées à 25,50 €		-	1.209
7.400 actions octroyées à 25,74 €		-	190
10.312 actions octroyées à 31,27 €		-	322
6.800 actions octroyées à 24,73 €		-	168
7.400 actions octroyées à 17,21 €		127	-
59.250 actions octroyées à 16,63 €		985	-
10.368 actions octroyées à 22,43 €		233	-
<b>Juste valeur totale des actions octroyées</b>		<b>1.345</b>	<b>1.890</b>
Extourne de provisions de l'année précédente		(368)	-
<b>PAIEMENT EN ACTIONS</b>		<b>3.821</b>	<b>6.418</b>
Paiements en actions vers activités non-continuées		(273)	(289)
<b>Total des paiements en actions des activités continuées</b>		<b>3.548</b>	<b>6.129</b>

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions d'€ 6,1 millions au cours de cette année pour les activités continuées.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Courant 2017, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge pour la période d'€ 1,6 millions pour les activités continuées, après une correction d'un montant provisionnel pris l'année précédente.

Les remises sur les contributions de sécurité sociale octroyées par les autorités à Umicore Belgique relatives à des incitants liés entre autres à des primes d'équipe, des heures supplémentaires et des frais de R&D, sont publiés sous la rubrique "Sécurité sociale" dans les rémunérations et avantages sociaux.

**F11 COÛTS FINANCIERS NETS**

Milliers d'euros	2016	2017
Produits d'intérêts	3.581	4.057
Charges d'intérêts	(9.937)	(23.540)
Actualisation des provisions	(5.964)	(9.585)
Résultat de change	(2.535)	(6.864)
Autres produits financiers	1.248	298
Autres charges financières	(4.062)	(1.687)
<b>Total des activités continuées</b>	<b>(17.668)</b>	<b>(37.323)</b>
Total des activités non continuées	(3.031)	(1.023)

En 2017, la charge d'intérêts nette est d'€ 19,5 millions, en ligne avec le niveau d'endettement.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et les provisions pour autres risques et charges. Ce montant est influencé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant elle-même de changements éventuels du taux d'actualisation, de l'échéance des sorties de liquidités futures et de la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations en 2017 ont été comptabilisées en Belgique, en Allemagne et au Brésil.

Les résultats de change comprennent les gains et pertes de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Annexe F33).

Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement comptant, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

**F12 PRODUITS DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS**

Milliers d'euros	2016	2017
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	(4.204)	(1.301)
Dividendes	45	1.380
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	10	(3)
Réductions de valeur sur investissements financiers	(1.788)	(8.361)
<b>Total des activités continuées</b>	<b>(5.937)</b>	<b>(8.286)</b>
Total des activités non continuées	1.240	(14.149)

Les réductions de valeur sur les investissements financiers sont relatives aux réductions de valeur sur les actions Nyrstar et la perte réalisée sur la juste valeur des 50% existants dans Ordeg.

Les pertes réalisées sur cessions d'immobilisations financières sont relatives à la vente d'Umicore Vital Thin Film Technologies en Chine.

## F13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Milliers d'euros

	2016	2017
<b>IMPÔT SUR LE RÉSULTAT</b>		
<b>REPRIS AU COMPTE DE RÉSULTATS</b>		
Impôt courant	(71.046)	(76.714)
Charge d'impôts différés (produits)	14.626	1.535
<b>Charge fiscale totale des activités continuées</b>	<b>(56.420)</b>	<b>(75.178)</b>
<b>Charge fiscale totale des activités non continuées</b>	<b>(13.081)</b>	<b>(3.512)</b>
<b>RELATION ENTRE CHARGE FISCALE ET RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>		
Résultat d'exploitation	248.966	312.090
Coûts financiers nets	(17.668)	(37.323)
<b>Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement</b>	<b>231.298</b>	<b>274.767</b>
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	(30,38)	(27,47)
<b>Impôt théorique au taux moyen pondéré des activités continuées</b>	<b>(70.264)</b>	<b>(75.470)</b>
<b>Ajustements :</b>		
Dépenses non déductibles	(8.941)	(7.277)
Revenus exonérés	1.918	7.711
Dividendes des sociétés consolidées et associées	(5.679)	(3.071)
Profits et pertes taxés à taux réduit	20	4
Incitants fiscaux déductibles	7.943	10.210
Impôts calculés sur d'autres bases	(1.076)	(2.846)
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	15.812	9.009
Réductions de valeur des actifs d'impôts différés	(1.404)	(533)
Changement de taux de taxation applicable	1.776	(14.360)
Exonérations fiscales	2.310	4.654
Autres crédits d'impôts (à l'exclusion des crédits R&D)	278	62
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	(4.008)	(4.807)
Ajustements d'exercices précédents	399	2.617
Autres	4.496	(1.082)
<b>Charge fiscale de l'année</b>	<b>(56.420)</b>	<b>(75.179)</b>

Le taux d'imposition théorique moyen pondéré du groupe a légèrement évolué de 30,38% en 2016 à 27,47% en 2017, pour les activités continuées.

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents et l'effet IAS 39, le taux de taxation effectif récurrent pour l'année 2017 est de 25,8% pour les activités continuées (25,7% incluant les activités non-continuées). Celui-ci a augmenté par rapport aux 23,3% de 2016 (25,0% si les activités continuées sont incluses) principalement en raison du changement de la répartition géographique des résultats générés.

## F14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AUTRES QUE GOODWILL

Milliers d'euros	FRAIS DE DÉVELOPPEMENT	CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, ETC.	LOGICIELS	DROITS D'ÉMISSION CO <sub>2</sub>	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
<b>Au début de l'exercice précédent</b>						
Valeur d'acquisition	88.705	18.395	129.538	9.702	35.090	<b>281.429</b>
Amortissements cumulés	(48.073)	(11.600)	(91.819)	(21)	(9.986)	<b>(161.499)</b>
<b>Valeur comptable nette au début de l'exercice précédent</b>	<b>40.632</b>	<b>6.795</b>	<b>37.720</b>	<b>9.680</b>	<b>25.104</b>	<b>119.930</b>
Acquisitions	15.228	59.867	1.418	-	4.251	<b>80.764</b>
Cessions	-	-	(88)	(702)	-	<b>(790)</b>
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(12.330)	(5.343)	(9.311)	-	(3.596)	<b>(30.580)</b>
Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(1.430)	-	(706)	-	-	<b>(2.136)</b>
Droits d'émission	-	-	-	(100)	-	<b>(100)</b>
Ecart de conversion	373	(229)	357	0	149	<b>650</b>
Autres mouvements	2.149	2.087	5.143	-	(4.369)	<b>5.010</b>
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>44.621</b>	<b>63.177</b>	<b>34.534</b>	<b>8.879</b>	<b>21.539</b>	<b>172.749</b>
Valeur d'acquisition	106.741	80.073	134.489	8.879	31.505	<b>361.685</b>
Amortissements cumulés	(62.120)	(16.896)	(99.955)	-	(9.967)	<b>(188.938)</b>
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent</b>	<b>44.621</b>	<b>63.177</b>	<b>34.534</b>	<b>8.879</b>	<b>21.538</b>	<b>172.748</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	35.513	394	-	-	<b>35.907</b>
Acquisitions	14.926	4.578	1.069	231	4.817	<b>25.621</b>
Cessions	-	-	(247)	(1.695)	(266)	<b>(2.207)</b>
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(11.811)	(10.955)	(9.513)	-	(3.701)	<b>(35.981)</b>
Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(1.644)	-	(522)	-	-	<b>(2.166)</b>
Droits d'émission	-	-	-	(33)	-	<b>(33)</b>
Ecart de conversion	(959)	(320)	(652)	(0)	(822)	<b>(2.755)</b>
Autres mouvements	(2.246)	(7.275)	4.688	-	(180)	<b>(5.013)</b>
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>42.886</b>	<b>84.718</b>	<b>29.751</b>	<b>7.382</b>	<b>21.386</b>	<b>186.122</b>
Valeur d'acquisition	117.039	113.120	136.625	7.382	34.466	<b>408.632</b>
Amortissements cumulés	(74.152)	(28.402)	(106.874)	-	(13.081)	<b>(222.509)</b>
<b>Valeur comptable nette pour les activités continuées</b>	<b>42.887</b>	<b>84.718</b>	<b>29.751</b>	<b>7.382</b>	<b>21.385</b>	<b>186.122</b>

Les "acquisitions" incluent principalement la capitalisation de frais relatifs à des logiciels et à de frais de développement générés en interne et l'acquisition. € 16,2 millions constituent des charges internes dont € 14,1 millions sont liés aux frais de développement.

Les acquisitions relatives aux regroupements d'entreprises sont principalement relatives à Haldor Topsoe.

La ligne "Autres mouvements" montre principalement la vente de Vital Thin Film Technologies (Chine) et des transferts entre immobilisations incorporelles en cours (incluses dans les « Autres immobilisations incorporelles ») et les autres catégories d'immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné dans l'annexe F35.

## F15 GOODWILL

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>		
Valeur d'acquisition	144,935	150,820
Réductions de valeur cumulées	(13,075)	(18,228)
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent</b>	<b>131,860</b>	<b>132,592</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	14,535
Ecart de conversion	732	(4,442)
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>132,592</b>	<b>142,685</b>
Valeur d'acquisition	150,820	158,536
Réductions de valeur cumulées	(18,228)	(15,851)
<b>Valeur comptable nette des activités continuées</b>	<b>132,592</b>	<b>142,685</b>
Valeur comptable nette des activités non continuées	676	-

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement. Le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe F17.

Les variations de la période sont liées à l'acquisition des 50 % restants d'Ordeg et l'acquisition des entités Haldor Topsoe (voir annexe F8) ainsi qu'aux différences de change.

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

Milliers d'euros	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES	TOTAL
31/12/2016	37.202	77.050	18.340	676	<b>133.268</b>
31/12/2017	51.658	72.745	18.282	-	<b>142.685</b>

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe F2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe établis sur une période de 5 ans. Les indicateurs macro-économiques utilisés – tels que les taux de change des devises et le prix des métaux – sont basés sur les conditions de marché en vigueur. Les taux utilisés sont ceux observés sur les bourses internationales durant le dernier trimestre de l'année.

Le modèle de 2017 utilise des taux de taxation moyens de 28,5% (en 2016 des taux de taxation moyens de 27,5% à 28,5%) et un coût moyen pondéré du capital après taxes (wacc) de 8,5% (tel que 2016). Le taux de croissance de perpétuité utilisé pour déterminer la valeur terminale est de 2% en moyenne (tel que 2016). Les taux d'intérêts sont basés sur des informations fournies par des organismes internationaux tels que la BNB ou la BCE.



## F16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Milliers d'euros	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE	MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS	TOTAL
<b>Au début de l'exercice précédent</b>						
Valeur d'acquisition	740.014	1.529.768	192.541	16.481	157.079	<b>2.635.882</b>
Amortissements cumulés	(394.724)	(1.065.576)	(138.531)	(14.459)	-	<b>(1.613.291)</b>
<b>Valeur comptable au début de l'exercice précédent</b>	<b>345.290</b>	<b>464.192</b>	<b>54.009</b>	<b>2.021</b>	<b>157.079</b>	<b>1.022.591</b>
Acquisitions	16.192	33.766	9.126	361	147.572	<b>207.017</b>
Cessions	(54)	(1.005)	(424)	(1)	(2.653)	<b>(4.137)</b>
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(29.133)	(98.874)	(16.789)	(203)	-	<b>(144.999)</b>
Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	(5.196)	(11.867)	(1.657)	(4)	-	<b>(18.724)</b>
Ecart de conversion	3.636	6.279	1.107	(14)	611	<b>11.618</b>
Autres mouvements	25.598	106.610	9.947	(108)	(145.009)	<b>(2.962)</b>
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>356.333</b>	<b>499.100</b>	<b>55.320</b>	<b>2.052</b>	<b>157.600</b>	<b>1.070.404</b>
Valeur d'acquisition	780.351	1.660.666	202.829	15.727	157.599	<b>2.817.172</b>
Amortissements cumulés	(424.018)	(1.161.566)	(147.510)	(13.676)	-	<b>(1.746.770)</b>
<b>Valeur comptable au terme de l'exercice précédent</b>	<b>356.333</b>	<b>499.100</b>	<b>55.319</b>	<b>2.052</b>	<b>157.599</b>	<b>1.070.403</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	57.981	29.214	711	64	1.226	<b>89.196</b>
Acquisitions	5.747	25.715	9.234	650	309.710	<b>351.056</b>
Cessions	(2.182)	(4.881)	(677)	(3)	(201)	<b>(7.944)</b>
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(29.892)	(108.446)	(15.880)	(161)	-	<b>(154.379)</b>
Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	(26)	(1.427)	(327)	-	-	<b>(1.779)</b>
Ecart de conversion	(9.715)	(14.941)	(1.538)	(119)	(4.477)	<b>(30.790)</b>
Autres mouvements	29.002	111.585	9.521	(1.475)	(162.984)	<b>(14.351)</b>
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>407.247</b>	<b>535.919</b>	<b>56.363</b>	<b>1.007</b>	<b>300.874</b>	<b>1.301.411</b>
dont leasing	3.421	28	2	-	-	<b>3.451</b>
Valeur d'acquisition	859.433	1.817.170	212.731	15.305	300.874	<b>3.205.515</b>
Amortissements cumulés	(452.186)	(1.281.251)	(156.368)	(14.298)	-	<b>(1.904.103)</b>
<b>Valeur comptable nette pour activités continuées</b>	<b>407.247</b>	<b>535.919</b>	<b>56.363</b>	<b>1.007</b>	<b>300.874</b>	<b>1.301.411</b>
Valeur d'acquisition	4.056	101	30	-	-	<b>4.187</b>
Amortissements cumulés	(635)	(73)	(27)	-	-	<b>(736)</b>
<b>Valeur comptable nette pour activités continuées</b>	<b>3.421</b>	<b>28</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3.451</b>

Les investissements en immobilisations corporelles non liés à des travaux d'entretien sont principalement relatifs à des investissements dans des projets de croissance dans la mobilité propre et le recyclage. Les dépenses d'investissement chez Energy & Surface Technologies représentent plus de 60% de ce montant, correspondant aux programmes d'investissements en cours visant à augmenter la capacité de production des matériaux pour cathode.

Les acquisitions relatives à des regroupements d'entreprises sont liées aux acquisitions d'Ordeg, d'Eurotungstene et Haldor Topsoe.

La ligne "Autres mouvements" comprend essentiellement la vente de Vital Thin Film Technologies (Chine) et des transferts entre les encours et les autres catégories d'immobilisations.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'Annexe F35.

## F17 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les participations mises en équivalence sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	PAYS	DEVISE FONCTIONNELLE	POURCENTAGES	
			2016	2017
<b>Activités continuées</b>				
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES</b>				
IEQSA <sup>(1)</sup>	Pérou	PEN	40,00	40,00
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	Chine	CNY	40,00	40,00
Element Six Abrasives	Royaume-Uni	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co.,LTD	Chine	CNY	40,00	40,00
<b>JOINT-VENTURES</b>				
Ordeg <sup>(2)</sup>	Corée du Sud	KRW	50,00	100,00

(1) Au 1er juillet 2017, Ieqsa est enregistrée dans le segment Corporate dans les activités continuées. IEQSA était rapporté en activités non continuées en 2016.

(2) En mars 2017, Umicore a annoncé qu'elle a acquis les 50% d'actions détenues conjointement par Samkwang Glass Ind. Co., Ltd. et OCI Company Ltd de la coentreprise de catalyseurs automobiles en Corée, Ordeg Co. Ltd. Umicore qui détenait 50% des fonds propres, possède maintenant la totalité d'Ordeg.

En 2016, la part d'Umicore dans Rézinal (en activités non continuées) a été vendue en août 2016 au partenaire dans la joint-venture.

Dans cette note, seuls les chiffres des activités continuées apparaissent.

Les éléments reconnus dans les Autres Eléments du Résultat Global pour les sociétés mises en équivalence sont principalement relatifs à des provisions pour pension et des écarts de conversion.

Les investissements dans des sociétés associées sont comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence et représentent environ 3% du bilan consolidé total d'Umicore. Umicore n'a pas d'investissement matériel individuel dans des sociétés associées. En considérant les objectifs d'exigence de publication d'IFRS 12, la société associée la plus significative concerne Element Six Abrasives, dans laquelle Umicore détient 40,22%. Element Six Abrasives est un groupe fabricant des diamants synthétiques faisant partie du groupe De Beers, l'actionnaire principal. Le groupe opère de façon internationale avec des usines de production en Chine, en Irlande, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Element Six est un groupe profitable, générant des flux de trésorerie positifs et un dividende récurrent stable pour Umicore. La devise fonctionnelle de ce groupe est le dollar américain. Umicore est représenté au conseil d'Administration et au comité audit d'Element Six Abrasives, ce qui permet à Umicore de protéger suffisamment ses intérêts dans cette société associée. En dehors de cette participation dans cette société, Umicore n'a pas d'autres engagements, garanties ou obligations provenant de son implication dans cette société. Les résultats non-récurrents et les passifs latents matériels, s'il y a, sont publiés spécifiquement dans les rubriques distinctes des comptes consolidés d'Umicore.

Milliers d'euros	VALEUR COMPTABLE		TOTAL
	NETTE	GOODWILL	
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>153.526</b>	<b>41.806</b>	<b>195.332</b>
Variations de périmètre	(77.634)	-	<b>(77.634)</b>
Résultat de l'exercice	29.555	-	<b>29.555</b>
Dividendes	(12.331)	-	<b>(12.331)</b>
Autres réserves	1.323	-	<b>1.323</b>
Ecart de conversion	640	(713)	<b>(74)</b>
Autres mouvements	12.116	4.722	<b>16.838</b>
<b>Au terme de l'exercice pour opérations continuées</b>	<b>107.194</b>	<b>45.814</b>	<b>153.008</b>

## ÉTATS FINANCIERS

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des sociétés associées et joint-ventures aurait été la suivante :

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
Actifs	305.420	239.481
Passifs	135.092	113.883
Chiffre d'affaires	328.082	325.655
Résultat net	16.786	29.555

Dans le tableau ci-dessus, il n'y a plus d'actifs et de dettes relatifs aux joint-ventures en 2017 étant donné qu'Umicore détient à présent 100% d'Ordeg.

## F18 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE ET PRÊTS OCTROYÉS

Milliers d'euros	ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	PRÊTS OCTROYÉS
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES LONG TERME</b>		
<b>Au début de l'exercice précédent</b>	<b>29.236</b>	<b>1.534</b>
Augmentations	8.554	80
Diminutions	(9.709)	-
Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	(1.949)	-
Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	161	-
Ecart de conversion	24	(36)
Juste valeur reconnue dans les fonds propres	111	-
Autres mouvements	(14)	(377)
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>26.414</b>	<b>1.201</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	3	432
Variations de périmètre	-	340
Augmentations	119	9.785
Diminutions	(570)	(93)
Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	(7.229)	-
Ecart de conversion	(18)	(373)
Juste valeur reconnue dans les fonds propres	3.738	-
Autres mouvements	(122)	(8)
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>22.331</b>	<b>11.285</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COURT TERME</b>		
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>-</b>	<b>14.787</b>
Diminutions	-	(13.000)
Ecart de conversion	-	(37)
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>1.750</b>

Les mouvements des actifs disponibles à la vente sont principalement relatifs aux actions Nyrstar.

Les mouvements des prêts octroyés sont relatifs au remboursement d'un emprunt octroyé dans le contexte de la vente des activités Zinc Chemicals, à un nouveau prêt octroyé dans le contexte de la vente d'Umicore Vital Thin Film Technologies en Chine et à un prêt convertible au Luxembourg.

## F19 STOCKS

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
<b>ANALYSE DES STOCKS</b>		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	1.018.679	1.401.385
Produits de base sans couverture (valeur brute)	162.865	216.769
Consommables (valeur brute)	61.291	63.263
Réductions de valeur	(66.976)	(70.289)
Avances	5.680	15.024
Contrats en cours	7.282	2.272
<b>Total des stocks</b>	<b>1.188.822</b>	<b>1.628.423</b>
Total des activités non continuées	92.531	-

Les stocks ont augmenté d'€ 439,6 millions par rapport à 2016. Cette augmentation est principalement liée à un niveau d'activité plus élevé, à des prix des métaux plus élevés ainsi qu'aux regroupements d'entreprises.

Des reprises de réductions de valeur ont été enregistrées sur le stock métal permanent pour un montant de € 1,2 millions pour les activités continuées.

Les charges reconnues dans les Approvisionnements et matières premières dans le compte de résultats s'élève à € 406,2 millions, avant les ajustements relatifs à IAS 39 et pour les activités continuées.

Sur base du prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques € 1.050 millions. Toutefois, ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

## F20 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2016	31/12/2017
<b>A LONG TERME</b>			
Dépôts et garanties en espèces		9.532	12.068
Autres créances à plus d'un an		1.158	1.048
Avantages sociaux		424	1.029
<b>Total des activités continuées</b>		<b>11.114</b>	<b>14.145</b>
Total des activités non continuées		6.188	-
<b>A COURT TERME</b>			
Créances commerciales (brutes)		706.656	1.075.389
Créances commerciales (réduction de valeur)		(9.279)	(7.509)
Autres créances (brutes)		78.778	145.519
Autres créances (réductions de valeur)		(6.893)	(4.513)
Intérêts à recevoir		244	273
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	21.347	46.628
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	15.959	11.169
Comptes de régularisation		37.458	68.705
<b>Total des activités continuées</b>		<b>844.271</b>	<b>1.335.660</b>
Total des activités non continuées		23.931	-

Les créances commerciales à court terme ont augmenté d'€ 491,4 millions. L'augmentation est principalement liée à des volumes plus importants, des prix des métaux plus élevés ainsi qu'aux regroupements d'entreprises (voir annexe F8).

## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	DÙ ENTRE					
	TOTAL	NON DÙ	0-30 JOURS	30-60 JOURS	60-90 JOURS	> 90 JOURS
<b>BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT</b>						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées) - brutes	685.937	554.124	96.564	23.543	4.552	7.152
Autres créances (brutes)	78.778	77.745	(137)	304	(517)	1.382
<b>BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE</b>						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées) - brutes	1.053.414	818.341	177.391	47.036	4.680	5.967
Autres créances (brutes)	145.519	139.350	1.785	(105)	237	4.251

## RISQUE DE CRÉDIT - CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	CRÉANCES COMMERCIALES	AUTRES CRÉANCES	TOTAL
	(RÉDUCTIONS DE VALEUR)	(RÉDUCTIONS DE VALEUR)	
<b>AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT</b>			
	(8.570)	(5.253)	(13.818)
Changement de périmètre	(724)	-	(724)
Réductions de valeur reconnues en résultat	(152)	(1.633)	(1.785)
Reprises de réductions de valeur	104	1	105
Réductions de valeur nettes avec le montant brut	928	-	928
Autres mouvements	2	(0)	2
Ecart de conversion	(866)	(10)	(876)
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>(9.279)</b>	<b>(6.894)</b>	<b>(16.169)</b>
<b>AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>			
	(9.279)	(6.894)	(16.169)
Réductions de valeur reconnues en résultat	(5.140)	(608)	(5.748)
Reprises de réductions de valeur	5.951	2.981	8.932
Réductions de valeur nettes avec le montant brut	242	-	242
Autres mouvements	290	-	286
Ecart de conversion	427	7	433
<b>Au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>(7.509)</b>	<b>(4.514)</b>	<b>(12.023)</b>

En principe, Umicore utilise l'assurance crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. Deux politiques de crédit ont été contractées avec deux assureurs différents. A la clôture, € 566 millions des créances commerciales du Groupe des activités continuées sont couverts par une politique pour laquelle l'indemnité en cas de non paiement s'élève à 95% avec une limite annuelle établie par région ou par pays. L'autre politique couvrait € 188 millions des créances commerciales avec un déductible global annuel d'€ 5 millions et une indemnité maximum par année de € 70 millions.

Enfin, certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit internes sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont revues et approuvées par le management.

## F21 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
<b>Impôts différés</b>		
Impôts à recevoir	32.517	36.036
Impôts différés actifs	117.605	114.686
Impôts dus	(57.666)	(62.830)
Impôts différés passifs	(6.924)	(3.540)
Impôts différés nets des activités non continuées	3.648	-

## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	ACTIFS		PASSIFS		NET	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>104.057</b>	<b>117.605</b>	<b>(6.235)</b>	<b>(6.924)</b>	<b>97.822</b>	<b>110.681</b>
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	1.546	371	13.080	1.164	14.626	1.535
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	(9.116)	(10.009)	4.585	3.173	(4.531)	(6.836)
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	7.821	-	852	-	8.673
Changement de périmètre	(162)	28	(75)	-	(237)	28
Ecart de conversion	3.208	(3.147)	(152)	158	3.056	(2.989)
Transferts	18.202	1.965	(18.127)	(1.964)	75	1
Autres mouvements	(130)	52	-	-	(130)	52
<b>Au terme de l'exercice pour activités continuées</b>	<b>117.605</b>	<b>114.686</b>	<b>(6.924)</b>	<b>(3.540)</b>	<b>110.681</b>	<b>111.146</b>
Total des activités non continuées	3.812	-	(164)	-	3.648	-
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR CATÉGORIES DE DIFFÉRENCES TEMPORELLES</b>						
Immobilisations incorporelles	9.241	8.857	(17.618)	(16.139)	(8.377)	(7.282)
Goodwill des sociétés consolidées globalement	-	184	(565)	(394)	(565)	(210)
Immobilisations corporelles	4.929	8.032	(22.110)	(19.386)	(17.181)	(11.354)
Créances long terme	46	365	(33)	(129)	13	236
Stocks	29.692	36.452	(17.120)	(18.999)	12.572	17.453
Créances court terme	5.590	10.932	(9.107)	(15.549)	(3.517)	(4.617)
Fonds propres - part du Groupe	290	-	(508)	(3.557)	(218)	(3.557)
Dettes financières long terme et autres dettes	12.090	9.435	(736)	(1.364)	11.354	8.071
Provisions pour avantages sociaux long terme	67.894	68.226	(1.444)	(1.582)	66.450	66.644
Provisions pour environnement long terme	17.873	13.299	(531)	(535)	17.342	12.764
Provisions pour autres risques et charges long terme	4.816	3.836	(420)	(3.242)	4.396	594
Dettes financières court terme	2.714	37	-	-	2.714	37
Provisions pour environnement court terme	1.878	3.073	-	-	1.878	3.073
Provisions pour autres risques et charges court terme	5.798	8.340	(8)	(8)	5.790	8.332
Dettes commerciales et autres dettes	15.419	23.709	(2.232)	(8.769)	13.187	14.940
<b>Impôts différés totaux liés aux différences temporaires</b>	<b>178.270</b>	<b>194.777</b>	<b>(72.433)</b>	<b>(89.653)</b>	<b>105.837</b>	<b>105.124</b>
Pertes fiscales à reporter	77.156	53.464	-	-	77.156	53.464
Déductions pour investissements	2.152	1.541	-	-	2.152	1.541
Intérêts notionnels	8.549	719	-	-	8.549	719
Autres	5.207	5.959	-	-	5.207	5.959
Impôts différés actifs non reconnus	(88.220)	(55.662)	-	-	(88.220)	(55.662)
<b>Total actif / passif d'impôts différés</b>	<b>183.114</b>	<b>200.798</b>	<b>(72.433)</b>	<b>(89.653)</b>	<b>110.681</b>	<b>111.146</b>
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	(65.509)	(86.112)	65.509	86.112	-	-
<b>Situation nette</b>	<b>117.605</b>	<b>114.686</b>	<b>(6.924)</b>	<b>(3.540)</b>	<b>110.681</b>	<b>111.146</b>
<b>Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan</b>						
Date d'expiration sans limite de temps			302.275	191.477	88.220	55.662

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement dans les autres éléments du résultat global.

Les mouvements principaux des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global sont des impôts différés générés par des différences temporaires incluses sous les lignes « créances commerciales et autres créances » pour un montant négatif de € 4,4 millions, « dettes commerciales et autres dettes » pour un montant positif de € 2,4 millions et « provisions pour avantages sociaux long terme » pour un montant négatif de € 4,8 millions.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Le Groupe estime que la période d'utilisation des impôts différés actifs est de 5 à 10 ans. L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

Durant la période, un montant d'impôts différés actifs de € 55,7 millions n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (€ 50,2 millions), des déductions pour investissements (€ 1,8 millions) et à des différences temporaires sur les immobilisations corporelles (€ 2,0 millions).

En application de l'IAS 12, un impôt différé passif sur les réserves immunisées des sociétés belges, qui pourrait potentiellement s'élever à € 37,5 millions, n'a pas été reconnu car la direction confirme que ce passif ne sera pas encouru dans un avenir prévisible.

## F22 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

Milliers d'euros

31/12/2016 31/12/2017

### LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

Dépôts à terme auprès des banques	10.521	16.948
Autres dépôts à terme	25	41
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	73.914	151.126
<b>Total liquidités et quasi-liquidités</b>	<b>84.460</b>	<b>168.115</b>
Découverts bancaires	13.185	12.218
<b>Situation nette de trésorerie à la clôture pour activités continuées (voir tableau de financement consolidé)</b>	<b>71.275</b>	<b>155.897</b>
Total des activités non continuées	45.326	-

Tous les montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le Groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que – suite à la nature dynamique de ses opérations – le Groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les liquidités excédentaires sont investies pour de très courtes périodes et sont réparties dans un nombre limité d'institutions financières disposant d'une notation de crédit satisfaisante.

## F23 ÉCARTS DE CONVERSION ET AUTRES RÉSERVES

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

Milliers d'euros	RÉSERVES POUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	RÉSERVES DE COUVERTURE STRATÉGIQUE	IMPÔTS DIFFÉRÉS RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, DÉCOULANT DE CHANGEMENTS D'HYPOTHÈSES ACTUARIELLES	RÉSERVES POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	ECARTS DE CONVERSION	TOTAL
<b>Solde au 1er janvier de l'exercice précédent</b>	-	(21.873)	63.330	(208.473)	28.690	(37.191)	(175.517)
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	111	23.582	(438)	(26.246)	3.820	-	829
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	12.624	(4.174)	-	-	-	8.450
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	(9.094)	-	(9.094)
Variations de périmètre	-	108	(746)	3.777	(166)	1.106	4.079
Écarts de conversion	-	(214)	63	(1.051)	-	28.255	27.054
<b>Solde au 31 décembre de l'exercice précédent</b>	<b>111</b>	<b>14.227</b>	<b>58.035</b>	<b>(231.993)</b>	<b>23.250</b>	<b>(7.830)</b>	<b>(144.199)</b>
<b>Solde au 1er janvier de l'exercice</b>	<b>111</b>	<b>14.227</b>	<b>58.035</b>	<b>(231.993)</b>	<b>23.250</b>	<b>(7.830)</b>	<b>(144.199)</b>
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	3.738	22.666	(9.308)	2.369	6.418	-	25.884
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	(7.167)	2.749	14	-	-	(4.404)
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	(6.402)	-	(6.402)
Variations de périmètre	-	-	(3.711)	5.769	166	1.954	4.178
Écarts de conversion	-	(221)	97	3.918	-	(81.366)	(77.572)
<b>Solde au 31 décembre de l'exercice</b>	<b>3.849</b>	<b>29.505</b>	<b>47.862</b>	<b>(219.923)</b>	<b>23.433</b>	<b>(87.242)</b>	<b>(202.517)</b>

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur les actions Nyrstar (voir l'Annexe F18 sur les actifs financiers disponibles à la vente).

Les gains nets reconnus en réserves de couverture stratégique (€ 22,7 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les gains nets sortis des réserves (€ 7,2 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique présents à l'ouverture et parvenus à maturité durant la période et dont un gain d'€ 9,8 millions est passé en compte de résultats suite à l'expiration de couvertures stratégiques.

Des réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnues en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour € 2,4 millions.

En 2017, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de € 6,4 millions sur la réserve pour paiements fondés sur des actions, y compris les activités non-continué (voir l'Annexe F10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de € 6,4 millions a été transféré vers les réserves suite à l'exercice d'options pendant la période et aux anciens plans d'action.

La variation des écarts de conversion est principalement liée à la baisse du dollar américain (USD), du won sud-coréen (KRW), du réal brésilien (BRL) et du yuan chinois (CNY) par rapport à l'euro (EUR).



## F24 DETTES FINANCIÈRES

Milliers d'euros	PRÊTS BANCAIRES À LONG TERME	AUTRES PRÊTS À LONG TERME	TOTAL
<b>LONG TERME</b>			
<b>Solde au début de l'exercice précédent</b>	<b>70.013</b>	<b>1.286</b>	<b>71.296</b>
Augmentation	-	3.330	<b>3.330</b>
Diminution	(50.013)	(193)	<b>(50.205)</b>
Transferts	-	(27)	<b>(27)</b>
<b>Solde au terme de l'exercice précédent</b>	<b>20.000</b>	<b>4.396</b>	<b>24.394</b>
Augmentation	690.000	(0)	<b>690.000</b>
Diminution	0	(286)	<b>(285)</b>
Transferts	(20.000)	(4)	<b>(20.004)</b>
<b>Solde au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>690.000</b>	<b>4.106</b>	<b>694.104</b>
<b>DETTES À LONG TERME ÉCHEANT DANS L'ANNÉE</b>			
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>-</b>	<b>144</b>	<b>144</b>
Augmentations / diminutions	20.000	3	<b>20.003</b>
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>20.000</b>	<b>147</b>	<b>20.147</b>

Milliers d'euros	PRÊTS BANCAIRES À COURT TERME	DÉCOUVERTS BANCAIRES	PAPIERS COMMERCIAUX	AUTRES PRÊTS	TOTAL
<b>COURT TERME</b>					
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>117.205</b>	<b>13.185</b>	<b>268.607</b>	<b>1.646</b>	<b>400.643</b>
Augmentations / diminutions (y compris écarts de conversion)	87.799	(967)	(192.109)	(1.646)	<b>(106.923)</b>
<b>Au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>205.004</b>	<b>12.218</b>	<b>76.498</b>	<b>0</b>	<b>293.720</b>

La dette nette au 31 décembre 2017 était de € 839,9 millions, en hausse par rapport aux € 296,3 millions en début d'année et ce, principalement en raison des investissements d'Umicore, des dépenses en fonds de roulement et des acquisitions d'Automotive Calatysts et Cobalt & Specialty Materials.

Les emprunts bancaires consistent en:

- deux placements privés de dette à long terme pour un montant d'€ 690,0 millions (juste valeur d'€ 686 millions)
- un emprunt d'€ 20,0 millions échéant en décembre 2018. La juste valeur de cet emprunt était d'€ 20,0 millions au 31 décembre 2017, basée sur une méthode de DCF.
- des emprunts court-terme d'€ 205,0 millions. Les maturités de ces emprunts sont à très court terme et sont décidées par le département trésorerie du Groupe aux conditions de marché et selon la gestion quotidienne de la trésorerie.
- des papiers commerciaux avec un terme à moins d'un an pour € 76,5 millions
- des découverts bancaires d'€ 12,2 millions assimilés à l'utilisation d'une ligne de crédit « overnight »

## ÉTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2017, il n'y avait pas d'avances en cours relatives aux € 300 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en octobre 2021 et aucune avance relative aux € 215 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en septembre 2018.

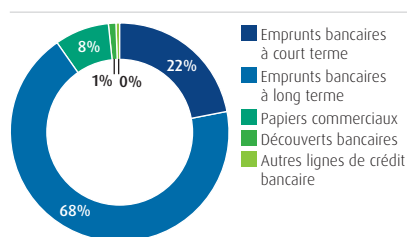
Les emprunts bancaires syndiqués ainsi que les deux placements privés à long terme mentionnés ci-dessus requièrent que la société se conforme à certaines conventions. Umicore n'a dû faire face à aucune violation de ces conventions d'emprunt que ce soit en 2017 ou lors des années précédentes.

Les dettes à long-terme incluent uniquement des dettes en euros.

Le ratio d'endettement net de 31,1% à fin 2017 (13,8% à fin 2016) est bien endéans les limites de structure de capital visées par le Groupe.

Milliers d'euros	EUROS	TOTAL
<b>Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an</b>		
Prêts bancaires	710.000	<b>710.000</b>
Autres prêts	4.252	<b>4.252</b>
<b>Dettes financières à long terme, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an</b>	<b>714.252</b>	<b>714.252</b>
Milliers d'euros	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Dettes financières à long terme	24.394	694.104
Dettes financières à long terme échéant dans l'année	144	20.147
Dettes financières à court terme	400.643	293.720
Liquidités et quasi-liquidités	(84.460)	(168.115)
<b>Dettes financière nette</b>	<b>340.721</b>	<b>839.857</b>
Total des activités non continuées	(44.468)	-
<b>Total de la dette financière nette y inclus activités non continuées</b>	<b>296.252</b>	<b>839.857</b>

## DETTE BRUTE



Million d'euros	2016	2017
Dettes financière nette	296,3	<b>839,9</b>
Fonds propres	1.848,0	<b>1.862,6</b>
Total	2.144,3	<b>2.702,5</b>
Ratio d'endettement (%)	13,8	<b>31,1</b>

## F25 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Milliers d'euros

ANNEXE 31/12/2016 31/12/2017

### LONG TERME

Dettes commerciales à plus d'un an	25.132	26.205
Autres dettes à plus d'un an	3.988	3.681
Subsides en capital	12.536	10.555
<b>Total des activités continuées</b>	<b>41.656</b>	<b>40.442</b>
Total des activités non continuées	182	-

### COURT TERME

Dettes commerciales à un an au plus	843.498	1.209.684	
Acomptes reçus sur commandes	21.023	31.947	
Impôts dus autres que les impôts de société	26.696	27.742	
Dettes salariales et sociales	95.780	122.250	
Autres dettes	17.635	44.244	
Dividendes dus	11.687	11.696	
Intérêts dus	584	5.355	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	7.118	17.122
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	11.725	12.035
Comptes de régularisation	125.625	157.740	
<b>Total des activités continuées</b>	<b>1.161.371</b>	<b>1.639.815</b>	
Total des activités non continuées	103.478	-	

Les dettes commerciales ont augmenté d'€ 478,4 millions, principalement en raison de volumes et de prix des métaux plus importants mais également en raison des nouveaux regroupements d'entreprises.

Les dettes fiscales autres que les impôts de société sont principalement relatives à la TVA.

## F26 LIQUIDITÉ DES DETTES FINANCIÈRES

### EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE					TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>90.491</b>	<b>63.940</b>	<b>246.356</b>	<b>21.655</b>	<b>2.740</b>	<b>425.180</b>
<b>Court terme</b>	<b>90.491</b>	<b>63.940</b>	<b>246.356</b>	-	-	<b>400.786</b>
Prêts bancaires à court terme	69.113	13.977	34.115	-	-	117.205
Découverts bancaires	3.282	-	9.903	-	-	13.185
Papiers commerciaux	16.445	49.932	202.230	-	-	268.607
Autres prêts	1.639	6	-	-	-	1.646
Autres prêts long terme échéant dans l'année	12	24	108	-	-	144
<b>Long terme</b>	-	-	-	<b>21.655</b>	<b>2.740</b>	<b>24.394</b>
Prêts bancaires long terme	-	-	-	20.000	-	20.000
Autres prêts long terme	-	-	-	1.655	2.740	4.394
<b>DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES</b>	<b>727.819</b>	<b>319.091</b>	<b>110.201</b>	<b>9.737</b>	<b>36.181</b>	<b>1.203.029</b>
<b>Court terme</b>	<b>727.819</b>	<b>319.091</b>	<b>110.201</b>	<b>4.262</b>	-	<b>1.161.373</b>
Dettes commerciales à un an au plus	571.534	246.804	25.159	-	-	843.498
Acomptes reçus sur commandes	1.462	7.069	12.491	-	-	21.023
Impôts dus autres que les impôts de société	24.163	2.077	456	-	-	26.696
Dettes salariales et sociales	21.704	29.675	44.401	-	-	95.780
Autres dettes	9.611	1.829	6.196	-	-	17.635
Dividendes dus	11.687	-	-	-	-	11.687
Intérêts dus	(91)	672	3	-	-	584
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	316	651	2.627	3.525	-	7.118
Juste valeur des autres instruments financiers	1.529	6.157	3.303	737	-	11.725
Comptes de régularisation	85.904	24.156	15.565	-	-	125.625
<b>Long terme</b>	-	-	-	<b>5.475</b>	<b>36.181</b>	<b>41.656</b>
Dettes commerciales à plus d'un an	-	-	-	-	25.132	25.132
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	89	3.899	3.988
Subsides en capital	-	-	-	5.386	7.151	12.536

## ÉTATS FINANCIERS

## EXERCICE ACTUEL

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE					TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>116.741</b>	<b>64.273</b>	<b>132.853</b>	<b>694.104</b>	-	<b>1.007.972</b>
<b>Court terme</b>	<b>116.741</b>	<b>64.273</b>	<b>132.853</b>	-	-	<b>313.868</b>
Prêts bancaires à court terme	115.545	64.249	25.210	-	-	205.004
Découverts bancaires	1.184	-	11.034	-	-	12.218
Papiers commerciaux	-	-	76.498	-	-	76.498
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	-	-	20.000	-	-	20.000
Autres prêts long terme échéant dans l'année	12	25	111	-	-	147
<b>Long terme</b>	-	-	-	<b>694.104</b>	-	<b>694.104</b>
Prêts bancaires long terme	-	-	-	690.000	-	690.000
Autres prêts long terme	-	-	-	4.104	-	4.104
<b>DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES</b>	<b>1.078.419</b>	<b>393.214</b>	<b>162.297</b>	<b>12.405</b>	<b>33.921</b>	<b>1.680.256</b>
<b>Court terme</b>	<b>1.078.419</b>	<b>393.214</b>	<b>162.297</b>	<b>5.884</b>	-	<b>1.639.814</b>
Dettes commerciales à un an au plus	848.563	309.995	51.128	-	-	1.209.684
Acomptes reçus sur commandes	10.889	7.866	13.192	-	-	31.947
Impôts dus autres que les impôts de société	20.343	6.805	593	-	-	27.742
Dettes salariales et sociales	36.308	35.221	50.721	-	-	122.250
Autres dettes	16.591	7.297	20.356	-	-	44.244
Dividendes dus	11.696	-	-	-	-	11.696
Intérêts dus	4.255	1.087	14	-	-	5.355
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	641	2.353	8.244	5.884	-	17.122
Juste valeur des autres instruments financiers	3.156	7.439	1.440	-	-	12.035
Comptes de régularisation	125.978	15.151	16.610	-	-	157.740
<b>Long terme</b>	-	-	-	<b>6.521</b>	<b>33.921</b>	<b>40.442</b>
Dettes commerciales à plus d'un an	-	-	-	1.311	24.894	26.205
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	-	3.681	3.681
Subsides en capital	-	-	-	5.210	5.345	10.555

## F27 PROVISIONS POUR AVANTAGES SOCIAUX

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

Milliers d'euros	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI – PENSIONS ET AUTRES	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI – AUTRES	PRESTATIONS DE PRÉRETRAITE ET AUTRES	AUTRES AVANTAGES SOCIAUX À LONG TERME	TOTAL
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>289.147</b>	<b>4.074</b>	<b>29.127</b>	<b>15.559</b>	<b>337.907</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	2.254	-	-	206	<b>2.460</b>
Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	26.683	275	6.652	1.245	<b>34.855</b>
Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(18)	(1)	-	(73)	<b>(92)</b>
Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(27.284)	(82)	(8.877)	(592)	<b>(36.835)</b>
Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts =financiers nets")	5.429	19	152	251	<b>5.852</b>
Ecart de conversion	(333)	(77)	(63)	(13)	<b>(486)</b>
Transferts	823	3	(816)	351	<b>363</b>
Reconnus dans les autres éléments du résultat global	(840)	(372)	-	-	<b>(1.212)</b>
<b>Au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>295.861</b>	<b>3.840</b>	<b>26.177</b>	<b>16.934</b>	<b>342.812</b>

Milliers d'euros	MOUVEMENTS		
	31/12/2016	2017	31/12/2017
Belgique	57.599	(3.961)	53.638
Allemagne	259.166	7.385	266.551
<b>Sous-total</b>	<b>316.765</b>	<b>3.424</b>	<b>320.189</b>
Autres entités	19.119	3.504	22.623
<b>Total des activités continuées</b>	<b>335.884</b>	<b>6.928</b>	<b>342.812</b>
Activités non continuées	36.896	(36.896)	-

Le premier tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne "Reconnus en fonds propres" et ce qui est indiqué dans l'annexe F23 étant donné que cette dernière inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaire externes pour quasi la totalité des plans.

Les plans à prestations définies pour les deux principaux pays sont les suivants :

---

#### **BELGIQUE** Caractéristiques des plans à prestations définies

Les sociétés Umicore en Belgique opèrent avec des plans à prestations définies qui octroient à la pension des prestations relatives au salaire et à l'âge ou aux années de service. Ces plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies de € 223,6 millions et des actifs pour € 170,0 millions. Ceux-ci prévoient le paiement d'une somme forfaitaire à la pension et des avantages en cas de décès ou d'invalidité avant la pension.

##### **Financement**

Les plans sont financés de façon externe soit par des sociétés d'assurances soit par des fonds privés indépendants qui gèrent des plans de pension ("IORP"). Pour ces IORP, les processus de gouvernance nécessaires pour la gestion des risques sont mis en place. Une des mesures consiste à réaliser régulièrement un "test de continuité" lors duquel les politiques d'investissements stratégiques sont analysées sur le plan des profils risques-rendements et de la solvabilité. Un relevé des principes d'investissements et de la politique de financement en est dérivé.

##### **Juste valeur des actifs du régime**

La juste valeur des actions et parts et des instruments de dettes est déterminée sur base des prix de marchés cotés sur des marchés actifs (classification niveau 1). Les plans ne contiennent aucune position directe dans des actions Umicore ou obligations et ne disposent pas d'actes de propriété dans une entité d'Umicore. Les investissements sont diversifiés de manière à ce que la faillite d'un seul investissement n'ait pas d'impact matériel sur le niveau global des actifs.

---

#### **ALLEMAGNE** Caractéristiques des plans à prestations définies

Les bénéficiaires postérieurs à l'emploi sont principalement des plans de pension non financés à titre de prestations définies octroyant des avantages à la pension, en cas d'invalidité et de décès. Tous les plans sont basés sur le salaire final ou sur la moyenne finale à côté des plans à compensation différée. Les avantages des plans à compensation différée sont basés sur le salaire annuel converti et procure un intérêt garanti de 3,0% p.a. (6,0% p.a. pour les conversions de salaire avant 2014). Tous les plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies d'€ 273,3 millions et des actifs d'€ 6,8 millions.

##### **Financement**

Comme mentionné ci-dessus, les avantages postérieurs à l'emploi sont principalement des plans non financés. Une toute petite partie est financée par des contrats de réassurance mis en gage.

##### **Juste valeur des actifs du régime**

Tous les actifs du plan sont des contrats d'assurance gagé et n'ont pas de prix de marchés cotés.

---

Les risques les plus significatifs relatifs aux plans à prestations définies sont:

- **Volatilité des actifs:** l'obligation est calculée en utilisant le taux d'actualisation en référence au taux d'obligations des sociétés. Si l'actif sous-performe ce taux, ceci engendrera un déficit.
- **Changement du taux obligataire:** une diminution du taux obligataire des sociétés entraînerait une augmentation de l'obligation. Cependant, celle-ci sera partiellement compensée par une augmentation de la valeur des avoirs obligataires du plan.
- **Risque lié au salaire:** la plupart des plans à prestations définies sont calculés par rapport au salaire des membres du plan. Dès lors, une augmentation salariale des membres du plan plus importante que prévue engendrerait une obligation plus importante.
- **Risque de longévité:** tous les plans à côté du nouveau plan à compensations différées à partir de 2014 engendrent des annuités de vie qui impliquent un risque de longévité c'est-à-dire le risque que la période de paiement s'allonge en raison de l'amélioration de l'espérance de vie. La société utilise des taux de mortalité qui dépendent de l'année de naissance pour inclure le risque dans l'obligation.
- **Risque de sortie de liquidité:** en raison des cas de décès pendant la période active de l'employé ainsi que des cas d'invalidité, un risque de sortie de liquidité avant la pension existe.
- **Risque légal:** si la loi qui détermine les avantages à prestations définies change, une modification de l'obligation pourrait avoir lieu.

Certains risques supplémentaires sont relatifs à l'Allemagne uniquement:

- Il existe un risque que les ajustements des pensions payées par "Pensionskasse Degussa" ne soient plus supportés par la caisse de pension "Pensionskasse" et que dès lors une obligation supplémentaire non financée en résulte et ce en raison d'un rendement d'intérêts garanti de 3,5%. Etant donné qu'il n'est pas possible d'appliquer totalement la méthode de calcul d'IAS 19, le fond a été évalué comme un plan à contribution définie. Le risque a été évalué et une obligation supplémentaire estimée jusque fin 2022 a été incluse dans l'obligation de pension.
- L'ancien plan à compensations différées engendre un taux d'intérêts garanti de 6% qui augmente le risque lié aux coûts de la pension en plus du salaire converti. Le plan a été clôturé au 31 décembre 2013 et est remplacé par un plan sans risque similaire significatif.

Certains risques sont relatifs à la Belgique uniquement:

- En raison de la législation belge s'appliquant à tous les plans de pension du 2ème pilier (loi Vandebroucke), tous les plans à titre de contributions définies doivent être considérés sous IFRS comme des plans à titre de prestations définies. La loi Vandebroucke établit que dans un contexte de plans à titre de contributions définies, l'employeur doit garantir un rendement minimum garanti de 3,75% sur les contributions des employés et de 3,25% sur les contributions des employeurs. Cependant, peu avant fin 2015, une modification de la loi belge a été promulguée. Celle-ci entraîne une diminution du rendement minimum garanti de 3,25% à un taux d'intérêt minimum défini basé sur le taux d'intérêt belge à 10 ans, endéans l'intervalle 1,75%-3,25%. Le nouveau taux (actuellement 1,75%) s'applique pour les années postérieures à 2015 pour les contributions futures et aussi aux contributions passées accumulées au 31 décembre 2015 si l'organisme de financement ne garantit pas un certain résultat sur les contributions jusqu'à l'âge de la retraite. Si l'organisme ne garantit pas de tels résultats, les taux 3,25/3,75% sont toujours d'application.

De par ce rendement minimum garanti, l'employeur est exposé à un risque financier : des contributions supplémentaires pourraient être nécessaires si le rendement de l'actif n'est pas suffisant pour atteindre la prestation minimum à payer. Le groupe a des plans qui sont financés par des contrats d'assurance ainsi qu'un plan financé par un IORP.

Les obligations à prestations définies y relatives ont été agrégées avec les autres obligations à prestations définies. La méthode PUC (Projected Unit Credit) a été utilisée.

L'obligation à prestations définies totale relative à ces plans est d'€ 94,3 millions à fin décembre 2017 et l'actif correspondant d'€ 90,2 millions.



## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
<b>VARIATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS DÉFINIES</b>		
<b>Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice</b>	<b>469.027</b>	<b>521.153</b>
Coût des services rendus	25.382	29.236
Charge d'intérêts	9.950	9.612
Cotisations des participants au régime	781	843
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses démographiques	5.427	(2.233)
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses financières	23.600	2.964
Pertes (Gains) actuariels - dus aux ajustements d'expériences du passé	14.861	4.611
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(21.084)	(22.994)
Charges payées	(1.582)	(2.080)
Combinaisons de plans	(6.060)	13.277
Variation de taux de change	851	(2.368)
<b>Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice</b>	<b>521.153</b>	<b>552.021</b>
Milliers d'euros	2016	2017
<b>VARIATION DES ACTIFS DU RÉGIME</b>		
<b>Juste valeur des actifs au début de l'exercice</b>	<b>156.670</b>	<b>183.246</b>
Rendement attendu des actifs du régime	2.863	3.403
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	16.036	5.286
Cotisations versées par l'entreprise	28.982	32.265
Cotisations versées par les participants au régime	781	843
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(21.084)	(22.994)
Charges payées	(1.615)	(2.145)
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	241	11.836
Ecarts de conversion	372	(1.966)
<b>Juste valeur des actifs en fin d'exercice</b>	<b>183.246</b>	<b>209.774</b>

Les régimes de retraite en Belgique, en Corée, au Liechtenstein, en Allemagne et au Japon sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
<b>MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN</b>		
Valeur actualisée des obligations	521.153	552.021
Juste valeur des actifs de couverture	183.246	209.774
<b>Déficit (surplus) résultant des régimes</b>	<b>337.907</b>	<b>342.247</b>
Effets des plafonnements d'actifs / obligations à titre onéreux	-	-
<b>Passif (actif) net</b>	<b>337.907</b>	<b>342.247</b>
<b>COMPOSANTES DU COÛT DES SERVICES</b>		
<b>Montants comptabilisés dans le compte de résultats</b>		
Coût des services rendus	25.382	29.236
Charge d'intérêts	9.950	9.612
Rendement des actifs du régime	(2.863)	(3.403)
Actualisations des autres avantages à long termes	1.319	1.176
Frais administratifs et taxes	33	36
<b>Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats</b>	<b>33.821</b>	<b>36.657</b>
Total des activités non continuées	2.662	2.662
<b>Charges comptabilisées dans les autres éléments du résultat global</b>		
<b>Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés à l'ouverture</b>	<b>169.220</b>	<b>195.689</b>
Gains et pertes actuariels de la période	26.706	(1.212)
Minorités	(319)	151
Recyclé en résultat	-	(81)
Ecart de conversion	82	(233)
<b>Charge totale du régime reconnue dans le SoCI des filiales consolidées globalement</b>	<b>195.689</b>	<b>194.314</b>
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	30.551	25.606
<b>Total reconnu dans le SoCI</b>	<b>226.241</b>	<b>219.921</b>
Total des activités non continuées	10.395	-
<b>Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global</b>		
Effets des actualisations des hypothèses démographiques	5.364	(2.147)
Effets des actualisations des hypothèses financières	23.337	2.758
Effets des ajustements d'expériences du passé	13.782	3.465
Revenus des actifs du régime ( hors intérêts )	(15.950)	(5.167)
<b>Total des actualisations incluses dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>26.533</b>	<b>(1.091)</b>
Total des activités non continuées	1.527	830

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieures à l'emploi sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers" (cf. Annexe F11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation, plus particulièrement sous la rubrique "Salaires et avantages sociaux directs".

Les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de l'année reconnues dans les capitaux propres (OCI) sont expliquées principalement par une variation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

## ÉTATS FINANCIERS

	2016	2017
<b>HYPOTHÈSES ACTUARIELLES PRINCIPALES</b>		
<b>Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services à la fin de l'année</b>		
Taux d'actualisation (%)	1,73	1,73
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,76	2,81
Taux d'inflation (%)	1,78	1,79
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,48	1,38
<b>Hypothèses moyenne-pondérées utilisées pour déterminer le coût net</b>		
Taux d'actualisation (%)	2,12	1,66
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,94	2,76
Taux d'inflation (%)	2,00	1,78
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,61	1,48

Milliers d'euros	2017	
	JUSTE VALEUR DE TOUS LES ACTIFS DU RÉGIME	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME CÔTÉS EN BOURSE
<b>Actifs du régime</b>		
Valeurs disponibles et autres liquidités	11.151	11.145
Actions et parts	36.466	36.455
Titres de créance	78.025	77.899
Titres immobiliers	8.048	8.042
Actifs détenus par des sociétés d'assurance	69.471	58.784
Autres	6.613	1.279
<b>Total des actifs</b>	<b>209.774</b>	<b>193.604</b>

Les hypothèses utilisées sont recommandées par les actuaires locaux. La référence pour la zone Euro est l'indice IBOXX AA. Des indices similaires sont utilisés dans les autres pays. Les tables de mortalité utilisées sont spécifiques aux pays concernés.

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels comme recommandé par les actuaires locaux.

Milliers d'euros	2017	
	SENSIBILITÉ +0,25%	SENSIBILITÉ -0,25%
<b>Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'actualisation</b>		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	523.131	561.550
Durée moyenne pondérée de la dette nette (en année)	13,70	14,67
<b>Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'inflation</b>		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	544.248	520.134
<b>Sensibilité aux variations d'hypothèses d'augmentation salariale</b>		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	548.387	535.583

## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
<b>RÉCONCILIATION DES ÉLÉMENTS DE BILAN</b>		
<b>Passif (actif) au bilan à l'ouverture</b>	<b>312.357</b>	<b>337.907</b>
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	33.821	36.657
Montants comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice	26.533	(1.091)
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	(17.075)	(20.712)
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	(11.907)	(11.553)
Montants reconnus suite à la combinaison de plans	(6.301)	1.441
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	479	(402)
<b>Passif / (actif) à la clôture du bilan</b>	<b>337.907</b>	<b>342.247</b>

**AU 31 DÉCEMBRE**

Milliers d'euros	2013	2014	2015	2016	2017
Valeur des obligations au titre de prestations définies	440.757	527.028	469.027	521.153	552.021
Juste valeur des actifs du régime	172.954	195.326	156.670	183.246	209.774
<b>Déficit (surplus) du régime</b>	<b>267.803</b>	<b>331.702</b>	<b>312.357</b>	<b>337.907</b>	<b>342.247</b>
Ajustement expérience actifs du régime	(31.125)	(10.444)	(3.320)	(16.036)	(5.286)
Ajustement expérience obligations du régime	5.274	(4.543)	5.399	14.861	4.611

Milliers d'euros	2017
<b>DÉCAISSEMENTS ESTIMÉS POUR PROCHAINS EXERCICES</b>	
Estimation des contributions de l'employeur	30.317
Estimation des paiements aux bénéficiaires des droits	
Année 1	22.164
Année 2	17.564
Année 3	22.596
Année 4	28.160
Année 5	26.130
Les 5 années suivantes	134.424

## F28 PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS ACCORDÉS PAR LA SOCIÉTÉ

PLAN	ÉCHÉANCE	EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (EUROS) (LE PRIX D'EXERCICE PEUT ÊTRE PLUS ÉLEVÉ DANS CERTAINS PAYS)	NOMBRE D'OPTIONS À EXERCER
ISOP 2008	14/04/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,29	30.000
			16,36	0
				<b>30.000</b>
ISOP 2011	13/02/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	19,04	37.500
			19,62	32.000
			19,27	0
				<b>69.500</b>
ISOP 2012	12/02/2019	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	17,66	118.324
			18,84	45.500
			18,00	22.000
				<b>185.824</b>
ISOP 2013	12/02/2020	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	18,19	402.750
			19,34	60.000
				<b>462.750</b>
ISOP 2014	10/02/2021	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,14	788.625
			15,80	61.250
			16,49	15.000
				<b>864.875</b>
ISOP 2015	09/02/2022	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	17,29	1.111.000
			18,90	54.000
			19,50	52.500
				<b>1.217.500</b>
ISOP 2016	04/02/2023	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,63	1.217.750
				<b>1.217.750</b>
ISOP 2017	13/02/2024	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	25,50	1.122.250
			27,04	47.750
				<b>1.170.000</b>
<b>Total</b>				<b>5.218.199</b>

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Les tables de l'annexe F28 ont été revues en conséquence afin de refléter le nouveau nombre d'options sur action et les nouveaux prix.

ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

## ÉTATS FINANCIERS

	2016		2017	
	NOMBRE D'OPTIONS SUR ACTIONS	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE	NOMBRE D'OPTIONS SUR ACTIONS	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE
<b>DÉTAILS DES OPTIONS EN CIRCULATION</b>				
<b>Au début de l'année</b>	<b>6.817.750</b>	<b>16,83</b>	<b>5.645.750</b>	<b>16,84</b>
Octroyées dans l'année	1.217.750	16,63	1.170.000	25,56
Exercées dans l'année	2.377.750	16,00	1.597.551	17,39
Expirées dans l'année	12.000	-	-	-
<b>Fin de la période</b>	<b>5.645.750</b>	<b>17,16</b>	<b>5.218.199</b>	<b>18,98</b>
Exercibles fin d'année	5.645.750	17,16	5.218.199	18,98

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en mars 2022.

Les détails concernant le calcul des juste-valeurs des options octroyées se trouvent dans la note F10 sur les Rémunérations et Avantages Sociaux.

## F29 PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES

Milliers d'euros	PROVISIONS POUR ASSAINISSEMENT DU SOL ET RÉHABILITATION DU SITE		AUTRES PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES	TOTAL
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>58.854</b>		<b>2.328</b>	<b>61.182</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	2.471		392	<b>2.862</b>
Dotations	8.792		2.490	<b>11.281</b>
Reprises	(380)		(174)	<b>(554)</b>
Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(3.448)		(1.927)	<b>(5.374)</b>
Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	1.480		-	<b>1.480</b>
Ecart de conversion	(1.682)		(2)	<b>(1.684)</b>
<b>Au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>66.086</b>		<b>3.107</b>	<b>69.193</b>
Dont: - A long terme	54.584		1.000	<b>55.584</b>
- A court terme	11.502		2.108	<b>13.610</b>

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont augmenté d'€ 8,0 millions, les nouvelles dotations et acquisitions par regroupement d'entreprises (Ordeg et Eurotungstène) étant supérieures aux utilisations et reprises de provisions existantes.

L'augmentation des provisions pour l'assainissement et la réhabilitation est principalement relative à des nouvelles provisions prises en Belgique, aux USA et en France. La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites au Brésil, aux USA et en Belgique.

En 2017, aucun mouvement majeur n'est à relever en ce qui concerne les provisions relatives aux déchets radioactifs en Belgique (Olen). Cependant, les négociations continuent avec les autorités compétentes afin de trouver une solution de stockage durable et acceptable mais à un rythme modéré.

Le mouvement des autres provisions environnementales est principalement lié au besoin et à l'utilisation des droits d'émission CO<sub>2</sub> en Belgique.

La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets à long terme se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

### F30 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Milliers d'euros	PROVISIONS POUR RESTRUCTURATION ET RÉORGANISATION	PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	TOTAL
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>30.868</b>	<b>30.049</b>	<b>60.913</b>
Acquisition par regroupement d'entreprises	1.500	11.968	<b>13.468</b>
Dotations	9.843	23.680	<b>33.523</b>
Reprises	(666)	(3.459)	<b>(4.125)</b>
Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(3.406)	(9.582)	<b>(12.988)</b>
Ecart de conversion	(261)	(1.509)	<b>(1.770)</b>
Transferts	(826)	471	<b>(356)</b>
Charges financières	-	(2.249)	<b>(2.249)</b>
<b>Au terme de l'exercice pour les activités continuées</b>	<b>37.051</b>	<b>49.369</b>	<b>86.416</b>
Dont: - A long terme	12.522	19.748	<b>32.270</b>
- A court terme	17.957	36.193	<b>54.150</b>

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges, contrats déficitaires et retours de produits sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont augmenté d'€ 25,5 millions. Les acquisitions par regroupement d'entreprises sont relatives à Ordeg (Corée) et Eurotungstène (France).

De nouvelles provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement en Allemagne, en Chine aux USA. Ces nouvelles provisions pour restructuration sont principalement relatives à la fermeture annoncée d'un site de production Thin Film Products aux USA (Providence).

Les utilisations de provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement en Allemagne et en Chine alors que des reprises des provisions prises les années précédentes ont été faites en Allemagne.

Les dotations pour autres risques et charges incluent principalement des reprises nettes de provisions IAS 39 pour € 20,8 millions. Le solde de cette provision IAS 39 à la fin de la période est de € 27,2 millions pour les activités continuées.

Les utilisations de provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour garanties et litiges en Belgique, Corée et Allemagne.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

## F31 CAPITAUX ENGAGÉS

Milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	F14, F15	305.340	294.253	328.808
Immobilisations corporelles	F16	1.070.403	1.159.574	1.301.411
Participations mises en équivalence	F17	195.332	126.780	153.008
Actifs financiers disponibles à la vente - long terme	F18	26.414	18.927	22.331
Stocks	F19	1.188.822	1.329.157	1.628.423
Créances commerciales et autres créances à long terme (hors avantages sociaux)	F20	10.690	10.577	13.118
Créances commerciales et autres créances à court terme ajustées		821.361	1.105.210	1.282.173
Impôts à récupérer		32.517	35.161	36.036
<b>Actifs inclus dans les capitaux engagés</b>		<b>3.650.879</b>	<b>4.079.638</b>	<b>4.765.307</b>
Dettes commerciales et autres dettes à long terme	F25	41.656	39.630	40.442
Dettes commerciales et autres dettes à court terme ajustées		1.154.261	1.316.499	1.622.720
Ecart de conversion	F23	(7.830)	(76.123)	(87.244)
Provisions à long terme	F29, F30	80.410	82.613	87.853
Provisions à court terme	F29, F30	41.690	51.334	67.759
Impôts à payer		57.666	62.649	62.830
<b>Passifs inclus dans les capitaux engagés</b>		<b>1.367.853</b>	<b>1.476.601</b>	<b>1.794.359</b>
<b>Capitaux engagés</b>		<b>2.283.026</b>	<b>2.603.037</b>	<b>2.970.948</b>
IAS 39 et éliminations		15.309	23.839	32.596
Capitaux engagés des activités non-continué		99.074	92.497	-
<b>Capitaux engagés tels que publiés</b>		<b>2.397.409</b>	<b>2.719.373</b>	<b>3.003.544</b>
Capitaux engagés moyens 2eme semestre		2.394.387		2.861.459
<b>Capitaux engagés moyens de l'année</b>		<b>2.398.660</b>		<b>2.709.925</b>
EBIT récurrent	F9	350.747		410.254
<b>ROCE</b>		<b>14,62%</b>		<b>15,14%</b>

Les créances et dettes commerciales court terme incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les margin calls ainsi que les gains et pertes de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique.

Les capitaux engagés moyens des semestres sont calculés par la moyenne des capitaux engagés fin de période et fin de la période précédente. Les capitaux engagés moyens de l'année sont calculés par la moyenne des moyennes des capitaux engagés des deux semestres.



## F32 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	NIVEAU	VALEUR COMPTABLE				
		JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
<b>ACTIFS</b>						
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>		<b>26.414</b>	-	-	-	<b>26.414</b>
Actifs financiers disponibles à la vente – Actions	1	26.414	-	-	-	26.414
<b>Prêts octroyés par l'entreprise</b>		<b>15.988</b>	-	-	<b>15.988</b>	-
Prêts octroyés par l'entreprise		15.988	-	-	15.988	-
<b>Créances commerciales et autres créances</b>		<b>855.385</b>	<b>15.959</b>	<b>21.347</b>	<b>818.079</b>	-
<b>Long terme</b>						
Dépôts et garanties en espèces		9.532	-	-	9.532	-
Autres créances à plus d'un an		1.158	-	-	1.158	-
Avantages sociaux		424	-	-	424	-
<b>Court terme</b>						
Créances commerciales (brutes)		706.656	-	-	706.656	-
Créances commerciales (réduction de valeur)		(9.279)	-	-	(9.279)	-
Autres créances (brutes)		78.778	-	-	78.778	-
Autres créances (réductions de valeur)		(6.893)	-	-	(6.893)	-
Intérêts à recevoir	2	244	-	-	244	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	21.347	-	21.347	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers		15.959	15.959	-	-	-
Comptes de régularisation		37.458	-	-	37.458	-
<b>Liquidités et quasi-liquidités</b>		<b>84.460</b>	-	-	<b>84.460</b>	-
Dépôts à terme auprès des banques		10.521	-	-	10.521	-
Autres dépôts à terme		25	-	-	25	-
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		73.914	-	-	73.914	-
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)</b>		<b>982.247</b>	<b>15.959</b>	<b>21.347</b>	<b>918.527</b>	<b>26.414</b>
<b>PASSIFS</b>						
<b>Dettes financières</b>		<b>426.282</b>	-	-	<b>425.182</b>	-
<b>Long terme</b>						
Prêts bancaires		21.100	-	-	20.000	-
Autres prêts		4.396	-	-	4.396	-
<b>Court terme</b>						
Prêts bancaires court terme		117.205	-	-	117.205	-
Découverts bancaires		13.185	-	-	13.185	-
Papiers commerciaux		268.607	-	-	268.607	-
Autres prêts		1.790	-	-	1.790	-
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>		<b>1.203.027</b>	<b>11.725</b>	<b>7.118</b>	<b>1.184.184</b>	-
<b>Long terme</b>						
Dettes commerciales à plus d'un an		25.132	-	-	25.132	-
Autres dettes à plus d'un an		3.988	-	-	3.988	-
Subsides en capital		12.536	-	-	12.536	-

## ÉTATS FINANCIERS

## A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	NIVEAU	JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	VALEUR COMPTABLE	
					PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
<b>Court terme</b>						
Dettes commerciales à un an au plus		843.498	-	-	843.498	-
Acomptes reçus sur commandes		21.023	-	-	21.023	-
Impôts dus autres que les impôts de société		26.696	-	-	26.696	-
Dettes salariales et sociales		95.780	-	-	95.780	-
Autres dettes		17.635	-	-	17.635	-
Dividendes dus		11.687	-	-	11.687	-
Intérêts dus		584	-	-	584	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"		7.118	-	7.118	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers	2	11.725	11.725	-	-	-
Comptes de régularisation	2	125.625	-	-	125.625	-
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)</b>		<b>1.629.309</b>	<b>11.725</b>	<b>7.118</b>	<b>1.609.366</b>	<b>-</b>

## A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	NIVEAU	JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	VALEUR COMPTABLE	
					PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
<b>ACTIFS</b>						
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>		<b>22.331</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22.331</b>
Actifs financiers disponibles à la vente – Actions	1	22.331	-	-	-	22.331
<b>Prêts octroyés par l'entreprise</b>		<b>13.035</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13.035</b>	<b>-</b>
Prêts octroyés par l'entreprise		13.035	-	-	13.035	-
<b>Créances commerciales et autres créances</b>		<b>1.349.805</b>	<b>11.169</b>	<b>46.628</b>	<b>1.292.009</b>	<b>-</b>
<b>Long terme</b>						
Dépôts et garanties en espèces		12.068	-	-	12.068	-
Autres créances à plus d'un an		1.048	-	-	1.048	-
Avantages sociaux		1.029	-	-	1.029	-
<b>Court terme</b>						
Créances commerciales (brutes)		1.075.389	-	-	1.075.389	-
Créances commerciales (réduction de valeur)		(7.509)	-	-	(7.509)	-
Autres créances (brutes)		145.519	-	-	145.519	-
Autres créances (réductions de valeur)		(4.513)	-	-	(4.513)	-
Intérêts à recevoir	2	273	-	-	273	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	46.628	-	46.628	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers		11.169	11.169	-	-	-
Comptes de régularisation		68.705	-	-	68.705	-

## ÉTATS FINANCIERS

## A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	NIVEAU	VALEUR COMPTABLE				
		JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES DISPONIBLES À LA VENTE	
<b>Liquidités et quasi-liquidités</b>		<b>168.115</b>	-	-	<b>168.115</b>	-
Dépôts à terme auprès des banques		16.948	-	-	16.948	-
Autres dépôts à terme		41	-	-	41	-
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		151.126	-	-	151.126	-
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)</b>		<b>1.553.286</b>	<b>11.169</b>	<b>46.628</b>	<b>1.473.159</b>	<b>22.331</b>
<b>PASSIFS</b>						
<b>Dettes financières</b>		<b>1.004.013</b>	-	-	<b>1.007.974</b>	-
<b>Long terme</b>						
Prêts bancaires		686.000	-	-	690.000	-
Autres prêts		4.106	-	-	4.106	-
<b>Court terme</b>						
Prêts bancaires court terme		225.044	-	-	225.004	-
Découverts bancaires		12.218	-	-	12.218	-
Papiers commerciaux		76.498	-	-	76.498	-
Autres prêts		148	-	-	148	-
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>		<b>1.680.256</b>	<b>12.035</b>	<b>17.122</b>	<b>1.651.099</b>	-
<b>Long terme</b>						
Dettes commerciales à plus d'un an		26.205	-	-	26.205	-
Autres dettes à plus d'un an		3.681	-	-	3.681	-
Subsides en capital		10.555	-	-	10.555	-
<b>Court terme</b>						
Dettes commerciales à un an au plus		1.209.684	-	-	1.209.684	-
Acomptes reçus sur commandes		31.947	-	-	31.947	-
Impôts dus autres que les impôts de société		27.742	-	-	27.742	-
Dettes salariales et sociales		122.250	-	-	122.250	-
Autres dettes		44.244	-	-	44.244	-
Dividendes dus		11.696	-	-	11.696	-
Intérêts dus		5.355	-	-	5.355	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	17.122	-	17.122	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers	2	12.035	12.035	-	-	-
Comptes de régularisation		157.740	-	-	157.740	-
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)</b>		<b>2.684.269</b>	<b>12.035</b>	<b>17.122</b>	<b>2.659.073</b>	-

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir l'Annexe F24).

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs est basée sur la cotation de ces instruments à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métaux et énergie est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux et de l'énergie à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

### 32.1 HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Le Groupe a adopté l'amendement IFRS 7 sur les instruments financiers qui sont mesurés au bilan à leur juste valeur, avec effet au 1er janvier 2009. Cet amendement requiert la publication des mesures de juste valeur par niveau, basée sur la hiérarchie de mesure suivante :

- Niveau 1 : juste valeur basée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs semblables.
- Niveau 2 : juste valeur basée sur d'autres éléments que des prix cotés et observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : juste valeur des actifs et passifs non basée sur des données observables.

Dans le Groupe, les justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente sont mesurées sur base du niveau 1. Les instruments dérivés métal, énergie et devises sont mesurés sur base du niveau 2.

### 32.2 ANALYSE DE SENSITIVITÉ SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

#### 32.2.1 PRIX DES MARCHANDISES

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux ventes aurait été € 7,1 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 3,3 millions plus basse/ élevée si le prix de l'énergie avait augmenté/diminué de 10%. La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 11,8 millions plus basse/ élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de € 14,8 millions plus basse/élevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été € 13,5 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

#### 32.2.2 DEVICES ÉTRANGÈRES

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 5,3 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été € 6,5 millions plus basse si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 0,9 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au ZAR et aurait été € 1,1 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au ZAR.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 11,2 millions plus basse si le dollar américain (USD) avait augmenté de 10% par rapport au won sud-coréen (KRW) et aurait été € 12,9 millions plus élevée si le dollar américain (USD) avait diminué de 10% par rapport au won sud-coréen (KRW).

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 44,7 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 54,6 millions plus basse si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été € 19,2 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 23,5 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au dollar américain (USD) aurait été € 36,2 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 44,3 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au dollar américain (USD).

### F33 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les matières premières (métaux et énergie), les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur les matières premières (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

#### 33.1 INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE STRATÉGIQUE

Milliers d'euros	MONTANT CONTRACTUEL OU NOTIONNEL		JUSTE VALEUR	
	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Contrat à terme : marchandises vendues	78.820	59.314	4.558	(10.571)
Contrat à terme : marchandises achetées	(52.408)	(135.996)	9.051	21.027
Contrats à terme: devises vendues	352.559	431.038	3.169	21.013
Contrats à terme: devises achetées	-	(103.090)	-	(1.337)
Contrats de swap d'intérêts	-	-	(2.550)	(625)
<b>Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)</b>			<b>14.228</b>	<b>29.505</b>
Reconnu en créances commerciales et autres créances			21.347	46.628
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			(7.119)	(17.122)
<b>Total</b>			<b>14.228</b>	<b>29.505</b>

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe F23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : or, argent, palladium, nickel, plomb et cuivre. Les contrats à terme de marchandises achetées sont établis pour couvrir principalement les risques liés au prix de l'électricité, du gaz et du mazout.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir entre autres le dollar américain (USD), vis-à-vis de l'euro (EUR), du won sud-coréen (KRW), du réal brésilien (BRL), du dollar canadien (CAD) et du rand sud-africain (ZAR) ainsi que l'euro (EUR) vis-à-vis du ZAR.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a dû faire face à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat tant en 2016 qu'en 2017.

## 33.2 AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Milliers d'euros	MONTANT CONTRACTUEL OU NOTIONNEL		JUSTE VALEUR	
	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Contrat à terme : marchandises vendues	174.163	140.686	4.451	(7.030)
Contrat à terme : marchandises achetées	(147.073)	(131.626)	(1.414)	3.714
Contrats à terme : devises vendues	697.010	629.862	(5.109)	6.364
Contrats à terme : devises achetées	(274.284)	(254.281)	6.304	(3.915)
<b>Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)</b>			<b>4.233</b>	<b>(867)</b>
Reconnu en créances commerciales et autres créances			15.959	11.169
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			(11.725)	(12.035)
<b>Total</b>			<b>4.233</b>	<b>(867)</b>

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les "Autres produits d'exploitation" pour les instruments de couverture des marchandises et dans les "Coûts financiers nets" pour les instruments de couverture des devises.

## A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE				TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	
<b>INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)</b>					
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	39	751	2.215	1.553	<b>4.558</b>
Contrat à terme : marchandises achetées	272	544	2.450	5.785	<b>9.051</b>
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	664	4.592	1.198	-	<b>6.454</b>
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	946	(150)	617	155	<b>1.567</b>
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	321	887	3.992	2.537	<b>7.737</b>
Contrats à terme : devises vendues (autres)	1.304	69	115	-	<b>1.488</b>
Contrats à terme : devises achetées (autres)	1.361	2.031	3.042	15	<b>6.449</b>
<b>INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)</b>					
<b>Risque lié au taux d'intérêts</b>					
Swap d'intérêts	-	-	-	(2.550)	<b>(2.550)</b>
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	(1.244)	(775)	17	-	<b>(2.002)</b>
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	(770)	(1.835)	(270)	(106)	<b>(2.981)</b>
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	(316)	(651)	(2.627)	(974)	<b>(4.569)</b>
Contrats à terme : devises vendues (autres)	631	(3.546)	(3.051)	(630)	<b>(6.597)</b>
Contrats à terme : devises achetées (autres)	(146)	1	-	-	<b>(145)</b>

## ÉTATS FINANCIERS

## A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE				TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	
<b>INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)</b>					
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-	98	295	-	<b>393</b>
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	534	1.073	7.313	12.107	<b>21.027</b>
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	578	2.751	401	-	<b>3.730</b>
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	1.807	3.630	19.181	590	<b>25.208</b>
Contrats à terme : devises vendues (autres)	4.890	1.506	1.019	-	<b>7.415</b>
Contrats à terme : devises achetées (autres)	23	0	-	-	<b>23</b>
<b>INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)</b>					
<b>Risque lié au taux d'intérêts</b>					
Swap d'intérêts	-	-	-	(626)	<b>(626)</b>
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	(359)	(1.839)	(6.028)	(2.738)	<b>(10.964)</b>
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	(1.883)	(4.386)	(761)	-	<b>(7.030)</b>
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	(88)	71	-	-	<b>(16)</b>
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	(276)	(508)	(2.079)	(1.332)	<b>(4.195)</b>
Contrats à terme : devises achetées (CFH)	(6)	(6)	(137)	(1.187)	<b>(1.337)</b>
Contrats à terme : devises vendues (autres)	(362)	(678)	(11)	-	<b>(1.051)</b>
Contrats à terme : devises achetées (autres)	(823)	(2.446)	(669)	-	<b>(3.939)</b>

## F34 ANNEXES AU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

### 34.1 DÉFINITIONS

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période. La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions, les amortissements, les mises au marché, etc. et la variation du besoin en fonds de roulement ;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

Milliers d'euros	2016	2017
<b>Ajustements pour transactions non-cash</b>		
Amortissements	175.944	190.494
Ajustements IAS 39	(5.403)	21.048
Goodwill négatif pris en résultats	-	(10.900)
(Reprises de) Pertes de valeur	22.899	11.779
Mises au marché des stocks et engagements	(20.435)	(37.465)
Différence de change sur prêts long terme	1.297	(3.602)
Réductions de valeurs sur stock et créances	(880)	8.488
Amortissements des subsides en capital	(726)	(671)
Paievements en actions	3.548	6.129
Variation des provisions	12.669	5.417
<b>Total</b>	<b>188.912</b>	<b>190.714</b>
<b>AJUSTEMENTS POUR ÉLÉMENTS À PRÉSENTER SÉPARÉMENT OU À RECLASSER EN TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT OU EN TRÉSORERIE DE FINANCEMENT</b>		
Impôts sur le résultat de la période	56.420	74.670
Charges (produits) d'intérêts	6.356	19.483
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	3.999	5.504
Dividendes reçus	(45)	(1.380)
<b>Total</b>	<b>66.731</b>	<b>98.274</b>
<b>ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>		
Stocks	(135.153)	(439.601)
Créances commerciales et autres créances	(7.244)	(497.337)
Dettes commerciales et autres dettes	85.783	482.394
<b>Variation selon le bilan consolidé</b>	<b>(56.614)</b>	<b>(454.544)</b>
Transactions non cash (*)	59.724	47.791
Transactions publiées sous une autre rubrique (**)	(7.228)	(4.489)
Impact des regroupements d'entreprises	-	195.485
Ecart de conversion	17.370	(59.754)
<b>Variation selon le tableau de financement consolidé</b>	<b>13.253</b>	<b>(275.509)</b>

(\*) Les transactions non cash sont essentiellement liées aux mises au marché des stocks et des engagements, aux couvertures stratégiques et transactionnelles et aux réductions de valeurs sur stocks et créances.

(\*\*) Les transactions publiées sous une autre rubrique sont liées aux variations des soldes de dividendes, intérêts et taxes à recevoir et à payer et subsides.

Milliers d'euros	LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS NETTES	EMPRUNTS (SANS DÉCOUVERTS BANCAIRES)	DETTE FINANCIÈRE NETTE
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>71.275</b>	<b>411.996</b>	<b>340.721</b>
Cash flow de la période	68.399	583.758	515.359
Impact du financement final pour les sociétés non continuées	16.223	-	(16.223)
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>155.897</b>	<b>995.754</b>	<b>839.857</b>
Dettes nettes, y inclus les activités non-continuées	155.897	995.754	839.857



### 34.2 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts des activités continuées est positive d'€ 153,3 millions. Le besoin en fonds de roulement des activités continuées a augmenté de € 275,5 millions, en ligne avec l'évolution des volumes et des prix des métaux.

### 34.3 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées à des fins d'investissement des activités continuées ont augmenté d'€ 288,0 millions en 2017.

Les investissements des activités continuées atteignent € 361,9 millions si les frais de R&D capitalisés sont exclus comme le stipule la nouvelle définition des investissements d'Umicore (voir Glossaire). Les dépenses d'investissement chez Energy & Surface Technologies représentent plus de 60% de ce montant, correspondant aux programmes d'investissement en cours visant à augmenter la capacité de production des matériaux pour cathode.

Les acquisitions incluent € 211,5 millions relatifs aux acquisitions des 50% restants dans Ordeg et aux activités de Haldor Topsoe dans les catalyseurs de contrôle des émissions stationnaires et les catalyseurs diesel poids lourds par la business unit Automotive Catalyst ainsi qu'à l'acquisition d'Eurotungstène par la business unit Cobalt & Specialty Materials (voir annexe F8). Cette sortie de liquidité a été seulement partiellement compensée par les produits des cessions de Building Products (pour € 67,7 millions, voir annexe F42) et de Vital Thin Film Technologies (€ 6,5 millions, net des liquidités).

En 2016, la ligne « transfert interne » de la trésorerie d'investissement reflète le fait que le financement octroyé par Umicore au secteur d'activités Zinc Chemicals n'était plus du après la vente. Le financement a été remboursé par l'acquéreur et faisait partie de la considération payée à Umicore.

### 34.4 VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT

Les liquidités utilisées dans des activités de financement sont principalement la conséquence de l'augmentation de l'endettement (€ 562,1 millions), de l'utilisation des actions propres pour couvrir l'exercice d'options (€ 6,0 millions) et du paiement de dividendes (€ 156,3 millions) et d'intérêts nets (€ 14,4 millions).

Milliers d'euros	2016	2017
Acquisition d'immobilisations corporelles	207.297	351.249
Acquisition d'immobilisations incorporelles	80.764	25.621
<b>Acquisition d'immobilisations</b>	<b>288.061</b>	<b>376.870</b>
Investissements en R&D	15.228	14.926
<b>Investissements des activités continuées</b>	<b>272.833</b>	<b>361.944</b>
Acquisition d'immobilisations des activités non continuées	14.505	3.305
<b>Investissements, y compris les activités non continuées</b>	<b>287.338</b>	<b>365.250</b>

## F35 DROITS ET ENGAGEMENTS

Milliers d'euros	2016	2017
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	61.099	57.329
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	4.178	937
Garanties reçues	84.728	109.735
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	366.623	383.582
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	4.815	3.754
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	425.066	574.203
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	749.699	1.082.347
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1.794.320	1.902.691
Droits et engagements divers	2.532	2.522
<b>Total</b>	<b>3.493.060</b>	<b>4.117.100</b>

### 35.1 GARANTIES CONSTITUÉES PAR DES TIERS POUR LE COMPTE DU GROUPE

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

### 35.2 GARANTIES CONSTITUÉES PAR LE GROUPE POUR LE COMPTE DE TIERS

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers à un créancier.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

### 35.3 GARANTIES REÇUES

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

### 35.4 BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES DU GROUPE

sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

### 35.5 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

### 35.6 BIENS ET VALEURS DE TIERS DÉTENUS PAR LE GROUPE

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires de tiers pris en leasing, en consignation ou pour travail à façon par le Groupe.

Les lignes concernant les engagements pour marchandises achetées et vendues ont été mises à jour pour 2013, incluant maintenant l'ensemble des entités.

Le Groupe a des contrats de leasing métal (surtout or et argent) vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. En date du 31 décembre 2017, le Groupe a une position de leasing nette d'€ 715 millions (€ 675 millions en 2016). Cette augmentation est principalement due à des volumes et prix des métaux plus importants.

### F36 PASSIFS LATENTS

Le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

### F37 PARTIES LIÉES

Milliers d'euros	2016	2017
<b>TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES</b>		
Produits d'exploitation	108.523	208.385
Charges d'exploitation	(91.187)	(223.437)
Produits financiers	81	213
Charges financières	(1)	-
Dividendes reçus	(8.723)	(12.331)
Milliers d'euros	2016	2017
<b>BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES</b>		
Créances commerciales et autres court terme	25.480	43.090
Dettes commerciales et autres court terme	35.152	67.394
Prêts octroyés court terme	2.450	1.538

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont principalement des transactions commerciales, des ventes et des achats de biens et de services.

Il n'y a pas de transactions avec des sociétés détenues par le key management.

Milliers d'euros	2016	2017
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>		
<b>Salaires et autres compensations</b>	<b>685.303</b>	<b>910.256</b>
Partie fixe	227.322	289.433
Partie variable (jetons de présence)	218.000	275.000
Valeur des actions octroyées	232.606	322.456
Avantage en nature voiture de société du président	2.971	2.767
Contribution à la sécurité sociale Suisse	4.404	20.600

Aucun élément variable ou autre avantage (excepté les jetons de présence) ne sont associés aux postes d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du conseil d'administration.

Milliers d'euros	2016	2017
<b>COMITÉ DE DIRECTION</b>		
<b>Salaires et autres avantages</b>	<b>7.557.111</b>	<b>9.466.215</b>
Avantages sociaux à court terme	3.352.140	4.312.306
Autres avantages postérieurs à la pension	1.299.414	1.202.590
Autres avantages à long terme	968.760	983.562
Rémunération en actions ou liée aux actions	1.936.797	2.967.757

Les chiffres liés aux rémunérations et autres avantages du conseil d'administration et du comité de direction repris ci-dessus sont présentés suivant les normes comptables et par conséquent différent de l'information communiquée dans le rapport de rémunération inclus dans la section de déclaration de gouvernance.

Les cotisations patronales de sécurité sociale, si d'application, sont reprises ci-dessus dans la rubrique avantages à court terme. Cette information ne figure pas dans le rapport de rémunération.

En ce qui concerne les intéressements liés aux actions, les chiffres relatifs aux actions octroyées figurent dans la rubrique rémunérations en actions ou liées aux actions et représentent la valeur des actions octroyées en 2017 pour les services rendus en 2016. Par contre, dans le rapport de rémunération figure la valeur des actions octroyées en 2018 pour les services rendus dans l'année sous revue c'est-à-dire 2017.

Les chiffres comptabilisés pour la partie non différée du bonus variable en espèce liés aux performances individuelles 2016 sont repris dans la rubrique « autres avantages sociaux à court terme » et représentent la partie provisionnée à la date du bilan. Le Rapport de rémunération présente les montants effectivement payés.

Les provisions enregistrées pour la partie différée du bonus en espèces de 2017 sont repris sous la rubrique « autres avantages sociaux à long terme ». Les montants à payer en 2019 et 2020 dépendront des mesures de performance à long terme et les montants exacts payés seront inclus dans le rapport de rémunération pour les années en question.

### F38 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE

Après la réunion du conseil d'administration du 8 février 2018, Umicore a annoncé qu'un dividende brut d'€ 0,70 par action serait proposé à l'Assemblée annuelle des actionnaires (dont € 0,325 par action ont déjà été payés à titre de dividende intermédiaire en août 2017).

En date du 8 février 2018, Umicore a placé 22.400.000 nouvelles actions auprès d'investisseurs institutionnels et d'autres investisseurs par un accelerated bookbuild (constitution accélérée de livre d'ordres) réalisé en vertu des exemptions pour placements privés. Les nouvelles actions représentent 10% du nombre d'actions existantes avant l'opération (224.000.000). Le 12 février 2018, les nouvelles actions ont été admises à la négociation sur Euronext Brussels. Par conséquent, à dater de ce jour, le nombre total d'actions et de droit de vote s'élève à 246.400.000. Le montant de cette constitution (€ 892 millions) sera utilisé pour financer les investissements de croissance d'Umicore et va permettre à Umicore d'avoir plus de flexibilités pour poursuivre ses potentiels acquisitions et partenariats. Les nouvelles actions émises recevront un dividende d'€ 0,375 correspondant au montant du dividende annuel de 2017, le dividende total d'€ 0,70 pour l'année complète étant sujet à approbation.

Umicore a annoncé fin novembre 2017 avoir trouvé un accord en vue de vendre son activité Technical Materials en Europe à SAXONIA Edelmetalle GmbH, une entreprise allemande établie de longue date active dans le domaine du raffinage et de la fabrication de composés chimiques, de produits semi-finis et de pièces de contact à base de métaux précieux. L'accord porte sur les activités de Technical Materials en Allemagne et en Italie, qui fabriquent des matériaux de contact et des alliages de soudure destinés à des applications techniques. La finalisation de cette transaction a été faite fin janvier 2018.

Umicore a annoncé en décembre 2017 la conclusion d'un accord avec Materia portant sur l'acquisition de la propriété intellectuelle et du portefeuille d'activités concernant ses catalyseurs de métathèse et ce pour un montant de USD 27 millions. Materia est un fabricant américain de premier plan dans le domaine des catalyseurs de métathèse et des résines thermodurcissables. Son activité Métathèse est un chef de file technologique dans le domaine des catalyseurs homogènes, grâce à une technologie exclusive et brevetée développée notamment par Robert H. Grubbs, lauréat du prix Nobel de chimie en 2005, et à un vaste portefeuille de catalyseurs de métathèse très sélectifs. La transaction était sujette à certaines conditions et a été finalisée au cours du mois de janvier 2018.

## F39 BÉNÉFICE PAR ACTION

Euros	2016	2017
<b>Hors activités non continuées</b>		
Bénéfice par action, de base	0,83	0,98
Bénéfice par action, dilué	0,825	0,97
<b>Y compris activités non continuées</b>		
Bénéfice par action, de base	0,6	0,97
Bénéfice par action, dilué	0,595	0,96
<b>Résultat par action récurrent</b>	<b>1,07</b>	<b>1,22</b>

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

### ÉLÉMENTS DANS LE NUMÉRATEUR

Milliers d'euros	ANNEXE	2016	2017
<b>Bénéfice net consolidé, part du Groupe</b>	F9		
Hors activités non continuées		181.203	214.836
Y compris activités non continuées		130.724	211.943
<b>Bénéfice net consolidé récurrent, part du Groupe</b>	F9	<b>232.855</b>	<b>266.771</b>

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

### ÉLÉMENTS DANS LE DÉNOMINATEUR

	2016	2017
<b>Nombre d'actions émises au 31 décembre</b>	<b>224.000.000</b>	<b>224.000.000</b>
dont actions propres	5.346.300	4.505.567
dont actions en circulation	218.653.700	219.494.433
<b>Nombre pondéré moyen d'actions en circulation</b>	<b>217.775.656</b>	<b>219.079.587</b>
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	1.594.664	2.069.303
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	219.370.320	221.148.890

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation. Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Par conséquent, à fin décembre, le capital d'Umicore était constitué de 224.000.000 actions sans valeur nominale.

En 2017, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 1.597.551 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 71.912 pour l'octroi d'actions. Umicore a racheté 828.730 actions propres. Fin décembre 2017, Umicore détenait 4.505.567 de ses actions propres représentant 2,01% du nombre total d'actions émises à cette date.

## F40 ÉVOLUTION DES NORMES IFRS

Les **nouvelles normes et amendements** aux normes suivants ont été publiés mais ne sont **pas encore obligatoires** pour les exercices comptables débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et ont été **adoptés par l'Union Européenne** :

- **IFRS 9** Instruments financiers, (date d'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2018) : La norme traite de la classification, l'évaluation et la décomptabilisation d'actifs et passifs financiers et la comptabilité générale de couverture.

Sur base des analyses détaillées réalisées au cours du second semestre 2017, il y a une probabilité que les corrections « IAS 39 » soient réduites substantiellement en raison du fait qu'IFRS 9 permette plus de flexibilité en matière de comptabilité de couverture métal et devises. L'impact exact par activité est en cours de vérification. En ce qui concerne les engagements physiques et les stocks, des provisions devront être considérées pour chaque déséquilibre et incertitude relatifs aux engagements physiques. Une analyse des ajustements à effectuer relatifs au modèle de perte de crédit attendue est toujours en cours.

- **IFRS 15** 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients' : La norme permettra l'amélioration de l'information financière des produits ainsi que l'amélioration de la comparabilité des ventes rapportées dans les états financiers à l'échelle mondiale. Les entreprises utilisant les normes IFRS seront obligées d'appliquer cette nouvelle norme pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Les flux des ventes et les éléments déclencheurs de ces ventes ont été analysés par secteur d'activités au cours de 2017 afin de s'assurer de l'alignement avec le modèle en cinq étapes (5-step model) d'IFRS 15. Sur base de cette analyse détaillée, nous avons pu conclure qu'il n'y avait aucune inconsistance majeure entre le modèle actuel de reconnaissance des ventes et le modèle d'IFRS 15.

Les **nouvelles normes et amendements aux normes** suivants ont été publiés mais ne sont **pas encore obligatoires** pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2017 et **n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne** :

- **IFRS 16** 'Leasings' : Cette norme remplace les orientations actuelles de l'IAS 17 et constitue une modification de grande portée de la comptabilité par les locataires. Selon IAS 17, les locataires étaient tenus de faire une distinction entre un contrat de location-financement (au bilan) et un contrat de leasing opérationnel (hors bilan). IFRS 16 exige des preneurs de bail qu'ils comptabilisent un passif au titre du contrat de location reflétant les paiements de location futurs et un «droit d'utilisation» pour la quasi-totalité des contrats de location. Pour les bailleurs, la comptabilité reste pratiquement la même. Cependant, comme l'IASB a mis à jour les lignes directrices sur la définition d'un bail (ainsi que les directives sur la combinaison et la séparation des contrats), les bailleurs seront également touchés par la nouvelle norme. En vertu de la norme IFRS 16, un contrat est, ou contient, un contrat de location si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période de temps en échange d'un paiement.

Un projet a été initié en 2017 lors duquel la phase préparatoire, consistant à faire l'inventaire des contrats et de l'information IFRS 16, a débuté. En 2018, la direction du groupe, en étroite collaboration avec les équipes locales, va continuer à évaluer l'impact d'IFRS 16. IFRS 16 comprend certaines exemptions relatives à la comptabilisation pour les contrats de location portant sur la prospection ou l'utilisation de ressources minérales, de pétrole, de gaz naturel et autres ressources similaires non renouvelables. Par conséquent, les contrats de location de métal d'Umicore ne sont pas soumis à IFRS 16. Umicore n'a pas d'autres contrats de financement matériels et donc l'impact de l'implémentation d'IFRS 16 devrait être limité.

- **IFRIC 23** 'Incertitudes relatives aux traitements fiscaux' (effective au 1er janvier 2019) : L'interprétation clarifie la comptabilisation des incertitudes relatives aux impôts sur le revenu. L'interprétation doit être appliquée pour la détermination du profit taxable (perte fiscale), les bases d'impôt, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition lorsqu'il y a des incertitudes relatives aux traitements fiscaux sous IAS 12. Umicore analyse les incertitudes fiscales du Groupe et l'impact que cette clarification pourrait avoir.

Pour toutes les autres nouvelles interprétations et normes pas encore obligatoires au 1er janvier 2017, la direction les évalue activement et s'attend pour l'instant à aucun impact matériel.

## F41 RÉMUNÉRATION DU COMMISSAIRE RÉVISEUR

La rémunération globale du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes statutaires et des filiales s'est élevée à € 4,0 millions, dont € 1,8 millions pour la révision des comptes statutaires (€ 0,5 millions pour la société mère) et € 2,2 millions pour des missions d'audit non statutaires. Ce dernier montant comprend € 0,4 million pour des services d'audit et autres services d'attestation et € 1,8 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

## F42 ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES

En 2015, en ligne avec la revue du portefeuille d'activités d'Umicore, un processus a démarré afin de préparer Zinc Chemicals et Building Products à un futur en dehors du groupe Umicore. Le management avait analysé si les critères pour présenter ces activités en activités non-continuéées étaient remplis. De cette analyse, il a été décidé de présenter les 2 secteurs d'activités en activités non-continuéées à partir du 30 juin 2015.

Dès lors, depuis 2015, les activités non-continuéées sont présentées en une ligne au bilan et détaillées ci-dessous sans aucun ajustement des périodes précédentes selon IFRS 5 et avec les éliminations des postes bilantaires entre les activités continuéées et non-continuéées. Aucun amortissement n'a été enregistré pour les activités non-continuéées depuis le 30 juin 2015 mais les éléments bilantaires sont présentés à la valeur la plus basse entre la valeur comptable et les juste-valeurs moins les coûts de la vente, selon IFRS 5 et selon une analyse de réduction de valeur détaillée.

## ÉTATS FINANCIERS

En mai 2017, Umicore annonçait être entré dans un processus de négociations exclusives avec Fedrus International pour la vente de ses activités Building Products. Cette transaction a été clôturée fin septembre 2017. Tous les éléments du compte de résultats avant fin septembre ont été montrés dans les activités non-continuées.

A partir du 1er juillet 2017, les activités d'Ieqsa ont été à nouveau transférées dans les activités continuées dans le segment Corporate.

**ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES**

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
<b>Actifs long terme</b>	<b>90.344</b>	-
Immobilisations corporelles	62.137	-
Participations mises en équivalence	15.981	-
Créances commerciales et autres créances	12.226	-
<b>Actifs court terme</b>	<b>163.140</b>	-
Stocks	92.531	-
Créances commerciales et autres créances	23.931	-
Liquidités et quasi-liquidités	45.326	-
Autres actifs court terme	1.352	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>253.484</b>	-
<b>Passifs long terme</b>	<b>39.768</b>	-
Provisions pour avantages sociaux	36.896	-
Dettes financières	487	-
Dettes commerciales et autres dettes	2.385	-
<b>Passifs court terme</b>	<b>105.140</b>	-
Dettes financières	371	-
Dettes commerciales et autres dettes	103.478	-
Autres passifs court terme	1.291	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>144.908</b>	-

L'analyse du résultat des activités non-continuées et des cash-flows, incluant un ajustement des périodes précédentes selon IFRS 5 est présentée ci-dessous :

**COMPTE DE RÉSULTATS DES ACTIVITÉS NON CONTINUÉES**

Milliers d'euros	2016	2017
Produits d'exploitation	661.311	334.291
Charges d'exploitation	(696.754)	(333.507)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(35.445)</b>	<b>783</b>
Résultat financier - net	(3.031)	(1.023)
Résultat des sociétés mises en équivalence	1.254	859
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(37.222)</b>	<b>619</b>
Impôts sur le résultat	(13.081)	(3.512)
<b>Résultat de la période</b>	<b>(50.303)</b>	<b>(2.893)</b>
Euros		
Bénéfice par action (de base) pour activités non continuées	(0,23)	(0,01)
Bénéfice par action (dilué) pour activités non continuées	(0,23)	(0,01)

**TABLEAU DE FINANCEMENT RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES**

Milliers d'euros	2016	2017
<b>Variation de la trésorerie d'exploitation</b>	<b>(63.363)</b>	<b>6.800</b>
<b>Variation de la trésorerie d'investissement</b>	<b>28.909</b>	<b>(42.710)</b>
<b>Variation de la trésorerie de financement</b>	<b>(22.579)</b>	<b>7.031</b>
Impact de la variation de change sur la trésorerie	(3.002)	(224)
<b>Variation de la trésorerie nette des activités non continuées</b>	<b>(60.034)</b>	<b>(29.103)</b>
<b>Situation nette de trésorerie à l'ouverture des activités non continuées</b>	<b>37.872</b>	<b>45.326</b>
Impact du financement final pour les sociétés non continuées	67.488	(16.223)
<b>Situation nette de trésorerie à la clôture des activités non continuées</b>	<b>45.326</b>	<b>-</b>

Selon les principes comptables adoptés, le groupe a évalué si l'arrangement se poursuivra à l'avenir et, par conséquent, les transactions intra-groupe du compte de résultats entre les activités continuées et non-continuées ne sont pas éliminées.

Cet arrangement va en effet se poursuivre dans le futur et les montants deviendront des charges et produits externes dans les périodes futures.

Les transactions commerciales entre les activités continuées et non-continuées sont de € 5,2 millions dans les charges opérationnelles des activités non-continuées et € 0,8 millions dans les produits d'exploitation de celles-ci (incluant les 9 mois de résultats de Building Products).

Le bilan des entités Building Products à fin septembre sur base duquel le résultat a été calculé était :

**ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES VENDUES**

Milliers d'euros	30/09/2017
Actifs long terme	76.856
Actifs court terme	229.311
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>306.166</b>
Fonds propres	81.934
Résultats reportés et réserves	87.609
Autres éléments du résultat global reclassés en fonds propres	(5.796)
Autres éléments du résultat global reclassés en résultat	120
Passifs long terme	47.833
Passifs court terme	176.400
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>224.234</b>
Prix de vente	67.666
Plus value réalisée	(14.148)

La réconciliation entre la considération payée et le mouvement des trésoreries d'investissement des activités continuées est détaillée en Annexe 34.



## Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

**UMICORE**

**Rue du Marais 31**

**B-1000 Bruxelles (Belgique)**

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

La réserve légale d'€ 50,0 millions qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

Milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
<b>BILAN ABRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>1. ACTIF</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>3.835.808</b>	<b>3.847.718</b>	<b>4.117.701</b>
II. Immobilisations incorporelles	88.287	117.183	110.018
III. Immobilisations corporelles	353.974	365.507	398.464
IV. Immobilisations financières	3.393.547	3.365.028	3.609.219
<b>Actifs circulants</b>	<b>684.601</b>	<b>752.880</b>	<b>950.746</b>
V. Créances à plus d'un an	373	373	373
VI. Stocks	343.868	351.864	339.484
VII. Créances à un an au plus	163.725	216.042	381.570
VIII. Placements de trésorerie	162.043	164.809	200.213
IX. Valeurs disponibles	951	1.901	780
X. Comptes de régularisation	13.641	17.891	28.326
<b>Total de l'actif</b>	<b>4.520.409</b>	<b>4.600.598</b>	<b>5.068.447</b>
<b>2. PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>	<b>1.214.164</b>	<b>1.222.013</b>	<b>1.211.092</b>
I. Capital	500.000	500.000	500.000
II. Primes d'émission	6.610	6.610	6.610
III. Plus-value de Réévaluation	91	91	91
IV. Réserves	330.067	289.770	281.908
V. Résultat reporté	236.627	270.367	264.754
Vbis. Resultat de la période	135.456	148.537	149.816
VI. Subsidés en capital	5.313	6.638	7.913
<b>Provisions et impôts différés</b>			
VII.A. Prov. Pour Risques Et Charges	109.685	111.775	117.426
<b>Dettes</b>	<b>3.196.560</b>	<b>3.266.810</b>	<b>3.739.929</b>
VIII. Dettes à plus d'un an	1.572.000	1.981.249	1.693.125
IX. Dettes à un an au plus	1.563.686	1.193.761	1.973.509
X. Comptes de régularisation	60.873	91.800	73.295
<b>Total du passif</b>	<b>4.520.409</b>	<b>4.600.598</b>	<b>5.068.447</b>

## ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
<b>COMPTE DE RÉSULTATS</b>			
I. Ventes et prestations	2.961.093	2.415.676	2.960.635
II. Coût des ventes et des prestations	(2.888.281)	(2.412.640)	(2.900.861)
<b>III. Résultat d'exploitation</b>	<b>72.812</b>	<b>3.036</b>	<b>59.774</b>
IV. Produits financiers	182.294	258.002	161.063
V. Charges financières	(106.570)	(113.178)	(69.747)
<b>VI. Résultat courant avant impôts</b>	<b>148.536</b>	<b>147.860</b>	<b>151.090</b>
X. Impôts sur le résultat	(13.080)	677	(1.274)
<b>XI. Résultat de l'exercice</b>	<b>135.456</b>	<b>148.537</b>	<b>149.816</b>
<b>XIII. Résultat de l'exercice à affecter</b>	<b>135.456</b>	<b>148.537</b>	<b>149.816</b>

Milliers d'euros	2015	2016	2017
<b>AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS</b>			
<b>A. Résultat à affecter</b>	<b>511.065</b>	<b>520.620</b>	<b>568.719</b>
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	135.456	148.537	149.816
2. Bénéfice - Perte reportée	375.609	372.083	418.903
<b>C. Affectations aux capitaux propres</b>	<b>(8.482)</b>	<b>40.296</b>	<b>7.862</b>
3. A la réserve pour actions détenues en propre	(8.482)	40.296	7.862
<b>D. Résultat à reporter<sup>(1)</sup></b>	<b>372.083</b>	<b>418.903</b>	<b>414.569</b>
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	372.083	418.903	414.569
<b>F. Bénéfice à distribuer<sup>(1)</sup></b>	<b>(130.500)</b>	<b>(142.013)</b>	<b>(162.012)</b>
1. Dividendes			
actions ordinaires	(130.500)	(142.013)	(162.012)

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2018, le dividende de € 0,7 brut par action restant inchangé.

	MILLIERS D'EUROS	NOMBRE D' ACTIONS
<b>ETAT DU CAPITAL</b>		
<b>A. Capital social</b>		
1. Capital souscrit		
Au terme de l'exercice précédent	500.000	224.000.000
Au terme de l'exercice	500.000	224.000.000
2. Représentation du capital		
2.1. Catégories d'actions		
Actions ordinaires	500.000	224.000.000
2.2. Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives		41.908.468
Au porteur		182.091.532
<b>E. Capital autorisé non souscrit</b>	<b>50.000</b>	

## ÉTATS FINANCIERS

	% CAPITAL	NOMBRE D' ACTIONS	DATE DE NOTIFICATION
<b>G. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT <sup>(1)</sup></b>			
Family Trust Desmarais, Albert Frère and Groupe Bruxelles Lambert S.A.	15,00	33.605.672	24/09/2015
BlackRock Investment Management	4,86	10.876.681	14/08/2017
APG Asset management	3,00	6.728.778	24/10/2016
Vanguard International Growth Fund	3,02	6.775.231	06/12/2017
Autres	72,10	161.508.071	31/12/2017
Actions propres détenues par Umicore	2,01	4.505.567	31/12/2017
	100,00	224.000.000	
dont flottant	100,00	224.000.000	

(1) Au 31 décembre 2017, 5.218.195 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 5.218.199 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

## Déclaration de responsabilité de la direction

Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2017, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

16 mars 2018,

**Marc Grynberg**  
Chief Executive Officer

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

# Table des matières

### RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

Chiffres clés environnementaux	178
Annexes aux chiffres clés environnementaux	178
E1 Périmètre du rapport d'activité environnemental	178
E2 Rejets dans l'eau et dans l'air	179
E3 Gaz à effet de serre	181
E4 Énergie	182
E5 Utilisation de l'eau	185
E6 Déchets	185
E7 Pollution liée aux activités du passé	186
E8 Conformité aux réglementations et système de management	187

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

# Rapport d'activité environnemental

### CHIFFRES CLÉS ENVIRONNEMENTAUX\*

	UNITÉ	ANNEXE	2013	2014	2015	2016	2017
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	E2	5.560	5.639	4.459	3.738	<b>1.437</b>
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)		E2	313.883	543.332	328.013	339.001	<b>125.688</b>
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	E2	12.522	13.309	14.544	1.761	<b>1.829</b>
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)		E2	130.169	128.465	135.660	86.098	<b>84.463</b>
Emissions de SO <sub>x</sub>	tonnes	E2	686	1.189	1.197	892	<b>661</b>
Emissions de NO <sub>x</sub>	tonnes	E2	386	425	452	365	<b>320</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur le marché**	tonnes	E3	690.767	664.568	710.143	662.059	<b>633.704</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur la localisation**	tonnes	E3	-	-	-	735.065	<b>663.307</b>
Consommation d'énergie	térajoules	E4	7.557	7.304	7.742	6.737	<b>6.532</b>
Utilisation de l'eau	milliers m <sup>3</sup>	E5	4.343	4.645	4.904	4.851	<b>4.755</b>
Production totale de déchets	tonnes	E7	68.575	76.810	72.663	77.625	<b>72.804</b>
Déchets dangereux	tonnes	E7	45.668	54.824	51.525	59.437	<b>55.432</b>
dont recyclés	%	E7	16,9	7,5	7,8	3,8	<b>4,3</b>
Déchets non dangereux	tonnes	E7	22.906	21.986	21.138	18.188	<b>17.373</b>
dont recyclés	%	E7	60,2	60,4	56,3	57,8	<b>58,2</b>
Taux de non-conformité	%	E9	0,8	0,9	0,8	0,9	<b>0,1</b>
Plaintes environnementales	nombre	E9	25	31	25	19	<b>34</b>
Sites certifiés ISO 14001	%	E9	97	97	92	88	<b>92</b>

\* Les données pour 2015 et les années précédentes tiennent compte de la business unit cédée Zinc Chemicals, alors que les données récoltées à partir de 2016 ne l'incluent pas. Les données pour 2016 et les années précédentes tiennent compte de la business unit cédée Building Products, alors que celles de 2017 ne l'incluent pas.

\*\* Les données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> pour 2015 et les années précédentes représentent la somme des émissions selon les méthodes basées sur le marché et sur la localisation du champ d'application 2. Une comparaison directe aux données de 2016/2017 n'est pas possible. S'il fallait en faire une, le chiffre fondé sur les émissions selon la méthode basée sur le marché de 2016/2017 donnerait l'approximation la plus fidèle (cf. chapitre E3 pour plus de détails).

### ANNEXES AUX CHIFFRES CLÉS ENVIRONNEMENTAUX

#### E1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

Les chiffres environnementaux clés intègrent les données des sites industriels consolidés dont Umicore a la maîtrise opérationnelle. Suite à la finalisation de la cession de la business unit Building Products (activités non continuées) et à la fermeture de quatre autres sites en 2017, les sites suivants ne sont plus déclarés par rapport à 2016 : Auby, Bray-et-Lû, Viviez (France), Bratislava (Slovaquie), Gatterstädt (Allemagne), Lyss-Wiler (Suisse), Vilvorde (Belgique) (appartenant tous à Building Products), Port Elizabeth (site « Young Park » d'Automotive Catalysts, Afrique du Sud), Qingyuan (Chine, Thin Film Products), Shanghai (Chine, Cobalt & Specialty Materials) et Suzhou (Chine, Technical Materials). Un site a été ajouté au périmètre du rapport : Rayong (Thaïlande, Automotive Catalysts). Le nombre total des sites industriels consolidés qui déclarent des données environnementales est donc passé à 49, contre 59 en 2016.

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites rapportent leurs données environnementales réelles à la fin du troisième trimestre avec une prévision pour le quatrième trimestre. En janvier, les sites procèdent à la vérification des valeurs prévisionnelles en vue d'identifier des divergences significatives et y apportent des corrections, le cas échéant. Les 6 sites les plus importants du point de vue de l'impact environnemental en 2017 sont les suivants : Hanau (Allemagne ; Catalysis, Recycling), Olen (Belgique ; Energy & Surface Technologies, Group R&D), Hoboken (Belgique ; Recycling), Jiangmen (Chine ; Energy & Surface Technologies), Cheonan UMK et Cheonan UMAK (tous les deux en Corée ; Energy & Surface Technologies). Ces sites publient leurs résultats pour l'année entière. Une analyse de sensibilité réalisée en 2017 sur la consommation d'énergie révèle que la déviation potentielle de la performance environnementale du Groupe serait inférieure à 2% si l'on avait une erreur de 20% dans les données prévisionnelles.

Notez qu'en raison de l'optimisation des méthodes d'analyse et de reporting, certaines données publiées dans le rapport annuel 2016 ont été ajustées dans le rapport 2017. Sauf mention contraire, les indicateurs clés environnementaux pour 2015 et les années

précédentes tiennent compte de la business unit Zinc Chemicals, cédée dans le courant de 2016, tandis que ceux de 2016 et de 2017 ne la comprennent pas. De même, les indicateurs clés environnementaux pour 2016 et les années précédentes tiennent compte de la business unit Building Products, cédée dans le courant de 2017, tandis que ceux de 2017 ne la comprennent pas, sauf indication contraire.

Pour en savoir plus sur l'approche managériale d'Umicore, rendez-vous au chapitre correspondant en pages 65-70.

## E2 REJETS DANS L'EAU ET DANS L'AIR

La réalisation de l'un des objectifs Vision 2015 d'Umicore, à savoir la réduction de l'impact de nos rejets de métaux dans l'eau et dans l'air de 26% et 37% respectivement, a constitué un grand pas sur la voie des activités durables. Nous considérons les niveaux de rejets atteints en 2015 comme notre cadre de référence dans le contexte d'activités durables incluant la gestion des rejets dans l'eau et dans l'air.

Horizon 2020 entend s'appuyer sur les réalisations de Vision 2015 en matière de réduction de l'impact des rejets de métaux, tout en tenant compte de la croissance des volumes de production. En pratique, notre volonté est d'au moins nous maintenir au niveau d'impact des rejets de métaux dans l'eau et l'air atteint dans le cadre de Vision 2015.

Les rejets de métaux dans l'eau se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans les eaux de surface après traitement des effluents. Si les sites ont recours à une station d'épuration des eaux usées externe, l'efficacité du traitement est prise en compte si le site en a connaissance.

Les rejets de métaux dans l'air se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans l'air en fraction solide à tous les points de rejet. Pour le mercure et l'arsenic, des fractions complémentaires en vapeurs/fumées sont aussi prises en compte.

Pour chacun des métaux rejetés dans l'eau et dans l'air, un facteur d'impact est appliqué pour représenter les niveaux de toxicité et d'écotoxicité des différents métaux rejetés dans l'environnement. Plus le facteur d'impact est haut, plus la toxicité est élevée pour le plan d'eau récepteur (rejets dans l'eau) ou la santé humaine (rejets dans l'air).

Les facteurs d'impact pour les rejets dans l'eau sont basés sur des données scientifiques créées dans le cadre de REACH (concentrations prévisibles sans effet pour les organismes vivants ou PNEC). Un facteur d'impact de 1 a été attribué au PNEC de l'antimoine de 113 µg/l. Les facteurs d'impact des rejets dans l'air sont basés sur les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLE) (références : American Conference of Industrial and Governmental Hygienists, 2011). Un facteur d'impact de 1 a été attribué au VLE du zinc (ou son oxyde) de 2 mg/m<sup>3</sup>. Un facteur d'impact pour tous les métaux pertinents a ensuite été calculé en fonction de ces références. L'impact des métaux dans l'air et l'eau est exprimé en « unités d'impact/an ».

Nous avons identifié les sites dont la contribution cumulée équivaut au moins à 95% en termes de charge (pour le SO<sub>x</sub> et le NO<sub>x</sub>) ou d'unités d'impact (pour les rejets de métaux dans l'eau et dans l'air) du total des résultats du Groupe en 2015 (hors business unit cédée Zinc Chemicals). Pour les rejets dans l'eau et dans l'air, la collecte de données pour 2017 s'est limitée aux sites importants identifiés (moins de 10). Tous les autres sites ont été invités à ne soumettre leurs données qu'en cas de nettes variations à la hausse par rapport à la base de référence 2015 pour le site.

L'objectif consistant à améliorer les niveaux 2015 de rejets de métaux dans l'eau et dans l'air est mesuré en comparant les rejets de l'année de déclaration en cours (2017) à ceux de l'année de référence 2015, en considérant le périmètre d'activités de 2015 pour les sites importants.

Pour calculer la variation des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air par rapport à l'année de référence 2015, une base de référence a été établie pour chaque site du périmètre. La base de référence est établie en multipliant le niveau d'activité effectif de l'année de déclaration en cours (2017) par l'intensité des rejets de 2015 (voir exemple ci-dessous). La base de référence 2015 est ensuite calculée en faisant la somme des bases de référence de tous les sites repris dans le périmètre. Exemples de paramètres d'activité sur des sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes d'intrants dans le procédé de recyclage par an.

### Exemple

En 2015, le site A avait fabriqué 20 tonnes de produit X et rejeté 5 kilos de métal Y dans l'air (facteur d'impact de Y = 8 unités d'impact/kg), soit une intensité des rejets de métaux de 2 unités d'impact par tonne de produit X. En 2017, le site A a fabriqué 22 tonnes de produit X et rejeté 5 kilos de métal Y, soit une intensité des rejets de métaux de 1,8 unités d'impact par tonne de produit X.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

Base de référence 2015 rapportée en 2017 : niveau d'activité de 2017 (22 tonnes) x intensité des rejets en 2015 (2 unités d'impact/t) = 44 unités d'impact.

Dès lors, les 5 kilos, soit 40 unités d'impact, mesurés en 2017 représentent une réduction de 10% comparativement au tonnage qui aurait été émis dans les conditions d'exploitation de 2015.

La base de référence 2015 est recalculée chaque année (2016, 2017 et les années suivantes). Elle se définit comme les rejets de métaux escomptés en tenant compte des volumes d'activité de l'année rapportée (2017), mais avec l'intensité des rejets de métaux de l'année de référence 2015. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2015 calculée pour le groupe et applicable à chaque exercice.

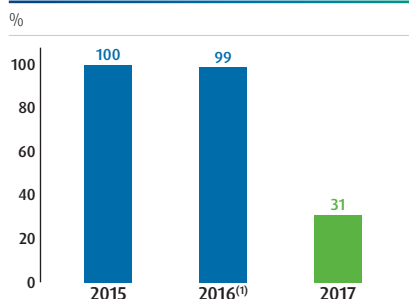
Le calcul des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air concerne les activités et les sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe durant l'exercice en question (2016, 2017 et les années suivantes) et qui en faisaient également partie en 2015. Le résultat déclaré ne porte que sur les sites importants pour chaque indicateur clé.

Les rejets de  $SO_x$  et de  $NO_x$  sont exprimés en tonnes par an en valeur absolue.

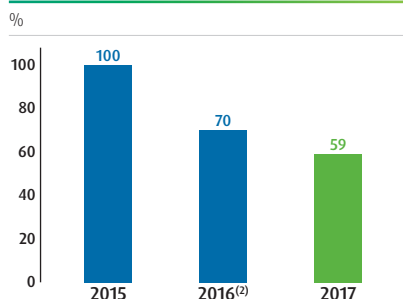
### DONNÉES DU GROUPE – PÉRIMÈTRE DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR ET L'EAU

	UNITÉ	RÉFÉRENCE 2015	2016	2017
Métaux rejetés dans l'eau	unités d'impact	409.691	339.001	<b>125.688</b>
Métaux rejetés dans l'air	unités d'impact	144.049	86.098	<b>84.463</b>

#### PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU



#### PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR



(1) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 343.649, soit une réduction de 1% en 2016 comparativement à 2015.

(2) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 123.831, soit une réduction de 30% en 2016 comparativement à 2015.

#### REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU

En 2017, les rejets de métaux dans l'eau selon le périmètre défini ont atteint 125.688 unités d'impact. En 2015, les rejets de métaux dans l'eau selon le périmètre défini avaient atteint 308.753 unités d'impact. Afin d'évaluer les progrès réalisés par rapport à notre engagement, ce niveau de rejets de métaux 2015 normalisé pour les activités de 2017 était de 409.691 unités d'impact. En 2017, nous avons donc réalisé une réduction de 69% des rejets de métaux dans l'eau en termes d'impact pour le périmètre défini.

Cette évolution est principalement due aux efforts de notre usine de Hoboken (Belgique, Recycling). L'amélioration de l'efficacité de la station d'épuration des eaux usées du site grâce aux investissements dans les projets d'optimisation au cours de ces dernières années porte ses fruits. Certaines améliorations de l'efficacité et des avantages d'échelle dégagés à la suite de l'augmentation supplémentaire de la capacité de la production de précurseurs sur notre nouveau site de Cheonan (Corée, Energy & Surface Technologies) ont également contribué à diminuer l'intensité des rejets de métaux dans l'eau en termes d'impact.

#### REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR

En 2017, les rejets de métaux dans l'air selon le périmètre défini ont atteint 84.463 unités d'impact. En 2015, les rejets de métaux dans l'air selon le périmètre défini ont atteint 117.918 unités d'impact. Afin d'évaluer les progrès réalisés par rapport à notre engagement, ce



## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

niveau de rejets de métaux 2015 normalisé pour les activités de 2017 était de 144.049 unités d'impact. En 2017, nous avons donc réalisé une réduction de 41% des rejets de métaux dans l'air en termes d'impact pour le périmètre défini.

Les réductions s'observent sur la quasi-totalité des sites du périmètre, à des degrés variables, et sont dues, pour la plupart, à la poursuite des efforts engagés pour améliorer l'efficacité des filtres à air et la performance globale des procédés.

### REJETS DE PLOMB À HOBOKEN (BELGIQUE, RECYCLING)

En 2015, les travaux d'infrastructure menés sur le toit de la raffinerie de plomb ont entraîné une hausse des retombées de plomb dans le quartier résidentiel riverain de Moretusburg. Par conséquent, les résultats du contrôle biologique ont démontré une augmentation du nombre d'enfants présentant une concentration de plomb dans le sang supérieure au niveau de référence recommandé de 5 µg/dl de sang (valeur fixée par le Center for Disease Control and Prevention, États-Unis). Cette campagne de biosurveillance est menée deux fois par an par les instances provinciales.

Le site s'est attelé à identifier des mesures d'amélioration pour inverser ces valeurs de retombées. Les projets mis en place par la suite sont devenus prioritaires par rapport à d'autres investissements qui avaient déjà été prévus auparavant. À la fin de 2016, la moyenne annuelle glissante des rejets de plomb est redescendue à un niveau acceptable. Bien que la concentration moyenne du plomb dans le sang chez les enfants du voisinage ait diminué, il est nécessaire de poursuivre les actions et les contrôles pour réduire davantage le nombre d'enfants présentant des taux de plomb dans le sang dépassant la valeur de référence. Lors de la campagne de biosurveillance de l'automne 2017, 32% des enfants présentaient encore une concentration de plomb dans le sang supérieure à la valeur de référence de 5 µg/dl, contre 37% à l'automne 2016.

Umicore continue de collaborer étroitement avec les pouvoirs publics en vue de prendre des mesures d'hygiène préventives spécifiques, telles que le nettoyage des maisons où vivent les enfants présentant les concentrations en plomb les plus élevées.

### AUTRES REJETS

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Emissions de SO <sub>x</sub>	tonnes	686	1.189	1.197	892	<b>661</b>
Emissions de NO <sub>x</sub>	tonnes	386	425	452	365	<b>320</b>

Les rejets de SO<sub>x</sub> à l'échelle du Groupe ont diminué, passant de 892 t en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 661 t en 2017, soit une réduction de 26%.

Les rejets de NO<sub>x</sub> ont eux aussi baissé, passant de 349 t en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 320 t en 2017, soit une réduction de 8%.

## E3 GAZ À EFFET DE SERRE

L'instauration de notre politique de performance énergétique et d'empreinte carbone en 2011 s'est traduite, d'une part, par une réduction de 26% des émissions d'équivalents CO<sub>2</sub> au périmètre défini dans Vision 2015 et, d'autre part, par une attention et une sensibilisation permanentes à la performance énergétique au niveau des sites et dans les procédures de gestion des business units.

Dans le cadre d'Horizon 2020, la priorité d'Umicore va à l'amélioration de la performance énergétique. Les efforts visant à accroître la performance énergétique devraient se traduire par une réduction supplémentaire de notre empreinte carbone.

Umicore rend également compte de ses émissions de CO<sub>2</sub>e en valeur absolue pour le périmètre décrit au champ d'application E1. Les volumes d'émissions d'équivalents CO<sub>2</sub> (CO<sub>2</sub>e) en valeur absolue sont calculés conformément à la définition et à la méthodologie de déclaration du Protocole des gaz à effet de serre pour les champs d'application 1 et 2 (WBCSD et WRI 2004 et modification pour le champ d'application 2 de 2015). Pour Umicore, le champ d'application 2 comprend non seulement les achats d'électricité, mais aussi les achats de vapeur et d'air comprimé à des tiers (p. ex. au sein de parcs industriels). Le CO<sub>2</sub>e comprend les gaz à effet de serre (GES) CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O pour le champ d'application 1 et les émissions attribuables aux procédés industriels. D'autres GES ne sont pas pertinents dans les activités d'Umicore. Les émissions du champ d'application 2 ne tiennent compte que du CO<sub>2</sub>.

Le calcul des émissions du champ d'application 2 pour chaque site s'effectue selon deux méthodes : en utilisant les facteurs d'émissions de CO<sub>2</sub> fondés d'une part sur le marché et d'autre part sur la localisation. Les facteurs d'émission selon la méthode basée sur le marché permettent de calculer les émissions de CO<sub>2</sub> sur la base des contrats particuliers passés par les sites avec des fournisseurs d'énergie, en tenant compte du mix énergétique pertinent dans ces contrats (y compris les composantes d'énergie verte, le cas échéant). Les facteurs d'émissions de CO<sub>2</sub> selon la méthode basée sur la localisation facilitent le calcul des émissions de

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

CO<sub>2</sub> sur la base du mix énergétique résiduel dans un pays/une région (quand ces données sont disponibles), c'est-à-dire sans tenir explicitement compte des composantes d'énergie verte vendues par les producteurs d'électricité dans des contrats de fourniture particuliers. Les émissions totales de CO<sub>2</sub> pour le Groupe sont alors présentées sous la forme de deux valeurs distinctes fondées sur cette différenciation. Les mesures sont abrégées comme suit : CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur le marché et CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur la localisation.

Le groupe de travail « Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting » du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) a établi des principes directeurs supplémentaires en vue de remédier aux anomalies observées dans le reporting des GES, principes qu'Umicore applique déjà depuis son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site Internet du WBCSD.

### DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur le marché	tonnes	690.767	664.568	710.143	662.059	<b>633.704</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur la localisation	tonnes	-	-	-	735.065	<b>663.307</b>

Le total des émissions de CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur le marché en 2017 était de 633.704 tonnes. Le total des émissions de CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur la localisation était quant à lui de 663.307 tonnes. La différence entre ces deux valeurs, soit 29.603 tonnes, s'explique par certains contrats énergétiques au mix énergétique favorable que nos sites ont passés, ce qui se traduit par une empreinte carbone inférieure au mix énergétique résiduel pour le pays/la région où est implanté le site.

Le total des émissions de CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur le marché en 2016 était de 662.059 tonnes (646.454 tonnes si l'on exclut la business unit cédée Building Products, qui représentait 2% des émissions selon la méthode basée sur le marché pour l'ensemble du Groupe cette année-là). Le total des émissions de CO<sub>2</sub>e selon la méthode basée sur la localisation en 2016 était de 735.065 tonnes (720.160 tonnes si l'on exclut la business unit cédée Building Products, qui représentait 2% des émissions selon la méthode basée sur la localisation pour l'ensemble du Groupe cette année-là).

La comparaison des émissions selon la méthode basée sur le marché de 2017 par rapport à celles de 2016 (sans tenir compte de la business unit cédée Building Products) montre une stabilité relative des émissions (recul de 2% en glissement annuel). Ceci est attribuable à une association de facteurs et s'explique principalement par, d'un côté, des niveaux d'activité plus élevés sur plusieurs sites appartenant aux business units Rechargeable Battery Materials et Cobalt & Specialty Materials et, de l'autre, la fermeture d'autres sites individuels (voir E1) ainsi que la réduction des émissions et des facteurs d'émissions de CO<sub>2</sub> favorables pour les achats d'énergie à Hoboken (Belgique, Recycling). Si l'on inclut la business unit cédée Building Products dans les chiffres de 2016, on observe une réduction de 4% en glissement annuel.

### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	UMICORE GROUP
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur le marché	tonnes	108.401	229.368	295.493	<b>633.704</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> e (champ d'application 1+2) – méthode basée sur la localisation	tonnes	119.627	235.588	307.629	<b>663.307</b>

## E4 ÉNERGIE

Dans le cadre d'Horizon 2020, Umicore s'engage en faveur d'une performance énergétique encore plus grande sur ses sites. En pratique, nous tenons à augmenter encore le niveau de performance énergétique atteint dans le cadre de Vision 2015.

Le groupe de travail « Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting » du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) a établi des principes directeurs en vue de remédier aux anomalies observées dans le reporting des GES et de l'énergie, principes qu'Umicore applique déjà depuis son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site Internet du WBCSD.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre d'Horizon 2020, la priorité va aux sites qui contribuent le plus à la consommation d'énergie totale d'Umicore. Certains paramètres, tels que les indicateurs d'activité, ont été passés au crible pour ces sites et actualisés si nécessaire. La consommation énergétique fait l'objet d'un suivi et d'une déclaration sur tous les sites. Les plus gros consommateurs sont en outre invités à rendre compte de leurs projets en matière de performance énergétique.

Une analyse des contributions des sites à la consommation d'énergie au niveau du groupe a identifié 23 sites ayant participé ensemble à concurrence de plus de 95% du chiffre 2017.

### DONNÉES DU GROUPE – DANS LE CADRE DE L'OBJECTIF DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

L'objectif consistant à améliorer les niveaux 2015 de performance énergétique est mesuré en comparant la consommation énergétique de l'année de déclaration en cours (c.-à-d. 2017) à celle de l'année de référence 2015, en tenant compte du même périmètre d'activités qu'en 2015.

Pour calculer la variation de la consommation énergétique par rapport à l'année de référence 2015, une base de référence a été établie pour chaque site du périmètre. La base de référence est établie en multipliant le niveau d'activité effectif de l'année de déclaration en cours (c.-à-d. 2017) par l'intensité énergétique de 2015 (voir l'exemple ci-dessous). La base de référence 2015 est ensuite calculée en faisant la somme des bases de référence de tous les sites repris dans le périmètre. Exemples de paramètres d'activité sur des sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes d'intrants dans le procédé de recyclage par an.

#### Exemple

En 2015, le site A avait fabriqué 200 tonnes de produit X et consommé 80.000 GJ, soit une intensité énergétique de 400 GJ par tonne de produit X. En 2017, le site A a fabriqué 220 tonnes de produit X et consommé 80.000 GJ, soit une intensité énergétique de 364 GJ par tonne de produit X.

La base de référence 2015 rapportée en 2017 équivaut donc au niveau d'activité de 2017 (220 tonnes) multiplié par l'intensité énergétique de 2015 (400 GJ/tonne) = 88.000 GJ.

Dès lors, les 80.000 GJ consommés en 2017 représentent une amélioration de 10% comparativement à la consommation qui aurait eu cours dans les conditions d'exploitation de 2015.

La base de référence 2015 est recalculée chaque année (2016 et années suivantes). Elle se définit comme la consommation énergétique escomptée en tenant compte des volumes d'activité de l'année rapportée (c.-à-d. 2017), mais avec l'intensité énergétique de l'année de référence 2015. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2015 calculée pour le groupe et applicable à chaque exercice.

Le calcul de cet indicateur clé couvre les activités et les sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe pendant l'exercice en question (2016, 2017 et les années suivantes) et qui en faisaient aussi partie en 2015. Il convient de noter que les sites des anciennes business units Zinc Chemicals et Building Products ainsi que les sites ajoutés au reporting en 2016 et 2017, à savoir Nowa Ruda (Pologne) et Rayong (Thaïlande) (tous les deux appartenant à Catalysis), sont donc exclus du périmètre du rapport pour cet indicateur. Les données relatives à la consommation énergétique comprennent également le siège du groupe à Bruxelles (Belgique).

### OBJECTIF DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

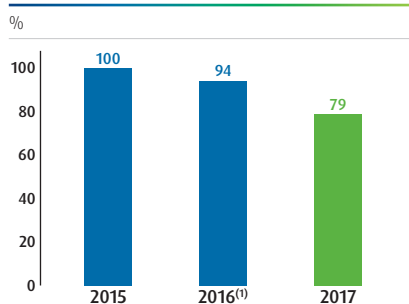
	UNITÉ	RÉFÉRENCE 2015	2016	2017
Consommation d'énergie	térajoules	7.720	6.241	<b>6.082</b>

La consommation énergétique 2017 calculée à l'aide du périmètre défini s'est établie à 6.082 TJ. La consommation énergétique 2015 calculée à l'aide du périmètre défini s'est établie à 5.557 TJ. Afin d'évaluer les progrès réalisés par rapport à notre engagement, ce niveau de consommation énergétique 2015 normalisé pour les activités de 2017 était de 7.720 TJ, c'est-à-dire qu'à niveaux de production équivalents, nous avons consommé 21% d'énergie en moins. En d'autres termes, la performance énergétique s'est améliorée de 21% en 2017 par rapport à l'année de référence 2015.

Cette amélioration s'explique principalement par des avantages d'échelle liés à l'augmentation continue de la capacité sur nos sites Rechargeable Battery Materials. Des améliorations et consolidations supplémentaires sur d'autres sites ont également contribué à la réduction générale de l'intensité énergétique.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

### CONSOMMATION D'ÉNERGIE NORMALISÉE



(1) La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 6.664 TJ, soit une réduction de 6% en 2016 comparativement à 2015.

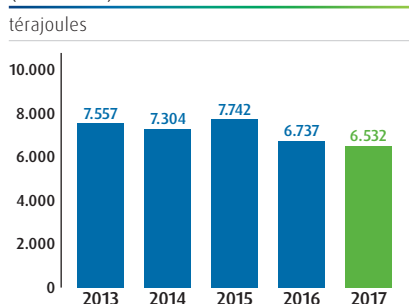
En outre, des projets visant à améliorer la performance énergétique ont été mis en place sur les principaux sites, conformément aux objectifs de développement durable définis depuis 2006. En 2017, 23 sites représentaient plus de 95% de la consommation énergétique du Groupe. Sur tous ces sites, 38 projets de performance énergétique ont été déclarés comme ayant été mis en œuvre en 2017. Ils ont débouché sur d'importantes économies d'énergie.

### CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE EN VALEUR ABSOLUE

La consommation totale d'énergie est passée de 6.323 TJ en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 6.532 TJ en 2017, soit une augmentation de 3% en glissement annuel.

La consommation d'énergie indirecte de sources d'énergie primaire (achats d'électricité, de vapeur et d'air comprimé) pour les sites de production et les bureaux s'est chiffrée à 2.632 TJ en 2017. La consommation d'énergie directe de sources d'énergie primaire (essence, mazout, gaz naturel, GPL, charbon et coke) s'est élevée à 3.900 TJ.

### CONSOMMATION D'ÉNERGIE (ABSOLUE)



### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	UMICORE GROUP
Consommation d'énergie	térajoules	980	2.646	2.897	6.532

## E5 UTILISATION DE L'EAU

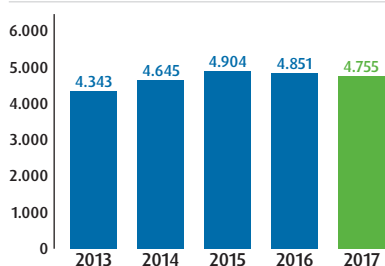
### DONNÉES DU GROUPE

L'utilisation de l'eau se définit comme le volume total d'eau exprimé en milliers de m<sup>3</sup>/an provenant du réseau de distribution, des nappes souterraines, des eaux de surface et des eaux pluviales. Ces résultats ne tiennent pas compte du pompage d'eaux souterraines à des fins d'assainissement ni de l'eau de refroidissement restituée à son plan d'eau d'origine.

La consommation d'eau totale du Groupe a quelque peu augmenté, passant de 4.435 milliers de m<sup>3</sup> en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 4.755 milliers de m<sup>3</sup> en 2017. Cette augmentation de la consommation d'eau s'explique principalement par le renforcement de l'élimination des poussières sur le site de Hoboken (Belgique, Recycling).

### UTILISATION DE L'EAU

milliers m<sup>3</sup>



### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

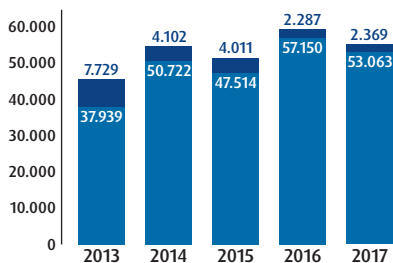
	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	UMICORE GROUP
Utilisation de l'eau	milliers m <sup>3</sup>	622	2.235	1.898	4.755

## E6 DÉCHETS

### DONNÉES DU GROUPE

### DÉCHETS DANGEREUX

tonnes



■ Non recyclés  
■ Recyclés

Les déchets se définissent comme le volume total de déchets, exprimé en tonnes/an.

Le taux de recyclage des déchets s'entend comme le rapport entre la part de déchets récupérés par des tiers (y compris les déchets récupérés sous forme d'énergie par incinération) et le volume total des déchets.

La distinction entre déchets dangereux et non dangereux s'effectue en fonction des réglementations de la région où l'entité déclarante est installée.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

En 2017, un total de 72.804 tonnes de déchets a été généré, contre 74.546 tonnes en 2016 (hors business unit cédée Building Products), soit une baisse de 2%.

Le volume total des déchets dangereux a diminué, passant de 57.441 tonnes en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 55.432 tonnes en 2017, soit une baisse de 3%. Le taux de recyclage des déchets dangereux est resté à un niveau similaire à 2016, soit 4% en 2017 comparé à 3% en 2016 (hors business unit Building Products).

Le volume total des déchets non dangereux a quant à lui augmenté, passant de 17.105 tonnes en 2016 (hors business unit cédée Building Products) à 17.373 tonnes en 2017, soit une hausse de 2%.

### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	UMICORE GROUP
<b>Production totale de déchets</b>	<b>tonnes</b>	<b>5.469</b>	<b>27.363</b>	<b>39.973</b>	<b>72.804</b>
Déchets dangereux	tonnes	3.655	18.460	33.316	<b>55.432</b>
dont recyclés	%	7,30	4,67	3,72	<b>4,27</b>
Déchets non dangereux	tonnes	1.813	8.903	6.657	<b>17.373</b>
dont recyclés	%	47,23	33,11	94,70	<b>58,18</b>

### E7 POLLUTION LIÉE AUX ACTIVITÉS DU PASSÉ

La gestion active et l'atténuation des risques résultant des activités du passé fait partie intégrante de The Umicore Way. Au cours des 15 dernières années, le programme proactif d'Umicore servant à évaluer la pollution des sols et de la nappe phréatique et à y remédier si nécessaire a bien progressé. Le chapitre suivant illustre les principaux programmes en cours, ainsi que les progrès engrangés en 2017.

#### BELGIQUE

Contexte : le 23 avril 2004, Umicore signait, avec la société publique de gestion des déchets de la Région flamande (OVAM) et le ministre de l'Environnement de la Région flamande, une convention selon laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 années suivantes, à consacrer 62 millions d'euros à la dépollution de quatre sites, deux d'entre eux, Balen et Overpelt, appartenant désormais à Nyrstar depuis leur vente par Umicore en 2007.

Activités 2017 : À Hoboken, un accord a été conclu avec les autorités compétentes en vue de l'extension des installations de stockage sur site, afin que les travaux d'assainissement sur site (excavation) puissent redémarrer. Un concept alternatif d'assainissement des eaux souterraines a été discuté et convenu avec les instances compétentes. La mise en œuvre pratique du système d'assainissement est prévue pour 2019.

À Olen, le programme d'assainissement des eaux souterraines sur site démarré en 2007 s'est poursuivi. En 2017, des sols contaminés et des déchets enfouis ont été excavés à différents endroits où des travaux d'infrastructure étaient nécessaires, par exemple pour la construction de la nouvelle cantine.

En 2014, Umicore et les autorités compétentes ont signé une convention en vue de prolonger de 5 ans la période nécessaire pour réduire les risques dans le périmètre de 9 km. Cette convention comporte également une clause importante prévoyant qu'Umicore et les autorités s'attelleront à l'assainissement du site de Bocholt, une usine d'arsenic fermée et désaffectée au début des années 1970. Les travaux commenceront en 2018.

#### FRANCE

À Viviez, Umicore a terminé le programme de dépollution à grande échelle commencé en 2011 et a transféré les obligations de remise en état à un tiers. En 2017, Umicore a rejoint, avec d'autres partenaires, un programme volontaire pour remédier à la pollution des sols détectée dans des jardins privés autour du site de Viviez. Une collecte de données a été réalisée en 2017 et des mesures appropriées seront définies.

L'ancienne concession minière de Saint-Félix-de-Pallières dans le sud de la France avait été sécurisée en conformité avec la législation en vigueur et restituée aux autorités françaises en 2004. Ces dernières années, certains groupes d'intervenants se sont penchés sur les risques sanitaires potentiels liés aux activités minières passées. Bien que les instances compétentes, dont le ministère de l'Environnement, aient reconnu que la concession minière avait été restituée à l'État français conformément aux dispositions légales en vigueur, Umicore s'est engagée de son plein gré à soutenir les autorités pour répondre aux inquiétudes de la population locale.

### ÉTATS-UNIS

Umicore a poursuivi le traitement des eaux sortant d'un ancien site minier dans le Colorado. À ce stade, elle construit une nouvelle station d'épuration des eaux qui permettra d'abaisser davantage la teneur en métaux des effluents et de réduire ainsi le volume de déchets solides produit.

Après la fermeture du site de Maxton en Caroline du Nord, une pollution des sols et de la nappe phréatique a été détectée. Umicore a pris part à un programme volontaire de dépollution avec les autorités afin de remédier à ce problème d'ici à 2033. En 2017, une part significative du problème de pollution des sols a été réglée par la stabilisation des métaux, empêchant ainsi leur déversement dans les eaux souterraines.

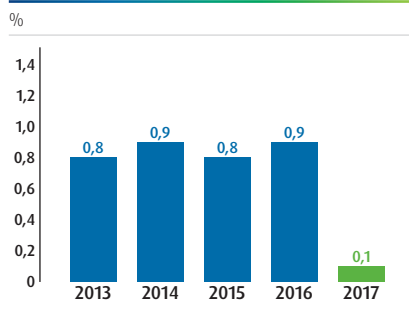
### BRÉSIL

Lors d'une évaluation des risques environnementaux menée en 2003 à la suite de l'acquisition du site de Guarulhos (Brésil), une pollution des eaux souterraines avait été détectée. Cette pollution ancienne était antérieure à la reprise du site par Umicore. Nous avons immédiatement pris des mesures pour stopper la propagation de la contamination aux zones environnantes en installant une barrière hydraulique, en service depuis 2011. Des systèmes d'extraction ciblée ont été mis en place sur le site afin d'accélérer l'assainissement. Umicore continue d'étudier des systèmes de dépollution plus rentables, comme des applications in situ.

## E8 CONFORMITÉ AUX RÉGLEMENTATIONS ET SYSTÈME DE MANAGEMENT

### DONNÉES DU GROUPE

#### TAUX DE NON-CONFORMITÉ



Le taux de non-respect est exprimé par le rapport entre le nombre total de non-conformités et de conformités. Une non-conformité correspond à un résultat de surveillance qui enfreint une valeur limite définie dans un permis, une réglementation ou tout autre cadre réglementaire pertinent.

Le nombre total de mesures est le nombre total de mesures de l'impact environnemental exigées par le permis d'exploitation, le permis d'environnement ou un cadre comparable dans la région où l'entité déclarante déploie ses activités. Le nombre total correspond au nombre de mesures, multiplié par le nombre de paramètres par mesure.

En 2017, quelque 55.000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre environ 43.000 l'année précédente (en excluant la business unit cédée Building Products).

La proportion de mesures non conformes aux réglementations ou seuils permis est très faible, à raison de 0,1% à l'échelle du Groupe, contre 0,9% en 2016. Cette réduction d'une année à l'autre s'explique principalement par la cession d'un site où un taux de dépassement plus élevé a été rapporté en 2016 et au cours des années précédentes.

Sur les 49 sites industriels consolidés, 45 ont mis en place un système de gestion environnementale certifié ISO 14001. Les quatre sites restants sont des acquisitions qui ont participé au rapport d'Umicore entre 2015-2017. Ces quatre sites prévoient tous le déploiement d'un système de gestion environnementale en 2018/2019. À l'exception du plus récent des deux sites de Cheonan (Corée, Energy & Surface Technologies), les cinq autres sites majeurs ayant des impacts environnementaux notables sont certifiés ISO 14001 depuis de nombreuses années. Le dernier des deux sites de Cheonan, ajouté aux rapports d'Umicore en 2015, a prévu le déploiement d'un système de gestion environnementale certifié au cours de 2018.

Au total, il y a eu 34 dépôts de plaintes pour atteinte à l'environnement en 2017, la plupart étant liées à des nuisances sonores et olfactives. Vingt-et-une de ces plaintes sont toujours en cours.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

# Table des matières

### RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

Chiffres clés sociaux	189
Annexes aux chiffres clés sociaux	189
S1 Périmètre du rapport d'activité social	189
S2 Effectifs	190
S3 Engagement de tous	193
S4 Relations avec les travailleurs	195
S5 Code de conduite	195
S6 Santé au travail	196
S7 Sécurité au travail	198
S8 Sécurité des procédés	201



## RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

# Rapport d'activité social

### CHIFFRES CLÉS SOCIAUX

	UNITÉ	ANNEXE	2013	2014	2015	2016	2017
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	S2	10.190	10.368	10.429	9.921	<b>9.769</b>
Contrats temporaires	% de l'effectif	S2	3,42	3,62	3,91	3,45	<b>3,86</b>
Femmes parmi l'ensemble de l'effectif	% de l'effectif	S2	21,53	21,68	21,72	21,60	<b>21,92</b>
Femmes parmi l'ensemble des cadres	% de l'effectif	S2	20,52	21,25	22,18	22,11	<b>22,37</b>
Femmes parmi le senior management	% de l'effectif	S2	8,70	8,33	9,49	9,09	<b>6,77</b>
Femmes parmi les cadres dans les fonctions opérationnelles	%	S2	-	-	-	14,27	<b>15,55</b>
Ressortissants non-européens parmi le senior management	%	S2	-	-	-	16,67	<b>18,05</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	S3	45,18	45,59	45,06	41,49	<b>45,33</b>
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	S3	95,65	95,82	95,97	96,03	<b>98,29</b>
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	S3	3,33	3,42	3,35	4,10	<b>5,03</b>
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	S4	71,33	71,44	71,11	69,41	<b>65,41</b>
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' <sup>(1)</sup>	%	S6	2,6	1,8	2,3	3,2	<b>2,7</b>
Nombre de maladies professionnelles	nombre	S6	14	21	12	12	<b>11</b>
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	S6	4	4	0	1	<b>1</b>
Accidents mortels	nombre	S7	0	2	0	1	<b>0</b>
Accidents avec arrêt de travail	nombre	S7	35	37	47	59	<b>51</b>
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	S7	22	11	9	15	<b>22</b>
Taux de fréquence	accident/million d'heures de travail	S7	2,08	2,16	2,66	3,34	<b>3,01</b>
Taux de sévérité	jour perdus/milliers d'heures de travail	S7	0,10	0,94	0,12	0,56	<b>0,09</b>

(1) Rapport entre le nombre de résultats de contrôle biologique dépassant la valeur cible, fixée par Umicore pour chaque substance dangereuse, et le total de contrôles biologiques effectués.

### ANNEXES AUX CHIFFRES CLÉS SOCIAUX

#### S1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

Globalement, 92 sites consolidés sont inclus dans les annexes du rapport social relatives aux ressources humaines (S2 à S5).

C'est 10 de moins qu'en 2016, principalement en raison des cessions. La cession de la business unit Building Products et les acquisitions de Catalysis ont eu le plus gros impact.

Pour les indicateurs sociaux, les sites rapportent les données sur l'année entière. Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées, sauf mention contraire.

Les indicateurs relatifs aux effectifs incluent les données pour les sites rachetés à Haldor Topsoe. Les autres indicateurs ne tiennent cependant pas compte de ces sites dans le périmètre du rapport, car ces derniers n'ont rejoint Umicore qu'en décembre. Les effectifs et les autres indicateurs pour les sites cédés de Building Products et Thin Film Products en Chine ne sont pas inclus.

Les données antérieures (2016 et avant) n'ont pas été ajustées.

## S2 EFFECTIFS

## DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	10.190	10.368	10.429	9.921	9.769
Effectif des sociétés associées	nombre	3.867	3.706	3.301	3.196	3.360
Employés masculins	nombre	7.996	8.120	8.164	7.778	7.628
Employés féminins	nombre	2.194	2.248	2.265	2.143	2.141
Equivalent temps plein	nombre	-	-	-	9.716	9.574
Employés de < 30 ans	nombre	-	-	-	1.620	1.697
Employés entre 30 et 50 ans	nombre	-	-	-	5.605	5.504
Employés de > 50 ans	nombre	-	-	-	2.696	2.568
Contrats temporaires	% de l'effectif	3,42	3,62	3,91	3,45	3,86
Femmes parmi l'ensemble de l'effectif	% de l'effectif	21,53	21,68	21,72	21,60	21,92
Femmes parmi l'ensemble des cadres	% de l'effectif	20,52	21,25	22,18	22,11	22,37
Femmes parmi le senior management	% de l'effectif	8,70	8,33	9,49	9,09	6,77
Femmes parmi les cadres dans les fonctions opérationnelles	%	-	-	-	14,27	15,55
Ressortissants non-européens parmi le senior management	%	-	-	-	16,67	18,05

**Effectifs** : nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel d'Umicore à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées.

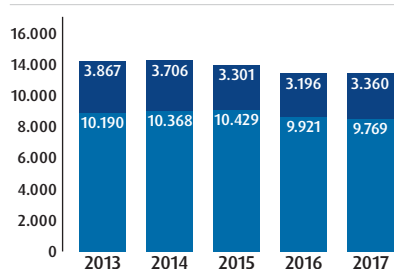
Ces statistiques tiennent compte des travailleurs à temps partiel et sous contrat temporaire, mais pas des contrats passifs, des travailleurs en congé maladie de longue durée et des sous-traitants.

**Contrats temporaires** : travailleurs d'Umicore employés sous contrat à durée déterminée, inclus dans les effectifs des entreprises entièrement consolidées.

**Équivalent temps plein** : l'ETP d'un travailleur est calculé en divisant le régime de travail, les heures travaillées et le travail posté réels par le régime, les heures travaillées et le travail posté d'un travailleur à temps plein à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées.

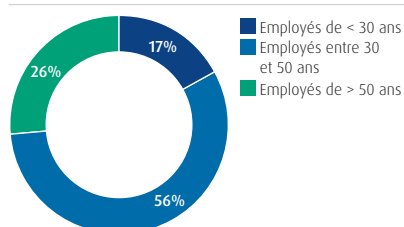
Ce principe s'applique à tout le personnel payé au salaire horaire, au personnel payé au salaire mensuel, aux managers et aux stagiaires inscrits au registre du personnel d'Umicore à la fin du semestre de référence, y compris les travailleurs à temps partiel et sous contrat temporaire, mais à l'exclusion des contrats passifs (interruption de carrière, congé de maternité, congé parental, etc.), des travailleurs en congé maladie de longue durée (durée d'absence continue spécifique au pays) et des travailleurs en retraite anticipée.

## EFFECTIF TOTAL

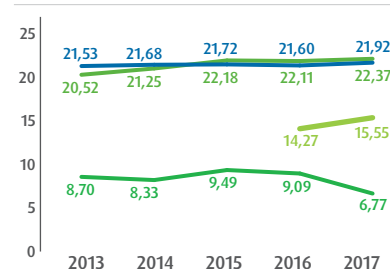


■ Sociétés entièrement consolidées  
■ Sociétés associées

## EFFECTIF - RÉPARTITION DES ÂGES



## RÉPRÉSENTATION DES FEMMES



■ Parmi l'effectif total  
■ Parmi l'ensemble des cadres  
■ Parmi les cadres supérieurs  
■ Parmi les cadres dans les fonctions opérationnelles

### EFFECTIF TOTAL

L'effectif total a augmenté de 12 salariés pour atteindre 13.129. Dans les sociétés entièrement consolidées, l'effectif a baissé de 152 personnes pour atteindre 9.769, suite principalement à la cession de Building Products. La cession de Building Products aurait pu entraîner une plus grande diminution du nombre de travailleurs, mais les business groups Catalysis et Energy & Surface Technologies ont enregistré une croissance qui a limité le recul des effectifs.

Parmi les sociétés associées, on a observé une augmentation de 164 salariés, motivée par la croissance organique d'Element Six Abrasives.

Le chiffre de 9.574 ETP (consolidés) est très proche des effectifs déclarés (9.769), démontrant que la plupart des travailleurs d'Umicore sont employés à temps plein.

### CONTRATS TEMPORAIRES

Les contrats temporaires en tant que pourcentage des effectifs des sociétés entièrement consolidées ont légèrement augmenté pour atteindre 3,86% en 2017.

### RÉPARTITION PAR GENRE

La proportion de femmes dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées était de 21,92%, soit un pourcentage qui reste compris dans une fourchette étroite de 21% à 22% depuis les six dernières années. Les femmes sont plus représentées dans les fonctions commerciales et administratives que dans les postes industriels.

### RÉPARTITION PAR GENRE DES MANAGERS

Si le pourcentage total des femmes salariées est resté relativement stable (cf. ci-dessus), la proportion de femmes managers est en augmentation constante, passant de 18,65% en 2010 à 22,37% en 2017. Le pourcentage de femmes au sein du senior management a quant à lui baissé ces deux dernières années, atteignant 6,77%. Nous nous sommes fixé un objectif de 15% de femmes aux fonctions de senior management d'ici à 2020.

### CADRES FÉMININS DANS DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

Afin de suivre l'évolution des carrières, nous avons défini la notion de cadre dans les « fonctions opérationnelles » pour désigner les activités de terrain, les fonctions commerciales et la direction générale. Au sein du senior management, ces fonctions représentent 55% du Groupe, contre 45% pour les fonctions d'appui.

À partir de 2016, nous avons commencé à suivre le pourcentage de femmes parmi les cadres dans ces « fonctions opérationnelles », étant donné que ces fonctions semblent présenter une plus grande probabilité d'évolution vers des fonctions dirigeantes. En 2017, le pourcentage de femmes exerçant des fonctions dirigeantes opérationnelles a augmenté pour atteindre 15,55%, contre 14,27% en 2016.

### REPRÉSENTATION NON EUROPÉENNE À DES POSTES DE SENIOR MANAGEMENT

À partir de 2016, nous avons aussi commencé à suivre le pourcentage de représentation des ressortissants non européens à des fonctions de senior management, en guise d'indicateur de la diversité. En 2017, ce pourcentage s'est accru pour atteindre 18,05%, contre 16,67% en 2016.

### DONNÉES PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE- PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	5.782	858	685	2.182	262	<b>9.769</b>
Effectif des sociétés associées	nombre	1.098	17	446	1.027	772	<b>3.360</b>
Employés masculins	nombre	4.561	672	506	1.729	160	<b>7.628</b>
Employés féminins	nombre	1.221	186	179	453	102	<b>2.141</b>
Equivalent temps plein	nombre	5.603,61	853,81	684,50	2.180,00	251,64	<b>9.573,56</b>
Contrats temporaires	% de l'effectif	5,07	0,58	0,88	3,30	0,38	<b>3,86</b>

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

## DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE	UMICORE GROUP
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	2.952	2.716	3.092	1.009	<b>9.769</b>
Effectif des sociétés associées	nombre	0	917	0	2.443	<b>3.360</b>
Employés masculins	nombre	2.359	2.118	2.557	594	<b>7.628</b>
Employés féminins	nombre	593	598	535	415	<b>2.141</b>
Equivalent temps plein	nombre	2.924,67	2.709,88	3.061,37	877,64	<b>9.573,56</b>
Contrats temporaires	% de l'effectif	4,51	4,34	2,94	3,47	<b>3,86</b>

## VUE D'ENSEMBLE DES SITES ET DES EFFECTIFS

	SITES DE PRODUCTION	CENTRES R&D   TECHNIQUES	AUTRES SITES	EFFECTIFS
<b>Europe</b>				
Autriche		1		137
Belgique		3	1	2.898
Danemark		1	1	101
France		3	2	244
Allemagne		5 (1)	2	1.985 (366)
Irlande		(1)		(541)
Italie		1	2	80
Liechtenstein		1	1	83
Luxembourg			1	11
Pays-Bas		1		47
Pologne		1	1	94
Portugal			1	5
Russie			1	7
Espagne			1	4
Suède		1	1 (1)	39 (8)
Suisse			1	3
Royaume-Uni		1	(1)	44 (183)
<b>Asie-Pacifique</b>				
Australie			1	9
Chine		5 (3)	1	906 (1.014)
Inde		1	1	71
Japon		2	3	174 (9)
Philippines		1		79
Corée du Sud		3	2	744
Taiwan			2	21
Thaïlande		2	1	178
Émirats arabes unis			(1)	(4)
<b>Amérique du Nord</b>				
Canada		3		226
Mexique			1	5
États-Unis		9	2	627 (17)
<b>Amérique du Sud</b>				
Argentine		1		59
Brésil		4	1	626
Pérou		(1)		(446)

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

	SITES DE PRODUCTION	CENTRES R&D   TECHNIQUES	AUTRES SITES	EFFECTIFS
<b>Afrique</b>				
Afrique du Sud	1 (1)		1	262 (772)
<b>Total</b>	<b>51 (7)</b>	<b>14 (1)</b>	<b>35 (7)</b>	<b>9.769 (3.360)</b>

Les chiffres entre parenthèses font référence aux "sociétés associées et coentreprises". Quand un site dispose à la fois de sites de production et de bureaux (p. ex. Hanau, Allemagne), il est uniquement repris dans les sites de production. Certains sites de production et centres R&D | techniques se situent sur le même site mais sont comptabilisés séparément.

## S3 ENGAGEMENT DE TOUS

## DONNÉES DU GROUPE

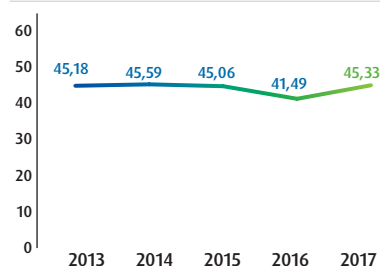
	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	95,65	95,82	95,97	96,03	<b>98,39</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	45,18	45,59	45,06	41,49	<b>45,33</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Hommes	heures/employé	45,82	48,09	45,32	42,38	<b>46,53</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Femmes	heures/employé	42,26	39,76	47,39	38,28	<b>41,01</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Cadre	heures/employé	41,41	37,18	34,24	41,03	<b>38,54</b>
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Autre catégorie du personnel	heures/employé	44,82	46,29	46,09	41,52	<b>46,44</b>
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	3,33	3,42	3,35	4,10	<b>5,03</b>
Départs volontaires - hommes	nombre	253	273	280	309	<b>404</b>
Départs volontaires - femmes	nombre	89	80	69	97	<b>70</b>

**Heures de formation** : nombre moyen d'heures de formation par travailleur, incluant tous les types de formation (formelle, sur le terrain, apprentissage en ligne, etc.) auxquels l'entreprise apporte un appui et qui sont pertinents pour la business unit ou l'entreprise. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le total des effectifs des sociétés entièrement consolidées.

**Départs volontaires** : nombre de travailleurs qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce chiffre concerne les effectifs des sociétés entièrement consolidées.

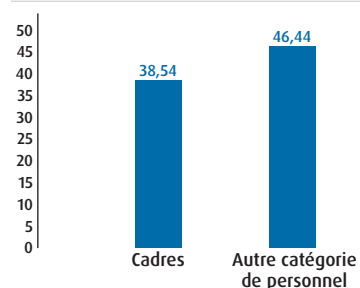
## NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR EMPLOYÉ

heures/employé



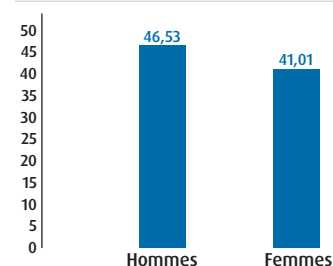
## NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR CATEGORIE DE PERSONNEL

heures/employé

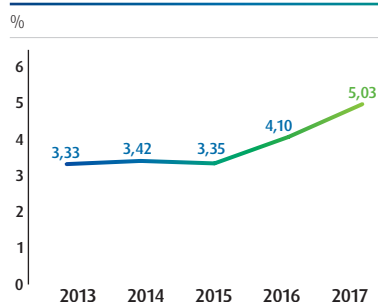


## NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR EMPLOYÉ - HOMME/FEMME

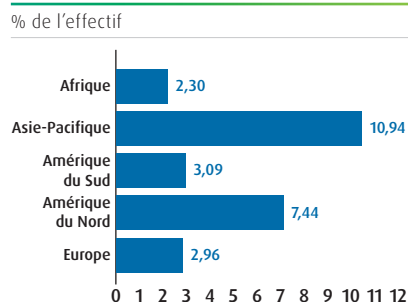
heures/employé



## TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES



## TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES



## DONNÉES PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE-PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Nombre d'heures moyen de formation par employé	heures / employé	39,02	39,15	72,57	58,55	29,87	45,33
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	98,68	96,59	98,82	97,64	98,85	98,29
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	2,96	7,44	3,09	10,94	2,30	5,03

## DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE	UMICORE GROUP
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures / employé	45,22	49,06	43,63	41,02	45,33
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	96,69	97,92	99,48	99,90	98,29
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	5,13	8,48	2,85	2,41	5,03

## HEURES DE FORMATION

En 2017, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 45,33. Cela représente une augmentation par rapport à 2016 et un retour vers le nombre moyen des années précédentes.

Cette hausse s'explique en partie par une intensification des efforts de formation pour les sites qui sont en expansion et qui doivent fournir un effort particulier pour l'intégration des nouveaux travailleurs.

Les données indiquent que les heures de formation des managers (38,54 heures) sont inférieures à celles des autres catégories de personnel (46,44 heures). Cela reflète les gros efforts déployés pour la formation sur le terrain des nouveaux opérateurs.

## ÉVALUATION ANNUELLE

En 2017, la quasi-totalité des travailleurs (98,39%) des sociétés entièrement consolidées ont passé au moins une fois sur l'année un entretien d'évaluation pour évoquer leur évolution de carrière.

## DÉPARTS VOLONTAIRES

Ces cinq dernières années, le pourcentage de départs volontaires a oscillé entre 3,2 et 3,8. Cette proportion a augmenté ces deux dernières années pour atteindre 5,03% en 2017. Comme les années précédentes, des différences régionales significatives sont observables, la zone Asie-Pacifique affichant le taux de rotation le plus élevé (10,94%) et l'Afrique (2,30%) et l'Europe (2,96%), le taux le plus faible. Le taux de rotation élevé en Asie-Pacifique n'est pas en soi propre à Umicore. Il s'explique notamment par la grande compétitivité et souplesse du marché de l'emploi dans certains secteurs en croissance.

## DÉPARTS VOLONTAIRES – PAR GENRE

14,77% des départs volontaires concernent des femmes, soit un pourcentage inférieur à leur représentation (21,92%) dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées.

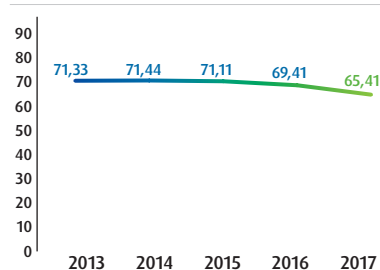
## S4 RELATIONS AVEC LES TRAVAILLEURS

### DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	71,33	71,44	71,11	69,41	65,41

### EMPLOYÉS REPRÉSENTÉS PAR UN SYNDICAT OU COUVERTS PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

% de l'effectif



### DONNÉES PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE-PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	84,23	8,39	92,99	31,44	47,71	65,41

### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE	UMICORE GROUP
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	49,80	52,84	87,74	76,51	65,41

#### CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL ET SYNDICATS

Au total, 65,41% des travailleurs d'Umicore sont syndiqués et/ou leurs salaires sont négociés dans le cadre d'une convention collective de travail. À l'échelon régional, on observe des disparités notables en termes de représentation syndicale, la représentation la plus élevée revenant à l'Amérique du Sud et à l'Europe, la plus faible à l'Amérique du Nord et à la région Asie-Pacifique. La baisse de 2017 est principalement attribuée à la cession de Building Products.

#### CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2007, Umicore a signé un Accord-cadre mondial de développement durable avec le syndicat international IndustriALL, qui a encore été renouvelé en 2015 pour une période de quatre ans. Dans ce cadre, Umicore s'engage à respecter une série de principes, dont l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, la liberté d'association des travailleurs et le droit de négocier des conventions collectives de travail.

Tous les sites font l'objet d'un contrôle annuel interne. Selon ce dernier, aucun des sites d'Umicore ne présente un risque particulier de non-respect des principes dudit accord.

## S5 CODE DE CONDUITE

Depuis 2011, Umicore a établi pour la première fois un rapport interne systématique à l'échelle du Groupe, concernant les principes du Code de conduite. Au total, 14 cas ont été signalés en 2017, impliquant 15 travailleurs. Le type d'action prise varie de la lettre d'avertissement au licenciement.

## S6 SANTÉ AU TRAVAIL

Tous les sites industriels consolidés dont Umicore a le contrôle opérationnel sont inclus dans le périmètre du rapport sur la santé au travail. Par rapport à 2016, les données de 11 sites ne figurent plus dans le rapport : Auby, Bray-et-Lü, Viviez (France, Building Products), Vilvorde (Belgique, Building Products), Lyss-Wiler (Suisse, Building Products), Gatterstädt (Allemagne, Building Products), Bratislava (Slovaquie, Building Products), Qingyuan (Chine, Thin Film Products), Suzhou TM (Chine, Technical Materials), Port Elizabeth Young Park (Afrique du Sud, Automotive Catalysts). Un site a été ajouté au périmètre du rapport : Rayong (Thaïlande, Automotive Catalysts). La portée globale du reporting concerne donc 49 sites.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les effectifs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants n'y figurent pas. Pour en savoir plus sur l'approche managériale d'Umicore en matière de santé au travail, rendez-vous au chapitre correspondant à la page 68-69.

### DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' <sup>(1)</sup>	%	2,6	1,8	2,3	3,2	2,7
Taux d'exposition plomb (sang) <sup>(2)</sup>	%	0,9	1,0	0,8	0,5	0,5
Taux d'exposition arsenic (urine) <sup>(2)</sup>	%	1,6	1,1	1,3	2,0	1,0
Taux d'exposition cobalt (urine) <sup>(2)</sup>	%	10,7	7,3	8,7	9,0	6,0
Taux d'exposition cadmium (urine) <sup>(2)</sup>	%	1,0	0,6	1,1	1,4	0,7
Taux d'exposition nickel (urine) <sup>(2)</sup>	%	1,1	0,3	1,3	2,0	1,4
Taux d'exposition indium (sang) <sup>(2)</sup>	%	-	-	-	11,3	14,2
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	4	4	0	1	1
Travailleurs avec une perte auditive due au bruit	nombre	3	5	2	4	0
Travailleurs avec dermatites de contact	nombre	2	2	3	0	2
Travailleurs avec asthme professionnel dû à d'autres substances	nombre	0	0	1	0	0
Travailleurs avec troubles musculosquelettiques	nombre	5	14	7	7	8

(1) Rapport entre le nombre de résultats de contrôle biologique dépassant la valeur cible, fixée par Umicore pour chaque substance dangereuse, et le total de contrôles biologiques effectués.

(2) Le taux d'exposition à un métal spécifique s'entend comme le rapport entre le nombre de travailleurs dont le résultat de contrôle biologique dépasse la valeur cible fixée par Umicore pour ce métal et le nombre de travailleurs exposés à ce métal. Les valeurs limites d'Umicore se basent sur des données scientifiques récentes examinées par des pairs et régulièrement réévaluées en cas de nouveaux éléments.

L'objectif d'Umicore à l'horizon 2020 est de n'enregistrer aucun dépassement des biomarqueurs d'exposition pour les métaux ci-dessous. Les valeurs limites suivantes ont été définies :

- **Cadmium** : 2 microgrammes par gramme de créatinine dans les urines.
- **Plomb** : 30 microgrammes par 100 millilitres de sang.
- **Cobalt** : 15 microgrammes par gramme de créatinine.
- **Indium** : 1 microgramme par litre de plasma sanguin.
- **Arsenic et nickel** : 30 microgrammes par gramme de créatinine.
- **Sels de platine** : aucun nouveaux cas de sensibilisation.

Le nombre de maladies professionnelles correspond au nombre de travailleurs chez qui, pendant la période de reporting, on a diagnostiqué une nouvelle maladie professionnelle ou des symptômes liés au travail.

En 2017, 5.389 échantillons biologiques ont été prélevés chez des travailleurs exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 145 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur cible interne, ce qui porte le taux de dépassement total à 2,7%, contre 3,2% en 2016. Tous les travailleurs exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail.



### PLOMB

L'exposition professionnelle au plomb représente un risque sanitaire potentiel principalement au sein du business group Recycling. Au total, 7 des 1.294 travailleurs exposés professionnellement ont dépassé la valeur cible de 30 µg/100 ml, ce qui porte le taux de dépassement pour le plomb à 0,5%, soit le même niveau qu'en 2016.

La majorité des dépassements ont été enregistrés à la raffinerie de plomb sur le site d'Hoboken (Belgique, Recycling). Parallèlement à une politique stricte en matière de protection respiratoire, une ventilation renforcée est mise en place pour réduire davantage les expositions sur le lieu de travail. Tous les travailleurs sont soumis à un programme de surveillance médicale approfondi.

### ARSENIC

L'exposition professionnelle à l'arsenic est susceptible de se rencontrer dans les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling. Au total, 1% des 862 travailleurs exposés professionnellement ont dépassé la valeur cible en 2017, contre 2% en 2016.

Tous les travailleurs exposés professionnellement à l'arsenic sont soumis à un programme de suivi médical pour contrôler de près leur état de santé.

### COBALT

Dans l'ensemble, 1.008 travailleurs sont exposés professionnellement au cobalt, principalement au sein du business group Energy & Surface Technologies. Le nombre de travailleurs dépassant la valeur cible a atteint 60, soit un taux de dépassement de 6%, contre 9% en 2016. Au sein de la business unit Rechargeable Battery Materials, le nombre de personnes exposées a augmenté de plus de 25%. Malgré cette hausse, nous avons enregistré une diminution notable des dépassements dans cette business unit, passant de 49 en 2016 à 20 en 2017.

Au cours de ces dernières années, les sites de Cheonan (Corée, Energy & Surface Technologies) ont investi énormément dans des systèmes de ventilation renforcés ainsi que dans l'amélioration continue de la conformité avec les programmes de protection respiratoire et les mesures d'entretien. Au contraire, les dépassements dans les business units Cobalt & Specialty Materials ont augmenté en passant de 28 en 2016 à 40 en 2017. Cette hausse est principalement due à des expositions accrues sur les sites de Olen (Belgique, Energy & Surface Technologies) et de Fort Saskatchewan (Canada, Energy & Surface Technologies). La business unit a élaboré un plan d'action axé sur les améliorations techniques, l'entretien et le comportement personnel des travailleurs afin de diminuer à nouveau les expositions.

Pour les travailleurs exposés au cobalt, les business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials ont toutes les deux mis en place les principes directeurs d'Umicore en matière de santé au travail pour le cobalt, en incluant un contrôle biologique et un suivi médical.

### CADMIUM

L'exposition professionnelle au cadmium représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling. La concentration de cadmium dans les urines est un excellent biomarqueur de l'exposition à long terme. En 2017, 454 travailleurs ont été professionnellement exposés au cadmium.

Seuls 3 travailleurs ont présenté un dépassement de la valeur cible de cadmium dans les urines, contre 7 en 2016. Cela revient donc à un taux de dépassement de 0,7% contre 1,4% en 2016.

### NICKEL

Les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling présentent une exposition professionnelle au nickel. En 2017, 1.447 travailleurs ont été exposés au nickel. La même année, 20 des travailleurs exposés ont dépassé la valeur cible, ce qui a donné un taux de dépassement de 1,4% contre 2% en 2016.

Une diminution des dépassements de la valeur cible pour le nickel a été observée sur le site de Jiangmen (Chine, Energy & Surface Technologies) et les sites de Cheonan (Corée, Energy & Surface Technologies), ce qui est comparable aux diminutions des expositions au cobalt (cf. ci-dessus).

Le site de Wickliffe (États-Unis, Energy & Surface Technologies) a enregistré 14 dépassements. Ce site participait pour la première fois à l'évaluation de la biosurveillance. Ces résultats l'ont aidé à peaufiner davantage son programme de gestion des poussières comprenant des améliorations aux systèmes de ventilation et des programmes d'équipements de protection individuelle.

Tous les travailleurs exposés au nickel sont soumis à un programme de surveillance médicale.

### INDIUM

Les publications évaluées par des pairs ont récemment démontré clairement que l'exposition professionnelle à l'indium et à l'oxyde d'étain-indium peut avoir des effets nocifs sur la santé, principalement au niveau des voies respiratoires. Umicore a contribué à l'amélioration des connaissances scientifiques grâce à sa collaboration avec le National Institute of Occupational Safety and Health (NIOSH, États-Unis), qui a mené un programme d'évaluation des risques sanitaires (2012-2016) sur le site de Providence (États-Unis, Energy & Surface Technologies). Sur base de ces données scientifiques, Umicore a défini un niveau cible pour la concentration d'indium dans le plasma sanguin à raison de 1 microgramme par litre de plasma. La concentration d'indium dans le plasma sanguin est un biomarqueur de l'exposition à long terme.

En 2017, 324 travailleurs ont été exposés professionnellement à l'indium, 14,2% d'entre eux présentant un dépassement de la concentration d'indium dans le plasma sanguin. Ces résultats ont tous été observés sur le site de Providence (États-Unis, Energy & Surface Technologies). Au cours de ces dernières années, l'évaluation du NIOSH a confirmé que le site a réalisé d'importantes réductions de l'exposition sur le lieu de travail, alors que des programmes de surveillance médicale approfondie ont également été mis en place. À la fin de 2017, les activités sur le site ont cessé.

### SELS DE PLATINE

Les business groups Catalysis et Recycling ont des postes de travail qui présentent une exposition aux sels de platine.

En 2017, un nouveau diagnostic de sensibilisation aux sels de platine a été posé sur le site de Port Elizabeth (Afrique du Sud, Catalysis). Tous les travailleurs exposés aux sels de platine font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail suivant les principes directeurs d'Umicore et passent régulièrement des examens pour détecter la sensibilisation aux sels de platine.

### AUTRES MALADIES LIÉES À L'EXPOSITION PROFESSIONNELLE

En 2017, 2 travailleurs ont reçu un diagnostic de dermatite de contact provoquée par leur travail et 8 autres ont développé des troubles musculo-squelettiques d'origine professionnelle. Tous les individus font l'objet d'un suivi par le médecin du travail.

En 2017, les départements médicaux des sites d'Umicore en Belgique et la structure des ressources humaines ont élaboré et mis en place conjointement un programme de sensibilisation au burn-out. Ces dernières années, Umicore a été confrontée à plusieurs cas de burn-out qui ont entraîné des congés de maladie de longue durée ayant des impacts autant sur l'individu que sur l'organisation. Le plan d'action comprend une prévention primaire du burn-out conjuguée à un diagnostic précoce des symptômes et à une assistance pour la gestion des cas. Les actions concrètes se sont traduites par des campagnes de sensibilisation via des dépliants, des ateliers, des séances d'information et la formation des superviseurs. Des programmes similaires ont été mis en place sur les sites d'Umicore dans d'autres pays, dont l'Allemagne.

## S7 SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Dans l'ensemble, pour 2017, 91 sites consolidés, dont 54 sites industriels, sont inclus dans le rapport sur la sécurité. Cette statistique tient également compte des bureaux commerciaux, mais exclut les sites de la business unit cédée Building Products.

Pour en savoir plus sur l'approche managériale d'Umicore en matière de sécurité, rendez-vous au chapitre correspondant à la page 66.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les travailleurs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants sont communiquées séparément. L'objectif d'Umicore est de parvenir à zéro accident avec arrêt de travail à l'horizon 2020.

## DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Accidents mortels	nombre	0	2	0	1	0
Accidents mortels sous-traitants	nombre	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	35	37	47	59	51
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	22	11	9	15	22
Taux de fréquence		2,08	2,16	2,66	3,34	3,01
Jours calendriers perdus	nombre	1.726	16.122	2.134	9.848	1.590
Taux de sévérité		0,10	0,94	0,12	0,56	0,09
Blessures déclarables (RI)	nombre	146	112	148	127	138
Taux de fréquence RI		8,67	6,53	8,38	6,78	8,15
Taux des sites sans accidents avec arrêt de travail/ total des sites ayant rapporté	%	79	84	84	84	84
Sites certifiés OHSAS 18001	%	32,8	40,0	36,6	41,7	51,0

**Travailleur d'Umicore** : individu qui fait partie de l'effectif total d'Umicore. Un travailleur d'Umicore peut être employé à temps plein, à temps partiel ou sous contrat à durée déterminée.

**Sous-traitant** : personne ne faisant pas partie de l'effectif total d'Umicore, qui fournit des services à cette dernière sur un de ses sites, conformément à un contrat.

**Accident mortel** : accident du travail ayant entraîné la mort.

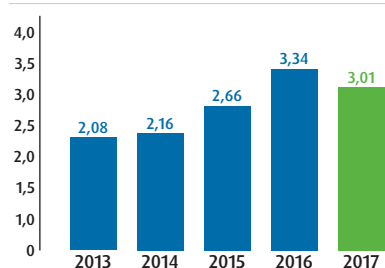
**Accident avec arrêt de travail** : accident du travail entraînant plusieurs jours d'incapacité de travail.

**Accident à déclarer** : accident du travail nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

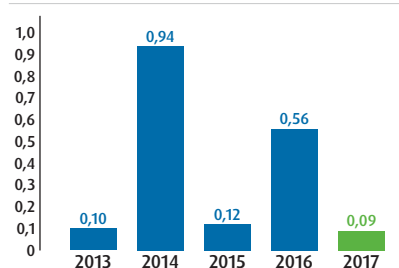
**Taux de fréquence** : nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées.

**Taux de gravité** : nombre de jours calendriers d'incapacité découlant d'un accident avec arrêt de travail par millier d'heures travaillées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

## TAUX DE FRÉQUENCE



## TAUX DE SÉVÉRITÉ



## DONNÉES PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE- PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Accidents avec arrêt de travail	nombre	43	3	0	5	0	51

## DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE	UMICORE GROUP
Accidents mortels	nombre	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	4	12	34	1	51
Jours calendriers perdus	nombre	106	320	1.157	7	1.590

En 2017, nous avons enregistré un nombre total de 51 accidents avec arrêt de travail, contre 59 en 2016, soit un taux de fréquence de 3,01, en baisse par rapport à 3,34 en 2016, et un taux de gravité de 0,09. Le nombre d'accidents déclarables signalés a augmenté, passant de 127 en 2016 à 138 en 2017. Le taux de fréquence des accidents déclarables a atteint 8,15 en 2017, contre 6,78 en 2016.

Au total, 22 accidents avec arrêt de travail ont été enregistrés pour les sous-traitants, contre 15 en 2016.

En 2017, 84% des sites déclarants n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail, soit le même pourcentage qu'en 2016. 51% des sites sont certifiés OHSAS 18001, le système de gestion de la santé et de la sécurité au travail, contre 42% en 2016.

43 accidents avec arrêt de travail, soit 84% de leur total, se sont produits en Europe. Sur ce total, 30 ont eu lieu sur des sites belges et 10 sur des sites allemands. Les sites du continent américain ont comptabilisé 3 accidents et ceux implantés en Asie-Pacifique ont connu 5 accidents.

En 2017, le business group **Catalysis** a enregistré 4 accidents avec arrêt de travail, tous dans la business unit Automotive Catalysts. Parallèlement à ses efforts continus d'amélioration technique, la business unit Automotive Catalysts poursuit le programme de sécurité comportementale SafeStart® sur tous ses sites d'exploitation. Ce programme est axé sur les attitudes habituelles et non intentionnelles en matière de sécurité. Tous les sites de production d'Automotive Catalysts doivent avoir le système de management certifié OHSAS 18001. À la fin de l'année, les sites de Port Elizabeth (Afrique du Sud), Tsukuba et Himeji (Japon) n'avaient connu aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel Umicore et aucun accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de 5 ans. Le site de Rayong (Thaïlande) a enregistré plus de 3 ans (y compris la durée de la construction du site) sans connaître d'accident avec arrêt de travail ou d'accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni d'accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Le business group **Energy & Surface Technologies** a enregistré 12 accidents avec arrêt de travail : 4 à la business unit Cobalt & Specialty Materials, 4 à la business unit Rechargeable Battery Materials, 3 à la business unit Electro-Optic Materials et 1 à la business unit Electroplating. La hausse du nombre d'accidents avec arrêt de travail au sein de la business unit Rechargeable Battery Materials coïncide avec l'augmentation des recrutements sur le site de Cheonan (Corée) dans le cadre de ses programmes d'expansion. La business unit a pris les mesures nécessaires pour renforcer son programme de leadership en matière de sécurité mis au point en interne en se basant sur une observation des comportements et des techniques d'intervention en cas de risque. La business unit Cobalt & Specialty Materials a poursuivi un programme similaire de sensibilisation et de compétence en matière de risque sur plusieurs de ses sites. Le site de Dundee (Royaume-Uni) s'est distingué par des résultats excellents et constants en matière de sécurité, puisqu'il affiche au moins 10 ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Pékin (Chine) et Tsukuba (Japon) n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou d'accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de 5 ans. Le site de Balzers (Liechtenstein) a enregistré plus de 3 ans sans accident avec arrêt de travail et accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Le business group **Recycling** a enregistré 34 accidents avec arrêt de travail. La business unit Precious Metals Refining a enregistré un résultat de sécurité décevant, avec 23 accidents avec arrêt de travail. En 2017, pour inverser les faibles performances en matière de sécurité, la direction du site a lancé la campagne Safety@ Precious Metals Refining. Elle repose principalement sur les principes de la passion pour la sécurité, de l'attention portée les uns aux autres et du travail d'équipe. Son objectif est de développer et de maintenir une culture de la sécurité où chacun et chacune s'occupe spontanément de sa propre sécurité et de celle de ses collègues. Cette campagne s'appuie sur des actions pratiques auxquelles tous les travailleurs participent. La business unit Jewellery & Industrial Materials a enregistré 6 accidents avec arrêt de travail, contre 4 pour la business unit Technical Materials. À la fin de 2017, le site de Vicenza (Italie) affichait plus de 5 ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Un accident avec arrêt de travail a eu lieu dans les services généraux et dans les bureaux, dont Group Research & Development.

## S8 SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS

2017 a vu la finalisation du projet de sécurité des procédés à l'échelle du Groupe d'Umicore. Les principaux résultats comprennent l'approbation et la publication de toutes les normes et directives en matière de sécurité des procédés, le développement d'un logiciel sur mesure pour effectuer des analyses de risque de la sécurité des procédés et des évaluations de la sécurité des procédés de tous les sites critiques. Avec la clôture de ce projet, la sécurité des procédés est devenue une activité structurelle de la gestion EHS au niveau du Groupe. Ses principaux objectifs sont de suivre et de soutenir les sites par la mise en place des éléments de gestion de la sécurité des procédés, d'assurer la qualité des évaluations des risques des procédés et d'animer un réseau en matière de sécurité des procédés à l'échelle du Groupe. Les nouvelles initiatives allant dans ce sens sont l'intégration complète de la sécurité des procédés dans le programme d'audit de conformité d'EHS et le développement d'une formation de spécialiste HAZOP de 3 jours, les premières séances ayant déjà eu lieu au Brésil et en Belgique.

Des indicateurs avancés et retardés en matière de sécurité des procédés pour l'ensemble du Groupe ont été définis afin de les inclure dans le reporting dans le futur.

# RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

## Table des matières

### RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

V1	Périmètre du rapport sur la chaîne de valeur	203
V2	Matières premières critiques	203
V3	Minerais issus de zones de conflit	204
V4	Approvisionnement indirect	205
V5	Produits et services durables	206
V6	Dons	207

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

# Rapport d'activité sur la chaîne de valeur

### V1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

La thématique Chaîne de valeur et société se concentre sur les impacts potentiels de notre entreprise sur la société au travers de ses activités, de ses produits et de ses services. Toutes les entités du groupe sont prises en compte pour le reporting. Nous nous concentrons principalement sur nos activités directement liées à la mobilité propre et au recyclage, mais d'autres initiatives ciblant les fournisseurs, les clients ou la société dans son ensemble font l'objet d'un suivi et d'un reporting adéquats, soit via des communications telles que ce Rapport annuel, soit au travers d'autres canaux de communication spécifiques.

### V2 MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

La garantie d'un volume adéquat de matières premières est un facteur essentiel à la viabilité de notre offre de produits et de services et à notre capacité à réaliser nos objectifs de croissance Horizon 2020. Comme les risques et les opportunités varient considérablement d'une business unit à l'autre, nous avons adopté une approche décentralisée en cette matière. En ce qui concerne l'accès aux matières premières critiques et notre capacité à garantir leur approvisionnement de manière éthique et durable, nous voulons miser sur l'avantage concurrentiel.

#### PÉRIMÈTRE

L'indicateur présenté concerne toutes les activités qui faisaient toujours partie d'Umicore le 31 décembre 2017, à l'exception des activités de Technical Materials, pour lesquelles Umicore évalue les options stratégiques.

Le reporting se fait suivant les business units indiquées dans la structure du groupe à la page 9.

#### IDENTIFICATION DES MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

En 2016, chaque business unit a été invitée à suivre un processus en trois étapes pour identifier les matières premières critiques en vue de la réalisation des objectifs Horizon 2020.

Ce processus se composait des éléments suivants :

- Définition des critères applicables à la matière première propre à l'activité de la business unit ;
- Identification des matières premières très exposées à une restriction des approvisionnements, compte tenu des critères choisis ;
- Calcul de l'impact du risque d'approvisionnement identifié sur les objectifs Horizon 2020.

Vingt et un critères d'approvisionnement, couvrant divers aspects de la durabilité, ont été soumis aux business units comme base pour l'inventaire. Ces critères peuvent se regrouper sous les thèmes suivants :

- Aspects EHS ou réglementaires de la matière première ;
- Concentration sur le marché ou restrictions dans le pays d'origine ;
- Aspects éthiques et conflits potentiels avec le code de conduite en lien avec la matière première ;
- Indisponibilité due à l'épuisement du minerai ;
- Contraintes physiques au point d'origine.

Les risques et les opportunités en matière d'approvisionnement étant susceptibles de changer, l'identification des matières premières critiques est un processus dynamique. En 2017, 8 business units sur 9 ont actualisé leur inventaire. En janvier 2018, les activités optiques et électroniques de l'ex-Thin Film Product ont été intégrées à la business unit Electro-Optic Materials, qui dispose d'un processus d'analyse de la criticité. Par conséquent, nous avons considéré que ce point n'était pas encore traité.

#### MESURES D'ATTÉNUATION

Concernant les matériaux qualifiés de critiques, la définition d'actions destinées à atténuer le risque d'interruption des approvisionnements revêt une importance particulière.

Les mesures d'atténuation peuvent varier selon les matériaux et la position de la business unit sur le marché. Les plans d'action et les mesures d'atténuation spécifiques doivent correspondre aux risques et opportunités identifiés, et sont donc régulièrement mis à jour. La fréquence et le processus de révision varient d'une business unit à l'autre en fonction des conditions d'approvisionnement relatives à chacune.

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

L'approche de l'approvisionnement en cobalt a encore évolué en 2017. Umicore utilise du cobalt dans les matériaux destinés aux batteries rechargeables, aux outils, aux catalyseurs et à plusieurs autres applications.

La Charte d'approvisionnement durable du cobalt qui régit les achats de cobalt d'Umicore à l'échelle mondiale a été adaptée en 2017 afin d'être parfaitement alignée sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais, une première dans le secteur du cobalt. La principale conséquence de cet alignement réside dans la communication des risques dans notre chaîne d'approvisionnement : ceux-ci seront désormais publiés sur notre site Internet et dans le rapport de conformité. Umicore a obtenu de PwC, pour la troisième année consécutive, la garantie que ses achats de cobalt en 2017 ont été réalisés conformément aux conditions énoncées dans la version révisée de la Charte. La politique Chaîne d'approvisionnement responsable en minerais issus de zones de conflits ou à haut risque d'Umicore a également été révisée pour ajouter le cobalt au champ d'action du document.

Alors que l'accent mis sur l'approvisionnement durable en cobalt s'est encore renforcé en 2017, l'approche d'Umicore assure toujours une atténuation des risques très appréciée à cet égard.

Compte tenu des développements au niveau des matériaux pour batteries rechargeables, Umicore a cherché des moyens de promouvoir davantage ses actions en matière d'approvisionnement durable, tant en interne qu'à l'externe. La fonction de Senior Vice-President responsable des aspects de durabilité dans la chaîne de valeur pour les batteries rechargeables a été créée et est occupée depuis le 1er janvier 2018. Elle doit se concentrer particulièrement sur le cobalt. Cette fonction implique de représenter Umicore dans diverses institutions de haut niveau, notamment en tant que Président du Cobalt Institute, au sein du comité directeur de la « Global Battery Alliance » qui a été constituée sous l'égide du Forum économique mondial et, de manière plus générale, en tant que porte-parole de la durabilité pour nos activités RBM et CSM. Elle s'occupe également d'initiatives destinées à promouvoir la collecte et le recyclage d'appareils contenant du cobalt, ainsi que d'actions communes avec des ONG destinées à améliorer la santé et la sécurité en vue d'une extraction durable du cobalt en Afrique.

Constitué en 2016, le groupe « Metals and minerals » interne à Umicore est opérationnel depuis une année entière. Ce groupe composé de services corporate et de plusieurs business units vise à partager les pratiques de groupe dans le domaine de l'approvisionnement durable. Outre ses activités relatives au cobalt, il discute de l'approche s'appliquant aux minerais issus de zones de conflit et des autres questions qui sont soulevées, notamment l'identification des matières premières critiques et des mesures d'atténuation.

### V3 MINERAIS ISSUS DE ZONES DE CONFLIT

Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Règlement sur les minerais provenant de zones de conflit entrera en vigueur dans l'UE. Dans sa portée, il est semblable à la loi Dodd-Frank adoptée par les États-Unis en 2010. Ce nouveau règlement doit contribuer à harmoniser le commerce de quatre minéraux, l'étain, le tantale, le tungstène et l'or, qui servent parfois à financer des conflits armés ou dont l'extraction repose sur le travail forcé.

Parallèlement aux politiques et chartes existantes, telles que le Code de conduite d'Umicore, la politique des droits de l'Homme et la Charte d'approvisionnement durable, Umicore dispose aussi d'une politique spécifique en matière de « Chaîne d'approvisionnement mondial responsable en minerais issus de zones de conflit ou à haut risque »

En 2017, Umicore a encore fait en sorte que ses activités de production d'or soient certifiées comme étant exemptes de lien avec un conflit. Les clients d'Umicore demandent de plus en plus cette garantie. Dans ce cas, nous leur fournissons les documents qui confirment le statut « sans lien avec un conflit » de nos produits. Le groupe de travail « Metals and minerals » interne à Umicore rationalise et optimise les efforts à consentir face à cette demande croissante de la part des clients. L'échange de meilleures pratiques est au cœur de sa démarche.

La London Bullion Market Association (LBMA) a à nouveau certifié les activités de Precious Metals Refining à Hoboken et à Guarulhos en tant que fonderies « conflict-free ». En 2018, UPMR Hoboken sera soumis pour la première fois à un audit de la LBMA afin de confirmer le statut « sans lien avec un conflit » pour l'argent pour les activités en 2017. Ces audits se font sur une base volontaire pour 2017, mais à l'avenir, ils seront obligatoires pour les raffineries d'argent agréées par la LBMA.

Les sites de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim, Vienne et Bangkok sont certifiés en tant que participant au programme Chain of Custody du RJC (Responsible Jewellery Council). Le site de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim figure désormais parmi les raffineurs Good Delivery de la LBMA. Même si le platine n'est pas repris sur la liste des minerais de conflit, la business unit Jewellery



## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

& Industrial Metals a réussi l'audit du RJC relatif à l'approvisionnement responsable du platine. Les sites de Pforzheim et Vienne sont également certifiés pour le palladium et le rhodium. Les sites titulaires des homologations Chain of Custody du RJC et Good Delivery de la LBMA sont habilités à figurer sur la liste de la Responsible Minerals Initiative (RMI), anciennement connue sous le nom de CFSI (Conflict Free Sourcing Initiative), au titre de fonderies et de raffineries conformes.

Dans les chaînes d'approvisionnement complexes, de nombreux clients ont recours à la Responsible Minerals Initiative à l'heure de rationaliser la procédure garantissant que les produits sont exempts de lien avec un conflit. Citons l'exemple du secteur automobile, qui a vu la création d'une structure certifiant que toutes les pièces détachées d'une voiture sont exemptes de minerais provenant de zones de conflit d'origine non certifiée. Cette procédure ne se traduit pas par une interdiction de ces minerais (étain, tantale, tungstène et or), mais cherche à créer la transparence dans la chaîne d'approvisionnement, l'objectif étant de s'assurer de la capacité à s'approvisionner en minerais sans lien avec un conflit. D'autres secteurs, comme l'électronique, mettent en œuvre des procédures identiques ou similaires.

### V4 APPROVISIONNEMENT INDIRECT

Les business units achètent directement les matières premières métallifères (achats directs, voir annexes V2 et V3 pour des mesures spéciales liées à l'approvisionnement durable). Les équipes d'Umicore responsables au niveau mondial des achats et du transport s'occupent quant à elles des achats d'énergie et d'autres biens et services (achats indirects).

#### PÉRIMÈTRE

Les indicateurs présentés reposent sur les données 2017 de notre département Procurement & Transportation, qui assure les achats indirects pour la Belgique et l'Allemagne, soit 10% du total des dépenses.

#### ÉVALUATION DES FOURNISSEURS

La performance en matière de développement durable de certains fournisseurs est évaluée par EcoVadis, une plate-forme collaborative reconnue qui fournit un système de notation du profil de développement durable des fournisseurs.

52 scores d'évaluation ont été mis à la disposition de l'équipe en 2017. Le nombre total de scores obtenus depuis 2011 s'élève à 350. Ce chiffre correspond au nombre de fournisseurs uniques qui ont été évalués depuis 2011 et ne tient pas compte de la réévaluation régulière d'un fournisseur. Il est très proche de celui de 2016, qui s'élevait à 349, et indique que les fournisseurs les plus critiques ont maintenant été traités.

Depuis 2017, un outil d'analyse rapide basé sur des critères tels que la taille, la situation géographique et le type de produit ou service fourni est systématiquement utilisé pour évaluer les nouveaux fournisseurs. Cet outil détermine la nécessité d'une analyse EcoVadis.

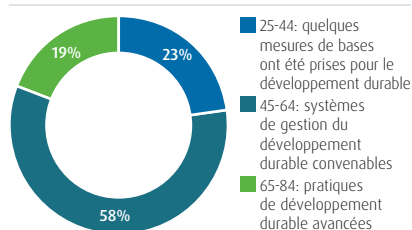
#### SCORE MOYEN DES FOURNISSEURS PAR THÈME

La proportion de fournisseurs ayant obtenu une note de 45 ou plus, qualifiés de fournisseurs « engagés en RSE » (Responsabilité Sociale des Entreprises), a augmenté de manière significative pour atteindre 77%, contre 62% en 2016.

Aucun des scores obtenus en 2017 ne traduit de « risque élevé », alors que le nombre de fournisseurs « opportunité moyenne » est en progression. Cette tendance révèle que les fournisseurs sont toujours plus nombreux à s'organiser en faveur de la philosophie RSE et de la transparence en cette matière.

En septembre 2017, le Groupe Umicore a été réévalué par EcoVadis et a obtenu un score de 68, confirmant son « Gold Recognition Level ». Il se classe ainsi parmi les 5% d'entreprises les plus performantes évaluées par EcoVadis.

#### SCORE DES FOURNISSEURS À L'ÉVALUATION ECOVADIS



## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

	SCORE MOYEN
Environnement	57,8
Relations sociales	54,3
Intégrité	48,2
Chaîne d'approvisionnement	48,2
<b>Total</b>	<b>53,3</b>

Pour en savoir plus sur la relation d'Umicore avec ses fournisseurs, consultez le chapitre « Engagement envers les parties prenantes » en page 54 et l'analyse de la performance aux pages 27-28.

### V5 PRODUITS ET SERVICES DURABLES

#### EFFICACITÉ DES RESSOURCES

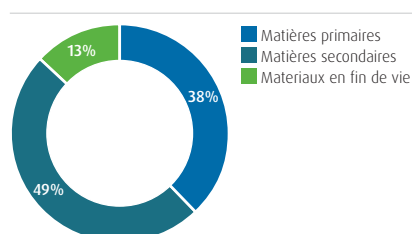
**Matières premières primaires** : matériaux qui ont une relation directe avec leur première durée de vie, ce qui exclut les flux de sous-produits.

**Matières premières secondaires** : sous-produits issus des flux de matières premières primaires.

**Matériaux en fin de vie** : matériaux qui ont achevé au moins leur premier cycle de vie et feront l'objet d'un recyclage pour entamer un deuxième ou un troisième cycle de vie.

Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières primaires. Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total d'approvisionnement.

#### APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE



En 2017, 62% des matières étaient d'origine secondaire ou des matériaux en fin de vie et 38% provenaient d'origine primaire, par comparaison avec les taux de 55% et de 45% enregistrés respectivement en 2016. Le glissement vers un accroissement des matières premières secondaires et des matériaux en fin de vie est imputable principalement à la cession de la business unit Building Products et à l'augmentation de la capacité de la fonderie de Hoboken.

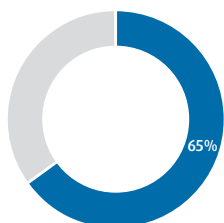
#### PRODUITS ET SERVICES PARTICIPANT À CERTAINS ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En termes de produits et services durables, notre priorité va aux activités qui proposent des solutions aux grands défis posés par la mobilité propre et la raréfaction des ressources. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le chapitre consacré à notre performance en matière de chaîne de valeur et société aux pages 27-28.

Nous avons élaboré un indicateur pour souligner notre volonté de nous concentrer sur la mobilité propre et le recyclage. En 2017, la part des revenus des activités générant des produits ou des services en lien direct avec l'une de ces deux grandes tendances s'est établie à 64,6% des revenus du Groupe, contre 62% en 2016. Cette augmentation est le fruit d'un niveau d'activité supérieur tant au niveau du recyclage que de la mobilité propre. À l'heure où nous œuvrons à la réalisation de nos objectifs Horizon 2020 et où nous ciblons davantage nos activités, nous pouvons nous attendre à un accroissement continu de ce pourcentage. Notons que de nombreux matériaux et services représentant les 35,4% restants des revenus répondent à des besoins sociétaux spécifiques tels qu'une connectivité améliorée (matériaux destinés au verre de haute qualité, écrans) ou une réduction de la consommation d'énergie (matériaux utilisés pour l'éclairage à faible consommation d'énergie comme les LED).

## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

### REVENUS ISSUS DES ACTIVITÉS LIÉES À LA MOBILITÉ PROPRE ET AU RECYCLAGE



Les business units poursuivent la mise au point de solutions spécifiques pour les aspects durables de nos produits et de leurs applications, en étroite collaboration avec les clients. Parmi les aspects traditionnellement abordés dans ce cadre, citons la réduction des risques liés à l'utilisation des produits, l'atténuation du danger des produits ou une utilisation plus efficace des matériaux dans la livraison ou l'utilisation de nos produits.

#### GESTION DES ASPECTS RÉGLEMENTAIRES DES PRODUITS

Dans le monde entier, les modifications apportées aux législations relatives aux produits existants ainsi que l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations sont susceptibles d'avoir des conséquences sur nos activités. Le règlement REACH européen demeure le plus pertinent pour Umicore, mais le REACH coréen gagne en importance. Deux dossiers seront soumis pour la date limite d'enregistrement de juin 2018.

Umicore surveille attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur sa stratégie de déploiement REACH. La société est activement impliquée dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles afin de garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

Dans le cadre du suivi régulier, 14 dossiers REACH ont été actualisés en 2017, notamment pour augmenter la fourchette de quantité, répondre aux demandes ECHA et inclure de nouvelles informations sur la composition, les usages ou le rapport sur la sécurité chimique (Chemical Safety Report). Pour préparer la troisième phase de la réglementation européenne REACH, 115 nouveaux enregistrements ont été déposés. Quelque 89 dossiers doivent encore être soumis pour le 31 mai 2018. Dans leur grande majorité, les dossiers sont préparés au sein de groupes de travail des consortiums sectoriels.

Bien que le paysage réglementaire puisse évoluer à l'avenir, seules quelques-unes des substances d'Umicore figurent actuellement sur la liste des candidats à une homologation REACH. L'ajout d'une substance à la « liste des substances candidates » REACH est la première étape d'un processus d'évaluation scientifique rigoureuse et détaillée des risques afin de décider de l'usage continu ou du remplacement de cette substance si des alternatives économiquement et techniquement faisables existent.

Umicore a encore étoffé sa base de fiches de données de sécurité. Cette base répertorie désormais 4.455 produits et comporte des fiches de sécurité pour 110 pays et en 41 langues.

### V6 DONS

#### PÉRIMÈTRE

Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées pour une année entière, à l'exception de l'acquisition de Haldor Topsøe en décembre.

Les données antérieures (2016 et avant) n'ont pas été ajustées.

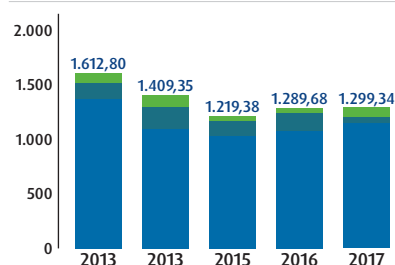
## RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

### DONNÉES DU GROUPE

	UNITÉ	2013	2014	2015	2016	2017
Dons en espèces	Milliers d'euros	1.373,82	1.103,47	1.034,91	1.078,03	1.151,46
Dons en nature	Milliers d'euros	152,27	200,88	135,11	167,47	60,47
Temps de travail libéré	Milliers d'euros	86,71	104,99	49,36	44,17	87,40
<b>Total des dons</b>	<b>Milliers d'euros</b>	<b>1.612,80</b>	<b>1.409,35</b>	<b>1.219,38</b>	<b>1.289,68</b>	<b>1.299,34</b>

### DONS

Milliers d'euros



■ Dons en cash  
■ Dons en nature  
■ Temps de travail libéré

Chaque business unit est invitée à allouer un budget annuel aux dons et aux parrainages consentis dans le cadre du programme de relations avec la collectivité de chaque site. Ce budget est censé correspondre à un montant égal à un tiers d'un pour cent de l'EBIT récurrent consolidé moyen annuel de la business unit (hors sociétés associées) des trois dernières années.

Les dons sont subdivisés en dons en espèces, dons en nature et bénévolat (temps de travail libéré). Les dons à l'échelle du Groupe sont coordonnés par un comité, qui rend compte au CEO.

### DONNÉES PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE-PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Total des dons	Milliers d'euros	1.027,53	133,12	35,07	97,20	6,42	1.299,34

### DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE	UMICORE GROUP
Total des dons	Milliers d'euros	148,73	353,24	302,35	495,03	1.299,34

En 2017, Umicore a effectué des dons pour un montant total de 1.299 millions d'euros. Au niveau des business units, le montant total de 804 millions d'euros est conforme à la recommandation de donner l'équivalent d'environ un tiers d'un pour cent de leur EBIT récurrent consolidé moyen annuel respectif des trois dernières années. Les dons complémentaires à l'échelle du Groupe ont atteint 495 millions d'euros.

La plupart des dons effectués par les business units servent à financer des manifestations caritatives à proximité des sites, en appui aux collectivités locales. Cependant, les sièges de certaines business units soutiennent aussi des projets philanthropiques sur d'autres continents. À l'échelle du Groupe, les dons ont une portée mondiale. En 2017, les dons du Groupe sont allés notamment à deux grands projets pédagogiques de l'UNICEF à Madagascar et en Inde, à trois projets coordonnés par Entrepreneurs for Entrepreneurs (au Mali, en Équateur et au Togo), ainsi qu'à des projets en faveur de la mobilité durable menés par des étudiants.

## DÉCLARATIONS D'ASSURANCE

# Déclarations d'assurance



### RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE UMICORE SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés d'Umicore (ci-après la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes consolidés ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2017, conformément à la proposition du conseil d'administration, émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Nous avons débuté le contrôle légal des comptes consolidés d'Umicore antérieurement 1993.

#### Rapport sur l'audit des comptes consolidés

##### *Opinion sans réserve*

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de résultats consolidé et l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres, l'état consolidé de l'évolution des capitaux propres et un tableau de financement consolidé de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, et dont le total de l'état de la situation financière consolidé s'élève à EUR 5.115,7 millions et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, d'EUR 211,9 millions.

À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

##### *Fondement de l'opinion sans réserve*

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

##### *Points-clés de l'audit*

Les points-clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le cadre de notre contrôle des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

PwC Bedrijfsrevisoren cvba, burgerlijke vennootschap met handelsvorm - PwC Reviseurs d'Entreprises srl, société civile à forme commerciale - Financial Assurance Services  
 Maatschappelijke zetel/Siège social: Woluwe Garden, Woluvedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe  
 T: +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com  
 BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / BELFIUS BE92 0689 0408 8123 - BIC GKCC BEBB



#### Traitement comptable des opérations de couverture

##### *Point-clé de l'audit*

Les sociétés du Groupe Umicore utilisent différents instruments financiers dérivés pour couvrir les risques de change, de prix des métaux et de taux d'intérêts liés aux activités commerciales courantes. La politique de couverture du management est documentée dans des directives internes correspondantes et elle sert de base à ces opérations. Le risque de change ainsi que les risques liés aux prix des métaux découlent essentiellement d'opérations liées aux revenus, aux ventes et à l'approvisionnement (en particulier les métaux). La couverture de taux d'intérêts est conclue afin d'atteindre un ratio approprié de risques liés aux taux d'intérêts fixes et variables.

Les couvertures de flux de trésorerie respectent les critères de la comptabilité de couverture selon la norme IAS 39 ; par conséquent, la quote-part effective des modifications de la juste valeur des instruments financiers dérivés sous-jacents est comptabilisée directement dans les fonds propres jusqu'à la date d'échéance des flux de trésorerie couverts. À la date de clôture, un montant cumulé d'EUR 29,5 millions a été comptabilisé en dehors du compte de résultat au titre de charges et revenus avant impôts, comme communiqué dans la note F 33.1.

Les couvertures transactionnelles ne respectent pas les critères relatifs à la comptabilité de couverture en vertu de la norme IAS 39, telle que communiquée dans les méthodes comptables reprises dans la note F 2.21.1. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés via le compte de résultat au titre d'instruments commerciaux tandis que l'approche de la valeur la plus basse entre le prix d'acquisition et la valeur de marché est appliquée aux obligations d'opérations futures de vente et d'achat physiques avec les clients et les fournisseurs.

À notre avis, ces points sont particulièrement importants en raison de leur complexité considérable et du nombre élevé de transactions ainsi que des obligations étendues en matière de comptabilisation et de communication de l'information financière imposées par la norme IAS 39.

##### *Comment notre audit a-t-il couvert le point-clé de l'audit*

Dans le cadre de notre audit et avec l'aide de nos experts internes en trésorerie, nous avons évalué les paramètres contractuels et financiers et avons examiné le traitement comptable, y compris l'impact sur les fonds propres et le compte de résultat, des différentes opérations de couverture. Avec ces experts, nous avons également évalué le système de contrôle interne du Groupe en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, y compris les activités internes afin de surveiller la conformité avec la politique de couverture. Nous avons en outre utilisé des données de marché pour valider la méthode d'évaluation appliquée afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers. De plus, nous avons obtenu des confirmations bancaires afin d'évaluer le caractère complet et correct des justes valeurs des opérations de couverture enregistrées. Concernant les flux de trésorerie prévus et l'évaluation de l'efficacité des couvertures, nous avons essentiellement réexaminé les tests prospectifs. Nous nous sommes assurés que les couvertures ont effectivement été comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 39. Quant aux couvertures transactionnelles, nous avons vérifié l'exactitude et le caractère complet des instruments financiers dérivés comptabilisés par le biais du compte de résultat via des confirmations externes et examiné la méthode d'évaluation appliquée afin d'évaluer la juste valeur via les données du marché. En outre, l'approche de la valeur la plus basse entre le prix d'acquisition et la valeur de marché, appliquée aux obligations d'opérations futures de vente et d'achat physiques avec les clients et les fournisseurs, a été vérifiée sur base d'un échantillon.

##### *Nos résultats*

Nous avons constaté que les principales hypothèses et la documentation comptable de couverture étaient étayées par des documents probants. Les méthodes d'évaluation appliquées pour déterminer la juste valeur ont été jugées acceptables et les communications dans les notes F 33.1 et F. 33.2 sont adéquates.

#### Acquisitions et cessions

##### *Point-clé de l'audit*

En 2017, Umicore s'est engagée dans une série d'acquisitions et de cessions. Les principales opérations pour les comptes consolidés portaient sur l'acquisition d'Haldor Topsoe et la cession des activités Building Product.

L'acquisition des activités de Haldor Topsoe dans le domaine des catalyseurs pour véhicules poids lourds au diesel et des catalyseurs stationnaires était important lors de notre audit, compte tenu de sa complexité et des évaluations et hypothèses importantes afférentes à l'affectation du prix d'achat provisoire d'EUR 133 millions, essentiellement lié aux révaluations d'actifs corporels, à la comptabilisation des actifs incorporels et d'un goodwill résiduel d'un montant d'EUR 3,8 millions. Comme décrit en note F 8, il s'agit d'une affectation du prix d'achat provisoire selon la norme IFRS 3.



Le 29 septembre, Umicore a finalisé la vente de ses activités Building Product. Le traitement comptable de cette opération dans les comptes consolidés a été considéré comme un point-clé de l'audit, en raison de sa taille, de sa complexité et du jugement requis pour calculer certains montants compris dans la moins-value de cession comptabilisée.

*Comment notre audit a-t-il couvert le point-clé de l'audit*

En ce qui concerne la comptabilisation relative à l'acquisition d'Haldor Topsoe décrite en note F 8, nous avons notamment lu les conventions d'achat d'actions et d'actifs, qui confirment que la méthode comptable correcte a été appliquée et que les communications adéquates ont été effectuées, en tenant compte du fait qu'il s'agit d'une affectation temporaire du prix d'achat ; nous avons examiné l'évaluation et la comptabilisation de la rémunération à verser et avons retracé les paiements aux relevés bancaires ; nous avons vérifié l'identification et la correcte valorisation des actifs et passifs acquis par le Groupe, y compris les adaptations à la juste valeur. Pour ce faire, nous avons eu recours à des spécialistes pour nous aider dans le cadre de l'audit des multiples utilisés afin de déterminer les justes valeurs. Nous avons également évalué l'adéquation des communications reprises dans la note F 8. Étant donné que l'affectation du prix d'achat est temporaire en date du 31 décembre 2017, le Groupe adaptera rétroactivement les montants provisoires comptabilisés à la date d'acquisition afin de refléter les résultats de l'affectation du prix d'achat final durant la période d'évaluation d'un an suivant la date d'acquisition.

Nous avons vérifié la moins-value de cession des activités Building Products, en réconciliant la rémunération au regard de la convention d'achat d'actions et des relevés bancaires et en vérifiant les actifs nets cédés au regard des données comptables sous-jacentes. Nous avons également vérifié si la moins-value de cession a été calculée conformément aux dispositions de la convention précitée. Nous avons en outre évalué l'adéquation de la communication (note F 42) relative à cette cession dans les états consolidés.

*Nos résultats*

Selon nous, les méthodologies et les hypothèses appliquées concernant l'affectation du prix d'achat temporaire de l'acquisition d'Haldor Topsoe sont conformes à nos attentes et la comptabilisation d'acquisition et les communications y afférentes sont conformes à la convention d'achat d'actions. En ce qui concerne la cession des activités Building Product, nos conclusions relatives au traitement comptable de la moins-value de cession supportée par la convention d'achat d'actions sont positives, de même que celles relatives à nos vérifications de la détermination des actifs nets cédés afférents aux activités Building Product. Nous considérons que la communication de l'information financière se rapportant à la cession est adéquate.

Positions fiscales incertaines

*Point-clé de l'audit*

Le poste « impôt sur le résultat » était important pour notre audit, vu la complexité du processus d'évaluation et l'importance des montants concernés pour les comptes consolidés dans leur ensemble. La Société a des activités internationales étendues et est présente dans de nombreuses juridictions fiscales et juridiques où la fixation des prix de transfert pourrait faire l'objet de remises en question par les administrations fiscales concernées. La comptabilité de ces positions fiscales incertaines comprend des évaluations importantes faites par le management, essentiellement dans la nécessité de reconnaître ces positions fiscales incertaines et le mode de calcul correct des actifs et passifs d'impôts (différés). En référence à la note F 3.6., le management a évalué de manière détaillée les positions fiscales incertaines, ce qui a donné lieu à l'enregistrement de provisions pour ces positions.

*Comment notre audit a-t-il couvert le point-clé de l'audit*

Nous avons vérifié le caractère complet et l'exactitude des montants repris au titre d'impôts courants et différés, y compris l'évaluation de contentieux avec l'administration fiscale, sur la base des développements survenus en 2017. Dans ce domaine, nos procédures d'audit comprenaient notamment l'évaluation de la correspondance avec les autorités fiscales compétentes. Nous avons également évalué les avis fiscaux des experts du management qui ont été obtenus par Umicore sur les cas respectifs. Nous avons en outre impliqué nos commissaires aux comptes locaux, y compris leurs spécialistes fiscaux de ces filiales identifiées comme étant des régions à risques fiscaux plus élevés. En ce qui concerne les actifs d'impôts différés, nous avons analysé et vérifié les hypothèses du management utilisées pour déterminer la probabilité que ces actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan soient récupérés via les revenus imposables dans les pays d'où ces actifs nets fiscaux proviennent et pendant les périodes où les actifs nets reportés deviennent déductibles. Lors de nos procédures, nous utilisons notamment des budgets et prévisions et appliquons les dispositions fiscales en vigueur.

*Nos résultats*

À notre avis, les évaluations relatives à la position du Groupe concernant des postes fiscaux incertains sont cohérentes et conformes à nos attentes. Les incertitudes ont été prises en compte correctement lors de l'évaluation des positions relatives aux actifs et passifs d'impôts (différés) dans les comptes consolidés.



#### Avantages postérieurs à l'emploi et comptabilisation des engagements de retraites

##### *Point-clé de l'audit*

Comme décrit dans la note F 2.16 (principes comptables, avantages sociaux) et la note F27 (provisions relatives aux avantages postérieurs à l'emploi – pensions et autres) des comptes consolidés, les avantages accordés aux employés sont scindés en cinq catégories distinctes, dont les régimes à prestation définies. En se référant à la note F4 (*Hypothèses clés et estimations comptables*), l'obligation liée aux régimes à prestations définies est considérée par le management comme une estimation comptable cruciale. Le groupe a instauré plusieurs plans de retraite à prestations définies, représentant un passif net d'EUR 295,8 millions en date du 31 décembre 2017.

Les procédures afférentes aux provisions de régimes à prestations définies étaient importantes pour nos vérifications comptables car le processus d'évaluation est complexe, il implique une évaluation importante du management et se fonde sur des hypothèses actuarielles telles que le taux d'actualisation, les augmentations salariales, les prévisions en termes d'inflation ainsi que les hypothèses liées au taux d'augmentation de l'âge de la pension, comme cela a été communiqué dans la note F27 des comptes consolidés.

##### *Comment notre audit a-t-il couvert le point-clé de l'audit*

Lorsque nous avons testé la provision de régimes à prestations définies, nous avons évalué, avec l'aide de nos experts actuaires, les hypothèses actuarielles du management et les méthodologies d'évaluation ainsi que l'objectivité et la compétence des actuaires externes utilisés par la société pour calculer les provisions relatives aux engagements de retraite. Nous avons testé de manière indépendante les hypothèses utilisées par le management et préparées par les actuaires externes de la société et nous les avons notamment comparées aux tableaux actuariels publics. Nous avons également évalué l'adéquation des communications de la Société sur les hypothèses reprises dans la note F27 des comptes consolidés.

##### *Nos résultats*

À la lumière des documents probants obtenus, les hypothèses utilisées par le management pour l'évaluation de la provision liée aux avantages de retraite se situent, à notre avis, dans une fourchette jugée raisonnable, en utilisant une fourchette d'hypothèses acceptables mises au point en interne pour évaluer les dettes de pension, sur la base de notre aperçu des divers indicateurs macroéconomiques.

#### Mesures de performances alternatives : EBIT, EBITDA et résultats non-récurrents

##### *Point-clé de l'audit*

Pour l'analyse de l'information sectorielle et des informations du management, des mesures de performance alternatives telles que l'EBITDA (*Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization*) et l'EBIT (*Earnings Before Interests and Taxes*) sont utilisées et ajustées pour les résultats non-récurrents. Les résultats non-récurrents qui ont été ajustés au niveau de l'EBITDA et de l'EBIT s'élèvent respectivement à EUR 65,5 millions et à EUR 67 millions, comme détaillé dans la note F 9. L'EBIT(DA) ajusté ou l'EBIT(DA) récurrent est utilisé à des fins de communication externe comme principal indicateur de performance financière. De plus, l'EBIT récurrent est utilisé dans l'un des indicateurs de la rémunération liés aux performances pour les employés d'Umicore. Les résultats non-récurrents étaient importants pour nos vérifications comptables, compte tenu de la taille et de la nature de l'ajustement car ils étaient basés sur les directives comptables internes d'Umicore telles qu'elles ont été communiquées dans les principes comptables et nous observons un risque de partialité dans l'appréciation adoptée par le management.

##### *Comment notre audit a-t-il couvert le point-clé de l'audit*

Nous avons vérifié le calcul de l'EBITDA et de l'EBIT sous-jacents et avons fait preuve de scepticisme professionnel pour vérifier les résultats non-récurrents identifiés par le management. La note F9 détaille les résultats non-récurrents, pour lesquels nous avons vérifié, par l'examen des documents d'audit probants obtenus pour les transactions sous-jacentes et de discussions avec le management, si les résultats non-récurrents ont été classés conformément à la définition incluse dans les principes comptables. Nous avons en outre évalué que les résultats non-récurrents qui ajustent l'EBIT(DA) ont été appliqués de manière cohérente dans les différentes communications financières sur les comptes consolidés.

##### *Nos résultats*

Nous estimons que la nature et les montants des résultats non-récurrents ont été communiqués correctement, conformément à la définition décrite dans la note F9 et sommes d'avis que la définition de ces résultats non-récurrents est appliquée de manière cohérente.





#### **Responsabilités du conseil d'administration relatives aux comptes consolidés**

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ; ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une solution alternative réaliste.

#### **Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés**

Nos objectifs visent à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire détaillant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés adoptent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations fournies par ce dernier le concernant;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au conseil d'administration et au comité d'audit, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au conseil d'administration et au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

## DÉCLARATIONS D'ASSURANCE



Parmi les points communiqués au conseil d'administration et au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points-clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport du commissaire parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

#### Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

##### *Responsabilités du conseil d'administration*

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

##### *Responsabilités du commissaire*

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge (révisée) complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

##### *Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés*

À notre avis, à l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, d'une part, et a été établi conformément à l'article 119 du Code des sociétés, d'autre part.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport de gestion.

L'information non financière a été reprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés. Pour l'établissement de cette information non financière, la Société s'est basée sur Global Reporting Initiative Standards (GRI). Dans le présent rapport, nous ne nous prononçons toutefois pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie dans tous ses aspects importants, conformément aux normes GRI précitées. En outre, nous n'exprimons aucune assurance sur des éléments individuels repris dans cette information non financière.

##### *Mentions relatives à l'indépendance*

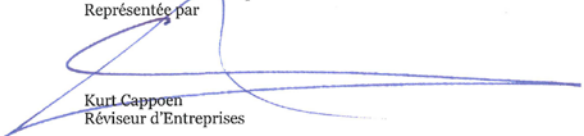
- Nous n'avons pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

##### *Autres mentions*

- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 526bis §6 4° du Code des sociétés, faisant référence à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Sint-Stevens-Woluwe, le 16 mars 2018

Le commissaire  
PwC Réviseurs d'Entreprises scrl  
Représentée par

  
Kurt Cappoen  
Réviseur d'Entreprises



**RAPPORT D'ASSURANCE LIMITEE DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET SUR LA CHAÎNE DE VALEUR DU RAPPORT ANNUEL 2017 D'UMICORE ET DE SES FILIALES**

Ce rapport a été établi conformément aux termes de notre lettre de mission datée du 29 juin 2017. Cette dernière stipule que nous avons été engagés afin de fournir un rapport indépendant d'assurance limitée sur le rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 dans le Rapport annuel 2017 d'Umicore et de ses filiales (le "Rapport").

**Responsabilité du Conseil d'Administration**

L'établissement des informations et des données incluses dans le rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur ainsi que la déclaration que le Rapport d'Umicore et de ses filiales, adhère aux lignes directrices de l'initiative "Global Reporting Initiative" ("GRI") Standards - Core, telles qu'énoncées aux pages 177 à 208 ("Information Sur Le Sujet Considéré"), en conformité avec les critères cités dans le rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur (les "Critères"), relève de la responsabilité du Conseil d'Administration d'Umicore ("la Société").

Cette responsabilité comprend la sélection et l'utilisation de méthodes appropriées par rapport à l'établissement de l'"Information Sur Le Sujet Considéré", la fiabilité des informations sous-jacentes ainsi que l'utilisation d'hypothèses et d'estimations pour l'établissement d'informations particulières à fournir, qui sont raisonnables dans les circonstances, sur le développement durable. En outre, la responsabilité du Conseil d'Administration comprend également la définition, la mise en place et le suivi de systèmes et procédures appropriés permettant la préparation de l'"Information Sur Le Sujet Considéré", qui est exempt d'anomalies significatives, provenant de fraudes ou résultant d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur indépendant**

Notre responsabilité est d'exprimer, sur la base de nos travaux et les éléments probants obtenus, un avis indépendant sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré". Nos travaux ont été réalisés conformément aux principes de la Norme Internationale de Mission d'Assurance (ISAE) 3000 (Revised) "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information". Cette norme requiert que nous nous soumettions aux règles d'éthiques et de planifier et d'exécuter nos procédures afin d'obtenir l'assurance limitée qu'aucun élément n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que l'"Information Sur Le Sujet Considéré" n'a pas été établie, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux Critères déterminés par la Société.

L'objectif d'une mission d'assurance limitée est de mettre en œuvre des procédures que nous jugeons nécessaires afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés fournissant une base raisonnable à l'expression d'une conclusion sous forme négative sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré". Les procédures mises en œuvre dans une mission d'assurance limitée diffèrent en termes de nature et calendrier, et ont une étendue moins large, en comparaison avec une mission d'assurance raisonnable. Par conséquent, le niveau d'assurance obtenue dans une mission d'assurance limitée est sensiblement inférieur au niveau d'assurance qui serait obtenue dans le cadre de la mise en œuvre d'une mission d'assurance raisonnable.

Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les assertions du Conseil d'Administration contiennent des anomalies significatives. L'ensemble des procédures que nous avons mises en œuvre comprend les procédures suivantes:

- Evaluer et tester la conception et le fonctionnement des systèmes et des processus utilisés pour la collecte de données, le classement, la consolidation et la validation, y compris les méthodes utilisées pour le calcul et l'estimation des informations et des données incluses dans le rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 et présentées aux pages 177 à 208 du Rapport Annuel 2017;
- Mener des entretiens avec les personnes responsables, y compris les visites de sites;
- Inspecter les documents internes et externes.

Nous avons évalué l'"Information Sur Le Sujet Considéré" par rapport aux Critères. L'exactitude et l'exhaustivité de l'"Information Sur Le Sujet Considéré" sont soumises à des limitations inhérentes, compte tenu de leur nature et des modalités de détermination, de calcul ou d'estimation de telles informations. Notre rapport d'assurance limitée doit donc être lu en relation avec les Critères.

**Notre indépendance et contrôle qualité**

Nous avons respecté les règles d'indépendance et les autres règles d'éthique du Code of Ethics for Professional Accountants émis par l'International Ethics Standards Boards for Accountants (IESBA). Celles-ci se basent sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de vigilance, de confidentialité et de conduite professionnelle. Notre cabinet de révision applique l'International Standard on Quality Control (ISQC) n°1 et maintient un système élaboré de contrôle qualité, y inclus des politiques et procédures documentées concernant les règles d'éthique, les normes professionnelles et les dispositions légales et réglementaires applicables.

**Conclusion**

Sur la base de nos travaux, tel que décrits dans le présent rapport indépendant d'assurance limitée, et les éléments probants obtenus, aucun fait n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que les informations et les données dans le rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 présentées aux pages 177 à 208 du Rapport annuel d'Umicore et de ses filiales, ainsi que les affirmations d'Umicore selon lesquelles le rapport répond aux exigences GRI Standards - Core, n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Critères.

**Restriction sur l'utilisation et la distribution de notre rapport**

Notre rapport a été conçu conformément aux termes décrits dans notre lettre de mission. Notre rapport est uniquement destiné à l'usage de la société Umicore dans le cadre de leur rapport d'activité environnemental, social et sur la chaîne de valeur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et ne peut être utilisé à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité ou obligation pour dommage à l'égard de tiers, sauf à l'égard de la Société.

Sint-Stevens-Woluwe, le 16 mars 2018

PwC Reviseurs d'Entreprises scrl  
Représentée par

Marc Daelman\*  
Réviseur d'Entreprises

\*Marc Daelman SPRL  
Membre du Conseil d'Administration, représenté par son représentant permanent, Marc Daelman

PwC Bedrijfsrevisoren cvba, burgerlijke vennootschap met handelsvorm - PwC Reviseurs d'Entreprises scrl, société civile à forme commerciale - Risk Assurance Services  
Maatschappelijke zetel/Siège social: Woluwe Garden, Woluvedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe  
T: +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com  
BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / BELFIUS BE92 0689 0408 8123 - BIC GKCC BEBB

## INDEX DU CONTENU GRI

# Index du contenu GRI

RÉFÉRENCE DU STANDARD GRI	INDICATEUR	PAGES DE RÉFÉRENCE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2017
<b>GRI 102: INFORMATIONS GÉNÉRALES</b>		
<b>PROFIL DE L'ORGANISATION</b>		
102-1	Nom de l'organisation	Couverture
102-2	Activités, marques, produits et services	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 14-17 (Modèle d'entreprise)
102-3	Lieu où se trouve le siège de l'organisation	Intérieur de couverture arrière; couverture arrière
102-4	Lieux dans lesquels l'organisation est implantée	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 190 (Rapport d'activité social: S2)
102-5	Mode de propriété et forme juridique	Couverture arrière
102-6	Marchés desservis	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 22-27 (Performance économique)
102-7	Taille de l'organisation	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 190-193 (Rapport d'activité social: S2); 99 (Rapport d'activité économique & États financiers: bilan consolidé)
102-8	Information concernant les employés et autres travailleurs	190-193 (Rapport d'activité social: S2)
102-9	Chaîne d'approvisionnement	26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4)
102-10	"Changements substantiels au niveau de de l'organisation ou de sa chaîned'approvisionnement "	18-25 (Performance économique); 206-207 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V5)
102-11	Démarche ou principe de précaution	37-38 (Gestion des risques et contrôle interne); 39-44 (Principaux risques et opportunités)
102-12	Initiatives externes	COSO; Guide OCDE; ILO Human Rights; SRI, FTSE; PACI; GRI; IIRC
102-13	Affiliation à des associations	58-60 (Engagement envers les parties prenantes)
<b>STRATÉGIE</b>		
102-14	Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation	4-7 (Revue du CEO et du Président)
102-15	Principaux impacts, risques et opportunités	39-44 (Principaux risques et opportunités)
<b>ETHIQUE ET INTÉGRITÉ</b>		
102-16	Valeurs, principes, normes et règles en matière de comportement	The Umicore Way; Code de conduite; 37-38 (Gestion des risques et contrôle interne); 54-60 (Engagement envers les parties prenantes); 72 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G1); 78 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise:G9); 195 (Rapport d'activité social: S5)
102-17	Mécanismes pour obtenir des conseils et utilisés pour faire part des réclamations relatifs à l'éthique	Code de conduite; 195 (Rapport d'activité social: S5)
<b>GOVERNANCE</b>		
102-18	Structure de la gouvernance	72-76 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G2, G4, G5); 65-70 (Approche managériale)
102-19	Délégation des pouvoirs	65-70 (Approche managériale)
102-20	Cadres dirigeants responsables des thèmes économiques, environnementaux et sociaux	49-50 (Comité de direction); 65-70 (Approche managériale)
102-21	Consultation des parties prenantes concernant les thèmes économiques, environnementaux et sociaux	54-60 (Engagement envers les parties prenantes); 61-64 (Matérialité)
102-22	Composition de l'instance supérieure de gouvernance et de ses comités	49-50 (Comité de direction); 72 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G2)
102-23	Présidence de l'instance supérieure de gouvernance	49-50 (Comité de direction); 72 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G2)
102-24	Nomination et de sélection pour l'instance supérieure de gouvernance	73-75 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G4)
102-25	Conflits d'intérêts	77-78 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise :G7, G9-G11); Charte de gouvernance d'entreprise; Code de conduite
102-26	Rôle de l'instance supérieure de gouvernance en vue de la mise en place des objectifs, des valeurs et de la stratégie	72 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G2)

## INDEX DU CONTENU GRI

RÉFÉRENCE DU STANDARD GRI	INDICATEUR	PAGES DE RÉFÉRENCE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2017
<b>GOVERNANCE (SUITE)</b>		
102-27	Connaissances collectives de l'instance supérieure de gouvernance	73-75 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G4)
102-28	Evaluation de la performance de l'instance supérieure de gouvernance	73-75 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G4)
102-29	Identification et gestion des impacts économiques, environnementaux et sociaux	37-38 (Gestion des risques et contrôle interne); 39-44 (Principaux risques et opportunités); 54-60 (Engagement envers les parties prenantes); 61-64 (Matérialité); 65-70 (Approche managériale)
102-30	Efficacité des processus de gestion des risques	37-38 (Gestion des risques et contrôle interne)
102-31	Examen des sujets économiques, environnementaux et sociaux	37-38 (Gestion des risques et contrôle interne); 65-67 (Approche managériale); 73-75 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G4)
102-32	Rôle de l'instance supérieure de gouvernance concernant le rapport de développement durable	65-70 (Approche managériale)
102-33	Communication des réclamations majeures	54-60 (Engagement envers les parties prenantes); 72-73, 78 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G1, G3, G9, G10, G11); Charte de gouvernance d'entreprise; Code de conduite
102-34	Nature et nombre total de réclamations majeures	non rapporté
102-35	Politiques de rémunération	79-88 (Rapport de rémunération); Charte de gouvernance d'entreprise; Code de conduite
102-36	Processus de détermination de la rémunération	79-88 (Rapport de rémunération); Charte de gouvernance d'entreprise; Code de conduite
102-37	Implication des parties prenantes en matière de rémunération	79-88 (Rapport de rémunération); Charte de gouvernance d'entreprise; Code de conduite
102-38	Ratio de la rémunération annuelle totale	non rapporté
102-39	Pourcentage d'augmentation de la rémunération annuelle	non rapporté
<b>IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES</b>		
102-40	Liste des groupes de parties prenantes	54-60 (Engagement envers les parties prenantes)
102-41	Conventions collectives de travail	195 (Rapport d'activité social: S4)
102-42	Identification et sélection des parties prenantes	54-60 (Engagement envers les parties prenantes)
102-43	Approche de l'organisation pour impliquer les parties prenantes	54-60 (Engagement envers les parties prenantes)
102-44	Thèmes et préoccupations clés soulevés	54-60 (Engagement envers les parties prenantes); 61-64 (Matérialité)
<b>PRATIQUES DE REPORTING</b>		
102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 18-36 (Performance); 72 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G2); 116-117, 134-135 (Rapport d'activité économique & États financiers: F5, F17)
102-46	Définition du processus de contenu et du Périmètre des Aspects	61-64 (Matérialité); 65-70 (Approche managériale)
102-47	Liste des Aspects pertinents	61-64 (Matérialité); 65-70 (Approche managériale)
102-48	Reformulation d'informations	65-70 (Approche managériale); 178-179 (Rapport d'activité environnemental: E1); 189, 196-201 (Rapport d'activité social: S1, S6, S7); 205-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V4); 221 (À propos du rapport)
102-49	"Changements par rapport aux précédentes périodes de reporting"	189,196-201 (Rapport d'activité social: S1, S6, S7); 178-182 (Rapport d'activité environnemental: E1, E2, E3); 203, 205-208 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V1, V4, V6); 221 (À propos du rapport)
102-50	Période de reporting	Couverture; intérieur de couverture; 221 (À propos du rapport)
102-51	Date du dernier rapport publié	Site internet du rapport annuel
102-52	Cycle de reporting	Couverture; intérieur de couverture; Site internet du rapport annuel

## INDEX DU CONTENU GRI

RÉFÉRENCE DU STANDARD GRI	INDICATEUR	PAGES DE RÉFÉRENCE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2017
<b>PRATIQUES DE REPORTING (SUITE)</b>		
102-53	Personne à contacter pour toute question sur le rapport	Intérieur de couverture arrière; Général: stakeholder@umicore.com; Financière: evelien.goovaerts@umicore.com; Social: mark.dolfyn@umicore.com; Environnemental: bert.swennen@umicore.com
102-54	Indication de l'option de « conformité » pour les GRI Standards	Intérieur de couverture; 221 (À propos du rapport)
102-55	Index du contenu GRI	Cette section; 221 (À propos du rapport)
102-56	Vérification externe	209-215 (Déclarations d'assurance)
<b>GRI 103 : APPROCHE MANAGÉRIALE</b>		
103-1	"Explication du sujet repris dans la matrice de matérialité et son périmètre"	65-70 (Approche managériale)
103-2	Description de l'approche managériale	65-70 (Approche managériale)
103-3	Evaluation de l'approche managériale	65-70 (Approche managériale)
<b>GRI 201: ASPECTS ÉCONOMIQUES</b>		
201-1	Valeur économique directe créée et distribuée	51 (Chiffres clés); 8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 61 (Engagement envers les parties prenantes); 124-126,169 (Rapport d'activité économique & États financiers: F8, F9, F39)
201-3	Etendue de la couverture des régimes de retraite à prestations définies	146-152 (Rapport d'activité économique & États financiers: F27)
201-4	Subventions et aides publiques reçues	54-60 (Engagement envers les parties prenantes)
<b>GRI 202: MARKET PRESENCE 2017</b>		
202-2	Proportion des cadres dirigeants embauchés localement	Périmètre similaire aux pages 190-193 (Rapport d'activité social: S2)
<b>GRI 203: IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTES</b>		
203-1	Investissements en matière d'infrastructures et d'appui aux services	51 (Chiffres clés); 54 (Engagement envers les parties prenantes); 186-187 (Rapport d'activité environnemental: E7); 207-208 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V6)
<b>GRI 205: LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>		
205-1	Sites ayant fait l'objet d'une évaluation des risques de corruption	37-38 (Gestion des risques et contrôle interne); 54-60 (Engagement envers les parties prenantes); Umicore est signataire du Partenariat contre la corruption
205-2	Communication et formation sur les politiques et procédures en matière de lutte contre la corruption	Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite lors de leur entrée en service
<b>GRI 206: COMPORTEMENT ANTICONCURRENTIEL</b>		
206-1	Actions en justice pour comportement anticoncurrentiel, pratiques antitrust et monopolistique	167 (Rapport d'activité économique & États financiers: F36)
<b>GRI 301: MATÉRIAUX</b>		
301-2	Matériaux consommés provenant de matières recyclées	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 206-207 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V5)
<b>GRI 302: ÉNERGIE</b>		
302-1	Consommation énergétique au sein de l'organisation	182-184 (Rapport d'activité environnemental: E4)
302-3	Intensité énergétique	182-184 (Rapport d'activité environnemental: E4)
302-4	Réduction de la consommation énergétique	182-184 (Rapport d'activité environnemental: E4)
<b>GRI 305: ÉMISSIONS</b>		
305-1	Émissions directes de gaz à effet de serre (scope 1)	181-182 (Rapport d'activité environnemental: E3)
305-2	Émissions indirectes de gaz à effet de serre (scope 2)	181-182 (Rapport d'activité environnemental: E3)
305-7	NO <sub>x</sub> , SO <sub>x</sub> , et autres émissions atmosphériques substantielles	179-181 (Rapport d'activité environnemental: E2)
<b>GRI 308: ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES FOURNISSEURS</b>		
308-2	Impacts négatifs sur l'environnement dans la chaîne d'approvisionnement et mesures prises	26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4)

## INDEX DU CONTENU GRI

RÉFÉRENCE DU STANDARD GRI	INDICATEUR	PAGES DE RÉFÉRENCE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2017
<b>GRI 401: EMPLOI</b>		
401-1	Nouveaux salariés embauchés et taux de rotation du personnel	8-10 (Umicore en un coup d'oeil); 51 (Chiffres clés); 32-36 (Une entreprise où il fait bon travailler); 190-194 (Rapport d'activité social: S2; S3)
<b>GRI 403: SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>		
403-1	Salariés représentés dans des comités mixtes d'hygiène et de sécurité au travail	195 (Rapport d'activité social: S4)
403-2	Taux et types d'accidents du travail, de maladies professionnelles, de journées de travail perdues et d'absentéisme, et nombre total de décès liés au travail	51 (Chiffres clés); 32-36 (Une entreprise où il fait bon travailler); 196-201 (Rapport d'activité social: S6, S7)
403-4	Thèmes de santé et de sécurité couverts par des accords formels avec les syndicats	195 (Rapport d'activité social: S4); Accord-cadre mondial sur le développement durable
<b>GRI 404: FORMATION ET ÉDUCATION</b>		
404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an, réparti par salarié	51 (Chiffres clés); 32-36 (Une entreprise où il fait bon travailler); 193-194 (Rapport d'activité social: S3)
404-2	Programmes de développement des compétences des salariés et programmes d'aide à la transition	32-36 (Une entreprise où il fait bon travailler); 193-194 (Rapport d'activité social: S3)
404-3	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens périodiques d'évaluation et d'évolution	193-194 (Rapport d'activité social: S3)
<b>GRI 405: DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES</b>		
405-1	Composition des instances de gouvernance et répartition des salariés	32-36 (Une entreprise où il fait bon travailler); 73-75 (Rapport sur la gouvernance d'entreprise: G4); 190-193 (Rapport d'activité social: S2)
<b>GRI 408: TRAVAIL DES ENFANTS</b>		
408-1	Sites et fournisseurs présentant un risque substantiel d'incidents liés au travail des enfants	Cet élément fait partie de l'objectif 'Approvisionnements durable'. Voir 26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4); En pratique: Assurer un approvisionnement durable en cobalt (online)
<b>GRI 409: TRAVAIL FORCÉ OU OBLIGATOIRE</b>		
409-1	"Sites et fournisseurs présentant un risque substantiel d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire"	Cet élément fait partie de l'objectif 'Approvisionnements durable'. Voir 26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4); En pratique: Assurer un approvisionnement durable en cobalt (online)
<b>GRI 414: ÉVALUATION SOCIALE AND SOCIÉTALE DES FOURNISSEURS</b>		
414-2	Impacts sociaux négatifs dans la chaîne d'approvisionnement et mesures prises	26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4)
<b>GRI 416: SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS</b>		
416-1	Evaluation des impacts sur la santé et la sécurité des catégories de produits et services	206-207 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V5)
<b>GRI 417: MARKETING ET ÉTIQUETAGE</b>		
417-1	Procédures relatives à l'information et l'étiquetage des produits et services	206-207 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V5)
<b>AUTRES ASPECTS MATÉRIaux RAPPORTÉS</b>		
	Criticité des matières première	En complément du GRI 308: Évaluation environnementale des fournisseurs et du GRI 414: Évaluation sociale and sociétale des fournisseur. Voir 26-28 (Chaîne de valeur et société); 203-206 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V2-V4)
	Produits et services duables	En complément du GRI 301: Matériaux. Voir 26-28 (Chaîne de valeur et société); 206-207 (Rapport d'activité sur la chaîne de valeur: V5)
	Sécurité des procédés	En complément du GRI 403: Santé et sécurité au travail. Voir 201 (Rapport d'activité social: S8)
	Rejets de métaux dans l'eau et dans l'air	En complément du GRI 305: Émissions. Voir 179-181 (Rapport d'activité environnemental: E2)

## RÉFÉRENCES & LIENS CLÉS

### Références & liens clés

**UMICORE** [www.umicore.com](http://www.umicore.com)

**ANNUAL REPORT** [annualreport.umicore.com](http://annualreport.umicore.com)

**ANNUAL REPORT GLOSSARY** [annualreport.umicore.com/glossary](http://annualreport.umicore.com/glossary)

**THE UMICORE WAY** [www.umicore.com/en/about/values/#materialsforabetterlife](http://www.umicore.com/en/about/values/#materialsforabetterlife)

**CODE OF CONDUCT** [www.umicore.com/en/governance/code-of-conduct](http://www.umicore.com/en/governance/code-of-conduct)

**HORIZON 2020** [www.umicore.com/en/cases/horizon-2020](http://www.umicore.com/en/cases/horizon-2020)

**GLOBAL FRAMEWORK AGREEMENT ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

[www.industriall-union.org/sites/default/files/uploads/documents/2015/Belgium/industriall\\_umicore\\_gfa\\_2015.pdf](http://www.industriall-union.org/sites/default/files/uploads/documents/2015/Belgium/industriall_umicore_gfa_2015.pdf)

**SUSTAINABLE PROCUREMENT CHARTER** [www.umicore.com/storage/main/umicore-sustainable-procurement-charter-2017.pdf](http://www.umicore.com/storage/main/umicore-sustainable-procurement-charter-2017.pdf)

**RESPONSIBLE GLOBAL SUPPLY CHAIN OF MINERALS FROM CONFLICT-AFFECTED AND HIGH-RISK AREAS**

[www.umicore.com/storage/main/responsiblesupplychainpolicy.pdf](http://www.umicore.com/storage/main/responsiblesupplychainpolicy.pdf)

**SUSTAINABLE PROCUREMENT FRAMEWORK FOR COBALT** [www.umicore.com/storage/main/sustainablecobaltsupplybrochurefinal.pdf](http://www.umicore.com/storage/main/sustainablecobaltsupplybrochurefinal.pdf)

**DUE DILIGENCE COMPLIANCE REPORT COBALT PROCUREMENT**

[www.umicore.com/en/cases/sustainable-procurement-framework-for-cobalt/compliance-report](http://www.umicore.com/en/cases/sustainable-procurement-framework-for-cobalt/compliance-report)

**CORPORATE GOVERNANCE CHARTER** [www.umicore.com/en/governance/corporate-governance-charter](http://www.umicore.com/en/governance/corporate-governance-charter)

**UMICORE CAREERS** [www.umicore.com/en/careers](http://www.umicore.com/en/careers)

**INVESTOR RELATIONS** [www.umicore.com/en/investors](http://www.umicore.com/en/investors)

**SHAREHOLDER RIGHTS** [www.umicore.com/en/governance/shareholder-rights](http://www.umicore.com/en/governance/shareholder-rights)

**UMICORE NEWS** [www.umicore.com/en/investors/news-results/press-releases](http://www.umicore.com/en/investors/news-results/press-releases)

### AUTRES RÉFÉRENCES & LIENS

**CORPORATE GOVERNANCE COMMITTEE** [www.corporategovernancecommittee.be/en](http://www.corporategovernancecommittee.be/en)

**ECOVADIS** [www.ecovadis.com](http://www.ecovadis.com)

**FINANCIAL SERVICES AND MARKETS AUTHORITY** [www.fsma.be/en](http://www.fsma.be/en)

**OECD DUE DILIGENCE GUIDANCE FOR RESPONSIBLE SUPPLY CHAINS OF MINERALS FROM CONFLICT-AFFECTED AND HIGH-RISK AREAS**

[www.oecd.org/daf/inv/mne/OECD-Due-Diligence-Guidance-Minerals-Edition3.pdf](http://www.oecd.org/daf/inv/mne/OECD-Due-Diligence-Guidance-Minerals-Edition3.pdf)

**RESPONSIBLE MINERALS INITIATIVE, FORMERLY CONFLICT-FREE SOURCING INITIATIVE** [www.responsiblemineralsinitiative.org](http://www.responsiblemineralsinitiative.org)

**WBCSD GUIDANCE FOR ACCOUNTING AND REPORTING CORPORATE GHG EMISSIONS IN THE CHEMICAL SECTOR VALUE CHAIN**

[www.wbcsd.org/contentwbc/download/2831/35596](http://www.wbcsd.org/contentwbc/download/2831/35596)

**WORLD ECONOMIC FORUM'S PARTNERING AGAINST CORRUPTION INITIATIVE (PACI) SIGNATORIES**

[web.worldbank.org/archive/website00818/WEB/OTHER/62\\_COMPA.HTM](http://web.worldbank.org/archive/website00818/WEB/OTHER/62_COMPA.HTM)



## À PROPOS DU RAPPORT

# À propos du rapport

### **Ce Rapport annuel offre une vue complète et intégrée des performances économiques, financières, environnementales, de la chaîne de valeur et sociales d'Umicore en 2017**

Ce rapport se présente en deux parties : une revue annuelle et un rapport de gouvernance et d'activité, disponibles en livrets séparés. La revue annuelle (premier livret, pages 1 à 51) fournit une vue générale d'Umicore et se concentre sur les aspects clés de 2017 en fonction de notre stratégie Horizon 2020. Le rapport de gouvernance et d'activité (second livret, pages 52 à 221) détaille l'analyse de matérialité et de notre approche en matière de gestion économique, environnementale, de la chaîne de valeur et sociale, et inclut les états financiers, socio-environnementaux, de la chaîne de valeur et de gouvernance, ainsi que des annexes. Tous les éléments du Rapport annuel 2017 sont consultables sur <http://annualreport.umicore.com/>.

#### **APPROCHE INTÉGRÉE**

Ce rapport annuel a pour principale mission d'illustrer notre approche stratégique intégrée, qui réunit des objectifs économiques, de la chaîne de valeur et socio-environnementaux. Cette approche est axée sur les éléments du cadre de référence international portant sur le reporting intégré développé par l'International Integrated Reporting Council (IIRC), exigeant une publication et analyse plus détaillée des facteurs importants qui influencent nos activités, ainsi que les risques et possibilités liées à notre stratégie Horizon 2020.

#### **PÉRIMÈTRE DE REPORTING**

Ce rapport rend compte de nos activités pour l'exercice financier correspondant à l'année civile 2017, faisant état des progrès à l'aune des objectifs de notre stratégie Horizon 2020. Les chapitres dans le rapport de gouvernance et d'activité décrivent l'envergure de l'ensemble des objectifs et la méthodologie utilisée dans la formulation des indicateurs de performance. Quand les données sont disponibles, les indicateurs de performance sont présentés avec un historique de cinq ans.

Au niveau économique, le rapport porte sur les activités intégralement consolidées. Les états financiers tiennent aussi compte des contributions financières de l'ensemble des sociétés associées et des co-entreprises. La vente des activités Building Products a été finalisée au mois d'octobre et leur contribution financière est incluse pour neuf mois.

Au niveau socio-environnemental, le rapport se limite aux entités entièrement consolidées et exclut les activités Building Products. Les écarts éventuels sont commentés dans le chapitre correspondant ou dans les annexes.

#### **DONNÉES**

Les données économiques et financières sont recueillies dans le cadre de notre processus de gestion et consolidation financière. Les données socio-environnementales sont recueillies par des systèmes de gestion de ces données et intégrées dans un outil de reporting centralisé, avec les données économiques et financières.

#### **CERTIFICATION**

Ce rapport a été vérifié en toute indépendance par PwC Réviseurs d'Entreprises (PwC). L'audit des informations financières réalisé par PwC se fonde sur l'ensemble des états financiers consolidés IFRS, sur lesquels elle a émis une opinion sans réserve. Ces états financiers consolidés IFRS et le rapport du commissaire aux comptes figurent respectivement en pages 95 à 176 et 209 à 214 de ce rapport. Les données sociales, de la chaîne de valeur et environnementales reprises dans ce document sont préparées sur base des mêmes principes de celles qui ont été utilisées pour préparer les rapports d'activité environnemental, de la chaîne de valeur et social consultables aux pages 177 à 208. Le rapport du commissaire indépendant établi par PwC sur les rapports sociaux et environnementaux figure en page 215 de ce rapport.

Le Rapport fait l'objet d'une vérification externe et a été établi en conformité avec les normes GRI Standards : critères essentiels. Un index GRI peut être consulté en pages 216 à 219. La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation en réseau, pionnière dans l'élaboration du cadre de reporting socio-environnemental le plus utilisé au monde. Les normes GRI Standards, lancées en octobre 2016, sont les premières normes mondiales pour le reporting socio-environnemental.

Umicore a aligné son reporting aux normes de reporting non financier reprises dans le Code des sociétés belge

#### **PRÉSENTATION ET FEEDBACK**

Umicore souhaite améliorer son reporting moyennant l'implication et le dialogue continu avec les parties prenantes. Les principaux éléments sociaux du rapport sont présentés aux syndicats internationaux lors du comité de contrôle commun organisé en mars. Le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale annuelle, fin avril. Umicore s'engage aussi à tenir compte, dans ses cycles de reporting à venir, de tous les points d'amélioration relevés par le commissaire indépendant (PwC). Nous encourageons les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires à propos des versions imprimées et électroniques du rapport (coordonnées sur la page ci-contre). Les commentaires reçus concernant nos rapports antérieurs ont été pris en compte dans la préparation de ce rapport.

## CALENDRIER FINANCIER<sup>1</sup>

### 26 AVRIL 2018

Assemblée générale ordinaire  
des actionnaires (exercice 2017)

### 30 AVRIL 2018

Ex-date (dividende)

### 3 MAI 2018

Mise en paiement du dividende

### 30 JUILLET 2018

Résultats semestriels 2018

### 7 FÉVRIER 2019

Résultats annuels 2018

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### COTATION EN BOURSE

Euronext Brussels

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Natalia Agüeros-Macario

Téléphone : +32 2 227 71 02

E-mail: natalia.agueros@eu.umicore.com

### INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

Evelien Goovaerts

Téléphone : +32 2 227 78 38

E-mail : evelien.goovaerts@umicore.com

### INFORMATIONS SOCIALES

Mark Dolfyn

Téléphone : +32 2 227 73 22

E-mail : mark.dolfyn@umicore.com

### INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Bert Swennen

Téléphone : +32 2 227 74 45

E-mail : bert.swennen@umicore.com

### LANGUES

Ce rapport est également disponible  
en anglais et néerlandais.

### INTERNET

Ce rapport annuel peut être  
téléchargé sur le site :  
<http://annualreport.umicore.com/>

### SIÈGE SOCIAL

Umicore

Rue du Marais 31

B-1000 Bruxelles

Belgium

Téléphone : +32 2 227 71 11

Fax : +32 2 227 79 00

Internet : umicore.com

Numéro d'entreprise : 0401574852

Numéro de TVA : BE 0401 574 852

### ÉDITEUR RESPONSABLE

Umicore Group Communications

Christopher Smith

Téléphone : +32 2 227 72 21

E-mail : christopher.smith@umicore.com

### CONCEPTION & RÉALISATION

Radley Yeldar – ry.com

### PHOTOS

Jean-Michel Byl, Anka Van Raemdonck,

Thorkild Jensen, Umicore

## FEEDBACK

Donnez-nous votre avis sur ce rapport.

Envoyez-nous un e-mail à [stakeholder@umicore.com](mailto:stakeholder@umicore.com)

<sup>1</sup> Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jour, veuillez consulter le site internet d'Umicore.

Pour toute demande ou information complémentaire  
veuillez contacter

**Umicore**

Société anonyme - Naamloze vennootschap  
Rue du Marais 31  
B-1000 Bruxelles  
Belgique

Téléphone : +32 2 227 71 11  
[www.umicore.com/en/contact](http://www.umicore.com/en/contact)